

128-129

A l t e r n a t i v e s  
n o n - v i o l e n t e s

dossiers • recherches • confrontations

21 €

automne-hiver 2003

Revue trimestrielle



**Palestiniens  
et Israéliens :**  
***faire parler la non-violence***



# primevère

18<sup>ème</sup> salon-rencontres  
de l'écologie et des alternatives

vendredi 20, samedi 21 et dimanche 22 février 2004 • Eurexpo Lyon/Chassieu

**400 stands, dont  
150 associations  
et 100 producteurs  
100 conférences,  
ateliers et animations**

*Pour connaître le programme  
détaillé, connectez-vous sur  
<http://primevere.salon.free.fr> ou  
téléphonez au 04 74 72 89 90  
ou écrivez à Primevère 9 rue  
Dumenge 69317 Lyon cedex 04*



# Éditorial

Aucun sujet ne suscite autant de passions que le conflit israélo-palestinien, surtout en France, et surtout avec l'arrivée de la politique meurtrière d'Ariel Sharon et les attentats terroristes de Palestiniens. Il n'en demeure pas moins que les Israéliens ne seront libres que lorsque les Palestiniens le seront.



Une violence peut se comprendre, en aucun cas elle n'est admissible. Nous n'avons jamais cru à ANV qu'il faut extirper une violence par une autre violence. Tous les actes de violence n'ont pas la même portée, mais chacun peut entraîner un esprit de vengeance qui à son tour peut inciter à commettre une autre violence. La liste des victimes est affreusement longue dans ce conflit international qui dure depuis 1948 — le plus long de l'histoire moderne ! Qui pourrait oublier les attentats sionistes de 1948, puis les expulsions de Palestiniens de leurs villages, les prises d'otages d'Israéliens dans des avions au cours des années 1970, la multiplication des colonies juives dans les territoires occupés, puis maintenant les attentats de kamikazes palestiniens en Israël, avec, en réponse immédiate, les raids meurtriers de l'armée israélienne, les scandaleuses destructions de maisons en Cisjordanie et à Gaza, l'odieuse construction d'un « mur »... ? Bientôt une guerre civile au couteau ? Le seul gagnant est pour le moment la violence, avec son cortège de morts, d'humiliations et d'insécurité. Les Israéliens ne seront libres que lorsque les Palestiniens le seront.

Il faut dire « stop » à la violence. Seul l'envoi massif d'une force de police internationale peut marquer une rupture dans le conflit israélo-palestinien. L'apport d'intervenants civils internationaux continuera alors à être précieuse pour soigner au plus près les plaies dans les sociétés civiles. Des articles de ce numéro y sont consacrés.

Publié avec le concours du  
Centre national du livre

Derrière ceux qui gouvernent les États, il y a des peuples. À y voir de plus près, des raisons d'espérer émanent aussi bien de la société israélienne que de la société palestinienne. Chacune est abasourdie quand une violence tue de ses membres. Quand les cercueils s'alignent, les artisans de paix de ces deux sociétés sont cloués au mutisme, divaguant eux-mêmes, aux prises avec l'esprit de revanche compréhensible et le désir de garder la raison. Disons-le franchement, chaque attentat terroriste du Hamas ou du Jihad islamique est le meilleur allié du gouvernement Sharon qui sait s'appuyer sur une telle violence pour légitimer les siennes à venir. C'est un expert en la matière.

Mais au milieu de ce tohu-bohu, des voix s'élèvent, des hommes et des femmes agissent, tant en Israël qu'en Palestine. Ils sont comme la nouvelle conscience de leurs peuples respectifs. La non-violence est leur force morale et politique, l'action leur honneur. Plusieurs articles sont ici consacrés à ces sans-grade qui annoncent déjà la coexistence de deux États, l'un dans les frontières d'avant 1967, l'autre en Cisjordanie et Gaza. Les Israéliens seront libres lorsque les Palestiniens le seront, car il n'y a pas de liberté sans justice.

François VAILLANT

**L**a rédaction d'ANV tient à remercier chaque auteur pour la contribution qu'il apporte. Nos remerciements vont tout particulièrement à Corinne Grassi, notre personne-ressource pour ce numéro, dont les compétences et la ténacité nous ont permis d'avancer sans trébucher. Nous remercions également chaleureusement *Justice et Paix France* qui nous a fourni plusieurs documents traduits de l'hébreu et de l'anglais.

**C**omme chacun(e) peut le constater, ANV a rajouté sa maquette, ce qui n'avait pas été entrepris depuis 1992 ! Plus lisible, mieux présentée, cette nouvelle maquette veut témoigner du dynamisme du comité de rédaction d'*Alternatives non violentes*.

**C**ette livraison d'ANV, automne-hiver 2003, est un volume qui correspond aux numéros 128 et 129 de la revue. Le retard d'ANV dans ses parutions est donc rattrapé. C'est pourquoi les abonnés jusqu'aux numéros 128 et 129 sont appelés actuellement à renouveler leur réabonnement, par un courrier qui leur est directement adressé. Hier comme aujourd'hui, un réabonnement à la revue trimestrielle *Alternatives non violentes* correspond à quatre numéros.

# Rencontre avec Dominique VIDAL\*



\**Rédacteur en chef adjoint au Monde diplomatique. Auteur, ces dernières années, de : Le Mal-être juif. Entre repli, assimilation et manipulations, Agone, Marseille, 2003 ; Les 100 clés du Proche-Orient, Hachette-Littératures, Paris, 2003 (avec Alain Gresh) ; Le Pêché originel d'Israël. L'expulsion des Palestiniens revisitée par les "nouveaux historiens" israéliens, Paris, L'Atelier, 2003 (avec Joseph Algazy) et Les historiens allemands relisent la Shoah, Complexe, Bruxelles, 2002.*

**ANV : Quelle est la légitimité, pour vous, de la création de l'État d'Israël et de celle d'un État palestinien ?**

**Dominique VIDAL :** Pour moi, la création d'un État juif sur une partie de la Palestine historique est directement liée au génocide nazi pendant la Deuxième Guerre mondiale. Car l'extermination de millions de juifs a donné au projet sioniste une tragique légitimité, interne et externe, qu'il n'avait pas auparavant.

Quelque chose a changé avec la Shoah. Pour un très grand nombre de juifs, il est devenu évident, après la Seconde Guerre mondiale, qu'il fallait créer un État où les Juifs qui le souhaitaient puissent reconstruire leur vie et qui, en même temps, serve aux autres de refuge « au cas où »... Au sein de nombreuses communautés juives, les partisans du sionisme l'ont emporté sur les forces hostiles à l'idée d'État juif, des communistes aux bundistes<sup>1</sup> — en passant, en Palestine, par les bi-nationalistes. Simultanément, dans le monde entier, en particulier en Occident, des millions de gens ont pris conscience qu'il fallait permettre aux juifs le désirant — aux survivants du judéocide notamment — de venir s'installer en Palestine.

C'est cette évolution que traduit — au-delà des pressions orchestrées par les États-Unis sur les membres de la toute jeune ONU pour arracher la majorité requise — l'adoption, le 29 novembre 1947, de la résolution 181 de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations unies (ONU). Ce plan de partage tablait sur la coexistence d'un État juif et d'un État arabe — ce dernier, on le sait, n'a jamais vu le jour. Ce vote, une des premières grandes décisions de l'ONU, fonde juridiquement la légitimité de ces deux États. C'est si vrai que, le 15 novembre 1988, quand, en pleine Intifada (la première), le Conseil national palestinien proclame l'État de Palestine et reconnaît Israël, il s'appuie notamment sur cette résolution 181.

On peut, certes, contester le droit qu'avait la Société des Nations, après la Première Guerre mondiale, de confier à la Grande-Bretagne un mandat sur la Palestine. Mais la suite se tient : puissance mandataire, Londres décide, le 14 février 1947, de remettre le dossier

aux Nations unies. Si les Britanniques capitulent, c'est en raison du coût économique et politique du conflit pour une ancienne grande puissance sortie exsangue de la Seconde Guerre mondiale. Et le terrorisme pèse lourd dans leur recul. On oublie souvent qu'avant le Hamas ou le Jihad islamique, il y a eu des Hamas et des Jihad islamiques juifs en Palestine : je pense au groupe Stern — qui est devenu ensuite le Lehi dirigé notamment par Itzhak Shamir —, mais aussi à l'Irgoun de Menahem Begin qui a, lui aussi, organisé des attentats anti-Britanniques. Bref, c'est une Grande-Bretagne épuisée qui remet son mandat à l'ONU, laquelle, au terme d'une commission d'enquête, l'Unscop, opte pour le partage de la Palestine...

**ANV : Mais alors pourquoi titrez-vous l'un de vos livres *Le Pêché originel d'Israël* ?**

**Dominique VIDAL** : J'ai écrit en effet, en 1998, un livre intitulé *Le Pêché originel d'Israël*. Notez que le sous-titre, *L'expulsion des Palestiniens revisitée par les « nouveaux historiens » israéliens*, explicite le titre. Cet ouvrage ne porte pas sur le vote du plan de partage, mais sur la suite : l'histoire de la guerre israélo-palestinienne, puis israélo-arabe de 1948, telle que les nouveaux historiens israéliens l'ont réécrite. C'est un hommage au courage de ces intellectuels juifs qui, à contre-courant de l'historiographie traditionnelle, ont plongé dans les archives ouvertes à partir de 1978 pour raconter comment les Palestiniens, dans leur grande majorité, avaient été expulsés de leurs villes et de leurs villages.

Cinq ans après la parution de ce livre, certains ont fait mine de s'inquiéter du caractère antisioniste, voire antisémite de ce titre. C'est d'autant plus grotesque que les mêmes ne s'en étaient pas rendu

compte en 1998. Mon bouquin avait fait l'objet de nombreuses recensions, et même de quelques émissions de radio — y compris celle d'Alain Finkielkraut, qui m'avait reçu avec Eli Barnavi, tous deux disant d'ailleurs le plus grand bien du livre. Une seule recension avait formulé des réserves sur le titre : celle de Pierre Vidal-Naquet dans... *La revue d'études palestiniennes* !

Pourquoi *Le Pêché originel d'Israël* ? Parce qu'un historien traditionaliste, Shabtaï Teveth, par ailleurs biographe — hagiographe — du Premier ministre israélien de l'époque — David Ben Gourion — a reproché au pionnier de la nouvelle histoire, Benny Morris, de créer un « *pêché originel d'Israël* ». Reprendre cette formule, c'était simplement souligner qu'en expulsant les quatre cinquièmes des Palestiniens qui résidaient sur son territoire, l'État d'Israël a commis une injustice que seule la création d'un État palestinien à ses côtés peut réparer. Même si, au lieu des 45 % de la Palestine prévus en 1947, l'État palestinien devra se contenter — au mieux — de 22 %... « *Si l'État d'Israël est né dans le péché, en commettant des injustices à l'égard des autres, alors cela veut dire qu'il n'a pas droit à l'existence* », assure Shabtaï Teveth. L'historien, d'évidence, ferait — comme mes critiques — un piètre théologien : dans l'acception chrétienne, non seulement le péché originel ne condamne personne à mort, mais le baptême suffit à l'effacer...

Indépendamment du titre, les accusations des inconditionnels d'Israël contre mon livre ne tiennent pas debout. Le contenu ? Je me contente de proposer une synthèse des ouvrages d'historiens israéliens qui, à la seule exception d'Ilan Pappé, se considèrent tous comme sionistes — Benny Morris a même évolué au point de soutenir la politique d'Ariel Sharon, sans pour autant, je le précise, revenir sur ses



travaux historiques. Quant à l'auteur, laissez-moi vous dire que je suis le fils d'un survivant d'Auschwitz et d'une femme d'origine juive qui, pendant la guerre, a dû être cachée dans une famille chrétienne d'Auvergne, au Chambon-sur-Lignon...

Pourquoi suis-je, cela dit, très attaché à l'idée que la Shoah fonde historiquement la légitimité de l'État d'Israël ? Parce que je refuse de m'insérer dans une histoire déterminée par les mythes religieux ou nationalistes. En matière de droits historiques, je ne vois pas pourquoi le texte d'un livre sacré d'une religion fonderait une revendication, en termes de droit international, plus que d'autres livres sacrés d'autres religions.

Pour toutes ces raisons, je préfère enraciner l'existence et la légitimité d'Israël dans l'histoire de la Seconde Guerre mondiale et de ses suites immédiates, à savoir comment la Shoah a convaincu la majorité des juifs comme de l'opinion internationale — en tout cas occidentale — de la nécessité de donner, en Palestine, un État aux juifs qui souhaitaient venir y vivre. De ce point de vue, il me semble impossible de nier le lien existant entre le génocide nazi et la création d'un État juif en Palestine — je dis bien en Palestine, car il n'était pas prévu, dans le texte du 29 novembre 1947, qu'il occupe toute la Palestine.

Refusée à l'époque par l'ensemble du monde arabe, le plan de partage onusien de 1947 constitue désormais une base politique et juridique sur laquelle nombre de responsables arabes entendent s'appuyer, même s'il implique la reconnaissance du fait que deux peuples — israélien et palestinien — ont des droits sur cette terre. Dans un très beau texte, publié en août 1998 par *Le Monde diplomatique*, Edward Saïd, le grand intellectuel américano-palestinien qui vient, hélas, de nous quitter, le disait beaucoup mieux que je ne peux le dire : « *Si nous les Palestiniens, nous ne sommes pas capables de reconnaître ce qu'a été la souffrance des juifs avec le génocide, comment pouvons-nous faire comprendre aux juifs notre propre souffrance ? Comment pouvons-nous ne pas prendre en compte le lien qui existe entre le génocide et la création de l'État d'Israël et le conflit qui s'en est*

*suivi ?* ». Je persiste à dire que cette approche laïque du fondement juridique des deux États est de loin préférable à la polémique sans fin sur les promesses divines...

**ANV : Mais cette lecture laïque n'est-elle pas souvent recouverte par une lecture qui ne l'est pas, surtout du point de vue israélien ?**

**Dominique VIDAL :** il ne faut pas que l'arbre cache la forêt. La dégénérescence du processus de paix lancé par les accords d'Oslo (septembre 1993) et l'échec du sommet de Camp David (juillet 2000) — rattrapé par le sommet de Taba (janvier 2001), hélas déserté par Ehoud Barak — obscurcissent la perspective. Si l'on garde le nez sur l'actualité sanglante des trois dernières années, on ne peut que désespérer.

Prenons un peu de recul. Ma thèse — et je la crois certes originale, mais profondément vraie —, c'est que la conscience a grandi, aussi bien dans la société juive d'Israël que dans la société palestinienne, qu'il n'y avait pas de solution militaire à ce conflit, qu'il fallait donc aller vers un compromis fondé sur les bases de principes acceptables pour les deux peuples, en termes de dignité, de justice et de faisabilité.

Depuis la guerre du Liban (1982) et la première Intifada (1987-1991), l'idée monte, lentement mais sûrement, en Israël qu'il faudra accepter la création d'un État palestinien aux côtés de l'État juif. Et, parallèlement, la société palestinienne s'est convaincue — de manière plus précoce, il faut le dire — que les Israéliens avaient le droit de vivre en paix et en sécurité dans leur État, à l'intérieur des frontières de 1967 internationalement reconnues. À condition, évidemment, que la réciproque soit vraie pour les Palestiniens.

Quand j'affirme que la haine actuelle entre juifs israéliens et Palestiniens est conjoncturelle, je veux dire par là qu'il suffirait que l'engrenage de la violence, des provocations comme des répressions, soit cassé pour que les populations, de part et d'autre, reviennent en majorité au respect mutuel, voire à la réconciliation.

J'en veux pour preuve ce qui s'est passé au lendemain de la trêve du 29 juin 2003, sous le signe de la feuille de route du Quartette (États-Unis, ONU, Union européenne, Russie). Cette trêve, les Palestiniens l'ont respectée six semaines durant. Mais le gouvernement Sharon, lui, n'a tenu aucun de ses engagements. Tsahal ne s'est pas retirée de la Cisjordanie réoccupée au printemps 2002 lors de l'opération « Rempart ». Elle n'a libéré que Bethléem, alors qu'elle était censée revenir aux positions de la fin septembre 2000, avant la seconde Intifada. De plus, Israël a continué à bâtir ce mur — qui n'est pas un mur de défense, mais un mur d'encerclement de 40 % de la Cisjordanie prenant des villes en enclave. Le gouvernement israélien n'a pas non plus libéré l'ensemble des prisonniers palestiniens comme c'était prévu : il n'en a relâché que quelques dizaines, alors qu'on en compte au moins six mille. Israël, enfin, a continué les bouclages, les destructions de maisons, les arrachages d'oliviers, etc. On a non seulement poursuivi, mais développé comme jamais l'assassinat des cadres du Hamas et du Djihad islamique.

Au bout de six semaines, ces derniers ont fini par tomber dans la provocation. Ils ont effectivement rompu la trêve avec un attentat encore plus horrible que les précédents. Faisant exploser un bus de religieux ultra-orthodoxes, ils ont tué vingt-deux personnes, dont des enfants et des bébés. Certes donc, les islamistes n'ont pas reculé devant l'horreur absolue. Mais le gouvernement Sharon avait fait, comme d'habitude, la politique du pire, parce qu'il avait peur que cette trêve entraîne l'application de la feuille de route et donc le ramène à la table de négociations.

Or, que s'est-il passé en Israël pendant cette période de trêve ? Un mouvement social sans précédent, autour des femmes célibataires, des chômeurs et des SDF, a surgi à Tel-Aviv, mais aussi à Jérusalem, avec des campings sauvages dans le quartier des ministères, en face des bureaux du Premier ministre. Des dizaines et des dizaines de milliers d'Israéliens ont manifesté leur solidarité. On a assisté à un rejet sans précédent de la politique néolibérale « justifiée » par les dépenses pour la

colonisation, l'armée, la sécurité, le mur, etc. En clair, il a suffi d'une pause pour que la société reprenne ses droits.

Ma conviction — que les sondages attestent, mais les sondages... — est qu'existe, dans les deux sociétés, israélienne et palestinienne, une volonté de paix majoritaire, très nettement majoritaire. Elle s'efface dès lors que l'escalade, la brutalité et la barbarie dominant. Au Proche-Orient comme partout, le sang appelle le sang, la vengeance écrase tous les autres sentiments : il n'est pas besoin de connaître l'Ancien Testament pour pratiquer la loi du talion. Ariel Sharon comme Cheikh Yassine savent très bien qu'en entraînant hommes et femmes dans une escalade sanglante, ils étouffent en eux le rêve de paix.



**ANV : Mais c'est terriblement coûteux en vies humaines !**

**Dominique VIDAL** : Selon les derniers bilans de l'Agence France Presse, la seconde Intifada et sa répression ont tué, en trois ans, près de 2 800 Palestiniens et de 900 Israéliens. Rapportés à la population française, ces chiffres correspondent, pour les Israéliens à 9 000 morts, et pour les Palestiniens à près de 50 000 morts.



À ceux qui s'étonnent de la montée des extrémistes dans ce contexte, je dis : imaginez que nous déplorions, en France, la perte de 9 000, a fortiori de 50 000 des nôtres, que se passerait-il à votre avis ? Qui gagnerait les élections ? Qui deviendrait président de la République et qui occuperait les fonctions de Premier ministre ? Il n'y a pas besoin du « choc des civilisations » cher à Samuel Huntington pour comprendre comment, dans l'escalade du sang, la haine submerge tout.

**ANV : En fin de compte, « la violence est un suicide », pour reprendre un propos de Gandhi. C'est même ici un processus doublement suicidaire, puisque la violence de l'un ne sert qu'à justifier la violence de l'autre. Mais comment se fait-il que ces opinions que vous dites majoritairement favorables à une juste paix ne parviennent pas à infléchir les actions politiques ?**

**Dominique VIDAL :** Si vous me permettez le parallèle, rappelez-vous les guerres coloniales que la France a menées. Tant de Français étaient convaincus, en leur for intérieur, qu'il n'y avait d'autre solution que pacifique, et que celle-ci devait satisfaire, peu ou prou, les droits revendiqués par l'« ennemi ». Mais cette conviction recule lorsqu'elle est confrontée à une dynamique de violence et de barbarie — je pense à la violence des soldats, à celles des terroristes, aux tortures, aux destructions de maison, aux viols systématiques... Toutes ces horreurs tournent les têtes, même les mieux faites. Même les plus pacifistes peuvent succomber au désir de représailles. L'émotion l'emporte sur la raison.

Je n'ai pas de souvenirs de la guerre d'Algérie, j'étais trop jeune. Mais ma mère était très active dans les réseaux de soutien au Front de libération national algérien (FLN), dont j'ai vu défiler à la maison bien des dirigeants clandestins. À peine adolescent, j'ai compris que des gens très courageux — comme Pierre Vidal-Naquet, Laurent Schwartz, Jacques de Bollardière ou Henri Curiel — avaient largement contribué à ce que tout bascule, en 1961-1962. La grande majorité de Français a fini par dire : « Stop, ça suffit ! »

**ANV : Oui, mais ce fut grâce à la stratégie de De Gaulle.**

**Dominique VIDAL :** Bien sûr, mais Charles de Gaulle a longtemps tergiversé. Après tout, c'est sous sa présidence que s'est produit le 17 octobre 1961. J'ai toujours été fasciné à l'idée que certains des policiers qui avaient raflé les juifs en juillet 1942 ont sans doute, dix-neuf ans plus tard, participé au massacre de plusieurs dizaines, voire centaines d'Algériens. Et je crois que la mobilisation populaire croissante pour la paix et l'indépendance de l'Algérie a pesé lourd dans l'évolution de la politique du général. De cela, je me souviens plus précisément : l'enterrement des neuf morts de Charonne, le 8 février 1962, fut ma première « manif » — j'en ai encore chez moi le macaron cerné de noir...

**ANV : Et en Palestine et Israël ?**

**Dominique VIDAL :** Comparaison n'est pas raison, mais j'aime bien ce rapprochement. En Israël comme chez nous du temps de la guerre d'Algérie, il y a des gens très courageux qui refusent l'engrenage de la violence et travaillent, patiemment, à rouvrir un chemin vers la paix. Avec un succès aussi important que récent : alors même que les missiles et les bombes s'abattent sur Gaza, un espoir, à nouveau, surgit. Des personnalités représentatives de toute la gauche israélienne vont à Genève signer, avec des dirigeants palestiniens de toutes tendances (sauf les islamistes), un accord de paix qui, sur la base des négociations de Taba (janvier 2001), résout toutes les questions disputées depuis trente-six ans :

- Objectif : l'accord final engage les deux parties à renoncer à toute nouvelle revendication. Il remplacera toutes les précédentes résolutions de l'Organisation des Nations unies (ONU).
- L'État palestinien : il sera constitué aux côtés d'Israël, conformément aux frontières de 1967, avec certaines modifications.
- Colonies : selon des négociateurs, Israël restituera 100 % de la bande de Gaza et 97,5 % de la

Cisjordanie : il annexera les 2,5 % restant pour regrouper les blocs de colonies à Gush Etzion (sud de la Cisjordanie) et dans le périmètre de Jérusalem. En revanche, les colonies d'Ariel (nord), Efrat et Har Homa (sud) feront partie de l'État palestinien. En échange des secteurs de la Cisjordanie qui resteront sous son contrôle, Israël transfèrera à l'État palestinien des zones du Néguev adjacentes à la bande de Gaza.

- Jérusalem : la ville sera la capitale de l'État d'Israël et de l'État palestinien. La souveraineté y sera partagée sur la base du principe proposé par le président américain William Clinton : est israélien tout ce qui est juif, est palestinien tout ce qui est arabe, musulman ou chrétien. L'État palestinien contrôlera donc la Vieille Ville, sauf le Quartier juif et le Mur des Lamentations. L'Esplanade des mosquées sera sous souveraineté palestinienne avec un libre accès, supervisé par une force internationale, pour toutes les autres confessions — mais les juifs ne seront pas autorisés à y prier. Les fouilles archéologiques ne seront pas non plus autorisées sur le site.

- Réfugiés : sauf quelques dizaines de milliers autorisés à revenir en Israël, ils ne pourront exercer leur « droit au retour » — formule absente du texte de l'accord — que dans l'État de Palestine ou vivre dans d'autres États de la région.

- Sécurité : les Palestiniens s'engageront à démanteler les infrastructures terroristes et à combattre le terrorisme comme l'incitation à la violence. L'État palestinien sera démilitarisé et les points de passage seront supervisés par une force internationale.

***ANV : Mais le gouvernement israélien n'est pas prêt à appliquer cet accord, qu'il a dénoncé comme une « trahison » ?***

**Dominique VIDAL :** Vous avez raison. Pour l'instant, l'accord de Genève reste virtuel. Mais il n'en possède pas moins une double vertu : il prouve que la paix est possible, et qu'Israël a un partenaire, du côté palestinien, pour la bâtir.

Raison de plus pour que la communauté internationale joue enfin pleinement son rôle. L'échec de la « feuille de route » confirme que nous sommes entrés dans une période nouvelle de l'histoire du conflit. Il est devenu clair pour beaucoup d'observateurs que les Israéliens et les Palestiniens ne résoudre pas la question par eux-mêmes, en tout cas pas tant qu'Ariel Sharon imposera une ligne meurtrière et suicidaire. Leur laisser résoudre le problème par la nouvelle négociation d'une période transitoire, que les provocations des uns et des autres ont toutes les chances de rendre éternelle, et de mesures de confiance qui ne prendront jamais corps, c'est cautionner un bain de sang sans fin.

Il faut donc une rupture majeure dans l'histoire du conflit. Pour ce faire, il convient, premièrement, de placer officiellement l'ensemble des territoires palestiniens occupés en 1967 par Israël sous la tutelle des Nations unies. Deuxièmement, pour pouvoir créer les conditions d'une négociation permettant d'aller très vite vers la création de l'État palestinien et donc vers des solutions adaptées pour tous les dossiers du contentieux israélo-palestinien, il faut que les Nations unies déploient, sur ces territoires et à leurs frontières, une véritable force internationale — cette force d'interposition veillera à empêcher toute violence israélienne contre les Palestiniens et toute violence palestinienne contre les Israéliens.

C'est exactement ce qui s'est passé au Timor-Oriental, longtemps victime d'un véritable génocide de la part de l'Indonésie. Sa mise sous la tutelle des Nations unies, dotées là d'une force internationale, a permis d'arrêter les massacres et de réaliser une solution politique juste, ratifiée par un référendum d'indépendance. Cet exemple illustre le caractère juridiquement et politiquement faisable de la mise sous tutelle. Et, au Timor, nous faisons face à un génocide, ce qui n'est malgré tout pas le cas en Palestine.

Je crois à cette perspective comme une rupture salutaire. En un siècle, on a tout essayé, sauf ça. Il n'y a jamais eu de mise sous tutelle, jamais de force internationale. Essayons-la maintenant, plutôt que de miser sur une

négociation bilatérale supposant un cessez-le-feu qu'Ariel Sharon et les islamistes peuvent briser quand ils le veulent. Après tout, le conflit israélo-palestinien est le seul conflit international qui dure depuis aussi longtemps.

**ANV : Par rapport à cette idée d'une force de police internationale, il y a quand même un blocage venant du gouvernement Sharon, mais aussi des signes qui font espérer à travers le mouvement des « refuzniks ». Comment percevez-vous ce mouvement qui touche l'armée israélienne ?**

**Dominique VIDAL :** Plus de mille militaires israéliens — certains conscrits, d'autres officiers de réserve, y compris, récemment, vingt-sept pilotes d'avion de chasse — refusent d'aller dans les territoires palestiniens, et cela en dépit d'une répression de plus en plus forte. Et plusieurs dizaines de jeunes *refuzniks* ont été condamnés à des peines de prison répétitives.

Ce mouvement des *refuzniks* est sans doute le plus neuf des mouvements de la paix en Israël, mais ce n'est pas le seul. Il y en a un autre, très important, dont on parle moins en France : *Taayoush* — en arabe, cela veut dire « coexistence ». C'est une association composée pour l'essentiel de jeunes juifs et arabes d'Israël, dont les opinions politiques sont très diverses. Elle n'a pas de plate-forme idéologique. Elle se contente de manifester sa solidarité, sur le terrain, avec les Palestiniens des territoires occupés, sous forme de convois de voitures qui forcent les barrages pour apporter aux villageois de Cisjordanie des vêtements, de la nourriture, des médicaments ou encore des jouets pour les enfants. Parfois, les membres de ces convois ont dû affronter les soldats israéliens. Des membres de *Taayoush* ont été arrêtés, d'autres battus. Mais ils continuent.

Car, au-delà même de ce qu'ils apportent, ils remplissent une mission capitale : donner aux Palestiniens une image des Israéliens, des juifs différente de celles qu'imposent les soldats et les colons. Pour

les populations qu'ils aident, ils incarnent la preuve que tous les Israéliens ne sont pas d'accord avec Ariel Sharon, que certains, juifs et arabes — le « et » me paraît essentiel — sont ensemble à leurs côtés.

*Taayoush* fait également un formidable travail au moment de la cueillette des olives. Les colons des implantations juives empêchent, souvent par la force, les villageois palestiniens de recueillir leur propre récolte — parfois même, ils la leur volent. Alors les jeunes juifs et arabes venus d'Israël récoltent les olives avec ces paysans, les défendent contre toute attaque et témoignent ainsi que la coexistence reste possible — à condition que les Palestiniens puissent enfin vivre libres dans leur État.

Il y a un an environ, dans le petit village de Khirbet Yanoun, au sud de Naplouse, les colons de l'implantation voisine harcelaient tellement les villageois que ceux-ci finirent par s'en aller, le 18 octobre 2002. Ainsi se matérialisait le vieux rêve de l'extrême droite sioniste : le transfert de Palestiniens ! Les hommes et les femmes de Khirbet Yanoun ne pouvaient plus cultiver leur terre (sous le feu des fusils des colons), ni puiser leur eau (empoisonnée), ni être ravitaillés par les camions des commerçants (bloqués par les barrages de l'armée). Il ne leur restait plus qu'une issue : la fuite. Il a fallu que nos amis de *Taayoush* se rendent sur place, accompagnés de quelques-uns des plus grands écrivains israéliens (Abraham B. Yehoshua, Amos Oz et David Grossmann) pour qu'ils convainquent les villageois de revenir et protègent leur réinstallation.

Dans un beau texte écrit peu après, deux dirigeants de *Taayoush*, Gadi Algazy et Azmi Bdeir, expliquent : « *Le transfert n'est pas nécessairement un moment dramatique, où les gens sont expulsés et fuient leur ville ou leur village. [...] C'est un processus en profondeur, un processus rampant qu'on ne voit pas. [...] Sa principale composante est la destruction graduelle des infrastructures de la vie de la population civile palestinienne dans les territoires [...] Et ce que les bouclages de l'armée ne réussissent pas à faire, les colons y parviennent : chaque nouvelle implantation ou avant-poste*

*exige [...] l'expulsion des Palestiniens des zones environnantes et la transformation de terres agricoles en terres de mort. [...] Khirbet Yanoun n'est pas un cas isolé. »*

J'ajoute que c'est pour beaucoup grâce à *Taayoush* que l'opinion israélienne, puis internationale a été alertée sur la nature du mur envisagé du temps d'Ehoud Barak et en cours de construction sous Ariel Sharon. Dès le début, les militants de l'association ont observé de près les travaux. Leurs informations ont notamment permis au journaliste Méron Rapoport, de *Yediot Aharonot*, le plus grand quotidien israélien, d'y publier, fin avril 2003, un grand reportage accompagné

d'une carte du mur : la preuve était faite que celui-ci avait pour fonction, non de protéger les Israéliens des terroristes, mais d'enfermer environ 40 % de la Cisjordanie, quadrillés par les colonies et leurs routes de contournement — un ensemble de Bantoustans à la sud-africaine.

Rien d'étonnant si cet article — s'ajoutant à d'autres — a valu à ce courageux journaliste d'être brutalement licencié cet été : on dit que Condolezza Rice sortait ce reportage et la carte l'accompagnant pour expliquer à ses interlocuteurs israéliens pourquoi l'administration Bush n'aimait pas ce mur.

**ANV : Peut-on parler d'actions non-violentes pour les actions conduites par les refuzniks et les jeunes de Taayoush ?**

**Dominique VIDAL :** Absolument. Les actions menées par ces militants — quelques milliers tout au plus — sont non-violentes. Et je pourrais en dire autant de la mobilisation d'autres associations, comme le Bloc de la paix (Gush Shalom) d'Uri Avnery, ou les Femmes en noir, ou encore ces femmes qui surveillent les *check points* : leur seule présence oblige souvent les soldats israéliens, qui pourraient être leurs fils, à se montrer moins méprisants et moins violents avec les Palestiniens.

**ANV : Ces groupes ont-ils des liens avec « La Paix maintenant » ?**

**Dominique VIDAL :** Pas directement. Créée en 1978 pour exiger la signature d'une paix avec l'Égypte, « La Paix maintenant » est devenue progressivement une sorte de parapluie du mouvement pacifiste, mais très lié au Parti travailliste. Quand celui-ci s'est retrouvé au pouvoir, « La paix maintenant » a fermé les yeux : sur la colonisation (qui a doublé entre 1993 et 2000), le maintien de l'occupation, les bouclages et autres humiliations, etc. Le mouvement s'est réveillé après l'échec du sommet de Camp David... pour participer à la manipulation de l'opinion publique sur la soi-disant « offre généreuse » d'Ehoud Barak et sur l'Intifada interprétée comme la preuve



qu'« Israël n'a plus de partenaire palestinien pour la paix ». Avec l'arrivée d'Ariel Sharon au pouvoir, « La Paix maintenant » a repris une activité irrégulière, avec parfois de grandes manifestations, mais aussi un travail utile d'observatoire de la colonisation.

**ANV : C'est donc dans la société israélienne que l'on trouve le plus de raisons d'espérer ?**

**Dominique VIDAL :** Non, dans les deux sociétés, israélienne et palestinienne. Dans cette dernière aussi, depuis bientôt trois ans, beaucoup de gens affirment en substance : « Il faut arrêter la militarisation de l'Intifada et notamment les attentats aveugles contre les civils israéliens. Cette stratégie ne mène à rien, si ce n'est à plus de malheurs. Il faut recentrer la lutte dans les territoires occupés, reconstruire une véritable mobilisation populaire et reconstruire des alliances avec les pacifistes israéliens. » Cet appel à un tournant décisif est le fait des très nombreuses ONG qui se sont développées depuis 1993, mais aussi de beaucoup d'intellectuels et d'un grand nombre de cadres d'organisations politiques. C'est vrai dans la « vieille garde » de l'OLP, mais aussi parmi la jeune génération du Fatah. D'une certaine manière, Marwan Barghouti<sup>3</sup>, qui a toujours condamné les attentats kamikazes en Israël, incarne cette aspiration à une refondation du combat palestinien pour l'indépendance. Ariel Sharon l'a bien compris, qui l'a fait arrêter et juger...

**ANV : La situation économique d'Israël est de plus en plus mauvaise. Ne va-t-elle pas concourir à faire que la violence de l'État d'Israël va s'épuiser ?**

**Dominique VIDAL :** Pour le moment, le gouvernement d'Ariel Sharon parvient à poursuivre malgré tout sa politique de colonisation et de répression dans les territoires. Et pourtant ce choix est terriblement coûteux pour l'économie israélienne. Le soutien aux colonies, le renforcement de l'armée d'occupation et la construction du mur englobent en effet des milliards de dollars. Or Israël se

trouve en situation de récession, pour la première fois depuis 1953 ; le chômage a atteint plus de 12 % de la population active ; les priorités « palestiniennes » impliquent des coupes claires dans le reste du budget.

*Le Monde diplomatique* d'octobre 2003 a publié un article du journaliste israélien Joseph Algazy, qui révèle — incroyable mais vrai — qu'une famille israélienne sur cinq ne mange pas à sa faim ! Le budget du ministre des Finances, Benyamin Netanyahu, sacrifie les services publics et, au-delà, tout ce qui touche au social, à la santé, aux retraites, etc. L'État providence s'effondre. Désormais, plus d'un million d'Israéliens vivent en dessous du seuil officiel de pauvreté.

**ANV : Mais le gouvernement d'Ariel Sharon n'en tient pas compte ?**

**Dominique VIDAL :** Non, car il prétend forcer les gens à se serrer la ceinture au nom des impératifs de défense du pays. Si ce gouvernement a tout fait pour enterrer la trêve et la feuille de route, c'est qu'il redoute de devoir revenir à table de négociation pour mettre au point le statut final des territoires occupés, et bâtir ainsi un État palestinien qui verrait le jour dès 2005. Mais la trêve et la feuille de route avaient un autre tort, aux yeux de la droite israélienne : elles faisaient sauter le verrou qui empêche le mouvement social de s'exprimer à nouveau avec force contre la politique néo-libérale de MM. Sharon et Netanyahu. De fait, tout l'été et durant cet automne, ouvriers, fonctionnaires, chômeurs, SDF, femmes célibataires et autres victimes de la clique au pouvoir ont donné de la voix comme jamais depuis des années.

**ANV : Estimez-vous que Yasser Arafat aussi a commis des erreurs, des fautes ?**

**Dominique VIDAL :** Connaissez-vous un seul conflit au monde où toutes les erreurs, toutes les fautes seraient d'un seul côté ? Il n'y en a aucun. Je ne sais pas s'il faut personnaliser ce que je vais dire maintenant, et donc incriminer Yasser Arafat, ou mettre en cause plus largement la direction palestinienne. À vous de juger.

Pour moi, le tort des dirigeants palestiniens n'est pas d'avoir empêché la paix à Camp David ou déclenché la seconde Intifada pour arracher dans la rue ce qu'ils n'avaient pas obtenu au sommet. Cette thèse, développée en France par les Alain Finkielkraut, Alexandre Adler, Frédéric Encel et autres Ilan Greilsammer me semble totalement absurde.

La seconde Intifada a une cause première : le profond désarroi de la masse des Palestiniens face à la dégénérescence des accords d'Oslo, et ce dès après le meurtre d'Itzhak Rabin. Le processus de paix est devenu

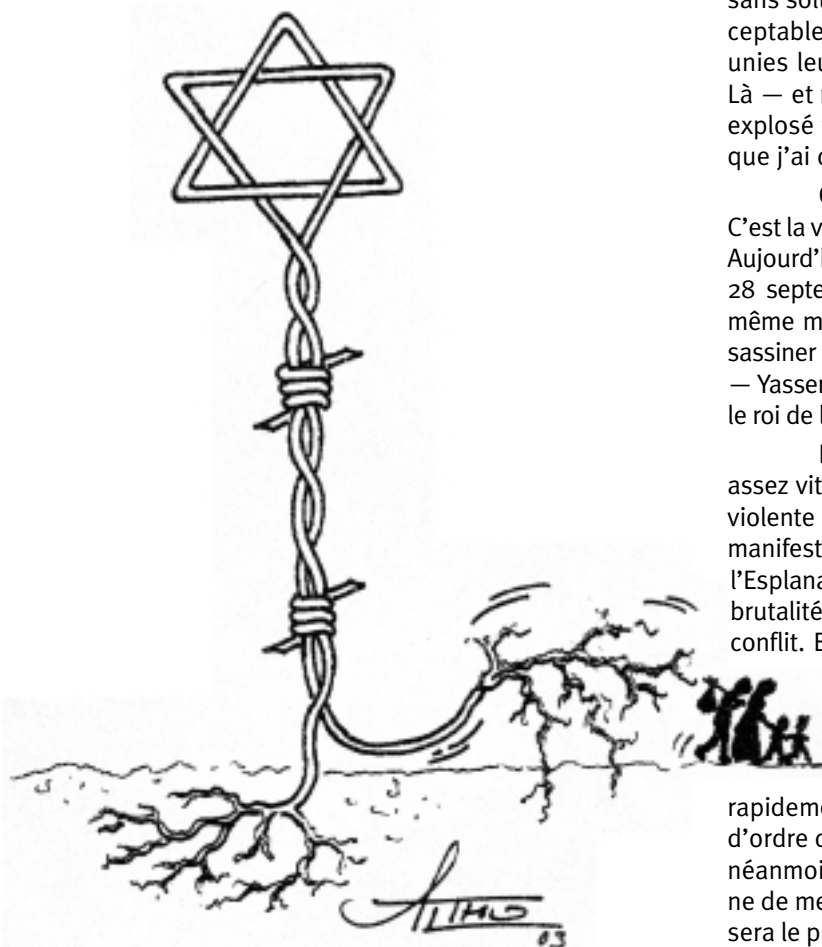
un processus de colonisation, d'enfermement (482 *check points* !), d'écrasement économique, un processus d'humiliation. Quand on sait que deux Palestiniens sur trois doivent survivre avec un euro par jour, on évite de recourir à la psychologie de bazar pour rendre compte de leur colère.

Là-dessus arrive Camp David, et les Palestiniens, eux, voient sans peine que l'« offre généreuse » d'Ehoud Barak débouche, non sur un État palestinien, mais sur un micro-État, tronçonné en trois morceaux discontinus, maillé de colonies juives, sans capitale à Jérusalem-Est et sans solution pour les réfugiés. C'était évidemment inacceptable, cinquante-deux ans après que les Nations unies leur aient promis 45 % de la Palestine historique. Là — et nulle part ailleurs — se trouve la poudrière qui a explosé fin septembre 2000, n'en déplaise aux penseurs que j'ai cités tout à l'heure.

Or, cette poudrière, qu'est-ce qui l'a fait exploser ? C'est la visite d'Ariel Sharon sur l'Esplanade des mosquées. Aujourd'hui, on oublie complètement ce « détail ». Le 28 septembre 2000, le vieux général s'est conduit de la même manière que le jour, plus récent, où il a tenté d'assassiner Cheik Yassine, ou d'expulser — voire d'assassiner — Yasser Arafat. Ariel Sharon est le prince de la provocation, le roi de la fuite en avant, l'empereur de la politique du pire.

Pourquoi, cela dit, la seconde Intifada s'est-elle assez vite militarisée, alors que la première avait été non-violente ? Repensez à la réaction israélienne face aux manifestations provoquées par la venue d'Ariel Sharon sur l'Esplanade des mosquées : c'est une répression d'une brutalité absolument incroyable, inédite dans l'histoire du conflit. En un mois, plus de deux cents Palestiniens sont tués, dont un sur trois a moins de 17 ans ! Cette saignée suffit à expliquer que des Palestiniens s'arment pour résister.

Si la militarisation de l'Intifada fait rapidement tache d'huile, sans avoir besoin de mots d'ordre de l'Autorité palestinienne, une question se pose néanmoins. N'incombait-il pas à la direction palestinienne de mettre en garde la population et les militants : quel sera le prix — humain, politique et diplomatique — d'une



Intifada militarisée, et êtes-vous prêts à le payer ? Cette question, Yasser Arafat et ses proches ne la posent pas. Jamais. Même lorsque des militants commencent à s'attaquer, non plus seulement à des soldats ou des colons armés, mais aussi à des civils israéliens, l'Autorité continue de se taire.

À mon humble avis, il s'agit là d'une faute grave. Certains ont-ils cru qu'ils allaient « casser la société israélienne » à coup d'attentats aveugles ? Tragique erreur : non seulement le terrorisme n'a pas bousculé cette société, mais il l'a jetée dans les bras de la droite et de l'extrême droite, tout en entachant durablement la cause palestinienne elle-même. Qui décrète que la fin justifie les moyens, doit savoir que son peuple le paiera, et durablement. Comment ne pas voir que la guerre civile horrible vécue par l'Algérie depuis dix ans plonge ses racines dans l'horreur de la guerre d'Algérie — je veux dire les horreurs françaises, mais aussi les horreurs du FLN contre les Français d'Algérie et contre ses concurrents algériens ?

Sans nous projeter si loin dans l'avenir, il me semble que la militarisation de la seconde Intifada entraîne, pour l'Autorité palestinienne, une perte, non seulement en termes de forces de sécurité et de moyens matériels — largement détruits par l'armée israélienne, notamment au printemps 2002 —, mais aussi au niveau de son audience politique et diplomatique. D'ailleurs, une contestation de plus en plus forte se développe. L'Autorité n'a plus de stratégie cohérente, elle n'arrive plus à faire face aux problèmes quotidiens de la population et, de surcroît, on lui reproche son autoritarisme et sa corruption. En face, si j'ose dire, les groupes islamistes se nourrissent de l'impasse dans laquelle s'enfonce l'Autorité comme de son déclin. Et, si certains dirigeants islamistes acceptent à demi-mots la perspective d'un État palestinien aux côtés d'Israël, la majorité — au moins officiellement — veulent une Grande Palestine régie par la charia. Et, pour y parvenir, tous les moyens sont bons, même les pires : l'hostilité à Yasser Arafat, chef historique d'une OLP laïque, et le refus de la négociation constituent une base d'alliance de fait avec Ariel Sharon. Et l'on sait que, jusqu'à l'été 2003, l'armée israé-

lienne a toujours fait payer à l'Autorité palestinienne — et à la population — les attentats commis par le Hamas et le Djihad.

Quelle troisième force politique pouvait sortir la société palestinienne de cet affrontement ? À mon avis, la jeune génération du Fatah. Les amis de Marwan Barghouti se sont prononcés depuis longtemps pour une nouvelle direction de l'OLP, rajeunie et renouvelée : la relève générationnelle doit aller de pair, dans leur esprit, avec l'adoption d'une stratégie réaliste. Il revient à cette nouvelle direction, disent-ils, de mener les négociations avec Israël. L'Autorité palestinienne doit, selon eux, se cantonner à la gestion des territoires qu'elle contrôle. Et les jeunes du Fatah, dans ce cadre, se faisaient fort de réaliser le consensus de toutes les forces palestiniennes, islamistes compris, autour d'un combat mené dans les seuls territoires, à l'exclusion de tout attentat aveugle contre la population civile, avec pour objectif la création d'un État palestinien véritablement indépendant dans les frontières de 1967.

Force est de constater que cette « révolution » ne s'est pas produite. On est évidemment en droit d'en faire grief aux Palestiniens eux-mêmes. Mais comment ne pas ajouter que les événements, depuis le 28 septembre 2000, n'ont guère laissé de temps et d'espace aux Palestiniens pour s'occuper de leur scène politique ? Et je crois d'ailleurs que la stratégie de la droite israélienne était aussi d'empêcher la société politique palestinienne de se rénover. Comme l'explique très bien le sociologue israélien Barich Kimmerling dans son dernier livre, Ariel Sharon ne veut pas le « génocide » du peuple palestinien, mais son « *politicide* » — autrement dit sa disparition en tant qu'entité politique promise à un État indépendant. De quoi rêve le général ? De quelques bantoustans — ces pseudo-États ghettos que le régime de l'apartheid avait créés<sup>3</sup> — dirigés par des petits chefs locaux collaborant avec l'occupant, Israël maintenant tranquillement sa domination sur l'ensemble des territoires. Tranquillité illusoire, car une telle situation — si jamais elle se produisait — ne pourrait qu'alimenter une escalade sans fin, et ce bien au-delà d'Israël et de la Palestine.

D'autant que cette vision ignore une donnée fondamentale : la démographie. D'ici moins de dix ans, Israël et les territoires qu'il a occupés en 1967 comporteront une majorité arabe, qui deviendra progressivement écrasante. L'« *État juif et démocratique* », selon ses lois fondamentales, fera alors face à un terrible dilemme :

— soit il choisira la démocratie, et notamment accordera le droit de vote à tous les habitants, y compris Palestiniens, auquel cas ce ne sera plus un État juif ;

— soit il tiendra à préserver son caractère juif, auquel cas il ne pourra pas être démocratique. Et cet apartheid imposé à une majorité arabe sans cesse plus large provoquera des soulèvements plus puissants encore, auxquels l'armée israélienne réagira par une répression plus violente encore. Vu les rapports de force militaires, un tel scénario débouchera sur l'écrasement des Palestiniens, mais il entraînera aussi, à terme, la disparition d'Israël comme État juif.

À ce piège tragique, il n'y a, du point de vue israélien, que deux issues :

— soit la création d'un État palestinien aux côtés d'Israël, qui permette aux deux peuples de coexister en toute souveraineté et sécurité ;

— soit l'expulsion d'un maximum de Palestiniens qui préserve — provisoirement — la majorité juive dans le « Grand Israël ».

D'évidence, Ariel Sharon et ses amis excluent la première solution. Sans doute rêvent-ils de la seconde.

Mais ils ne sont pas seuls — heureusement — à en décider. Avec l'accord de Genève, une première condition, essentielle, a été réalisée : il existe à nouveau une voie vers la paix, que des Israéliens et des Palestiniens, représentatifs d'une large fraction de leur peuple, entendent désormais frayer ensemble. Il nous revient de les y aider. Par ce « nous », j'entends bien sûr la communauté internationale, dont j'ai dit qu'elle devait prendre à bras le corps le problème qu'elle a créé en 1947. Mais je pense aussi aux citoyens français que nous sommes.

L'Union européenne a signé en 1995 un accord d'association avec Israël, qui instaure un système de libre-échange, grâce auquel l'État juif vend à l'Union

28 % de ses exportations, et lui achète 44 % de ses importations ; il en fait en outre le seul État non-européen associé au Programme européen de recherche, de développement technologique et de démonstration (PRCD). Or l'article 2 de l'accord stipule que « *les relations entre les parties, de même que toutes les dispositions du présent accord, se fondent sur le respect des droits de l'homme et des principes démocratiques, qui guident leur politique intérieure et internationale et constituent un élément essentiel de cet accord* ». La politique du gouvernement Sharon dans les territoires occupés en viole donc de manière flagrante le texte et l'esprit. C'est pourquoi, le 10 avril 2002, en pleine opération « Rempart », le Parlement européen a demandé, à une large majorité, à la Commission et au Conseil « *la suspension de l'accord d'association euro-méditerranéen UE-Israël* ».

Cette exigence s'adresse aussi à la France. Le président de la République et le ministre des Affaires étrangères font souvent, sur la paix au Proche-Orient, de beaux discours. Reste néanmoins à les traduire en actes. Paris peut et doit convaincre ses partenaires européens de mettre Ariel Sharon en demeure, soit de respecter les résolutions des Nations unies, soit de perdre les avantages que lui procure l'accord d'association. Voilà un argument massue dans la bataille diplomatique-politique. Et un bel objectif pour la mobilisation dans notre pays.

**Propos recueillis le 23 octobre 2003,**

**par Jean-Marie MULLER et François VAILLANT**

**Retranscription : Cyril HAULAND GRONNEBERG**

1) Le Bund, « *organisation sociale-démocrate des ouvriers juifs* », est né en Russie dans la clandestinité en 1897. Il contribuera à la victoire du Parti bolchevique en 1917 avant d'être réprimé, puis interdit par ce dernier.

2) Dirigeant de la première Intifada, il a constitué, durant la seconde, le Tanzim, organisation liée au Fatah, et s'est battu pour limiter aux Territoires occupés la lutte contre l'occupation israélienne. Il est actuellement emprisonné et jugé en Israël.

3) Lire, dans *Le Monde diplomatique* de novembre 2003, l'article de Leïla Farsakh, « De l'Afrique du Sud à la Palestine ».



# Le culte du martyr et la structuration psychique en Palestine

---

Marie REVEILLAUD\*



*\*Psychiatre. Responsable d'un service de pédopsychiatrie dans un établissement public de santé mentale, enseignante à l'Université de Nantes. Auteure de nombreux articles dans des revues spécialisées, notamment sur l'autisme et l'institution des psychodrames.*

**L'avenir d'un peuple a toujours été dans ses enfants. À quoi rêvent actuellement ceux de Palestine ? Il faudra du temps et de l'énergie pour libérer les enfants palestiniens du culte du martyr.**

Ayant passé trois mois en Palestine, durant l'été 2002, en période de conflit et de couvre-feu, j'ai eu l'occasion de côtoyer des enfants dans leur vie quotidienne, dans la rue et en famille, dans le quartier où j'habitais à Ramallah, en plus de ceux que je rencontrais dans le cadre de mon travail.

Partie pour une mission d'aide psychologique au bénéfice d'enfants traumatisés par le conflit, j'ai pu observer leurs modes d'expression. J'ai remarqué en particulier leurs difficultés à sortir du modèle imposé par une société victime qui ne peut pas permettre à l'individu de se situer en dehors d'une solidarité à la résistance armée.

## LE MARTYRE DANS LA VIE QUOTIDIENNE

---

En 2002, comme lors de mon séjour en juillet 2003 à Naplouse, j'ai pu constater, avec et après bien d'autres, que cette solidarité aboutit à un véritable « culte du martyr ». Ce culte intègre la dimension religieuse du sacrifice des kamikazes, dimension d'une très grande importance qui a été analysée par de nombreux auteurs. Il s'agit bien d'un culte, et le mot « martyr » est toujours utilisé pour les désigner.

Le culte du martyr intervient précocement dans la structuration du psychisme des enfants palestiniens. Tel est ici l'objet de mon propos. Le « martyr » comme modèle de héros est sans cesse présent dans le langage et envahit émotionnellement toute la vie en famille, à l'école, dans la rue, à la télévision.

Tout d'abord, la représentation du héros « martyr » est omniprésente. Les murs de toutes les villes palestiniennes sont tapissés d'affiches représentant des

agrandissements de photos de personnes blessées, tuées, ou arrêtées par l'armée israélienne.

Le lendemain du meurtre par l'armée d'un jeune commerçant de Ramallah qui appartenait au Hamas, une grande banderole, avec son portrait, traversait le boulevard devant son échoppe, et sa photo était sur tous les murs. Des enfants, qui sont morts ou qui se sont blessés en jouant avec des bombes qui ont explosé, faisaient évidemment partie des victimes, même s'ils n'avaient pas été directement attaqués par l'armée. Leurs photos étaient également affichées sur les murs. Les parents et les frères et sœurs de ces enfants passaient donc chaque jour devant les portraits géants de ceux qu'ils avaient perdus. Ils étaient devenus objets de culte.

Les murs intérieurs des écoles, des hôpitaux sont également couverts de ces portraits. Les malades dans les chambres d'hôpitaux, et les élèves dans leurs classes, ont chaque jour les représentations de ce culte devant les yeux.

À la maison, c'est avec la télévision toujours allumée que la consommation des images du conflit est envahissante au quotidien. Chacun s'arrête pour écouter et voir toutes les informations sur les attentats, les attaques armées, avec les détails les plus violents. Les commentaires familiaux vont souvent dans le sens de la haine et du devoir de revanche. Les dernières informations sont tout de suite commentées avec toutes les personnes proches ou rencontrées.

En faisant mes courses chez un petit commerçant du quartier, il m'est arrivé souvent de suivre avec les autres clients les dernières nouvelles à la télévision, présente et allumée dans de nombreux magasins.

Il est indispensable pour tout le monde d'être informé immédiatement des attentats et des attaques armées pour s'adapter à leurs conséquences, souvent très rapides, comme la fermeture des *check points* ou l'installation brutale d'un couvre-feu.

En effet, le couvre-feu peut s'installer subitement dans les villes palestiniennes après un attentat en Israël. Il devient alors très dangereux de sortir dans la rue, même pour rentrer chez soi. L'armée se met à tirer. La panique

s'installe, pour faire place rapidement à la solidarité envers les personnes en difficulté et à des attitudes adaptées, grâce au dynamisme extraordinaire de la population.

L'information sur l'ouverture ou la fermeture des *check points* est également indispensable pour ceux qui vivent en dehors de la ville ou pour les commerçants et les transporteurs. L'état de tension est donc maintenu en permanence par ces informations.

Dans ce climat, la place des victimes, et particulièrement celle du héros kamikaze, domine les représentations. La contestation de ces sacrifices s'exprime rarement, car elle pourrait sembler synonyme de collaboration avec l'ennemi.

Lors d'une visite à domicile dans une famille où un garçon de 8 ans avait été signalé parce qu'il surmontait mal la perte d'un camarade tué par une balle israélienne, j'ai vu la mère approuver les projets de son fils d'aller faire sauter un bus en Israël.

Jusqu'à fin juillet 2003, la télévision diffusait quotidiennement, en plus des informations, des petits films glorifiant la résistance armée avec des chants à la gloire des « martyrs » et des drapeaux palestiniens. Ceci a pour but de stimuler la solidarité de tous à l'égard des militants de la résistance. L'ambiance guerrière était ainsi maintenue dans les familles.

Récemment, à la demande de Yasser Arafat, ces petits films stigmatisant la haine et la combativité ont été remplacés par des petits films prônant la fraternité entre les peuples, avec une ronde d'enfants qui chantent pour la paix, mêlant des enfants des deux populations en conflit.

De nombreuses ONG se sont donné pour tâche de s'occuper des enfants souvent désœuvrés hors des temps scolaires, souffrant de la « situation » — « la situation » est un terme employé sans cesse pour parler du conflit et de ces conséquences. Dans ce cadre, sont organisés, par exemple, des camps d'été pour enfants ou adolescents. Les animateurs de ces camps sont la plupart du temps très jeunes, sans distance par rapport au conflit. L'encadrement prend parfois des allures militaires, et ces camps ne sont guère l'occasion pour les enfants de sortir du contexte idéologique.

Ainsi, partout et à tout instant, le culte du martyr est présent. Notre propos est d'étudier son influence dès les stades les plus précoces du développement psychique de l'individu.

## QUELQUES CONCEPTS PSYCHANALYTIQUES

Pour cette étude, nous nous appuyerons sur quelques concepts psychanalytiques. Peut-on dire dans la ligne de la théorie freudienne que le culte du martyr s'impose comme modèle unique d'« idéal du Moi » ?

Freud a conceptualisé une représentation topique du psychisme dans laquelle le « Moi » joue un rôle médiateur entre les pressions du monde intérieur pulsionnel ( le « Ça ») et les exigences du monde extérieur. Ces exigences extérieures sont indiquées tout d'abord par les interdits parentaux qui aident l'enfant à construire son « Surmoi », l'instance psychique qui viendra systématiquement limiter, canaliser, et de ce fait empêcher ou différer la satisfaction de la pulsion quant à son objet. L'énergie pulsionnelle peut aussi, par le processus de « sublimation », dépasser et aller au-delà des buts de la pulsion.

L'idéal du Moi, d'après la deuxième topique, fait partie du Surmoi, c'est-à-dire de l'instance représentant les règles nécessaires à l'intégration sociale. C'est la partie du Surmoi qui s'identifie au héros modèle et soutient la tendance à agir comme ce héros.

Pour comprendre ce que vivent les enfants palestiniens, j'ai plutôt recours à un concept plus récent, « l'idéal de Soi », défini par des post-freudiens comme Heinz Kohut<sup>2</sup> ou Otto Kernberg<sup>3</sup> aux États-Unis, Jean Bergeret en France<sup>4</sup>.

Le Soi (*Self* en anglais) est désigné par ces auteurs comme une étape précédant l'avènement du Moi. Le Soi est incapable de jouer un rôle médiateur, comme le fera le Moi, entre les pressions du monde extérieur et les pressions pulsionnelles internes, les exigences de l'envi-

ronnement étant souvent contradictoires avec celles de l'existence propre, corporelle et psychique.

Le Soi serait le précurseur du Moi qui ne serait pas encore construit en instances différenciées (Ça, Moi, Surmoi). Dans cette topique post-freudienne « l'idéal de Soi » serait le précurseur de l'idéal du Moi.

Je pense que ce concept permet de définir l'influence du culte du « martyr » sur le psychisme des tout petits et sur sa structuration. Ainsi l'idéal de Soi pour le très jeune enfant palestinien est représenté par le « martyr », qui s'affiche sur tous les murs et envahit les esprits. C'est cet idéal de Soi qui permet l'enracinement précoce du culte dans la construction du Moi.

« *Un enfant est même venu me demander, après plusieurs séances, s'il était possible d'être ami avec des Israéliens.* » M. R.

Pour l'aider à construire son Moi — dans une perspective de réconciliation possible entre la population à laquelle il appartient et ceux qui agressent cette population —, il est nécessaire de lui permettre d'accéder à d'autres modèles. Il faut donner aux enfants palestiniens la possibilité de s'exprimer en tant qu'individu, avec ses besoins particuliers, ses joies et ses peines et surtout ses rêves. Il est donc indispensable de l'aider à se dégager du modèle de héros qui s'impose à lui, en l'aidant à parler d'autres modèles, d'autres formes de héros qui ne manquent pas dans l'histoire du monde et dans les contes pour enfants.

## LES PROFESSIONNELS ET LE SOUTIEN PSYCHOLOGIQUE

Pour revenir à nos observations sur le terrain, je décrirai certaines attitudes de professionnels que j'ai rencontrés en Palestine. Les équipes de travailleurs sociaux, avec lesquelles je travaillais à Ramallah en 2002, avaient souvent d'énormes difficultés à se situer à distance du soutien à la résistance. Ils avaient organisé des groupes d'une vingtaine d'enfants âgés de cinq à quatorze ans,

dans le but de les soutenir psychologiquement, en « libérant leur énergie », selon leur dire.

Ils proposaient tout d'abord des jeux très animés, comme celui de gonfler des ballons puis de les faire éclater, la fin de l'animation étant consacrée à du dessin. Les enfants faisaient alors des dessins à thèmes identiques et stéréotypés : des scènes de combat entre des soldats israéliens et des civils palestiniens, des enfants lançant des pierres sur des jeeps, des *snipers* tirant sur des passants, le drapeau palestinien et enfin la mosquée d'Al Aqsa. Ces dessins étaient commentés soit par écrit, avec des « *vive la Palestine* », « *à bas les juifs* », etc., soit oralement par des propos héroïques concernant leur souhait de se sacrifier dès que possible.

Ces dessins et commentaires étaient vivement applaudis à l'instigation des animateurs, même lorsque les enfants venaient de dire qu'ils attendaient d'avoir seize ans pour aller « tuer des juifs ».

Ces manifestations, dont j'ai été témoin dans les groupes auxquels j'ai participé passivement, avant de faire des propositions, illustrent parfaitement le bain idéologique combatif dans lequel vivent ces enfants, superposant les tragédies du conflit que chacun d'eux a vécues dans son entourage immédiat — décès d'un proche tué par l'armée ou par des colons, invasion militaire vécue en direct, humiliations au passage des *check points* — avec l'attachement au symbole du drapeau palestinien et à l'idéologie religieuse islamique.

L'aspect religieux, systématiquement associé à la revendication des droits élémentaires pour les Palestiniens, apparaît ici excessif et totalitaire puisqu'il existe beaucoup d'arabes chrétiens à Ramallah. Ces derniers n'ont pas plus le droit de passer les *check points* pour aller visiter le Saint-Sépulcre à Jérusalem que les musulmans pour visiter Al Aqsa dans cette même ville symbole.

L'islam s'est imposé comme la valeur essentielle, se situant de ce fait comme « la solution au conflit ». Aussi, la résistance à l'opresseur, par la dimension religieuse du combat, devient une guerre sacrée et les martyrs les « *émissaires d'Allah* », comme l'analyse Laurent Testot dans la revue *Sciences humaines*, en commentant le livre

de Mark Juergensmeyer, *Au nom de Dieu, ils tuent !*<sup>6</sup>, lequel traite des terrorismes religieux.



## RETROUVER LA CAPACITÉ DE RÊVER

Pendant la même période, en accompagnant les professionnels en visite à domicile, j'ai perçu leur difficulté à réagir aux propos des enfants rêvant d'aller faire sauter l'ennemi, propos souvent soutenus par les parents.

Dans un premier temps, ils n'imaginaient pas qu'il était possible de contredire ces enfants, surtout devant leurs parents. Se désolidariser ainsi de l'idéologie dominante leur paraissait impossible, voire dangereux pour eux-mêmes. Après plusieurs séances de travail sur ce thème, les réactions sont venues naturellement dans leurs réponses, permettant aux enfants de rêver un avenir de paix.

Ayant observé cet enracinement des enfants dans le culte du « martyr », j'ai proposé un soutien psychologique en petits groupes de cinq à six enfants, avec des supports d'expression, visant à libérer l'imaginaire pour leur permettre de retrouver l'espace de rêve nécessaire tant à la construction qu'à la reconstruction du psychisme.

Les séances de groupe commençaient par la lecture d'un conte. La deuxième partie était consacrée à l'expression personnelle de chacun, sous forme de dessins ou

de mimes. Cette expression était issue de l'histoire entendue, selon les associations spontanées propres à chacun, et en rapport avec l'histoire individuelle et non plus seulement avec l'histoire d'un peuple et d'un conflit interminable. Le résultat nous donna la preuve qu'il était possible de libérer les enfants de la chape de plomb qui écrasait leur imaginaire et leurs rêves. Les enfants intégraient évidemment dans leurs dessins et commentaires, des éléments du conflit et des drames qu'ils avaient vécus, mais leur imagination leur ouvrait des rêves d'ailleurs et d'avenir.

Après la lecture du *Petit prince* d'Antoine Saint-Exupéry, pour ne donner qu'un exemple, l'un d'eux a demandé s'il existait un ambassadeur d'Israël en Palestine. Chacun s'imaginait plus tard soit architecte, soit ingénieur, et l'incontournable destin de kamikaze était enfin oublié pour un moment. Un enfant est même venu me demander, après plusieurs séances, s'il était possible d'être ami avec des Israéliens.

## À DISTANCE DU CULTE

L'attitude des psychologues que j'ai rencontrés lors de mon séjour à Naplouse, en juillet 2003, où j'animais une formation, était très différente. Je fus attentive à leurs préoccupations concernant le risque d'enrôlement des jeunes dans les réseaux de lutte armée. Ils étaient très intéressés par toutes les formes de prévention qu'on pouvait leur proposer.

Les techniques de prise en charge en petits groupes d'expression, que j'avais expérimentées à Ramallah l'année précédente, ont fait partie de la formation que je proposais. Elles ont été appréciées. Leur réflexion s'est aussi portée sur les violences autres que celles de l'armée. Beaucoup de questions portaient sur la façon de traiter les violences familiales, l'inceste, les viols dont sont victimes les enfants en Palestine comme en France, mais qui sont beaucoup plus difficiles à traiter dans un pays en guerre où l'agresseur désigné est l'ennemi et où l'exigence de solidarité à la résistance passe avant l'existence individuelle et le respect de son intégrité.

Les crimes d'honneur — c'est-à-dire les meurtres, par leur père ou leur frère, des filles ou des femmes qui mettent ou ont mis l'honneur d'une famille en danger — ne sont pas punis. Nous avons abordé cette année le cas d'une fillette de treize ans violée par son oncle, ce qui signifie que cette fillette est en danger de mort. Il était donc très difficile de la soutenir psychologiquement par rapport au traumatisme psychique qu'elle a subi, ou tout simplement de la protéger de son agresseur. Toutes ces questions graves ont fait l'objet de débats approfondis à la recherche de solutions et de modes d'intervention adaptés, tant au drame individuel qu'à la société palestinienne d'aujourd'hui.

Cette attitude m'a fait percevoir l'immense énergie développée par les Palestiniens pour surmonter « la situation », celle en particulier des psychologues avides de techniques pour aider les enfants qui souffrent de la guerre et de ses conséquences, mais également d'autres formes de violences.

Ils ne sont cependant pas prêts d'abandonner ce terme de « martyr » (*chahid* en arabe), pour utiliser tout simplement le terme de victime. Une victime de l'armée israélienne est l'objet d'un culte, tandis qu'il est très difficile de donner le statut de victime à un individu souffrant de violences familiales.

Ainsi sans remettre véritablement en question ce « culte du martyr », qui reste pour beaucoup de professionnels un sujet tabou, ils cherchent à protéger les enfants de toutes les violences qu'ils peuvent subir. Il est donc utile de poursuivre l'aide psychologique que nous pouvons leur apporter, à condition de nous situer à distance de ce « culte ». ■

1) Cf. Sigmund Freud, « Pour introduire le narcissisme » (1914), dans *La vie sexuelle*, Puf, 1969.

2) Cf. Heinz Kohut, « Formes et transformations du narcissisme » (1966), dans *Dix ans de psychanalyse en Amérique*, Paris, Puf, 1981.

3) Cf. Otto Kernberg, *La personnalité narcissique*, Dunod, 1997.

4) Cf. Jean Bergeret, *La pathologie narcissique*, Dunod, 1996.

5) Cf. Laurent Testot, « Enquête sur le terrorisme religieux », dans *Sciences humaines*, juin 2003.

6) Cf. Mark Juergensmeyer, « Au nom de Dieu, ils tuent ! », dans *Autrement*, 2003.

# La guerre des adultes traumatise gravement les enfants

20

Alternatives non violentes n° 128-129 • Palestiniens et Israéliens : faire parler la non-violence

**Abdelfattah ABU-SROUR\***



*\*Médecin palestinien. Directeur du centre Alrowwad, à Bethléem. Le centre Al-Rowwad est une institution non-gouvernementale, affiliée à aucun parti ni organisation confessionnelle. Il propose aux enfants des activités d'écriture, de théâtre et d'arts plastiques, une formation à l'outil informatique et l'apprentissage du français.*

**Expérience de terrain, ou quand l'énergie de quelques-uns donnent à la culture de non-violence toute sa noblesse.**

## LES ENFANTS ET LE RÊVE

**Q**ue veux-tu faire quand tu seras grand ? Et pourquoi ? Ce sont les deux questions que j'avais posées à des enfants (7 à 12 ans) qui fréquentent le centre Alrowwad. Les plus fréquentes réponses ont été :

- *Je veux devenir docteur pour soigner les blessés par l'armée israélienne.*
- *Je veux devenir ingénieur, pour construire des belles maisons à la place de celles qu'Israël détruit.*
- *Je veux devenir journaliste, pour dire à tout le monde ce qu'Israël fait en Palestine.*
- *Je veux devenir avocat, pour défendre les prisonniers palestiniens.*
- *Je veux devenir pilote, pour aider les gens à pouvoir voyager pendant les couvre-feux.*
- *Je veux devenir enseignant, infirmière, danseur, peintre...*

Leur rêve est que la Palestine soit libre, que l'occupation soit terminée. Même lorsque je m'efforce de leur demander leurs rêves, comme enfants, leurs petits rêves, il est difficile d'obtenir des récits personnels et enfantins. Il leur est difficile de comprendre qu'ils sont seulement des enfants... L'enfance est pour eux un mot vague, comme la paix... Par contre, ils peuvent distinguer le bruit des balles et des bombardements, et dire avec une précision étonnante quels sont les types d'armes utilisés par Israël dans les tirs...

## LE CAMP AIDA

**N**ous sommes au camp Aida. Aida, un nom bien connu d'après l'opéra de Verdi, mais qui témoigne d'une autre tragédie incrustée dans la mémoire collective des petits et grands réfugiés par l'armée de l'occupation israélienne.



*Atelier de musique*

Le camp se trouve à l'entrée nord de Bethléem, à une dizaine de kilomètres au sud de Alquds (Jérusalem), où vivent environ quatre mille habitants originaires de trente-cinq villages différents qui ont été détruits et occupés par l'occupation israélienne en 1948. Dans ce camp, 40 % de la population sont des enfants de moins de 15 ans, et environ 65 % sont des jeunes de moins de 18 ans. Dans ce contexte, la jeune population subit une formation non seulement alimentée par l'héritage ancestral mais aussi par ce qui est enduré chaque jour. La majorité des habitants du camp sont des enfants qui n'ont connu que la première et la seconde Intifada.

### QUAND J'ÉTAIS ENFANT

Lorsque j'avais 14-15 ans, je voulais devenir un grand artiste peintre ou un grand auteur ou un acteur de théâtre... J'écrivais des petites scènes et des poèmes. Avec d'autres amis qui écrivaient aussi, nous allions avec d'autres enfants — nos spectateurs ! — dans les collines autour du camp Aida où nous sommes nés, pour y jouer ces petites pièces ou scénettes. La terre était en terrasses, dans un beau théâtre naturel.

Au début des années 1970, l'occupation israélienne a investi ces collines. La construction de la colonie Gilo, au nord de Bethléem, commençait à grignoter notre « théâtre ». L'espace où notre création théâtrale se pratiquait s'est réduit au fil des jours. La colonie n'arrêtait pas de s'agrandir... Une nouvelle partie de la colonie Gilo, se trouvant à une centaine de mètres du camp, a été construite juste après les accords d'Oslo !

### RETOUR AU PAYS

Après avoir fini en France mon doctorat de médecine, je suis rentré en Palestine<sup>1</sup>, en 1994. Il n'y avait plus de terrains de jeu dans le camp, plus d'espace vert, plus d'espace où les enfants puissent s'exprimer et s'amuser. Depuis lors, les enfants n'ont plus que la rue pour jouer, s'amuser, s'exprimer, ou se... confronter aux soldats de l'armée occupante chaque fois qu'ils rentrent violer les ruelles du camp, ou s'amuser à tirer sur les citernes d'eau sur les toits des maisons. Le résultat est clair : ces enfants seront tourmentés, blessés, handicapés à vie (trente-six handicapés dans le camp depuis la première Intifada), emprisonnés. Ou, tout simplement, ils deviennent un chiffre sur la longue liste des martyrs (vingt-six morts depuis la première Intifada). Mais tout cela ne change rien sur la situation en Palestine et sur la politique internationale vis-à-vis d'Israël.

### BILAN D'UNE GÉNÉRATION TRAUMATISÉE

Si nous faisons le bilan des trois dernières années de la seconde Intifada, plus de trois cent cinquante enfants palestiniens ont été arrêtés et emprisonnés dans les prisons israéliennes, dans la première moitié de cette année 2003, comparés à sept cent cinquante en 2002 et six cent cinquante en 2001. Plus de cinq cents enfants ont été tués, dont 16 % avaient moins de 8 ans. Un tiers environ de la quarantaine de milliers des blessés sont aussi des enfants de moins de 16 ans<sup>2</sup>.

Tous les enfants ont souffert des couvre-feux, avec l'impossibilité d'aller à l'école et de suivre les cours. Tous les enfants ont passé leurs examens au rythme de levée des couvre-feux. Le premier examen à la prochaine levée du couvre-feu, le second examen à la suivante levée, ainsi de suite...

L'occupation israélienne, avec ses incursions et ses réoccupations successives de villes, villages, camps de réfugiés palestiniens, ainsi que les points de contrôle militaire de la force occupante sur chaque entrée et sortie des villes et villages palestiniens, ont placé la vie dans une incertitude totale. Impossible de fixer des rendez-vous. Impossible de s'assurer de finir un travail ou le semestre universitaire ou scolaire à une date fixe. Impossible de pouvoir acheter à crédit, parce que le chômage touche plus de 70 % de la population.

Où est la place pour les enfants dans tout cela ?



*Cours de premiers secours*

Le drame et les troubles psychiques sont encore plus graves. Il est souvent plus facile de guérir les blessures de corps. On peut souvent apprendre à vivre avec son handicap, mais lorsque la blessure est dans l'âme, que le trouble ronge l'esprit, lorsque les cauchemars sont permanents, que la violence occupe le quotidien, la gué-

raison est loin d'être facile. Les cas d'enfants qui mouillent leur lit la nuit, qui sont poussés vers la violence, qui subissent des retards dans leurs scolarités, ne cessent de croître. La violence de l'occupation ne connaît plus de limites. Alors que peut-on espérer ?

Si cette génération, qui construira la Palestine de demain, ne vit que l'occupation et la mort, comment peut-on espérer « matérialiser » la paix ? Lorsque ces enfants ne voient d'Israël que la force occupante et oppressante, comment peuvent-ils penser qu'il y a d'autres Israéliens qui combattent l'occupation aussi d'une autre manière, en refusant, par exemple, de faire leur service militaire en Palestine ? Lorsque ces enfants ne voient de la politique internationale que le silence et l'hypocrisie, et de l'ONU qu'impuissance, avec des résolutions stériles, comment pourraient-ils espérer et avoir confiance dans l'application des droits de l'homme et la loi internationale ? Comment peuvent-ils avoir confiance dans l'autre, dans l'homme ?

Je sais que, de l'autre côté, les enfants israéliens sont également prisonniers de la politique aveugle et de la désinformation du gouvernement Sharon, qu'ils ont peur également de l'autre. Beaucoup vivent avec la seule vision de transférer les Palestiniens ailleurs, pour qu'Israël vive en paix !

Devant cette réalité cauchemardesque, que faudrait-il faire, demandai-je comme Cyrano de Bergerac ? Pas besoin de chercher un protecteur puissant ou prendre un patron.

## LA CRÉATION DU CENTRE ALROWWAD

Avec des amis, nous avons fondé le centre Alrowwad<sup>3</sup> pour la culture et la formation théâtrale. Alrowwad est un centre indépendant, flexible et moteur de changement dans la communauté palestinienne. Fondé en 1998, pour promouvoir l'enfance et en misant sur un changement dynamique dans le comportement, le savoir, les concepts et les pratiques des enfants dans la communauté.





### Soins médicaux

Nous avons commencé à initier les enfants au jeu de la scène, pour leur donner la possibilité de s'exprimer. Nous avons loué une petite maison composée de deux pièces de seize mètres carrés chacune, au cœur du camp. Bien que l'espace soit réduit, cela ne nous a pas empêchés d'avoir parfois cinquante à soixante enfants en même temps dans le centre.

Avec l'arrivée de la seconde Intifada, la situation est devenue plus difficile. Les incursions israéliennes se sont multipliées. Les couvre-feux sont devenus très fréquents. Beaucoup plus d'enfants sont dans la rue. Beaucoup de familles sont à la rue, à cause de la destruction de leurs maisons. Tous les enfants sont touchés par la peur, la panique, les cauchemars de la nuit. La mort rôde sans cesse.

Le centre Alrowwad, comme une niche d'abeilles, travaille vingt-quatre heures sur vingt-quatre dans les temps des crises. Il propose des activités de théâtre, de danse, de peinture et dessin, de mosaïque, d'animation (dessins animés), mais aussi l'apprentissage d'ordinateurs. Le noyau est la bibliothèque, où sont projetés des films vidéo pour enfants. Les spectacles de marionnettes sont très attendus. De l'autre côté, le centre s'est trans-

formé aussi en clinique d'urgence, parce qu'il n'y a pas de clinique dans le camp. Elle sert non seulement aux habitants d'Aida, mais aussi à tout le voisinage. Malgré les couvre-feux, malgré les incursions quasi quotidiennes jusqu'au ce jour, le centre n'a pas fermé ses portes, ni aux enfants, ni aux habitants.

Notre message est unique : nous voulons que ces enfants restent en vie pour construire la Palestine de demain, qu'ils ne perdent pas l'espoir d'un avenir meilleur, que la violence ne soit jamais pour eux une réponse. Nous essayons de leur offrir la possibilité de s'exprimer d'une manière pacifique et non-violente. Nous leur proposons de résister à travers le théâtre, l'art, la danse, la culture et l'éducation. Notre stratégie, avec nos partenaires trop rares, est basée sur l'échange et la solidarité active, pour que chacun trouve et garde sa dignité, à travers des projets de création d'emplois pour la réparation ou l'amélioration de l'infrastructure. Nous ne recherchons pas l'assistanat et l'aide humanitaire, mais nous avons besoin de soutien.

Le 28 mai 2002, les soldats de l'armée d'occupation israélienne sont entrés dans le centre Alrowwad. Ils ont détruit les caméras d'animation, les ordinateurs, vidé les tiroirs et les placards, vidé les tubes de peinture un peu partout. Nous étions sous le choc. Les enfants se sont interrogés : « *C'est ça notre résistance ?* »

« *Oui, c'est ça, ai-je répondu. Nous ne pouvons pas nous comporter comme dans une jungle. Nous, nous combattons sur le terrain de l'art et de la culture et non pas sur le terrain de la violence. C'est là que nous pouvons gagner. Certains résistants ont choisi les armes, d'autres l'art, la poésie, la politique, la recherche. Chacun est libre de résister à l'occupation comme il veut.* » Je sais que notre choix, dans un tel contexte d'agression continue sur tout ce qui représente la dignité humaine, ne facilite pas la tâche. Mais il est clair, aussi, que faire de la résistance non-violente ne signifie en aucun cas l'abandon de la revendication de justice, celui de l'application des résolutions des Nations unies, et celui des droits fondamentaux du peuple palestinien. Notre combat est un combat de libération non-violente.

Bien sûr, tous les enfants n'étaient pas d'accord. Cependant nous avons beaucoup parlé, et tous ont continué à revenir suivre les ateliers et les répétitions du théâtre. Ces enfants travaillent pour montrer une autre image de l'enfant palestinien, autre que celle dont les médias nous bombardent. Au lieu de jeter des pierres, ils lancent des mots, de belles chansons, et bombardent les spectateurs avec le bruit de leurs pieds frappant la terre, comme pour ressusciter les morts et les graines enfouies dans la terre profonde.



**Cours d'ordinateur**

La récompense pour tout leur courage, leur travail persistant, est de partir en tournées de représentations théâtrales à l'étranger. En Suède, Danemark, Égypte et en France ! Il est important que ces enfants sachent qu'ils ne sont pas ignorés, qu'ils ne sont pas seuls. Il est important qu'ils sachent qu'il y a des gens qui sont prêts à les écouter et aider à poursuivre leur belle résistance. Il est important que ces enfants voient une alternative à la violence, qu'ils aient la possibilité de rencontrer des gens et échanger avec des enfants de leur âge dans le monde entier. Il est important que ces enfants aient la volonté de vivre et puissent cultiver l'espoir pour continuer à vivre.

Nous ne pouvons pas nous taire, continuer à subir les coups de la force occupante et le silence, l'hypocrisie et la stérilité de la politique internationale. Nous ne pouvons pas accepter d'être poussés jusqu'au désespoir. Il faut que ces enfants aient un autre horizon que celui d'aller se faire exploser en Israël !

***Il est temps que cesse la guerre des adultes !***

***Dans la société palestinienne, où les enfants sont majoritaires, la balance penche vers le désespoir et l'incrédulité à l'égard de toute forme d'une possible réconciliation. Il est temps de développer partout une culture de non-violence, pour que la violence cesse de dévorer notre humanité. ■***

1) J'ai passé neuf ans de ma vie en France. J'ai eu la chance d'obtenir une bourse du gouvernement français pour continuer mes études, et je suis rentré au pays en 1994, avec mon diplôme de docteur en Génie biologique et médical, en pensant que la Palestine n'attendait que moi pour la sauver. Je n'ai pas la nationalité française, et je n'ai même pas une carte de séjour permanent... J'ai fait ce choix pour ne pas avoir la faiblesse de retourner en France au cas où la situation devienne impossible à vivre, comme ces jours-ci... Cependant, malgré tout, et bien que la France me manque, je ne regrette pas cette décision.

2) DCI, site web : <http://www.dci-pa.org/>.

3) Site web : <http://Alrowwad.virtualactivism.net/>.

**Alrowwad Cultural and Theatre Training Center**

Aida Camp- PO Box 989 – Bethlehem-Palestine

Tel. : 00-972-2-275 0030 • Email : [alrowwad@p-ol.com](mailto:alrowwad@p-ol.com)

Website: <http://alrowwad.virtualactivism.net>

Pour les donations : visiter notre site internet pour utiliser paypal ou sur le compte bancaire :

**Al-Rowwad Bank Account**, n° 73282

Palestine Investment Bank – Bethlehem Bank  
n° 67, Branch : 411

Par la banque intermédiaire :

Chase Manhattan Bank — New York

A/C Arab Jordan Investment Bank

Amman – Jordan Chips ID 136008 • Swift AJIBJOAX

## Mon Enfant

**J**e te regarde, et je vois une lueur  
Ton sourire, rayonnement, flambeau  
Et le vent autour de toi s'incline  
Comme la lumière dans un ruisseau  
Mon enfant, mon bien-aimé  
Qu'aurais-je à t'enseigner  
Regarde petit autour de toi  
Comment la stupidité des hommes fait la loi  
Regarde petite frimousse, qu'est-ce que tu vois ?  
Espoir éteint, angoisse éternelle  
Amertume sans limites, peur au-delà de la raison  
Destruction massive, des crimes fous  
Anéantissement complet, lassitude et détresse  
Et le vent souffle encore, et encore et encore  
Et le monde toujours en sommeil, il dort, il dort  
Mon petit, mon héritier  
Je n'ai pas beaucoup à te laisser  
Mais regarde toujours, là bas le soleil  
Continue de rayonner toujours pareil  
Le sang a soif toujours de sang  
Et l'orage ne lâche rien, comme un tourbillon  
Tout a une destinée, l'extinction  
Alors petit, dans ton cœur ne garde rien  
Qui peut heurter ou faire du mal à quelqu'un  
En être humain, en frère, comme un homme  
Comporte-toi, chasse la haine

La rancune, l'hostilité, la méchanceté et la violence  
Rien ne justifie rien, il faut que tu pardonnes  
Garde confiance en Dieu et aie patience  
La justice rayonnera, et la liberté  
L'esclavage est déjà passé, n'est plus une fierté  
Mon petit, être plus cher  
C'est mon héritage, c'est ma richesse  
Avoir un grand cœur, ouvert à la tendresse  
Sois toujours équitable, compagnon de la justice  
Mais cela ne signifie pas de garder le silence  
Mais crie au plus fort contre la cruauté, mon fils  
Combats pour la liberté, sans l'esprit de la vengeance  
Vis heureux, accomplis ta vie  
Trouve un sens à l'existence  
La vie est très courte pour être vécue  
Pour combattre, ou pour survivre  
La terre est bien grande pour accueillir tout le monde  
Et où l'on vit, où l'on meurt  
A peu d'importance pour les vers  
Lorsque tous les corps se décomposent  
À la terre tout revient sans distinction

**Abdelfattah Abu-Srou**

le 24 avril 2002

# Il y a des Palestiniens qui commettent des attentats, mais il y en a d'autres qui...

**Claude LÉOSTIC\***

*\*Vice-présidente de l'AFPS (Association France Palestine Solidarité). Claude Léostic vient de passer deux ans en Palestine occupée, pour y représenter l'AFPS auprès des Palestiniens et des Autorités françaises à Jérusalem. Elle a notamment préparé et accompagné les séjours de nombreux civils internationaux, en particulier à la Muqata'a assiégée en avril 2002. Elle a dû quitter Ramallah en août 2003, parce qu'interdite de séjour en Palestine par les autorités militaires israéliennes.*

**Depuis longtemps des Palestiniens agissent avec non-violence. Même si c'est sans stratégie finement élaborée sur un moyen ou long terme, il importe d'en faire mémoire pour leur apporter notre soutien.**

Il peut paraître paradoxal, en cette période où l'escalade de la violence au Proche-Orient semble incontrôlable, de se pencher sur les exemples de non-violence en Palestine. Il est vrai que c'est une stratégie que les partis et mouvements de la résistance palestinienne n'ont jamais vraiment envisagée ou jugée praticable de manière durable.

Pourtant, dès le début de la colonisation britannique et juive de la Palestine, on a vu apparaître des luttes non-violentes, individuelles ou collectives. Ce choix spontané ou structuré de la société civile palestinienne de répondre à l'occupation par la non-violence reste d'actualité, malgré la brutalité exacerbée de la situation depuis trois ans en Palestine occupée.

## **L'OCCUPATION BRITANNIQUE, LE DÉBUT DE L'IMPLANTATION JUIVE**

Dès la fin du dix-neuvième siècle, l'immigration juive orchestrée par le mouvement sioniste de Herzl prend des allures ouvertement conquérantes. Les élites palestiniennes perçoivent cette menace avec inquiétude. Certains choisissent de s'organiser en formant des associations ou en créant des journaux, pour mettre en garde la population contre le projet sioniste. C'est en refusant de vendre leurs terres que nombre de grands propriétaires terriens, dans la crainte d'être dépossédés, résistent. Les deux options sont pacifiques. Les deux trouvent très vite leurs limites.

En 1922, la communauté internationale balbutiante va confirmer le mandat sur la Palestine octroyé

par la Société des Nations à la Grande-Bretagne à l'issue de la Première Guerre mondiale. Cela fait déjà cinq ans que la Palestine est occupée par les troupes britanniques et que la Couronne britannique a promis aux juifs un foyer national.

La présence coloniale ne reconnaît pas les Palestiniens autrement que comme un obstacle à la création d'un État juif qu'elle continue d'encourager. Les Palestiniens, sans stratégie unifiée à la suite de dissensions initiées et attisées par les Britanniques, doivent faire face à la fois à la puissance mandataire et à l'établissement de colons sionistes toujours plus nombreux. Leur première approche est politique, pacifique, mais toutes les demandes politiques d'indépendance sont rejetées systématiquement par la puissance mandataire.

Entre les deux guerres mondiales, des grèves générales succèdent à des émeutes, des manifestations et des congrès alternent avec des attaques de colonies juives. Les femmes de Palestine aussi sont dans la rue. Dès les années 1920, elles ont compris l'enjeu, elles organisent des marches pacifiques contre l'occupant britannique et la colonisation juive qui se développe.

C'est dans ce contexte extrêmement tendu qu'une émeute éclate à Jérusalem en 1929. Elle va s'étendre, à Hébron quatre-vingts juifs sont massacrés. Ce qu'on souligne rarement, c'est la détermination courageuse de nombreux Palestiniens qui font tout pour protéger les juifs alors menacés. Ils le font par humanité, par morale, mais également par souci de maintenir la coexistence ancienne entre les deux communautés.

C'est pendant la longue révolte palestinienne, commencée en 1936, que la désobéissance civile trouve son expression collective. Exigeant l'arrêt de la colonisation juive, réclamant l'indépendance, les Palestiniens se soulèvent en avril. Malgré la répression, ils organisent une grève générale qui va durer près de six mois. Structurés autour de Amine Hussein, le mufti de Jérusalem, les Palestiniens font la grève de l'impôt, des transports, de l'éducation ou de la justice. Alors « *la Palestine instaure le boycott de l'État* » (Sanbar).

Mais quand les Britanniques envisagent, déjà, un partage très défavorable aux Palestiniens, ceux-ci, qui avaient arrêté leur mouvement pour négocier, se lancent véritablement dans la résistance armée. Dans cette guerre de guérilla, la résistance des villageois apparaît immédiatement dans le soutien logistique aux groupes armés palestiniens. En leur apportant nourriture et cachettes, la population des villages défie les ordres de l'occupant et permet aux combattants des victoires qui menacent les Britanniques, jusqu'en 1939.

La terrible répression de la Couronne met alors fin pour longtemps à l'expression non-violente de la résistance palestinienne : destructions de maisons, punitions collectives, une clôture de sécurité électrifiée, couvre-feux et déportations — sinistres annonciateurs des pratiques iniques des gouvernements israéliens un demi-siècle plus tard — viennent museler les Palestiniens.

## ISRAËL

La Seconde Guerre mondiale semble inévitable. La Grande-Bretagne mandataire, en quête d'alliance supplémentaire contre l'Allemagne nazie, prend des positions prudentes en Palestine. Pour s'attirer un soutien arabe, elle propose un État palestinien à court terme, une immigration juive limitée et une protection du droit des Palestiniens sur leurs terres. Les Palestiniens sont affaiblis, divisés depuis 1939 et restent sur une ligne attentiste. L'Agence juive s'oppose au *Livre Blanc* de Londres. Certains Israéliens veulent déjà se lancer dans la lutte armée contre la puissance mandataire. Dans le même temps, l'immigration illégale de juifs prend d'autant plus d'ampleur que la situation se dégrade gravement en Europe.

La guerre de 1939-45 éclate, et quand elle se clôt après cinq ans de massacres en Europe, les victimes se comptent par millions : résistants, communistes ou autres, et surtout des millions de juifs. Le génocide, l'innommable de la barbarie nazie alimentent la demande

d'un État juif par le mouvement sioniste, soutenu par les Britanniques pendant ces cinq années.

Sur fond d'hégémonie naissante des États-Unis, dans un contexte de guerre froide annoncée, la Grande-Bretagne mandataire est soumise au terrorisme sioniste. Elle finit par accéder aux demandes de Washington qui entame une relation privilégiée avec les dirigeants sionistes. Un rapport est fourni, sur la base de rencontres organisées par l'Agence juive, qui amène les envoyés à interroger surtout des immigrants. Bien que la moitié des rescapés juifs du génocide déclare par ailleurs préférer se rendre aux États-Unis, les Nations unies ignorent les voix pacifiques, juives et palestiniennes, qui prônent la coexistence. Les Nations unies décident de la création d'un plan de partage en 1947.

## LA NAKBA

Le partage est inégal. Les Palestiniens deviennent des réfugiés chez eux et les sionistes se préparent à la conquête du pays. Dès avril 1948, alors que les Nations unies annoncent une pause de leur plan, la *Hagana* (branche militaire du mouvement sioniste) attaque et défait des forces palestiniennes réduites dans un combat disproportionné. C'est pour reconquérir le territoire dévolu aux Palestiniens par le plan de partage, que les armées arabes entrent en guerre en mai 1948. Ben Gourion déclare alors unilatéralement la création de l'État d'Israël, immédiatement reconnu par les États-Unis.

La défaite arabe est consommée, la *Nakba* commence. Dans une ambiance de fin du monde, chassés, terrorisés, massacrés, avec comme seul choix le départ ou la mort, les Palestiniens doivent se résoudre à partir.

C'est alors que se manifeste à nouveau une résistance non-violente, récurrente dans la société palestinienne. Fermant la porte de la maison sur leurs vies, leurs espoirs, ils en emportent la clé, toujours conservée. Ils sont jetés par milliers sur le chemin de l'exode et de l'exil mais ils ne vont jamais renoncer à faire vivre leur histoire, leur culture, leur avenir.

Par la tradition maintenue, les familles dispersées ou reconstituées au fil des errances font vivre la Palestine. Dans les camps de réfugiés — qui sont devenus depuis si longtemps le foyer temporaire des Palestiniens dépossédés de tout —, les quartiers se sont constitués sur la base des villages d'avant l'expulsion, dont plus de quatre cents ont été rasés depuis. Les petits-enfants se disent toujours du village dont les grands-parents ont été violemment chassés. Cette détermination à faire vivre l'histoire et la tradition familiale,



villageoise et nationale, s'accompagne de la volonté des nouvelles générations de développer l'éducation et de s'ouvrir sur le monde, de se construire un avenir sans rien oublier du passé. Le nombre de diplômés palestiniens dans la diaspora et en Palestine en atteste.

Ce refus du renoncement et cette capacité à faire face à la volonté coloniale affirmée d'éradiquer la culture palestinienne sont des formes de la résistance qui défait depuis cinquante-cinq ans le rouleau compresseur israélien. L'exigence du retour, ou tout du moins de la reconnaissance de ce droit qui, de Beyrouth à Toronto ou d'Amman à Balata, anime des centaines de milliers de réfugiés, est une réalité. Inaliénable, comme l'identité palestinienne.

## LES ANNÉES FEDAYIN

Assujettis, démunis, les Palestiniens reconstituent dans les camps, les villes, et hors du pays, un semblant de tissu national. C'est des étudiants que viendra le mouvement de libération, d'abord nationaliste ou pan-arabe, révolutionnaire ou anticolonial sur fond de « *rapports mouvementés avec les régimes arabes* » (Sanbar). La lutte armée se prépare sur une ligne claire : le retour. Elle commence à l'aube du 1<sup>er</sup> janvier 1964, dont l'anniversaire était encore célébré en 2003 par une fresque éclatante sur les lambeaux de murs de la Muqata'a à Ramallah, actuel quartier général du président Yasser Arafat. Celui-ci, en 1964, est déjà indissociable de la résistance, lui dont la ténacité, la longévité personnelle et politique à travers cinquante ans de cette lutte meurtrière, se calque sur la capacité des Palestiniens à toujours se relever. Au-delà du symbole indétrônable de la légitimité de la lutte palestinienne, il représente la Palestine qui, quelles que soient les formes de lutte choisies, ne renonce jamais à ses droits et à son avenir.

Ces années seront celles des fedayin avec comme points d'orgue la guerre israélo-arabe de 1967. La victoire palestinienne à Karamé, en 1968, confirme le

choix de la lutte armée. Cependant des manifestations non-violentes, des grèves, des boycotts, toute une série d'actions de désobéissance civile apparaissent aussi. Le mouvement des travailleurs volontaires soutenu par les municipalités palestiniennes crée des clubs, des bibliothèques, et même des écoles. Le Front national palestinien, avec des représentants de toute la Palestine, tente en 1973 de s'opposer par des moyens non-violents à l'occupation. Mais Israël réagit par une répression exacerbée : dissolution des conseils municipaux, assassinats ou expulsion des dirigeants. Parallèlement les actions de guérilla se développent de l'extérieur, et culminent dans les attaques spectaculaires des années 1970. Elles imposent la mise en veilleuse pour un temps des stratégies non-violentes en Palestine, tandis que l'occupation israélienne s'installe et envahit tous les aspects de la vie des Palestiniens.

## L'INTIFADA

1987 ! Après vingt ans d'occupation par l'État d'Israël de ce territoire restreint qu'il avait été contraint par les Nations unies de concéder aux Palestiniens, l'explosion qui couvait se produit. De jeunes Palestiniens se lèvent, c'est la révolte des pierres. Les chars israéliens se dressent tout de suite devant les barricades enflammées dans les rues de Gaza et de Cisjordanie. Des jeunes courageux, des gamins souvent, arborent le keffieh et le drapeau que l'occupant leur dénie dans un défi qui paraît dérisoire. Sans armes, ils vont changer l'histoire de leur lutte nationale.

La non-violence va être systématique dans le soulèvement palestinien de 1987 à 1992. Ainsi, à Beit Sahour, près de Bethléem, un groupe de pacifistes palestiniens crée, dès le début de l'Intifada, le mouvement « Rapprochement ». Ils prônent la résistance à l'occupation et à la répression de l'État israélien par la désobéissance civile. Ils organisent une révolte des impôts, et mettent en place de nombreuses activités non-violentes, notamment des écoles clandestines, des jardins pour la paix,

des comités de quartiers. Puis dans la période intérimaire, après la signature des accords d'Oslo, alors que la colonisation est officiellement arrêtée, ils s'opposent pacifiquement à la construction de Har Homa, cette colonie qui dépossède les Palestiniens de la colline alors boisée de Abou Ghoneim. Elle est en fait prévue sur la ligne de front de la colonisation qui vise à encercler Jérusalem-est, à la couper de la partie orientale de la Cisjordanie et à en empêcher le développement. Les Palestiniens et « Rapprochement » ne s'y trompent pas, et les pacifistes organisent un camp de la paix pour tenter de résister à cette nouvelle dépossession de leurs terres. Quatre mois de résistance non-violente s'articulent autour de manifestations, d'interposition devant les bulldozers, de travail d'explication à l'intention de l'opinion internationale.

Autre exemple, Mubarak Awad, un autre militant palestinien de la non-violence, crée également un mouvement à la fin des années 1980, basé essentiellement à Jérusalem. Le « Centre palestinien pour l'étude de la non-violence » vise surtout à l'éducation à la résistance non-violente, en incitant, dans les écoles et les clubs qu'il visite, les jeunes à refuser l'autorité de l'occupant, à « *remplacer la peur par le courage* ». Mubarak Awad réussit, avec des villageois dépossédés, à reprendre la terre aux colons en abattant la clôture autour de la terre volée et en refusant de quitter les lieux, sans qu'une pierre soit jetée. Il en appelle au boycott des produits des colonies, aux pressions diplomatiques, aux manifestations pacifiques, à refuser de reconnaître l'existence des occupants en Palestine. Ce message est suffisamment entendu et repris par les Palestiniens pour que les autorités israéliennes décident d'expulser Mubarak Awad.

Pendant ces années, les jeunes Palestiniens n'en finissent pas de se dresser, et de tomber seuls et sans armes devant les soldats d'Israël. Cette stratégie de soulèvement non armé perturbe l'armée israélienne, habituée à un ennemi militarisé et qui « *ne sait pas comment traiter une résistance non violente de masse* » (Awad).

Les chars et les hélicoptères ultra-modernes de l'État d'Israël sont démunis devant les pierres et les frondes des enfants des camps et des villes de Palestine.

## LES FEMMES

Pendant que des jeunes palestiniens désarmés sont abattus sur les barricades de l'Intifada, la force de la désobéissance civile est portée par les femmes de Palestine. Comme elles ont su le faire courageusement pendant la guerre de 1967 elles reprennent les manifestations et rassemblements non-violents pour en appeler à la conscience du monde, pour mettre fin à l'occupation. Âmes de la famille et de la maison, elles sont aussi des

organisatrices de la résistance non-violente. Que ce soit en faisant face à l'horreur de l'occupation quotidienne, en gérant l'absence, la mort ou l'emprisonnement des hommes de la maison, en maintenant l'identité familiale et collective, les Palestiniennes se lèvent pacifiquement contre la répression et l'occupation. De même, quand elles organisent des comités populaires pour

*Les femmes, âmes de la famille et de la maison, sont aussi des organisatrices de la résistance non-violente.*

C. L.

aider les prisonniers, ou pour l'éducation des femmes, elle affirme le refus de l'injustice. Leur implication non-violente dans cette organisation de la société palestinienne sous occupation est « *une forme d'affirmation de soi et de libération qui permet aux personnes de rester debout même quand elles sont confrontées à une violence implacable, et de garder leur humanité* » (Lucy).

L'Intifada, qui affirme dans la douleur et la lutte la vie et l'identité palestiniennes, accouchera des négociations qui, la guerre du Golfe terminée, mèneront à Oslo.

## LES ANNÉES OSLO

Entre espoir et désillusion, entre exigences et répression, les Palestiniens ne voient aucune amélioration



de leur situation. Certes, Yasser Arafat est rentré d'un trop long exil et le drapeau palestinien flotte enfin sur Jericho ou Gaza. Certes les grandes villes autonomes commencent à respirer et prospérer. À Naplouse, les Israéliens viennent visiter les Samaritains sur le Mont Gerizim, puis vont faire tranquillement leurs courses dans la vieille ville. Cependant la colonisation s'accroît, la pression militaire continue à se manifester par des assassinats ciblés ou des bouclages. La répression perdure, comme en 1996, quand des Palestiniens manifestent pacifiquement contre le creusement du tunnel sous l'Esplanade des mosquées à Jérusalem, ce qui va déclencher une violence meurtrière. Parallèlement l'asphyxie économique de l'ensemble de la Palestine se met en place. Ce sont « *des années hybrides de mi-indépendance mi-occupation...une période de tous les dangers* » (Sanbar). Découpage de la Palestine en zones hermétiques, colonisation accrue, maisons palestiniennes détruites, « retards » israéliens à se retirer contrairement à ce qui est conclu dans les accords intérimaires, humiliations quotidiennes, « *pour la majorité des Palestiniens, la vie quotidienne s'est dégradée depuis la signature des accords d'Oslo* » (Gresh). Aussi quand le 28 septembre 2001 Ariel Sharon impose sa présence et celle de ses centaines de soldats sur l'Esplanade des mosquées, la réaction exaspérée des Palestiniens, reprenant leurs pierres, n'étonne aucun observateur, aucun visiteur des Territoires palestiniens occupés.

## L'INTIFADA AL AQSA

Le soulèvement populaire de 2001 prend assez rapidement des formes organisées de résistance armée à l'occupation. « *Le mépris total et la violation par Israël de toutes les normes et réglementations internationales sous un régime d'occupation prolongé ont été les catalyseurs de l'effondrement du mouvement de résistance non-violente* » (Abdel Jawad). Cette stratégie prévaut pendant plusieurs mois, créée et alimentée par les provocations incessantes de l'armée israélienne, par les brutalités criminelles de soldats assurés de l'impunité.

Cependant, dans le même temps, la population palestinienne fait montre encore une fois de sa capacité à résister par sa détermination à continuer à vivre. On s'organise, les campagnes et les villes solidaires en complémentarité, les camps en première ligne de résistance. Les premières cibles aussi. Quand, à la lisière de Naplouse, des tirs de chars, ou des salves provenant des positions militaires israéliennes surplombant Balata, terrifient et assassinent la population civile du camp palestinien, visent les écoles de l'Unwra, amenant des combattants palestiniens à défendre les leurs, c'est tout Naplouse qui proteste. Quand des militants sont assassinés en pleine ville, à coups de missiles tirés des hélicoptères, qui empêchent pour longtemps les petits de dormir, c'est la grève générale en ville.



Quand, la défaite consommée, au printemps 2002, les combattants doivent se replier, c'est la Vieille Ville qui les accueille et en paiera un prix terrible, défigurée à jamais par la barbarie des attaques israéliennes répétées. Mais solidaires, tous les Naboulsis, comme ailleurs en Palestine, se relèvent.

## PRINTEMPS 2002

---

L'attaque en règle du gouvernement Sharon, en avril 2002, est si intense qu'elle ne permet pas à la population palestinienne de manifester la moindre résistance organisée. Bien sûr, la solidarité se met en place, par maisons, rues ou quartiers. Dans les rues des villes autonomes réinvesties, où seuls les chars israéliens rôdent, des volontaires courageux d'ONG comme le Secours médical, tentent d'accéder aux blessés, d'évacuer les morts, d'apporter aide ou médicaments aux personnes malades ou démunies. Malgré le couvre-feu imposé vingt-quatre heures sur vingt-quatre les ONG organisent, avec les Internationaux, qui viennent depuis un an déjà manifester pacifiquement leur solidarité avec les Palestiniens de l'Intifada, des manifestations aux *check points* qui empêchent tout accès aux villes palestiniennes ou à Jérusalem.

De la même manière, c'est avec ces ONG que s'organise sur place la solidarité internationale pour aller protéger, sans arme, la Muqata'a à Ramallah. Oubliant les divergences politiques qui sont l'apanage de toute société démocratique, la société civile palestinienne, par l'intermédiaire du GIPP (*Grassroots International Protection for the Palestinians*), fait face sans violence. Elle fait front derrière son représentant élu, Yasser Arafat, le président palestinien assiégé dans son QG, avec environ trois cent cinquante civils et militaires. Les Internationaux entrent, restent et partagent avec les Palestiniens encerclés trente trois jours d'un siège très dur, soutenus par les contacts permanents et l'aide logistique de héros anonymes qui, dehors, dans les ambulances criblées de balles, bravent les tirs israéliens pour porter secours aux leurs.

Ramallah, Naplouse, Jénine, Hébron..., aux actes barbares des occupants répond une capacité à tenir qui fait la force de la société palestinienne. Les chars à peine partis du centre de Naplouse, on voit les enfants courir dans les rues défoncées et leur ballon voler dans les ruines où l'odeur de la mort est omniprésente. La pous-

sière n'est pas encore retombée sur le centre éventré de Ramallah que les étudiants et d'autres jeunes s'affairent à nettoyer, à enlever les monceaux de carcasses de voitures écrasées par les chars. Quand les jeeps quittent les *check points* qui asphyxient les villages, les monticules de terre qui empêchent le passage sont dégagés et la vie reprend.

## JUSQU'À LA GUERRE

---

Cette émergence d'une réponse structurée non-violente à l'occupation prend de l'ampleur en été 2002. Naplouse, encerclée et envahie, est investie pendant près de cent jours par l'armée israélienne. Les couvre-feux, qu'on ne peut braver sans risquer de se faire tuer, empêchent toute vie normale. La rentrée scolaire n'a pas lieu. Pendant plusieurs semaines, les Palestiniens vont alors organiser des écoles clandestines, comme à Ramallah, Jénine ou Hébron... De la même manière les secours médicaux vont s'organiser, toujours avec ces volontaires discrets et héroïques, parfois accompagnés d'Internationaux, qui sont le seul lien souvent des populations séquestrées ou affamées par les occupants.

C'est en septembre 2002, quand le gouvernement Sharon s'attaque encore une fois directement au président palestinien, toujours reclus à la Muqata'a, que va s'afficher la non-violence organisée de la résistance unie, toutes tendances confondues, la population de Ramallah descend dans la rue et paie le prix de son refus de l'occupation par des morts. Les jeunes lancent les pierres dérisoires que les chars font taire. Quand des jeunes, qui n'ont que des pierres dans les mains, sont tués par des chars, d'autres se lèvent à leur place. Alors s'instaure une nouvelle tactique, décidée collectivement par les partis et les ONG, et reprise immédiatement par les manifestants. Pas une pierre n'est lancée, les jeunes gens forment des cordons qui contiennent les plus jeunes qui ne connaissent que la fronde. Cela marche, et assis par terre, des dizaines de manifestants font face aux chars



israéliens embusqués ou qui barrent l'accès vers la Muqata'a. Pour la première fois les soldats, perplexes, ne tirent pas. Il n'y a pas de morts, pas de blessés, pas d'asphyxiés par les gaz incapacitants. Les Palestiniens sont alors conscients d'avoir gagné une victoire.

Cette dynamique se confirme quand, sous couvre-feu total, Ramallah est encore dans la rue, devant les chars israéliens ou aux fenêtres pour dénoncer le siège de la Muqata'a et l'occupation, dans un tintamarre assourdissant qui rappelle la résistance aux dictatures sud-américaines des années 1970. Les chars n'avancent pas, les Palestiniens réinvestissent pacifiquement leur ville, comme à Naplouse un peu plus tard.

Cette unité dans l'action non-violente s'affiche à nouveau quand la guerre américano-britannique contre l'Irak se précise. En Palestine, on craint le pire. Dans l'hypothèse d'une attaque frontale des troupes du gouvernement Sharon, les Palestiniens organisent la résistance, des comités sont créés, les partis et ONG se répartissent les tâches. Les vieilles habitudes ont parfois la vie dure, mais on arrive à une organisation solide qui assurera les besoins élémentaires de la population, des villes vers la campagne ou inversement selon le dispositif que l'occupation mettrait en place.

Il s'avère que les États-Unis ont retenu le bras d'Ariel Sharon, le pire n'a pas lieu. Mais la leçon apprise dans les moments les plus noirs reste dans la conscience collective. On l'a observé à nouveau, quand le cabinet de sécurité israélien a décidé de se défaire du président Yasser Arafat, et que des milliers de Palestiniens ont afflué vers la Muqata'a pour, à l'instar des Internationaux dix-huit mois plus tôt, lui apporter la protection pacifique de leur présence.

## CONCLUSION

Dans le climat délétère extrêmement dangereux que l'occupation israélienne impose, parallèlement à la lutte armée qui se poursuit et aux stratégies d'attaques ou d'attentats par des groupes radicaux, cette résistance non-violente a retrouvé une force presque oubliée. Elle a prouvé son efficacité au fil des luttes. Elle demeure une des options de la résistance palestinienne, mise en forme par la société civile qui prend d'autant plus d'importance que l'Autorité Palestinienne est très affaiblie par les attaques systématiques contre toutes ses infrastructures.

Quoi qu'il en soit, dans l'exigence de la fin de l'occupation israélienne et de la reconnaissance de leurs droits nationaux, c'est aux Palestiniens qu'il appartient de déterminer les formes de leur lutte. ■

# Palestine entre non-violence et terrorisme

34

Alternatives non violentes n° 128-129 • Palestiniens et Israéliens : faire parler la non-violence

**Bernard RAVENEL\***



*\*Historien. Ancien président du MDPL (Mouvement pour le désarmement, la paix et la liberté) ; président de l'AFPS (Association France Palestine Solidarité) ; membre du comité de rédaction des revues Confluences Méditerranée et Damoclès. Auteur de plusieurs ouvrages, dont notamment : Palestiniens et Israéliens, le moment de vérité, Paris, L'Harmattan, 2000. L'auteur s'exprime ici à titre personnel.*

**Existe-t-il une limite dans le droit de répondre à l'oppression ? À quoi sert la réponse violente face à une puissance militaire très destructrice ? L'initiative populaire de masse n'est-elle pas alternative à l'individualisme du geste désespéré ?**

**29** septembre 2000 : un jour après qu'Ariel Sharon, escorté par un millier de policiers et de soldats israéliens, se soit « promené » sur l'esplanade des mosquées à Jérusalem — revendiquant par ce geste son droit d'Israélien occupant à se rendre sur le territoire du lieu le plus sacré pour les musulmans en terre de Palestine — a éclaté une conflagration qui, trois ans après, continue de manière sporadique.

De ce jour donc existe l'Intifada, la seconde après celle de 1987-1993, réprimée avec la violence des chars, d'hélicoptères Apache et des F16 et tragiquement connue, présentée dans tous les médias à travers des actes de terrorisme-suicide contre des civils en Israël. Plus violente donc, beaucoup plus désespérée. Quel destin aura eu cette lutte, que beaucoup considèrent comme finissante et désormais identifiée avec la réponse de bombes humaines ?

Entre-temps, 11 septembre 2001 : les attentats contre les tours jumelles et le Pentagone. Désormais les États-Unis s'autoproclament le shérif du monde et réduisent tous les « ennemis » de l'Occident en « terroristes » privés du statut de combattants légitimes. Ne pourra être que terroriste toute tentative de s'opposer aux prétentions de l'État qui agit au nom du droit. La guerre intermittente des années 1990 se transforme en lutte continue contre les « terroristes ». On devine les conséquences sur le statut des Palestiniens présentés par Israël comme peuple de terroristes virtuels ou potentiels.

Ce qu'Ariel Sharon et son gouvernement font n'est que l'application de cette ligne stratégique générale de la guerre à une situation spécifique. Ariel Sharon a voulu systématiquement détruire l'Autorité nationale

palestinienne parce qu'il veut empêcher que le peuple palestinien reste sur le terrain des projets politiques de manière à pouvoir réduire la question palestinienne à un problème de terrorisme. De cette façon, il a aidé à la croissance du phénomène de l'islamisme radical dans une société dans laquelle la culture laïque et la culture de la non-violence avaient une réalité bien plus grande que dans tous les autres pays arabes.

Il faut ajouter que ceci se produit dans des lieux sacrés, capables d'exprimer des symboles de portée universelle et ceci rend d'autant plus significatif ce qui s'y passe. Du fait de son importance culturelle et émotive, la question israélo-palestinienne devient le paradigme et le modèle de la violence pratiquée à l'échelle globale.

La non-solution politique du problème palestinien repose alors le problème du rapport entre politique et religion. On assiste à une sorte de saut qualitatif entre l'idée identitaire (nationale ou autre) et son absolutisation en guerre sainte qui s'articule avec la volonté états-unienne de transformer les conflits en confrontation entre les cultures.

Enfin, il faut s'interroger sur l'actuelle asymétrie des conflits et ses conséquences. D'emblée, il paraît évident que la réponse terroriste des faibles au terrorisme des États ne paraît plus militairement crédible, ni surtout politiquement acceptable et productive.

Aujourd'hui, pour ceux qui se préoccupent de l'avenir de la paix au Proche-Orient — paix qui ne peut exister que si elle est fondée sur le droit — des interrogations cruciales sont posées. Elles sont celles qui, en ce moment, se posent à la réalité politique et à la société civile palestiniennes à travers une rediscussion des termes et des modes de la lutte de résistance : à quoi sert la réponse violente face à une puissance militaire aussi destructrice ? Ne vaut-il pas mieux reprendre l'initiative de masse ?

L'initiative populaire de masse n'est-elle pas alternative à l'individualisme du geste désespéré ? Demandes et réponses qui ne se font pas d'illusion : le terme de référence reste en effet le désespoir sous occupation militaire. Ce débat, difficile, est cependant inévitable.

## LA PREMIÈRE INTIFADA : UN SOULÈVEMENT NON ARMÉ

Le 8 décembre 1987, un accident de la circulation à Gaza provoque plusieurs morts. Un camion israélien a heurté violemment deux voitures palestiniennes. Le lendemain, premières manifestations au cours desquelles deux jeunes sont tués et une trentaine d'autres sont blessés. L'Intifada avait commencé et elle allait durer jusqu'en 1993.

Le climat était, d'évidence, préparé par un contexte qui se caractérise par un blocage politique total : invasion du Liban et ses conséquences ; dispersion de l'OLP ; continuation de la colonisation et contrôle militaire total des agglomérations palestiniennes par les Israéliens.

Les caractéristiques du soulèvement permettent de déterminer la qualité exceptionnelle du mouvement : participation massive de la jeunesse, en particulier celle des camps de réfugiés ; participation de tous les segments de la société, grande capacité d'auto-organisation, même si beaucoup sont rattachés à un parti, ébauche de structures alternatives permettant à la population de se prendre elle-même en charge ; direction unifiée assurant l'orientation et la régulation de l'ensemble du mouvement (publication régulière de communiqués fixant les objectifs à destination de toute la population).

Ce caractère démocratique de masse, de nature autogestionnaire, contraste avec la nature d'avant-garde en arme nécessairement séparée de la société, que représente l'organisation de la lutte armée, sans parler du terrorisme « de groupe ». Cette lutte a ainsi modifié les subjectivités politiques palestiniennes, attribuant au combat de l'opprimé une dignité originale, établissant une capacité de confrontation politique bien plus ample.

Car la méthode de lutte, le refus de l'utilisation de la violence armée, est un choix révolutionnaire. Dès le troisième jour de l'Intifada, **le Comité exécutif de l'OLP, à Tunis, décide d'interdire l'usage des armes à feu**. Une décision d'une énorme signification politique et symbolique crée, pour la résistance palestinienne, un nouvel imaginaire politique.

### TIME FOR PEACE

À l'initiative du mouvement de paix européen, italien en particulier, une extraordinaire chaîne humaine a été organisée en décembre 1989 autour des remparts de la vieille ville de Jérusalem. Elle rassembla environ trente mille participants, palestiniens et israéliens, se tenant par la main pour demander la paix. « Time for peace », tel était le slogan d'une magnifique démonstration de la société civile des deux nations pour laquelle le mouvement de paix européen avait joué un rôle de médiation remarquable. Tous les espoirs semblent permis... Souvenir mémorable pour celui qui y a participé... **B.R.**

Jusque-là, en effet, la référence à la lutte armée, présentée comme le seul moyen de libération du territoire, était devenue un véritable mythe de l'idéologie palestinienne dans les années 1970. Parler, encore en 1985, de non-violence, apparaissait comme « hors sujet », et même comme une capitulation face à l'ennemi. Or, c'est cette année-là qu'est sorti un document du « Centre d'étude de la non-violence », ouvert à Jérusalem par Moubarak Awad. Les thèmes développés par ce document méritent d'être cités :

« La non-violence, écrivait-il, est une véritable guerre contre un adversaire car son utilisation n'implique évidemment pas qu'il ne réponde pas par la violence. Cette stratégie comporte donc un coût élevé en vies humaines, en blessés et en pertes matérielles de toutes sortes... Elle n'est pas passive et exige beaucoup d'efforts d'organisation ; elle doit être conçue dans le secret avec de la rigueur et de la discipline... Les Palestiniens souffriront mais ces souffrances contribueront à forger l'unité sociale et nationale. »

Dans ce document — cité par Jean-Paul Chagnollaud<sup>1</sup>, et qui résume bien la stratégie qui sera celle du mouvement quelques années plus tard —, Moubarak Awad analyse, dès 1985, les meilleures façons d'organiser les manifestations, les boycotts, les grèves,

la solidarité, le refus de coopérer, sans oublier la création d'institutions alternatives et la systématisation de la désobéissance civile.

« Peu importe en définitive de savoir si Moubarak Awad a joué un rôle important dans la conception de la stratégie de l'Intifada comme le pensent les Israéliens qui l'ont expulsé, souligne Jean-Paul Chagnollaud, un tel mouvement ne peut en aucun cas être inspiré par un homme seul d'autant que celui-ci était assez isolé. »

Les conséquences d'un tel soulèvement sont d'abord les souffrances infligées par la lourde répression israélienne. Dès la fin 1988, sept cents morts ; en 1992, onze cents morts, des dizaines de milliers de blessés, près de quatorze mille prisonniers ; sans oublier toutes les humiliations et vexations quotidiennes.

### LA PREMIÈRE INTIFADA COMME LABORATOIRE D'AVENIR

De ce point de vue, la réflexion sur la portée de la première Intifada est incontournable. Cette résistance populaire non armée, qui a tenu plus de quatre ans et demi en dépit d'une terrible répression, par son impact politique interne et externe constitue plus qu'un événement conjoncturel local. Il ne s'agit pas de la considérer principalement comme une adaptation simplement tactique à un rapport de forces défavorable en escomptant une évolution qui permettrait de relancer la lutte armée. Il s'agit d'abord d'une véritable révolution culturelle de portée universelle.

Cette forme de lutte désarmée contre un oppresseur surpuissant, non seulement en raison de ses armes mais aussi de ses capacités technologiques et de ses soutiens puissants, a changé radicalement l'image du combat palestinien.

Elle a d'abord forgé l'unité sociale et nationale, redonné une identité forte au peuple palestinien : « Cela se traduit par l'obsession de l'unité et par un extraordinaire déploiement de solidarité », note Jean-Paul



Chagnollaud qui établit ainsi un premier bilan de l'Intifada : « *Tout se passe comme si le soulèvement par son ampleur et sa durée avait, quoi qu'il arrive maintenant, achevé le processus de construction nationale ; le ciment qui manquait peut-être encore vient d'être coulé. Il sera solide et résistant pour une raison fondamentale, celle que ce sont les jeunes, acteurs principaux de ce mouvement, qui ont affirmé si fortement leur identité nationale ; il sera donc possible d'imaginer l'avenir : puisqu'ils l'incarnent il sera à leur image. Rappelons ici une donnée essentielle : plus de la moitié de la population palestinienne de Cisjordanie et de Gaza a moins de vingt ans.* »<sup>2</sup> »

On sait à quel point ce mouvement a produit ses effets sur l'OLP elle-même, lui permettant de fixer une ligne stratégique claire, appuyée désormais sur une articulation entre initiatives diplomatiques et activités du mouvement politique de masse que constitue l'Intifada. Personne n'a pu contourner les Palestiniens de l'OLP pour ouvrir enfin une négociation. Quant aux Israéliens, ils ont été contraints bien malgré eux de reconnaître cette réalité nouvelle. **Les deux paradigmes, sur lesquels était fondée la cohésion interne israélienne — celui de la**

**non-existence des Palestiniens comme nation et peuple, et celui de leur nature de terroristes, ont été tous les deux sapés à la base.**

La place manque pour tenter de mesurer les effets évidents de l'Intifada dans la région arabo-islamique et dans le monde en général, y compris dans le mouvement de solidarité dans les pays occidentaux.

Cette double évolution, palestinienne et israélienne, représente une nouveauté historique, un « basculement » : le dialogue se substitue à l'affrontement, la reconnaissance de l'autre prend le pas sur sa négation. Ce sera bientôt Madrid et puis Oslo. Mais l'échec final de ce processus entraîne la deuxième Intifada.

## LA DEUXIÈME INTIFADA : UN SOULÈVEMENT ARMÉ PROVOQUÉ

À aussi, il faut rappeler le contexte qui amène à ce deuxième soulèvement. On peut le résumer en une phrase : l'impasse diplomatique suivie d'une série d'événements dramatiques provoquent une explosion prévisible. En septembre 2000, c'est l'échec du sommet de camp David suivie de la promenade d'Ariel Sharon sur le Haram-el-Sharif et de la tuerie des manifestants le lendemain.

Entre-temps, depuis une décennie, le contexte interne s'est profondément modifié : en Palestine il y a désormais une sorte d'État potentiel, un appareil de sécurité important (40 000 hommes) et armé, une société civile organisée en crise après Oslo.

À la différence de la première Intifada, où la population civile s'affronte globalement avec l'armée d'occupation, le conflit se polarise maintenant près des postes de contrôle militaire qui marquent les limites des villes ou sur les routes des colonies sans oublier les sites religieux. Le front plus étroit favorisera une militarisation du conflit.

Cependant, pendant plusieurs semaines et même plusieurs mois, les attaques armées sont plutôt rares. Le répertoire d'actions de la première Intifada est

plus ou moins tenté (boycott économique, etc.) mais la mobilisation populaire est faible ou peu organisée. Surtout, par un choix délibéré d'Ehud Barak d'abord, et d'Ariel Sharon ensuite, la répression israélienne est immédiatement violente et meurtrière (tirs à balles réelles contre les manifestants). Participer à une manifestation pacifique devient presque aussi dangereux que de mener une action armée.

Au 31 octobre 2000, après un mois d'Intifada, cent trente-six Palestiniens ont été tués par l'armée en Cisjordanie et à Gaza. Pendant la même période, onze Israéliens, en majorité des soldats, ont été tués. Aucun Israélien n'a été tué dans le territoire d'Israël.

Le niveau de violence armée atteint par la répression israélienne est tel qu'en novembre 2000 les Nations unies condamnent « l'utilisation excessive » de la force par Israël, sans que les États-Unis s'y opposent. Le pouvoir israélien a délibérément choisi l'extrême violence pour déclencher des ripostes militaires, ce qui lui permettra politiquement d'écraser plus fortement un soulèvement populaire.

Tout le monde sait bien que les Palestiniens n'ont jamais constitué une menace militaire. En réalité, ils n'en ont jamais eu les moyens. Mais, pour le pouvoir israélien, **le fait de lutter contre une « force armée », fût-elle fictive, confère sa légitimité à la stratégie militaire israélienne de colonisation et d'occupation.** Or, cette stratégie se résume, pour l'essentiel, à l'exercice d'un pouvoir militaire à l'encontre de civils palestiniens et des institutions de la société civile.

Les groupes du Tanzim (organisation de cadres issue du Fatah incluant des éléments des forces de sécurité) ont exécuté la majorité des actions armées qui ont été très coûteuses en hommes. En novembre 2000, les actions militaires palestiniennes vont prendre pour cibles les colonies dont l'expansion les a rapprochés des centres urbains palestiniens. Parallèlement, comme la révolte a été déclenchée par la question d'Al Aqsa, la dimension religieuse — islamique — devient très présente dans les discours mobilisateurs, non seulement du Hamas mais aussi de l'Autorité palestinienne.

Une structure politique de direction est constituée : le Haut Comité national, composé de toutes les composantes de l'OLP, avec aussi des mouvements islamiques. Mais ce Comité se présente non comme « direction unifiée », comme pour la première Intifada, mais comme simple « Comité de suivi ». Il en appelle à des actions similaires à celles de la première Intifada, à des manifestations de rue spécifiques, mais parfois aussi à briser l'encerclement israélien des villes et des villages.



L'Autorité palestinienne, qui n'a pas déclenché le mouvement, ne peut que suivre et ne peut faire cesser le soulèvement sans une victoire politique concrète. Cependant, elle ne diffuse aucune directive de défense civile, montrant ainsi une incapacité ou une incompétence qui sont très mal ressenties par l'opinion.



Les actions armées vont prendre quatre formes : embuscades contre des soldats et des colons ; tirs réguliers contre des quartiers de colonisation (en particulier sur Gilo, colonie proche de Beit Jala) ; tirs de roquettes artisanales (lancées à partir de la bande de Gaza sur les colonies de cette zone et le territoire israélien adjacent) qui font trois victimes ; et, bientôt, attentats contre des civils en Israël.

Globalement, non seulement le passage à la lutte armée, légitime aux yeux de la communauté internationale quand elle se mène contre les soldats et les colons armés dans les territoires occupés mais aussi les attentats-suicides contre des civils israéliens entraînent un consensus majoritaire dans la société palestinienne. La contradiction entre actions non-violentes et actions violentes n'est pas considérée comme telle. On insiste plutôt sur leur complémentarité et même leur interdépendance.

### INTERROGATIONS GRANDISSANTES

Dès la fin de l'an 2000, les interrogations se font déjà pressantes. Deux intellectuels palestiniens prestigieux, Rima Hammami et Salim Tamari, constatent qu'« *en dehors de marches aux flambeaux et autres processus funéraires, la population n'a, de fait, joué aucun rôle actif dans le soulèvement. Ceci ne résulte pas d'un choix mais de la disparition des structures et des mouvements politiques qui s'étaient rendus populaires en organisant la grande riposte de la période 1987-1993 de la première Intifada* »<sup>3</sup>. Ces structures avaient été démantelées par le pouvoir israélien à la fin de la première Intifada.

La démobilisation après Oslo a fait le reste, ainsi que l'installation de l'Autorité palestinienne qui entend en quelque sorte « absorber » la société civile. Or, pour résister pacifiquement, il faut absolument une direction centrale regroupant des représentants de tous les territoires occupés. En 2000, l'Autorité palestinienne ne pouvait pas le faire, la société civile organisée non plus. D'où un simple et impuissant « comité de suivi ».



***Cet enfant palestinien va être exécuté à bout portant par le tir d'un char israélien (Gaza, septembre 2001. DR.)***

Le 28 septembre 2001, l'Intifada Al Aqsa est entrée dans sa deuxième année de vie. Une journée solennelle marquée par des cortèges, des marches, des manifestations variées, mais aussi par des heurts violents avec morts et blessés. Ce jour, sept Palestiniens, dont un enfant de onze ans, ont été tués par des soldats israéliens. Un anniversaire de sang.

Dans leur sèche nudité, ces chiffres pour un seul jour renvoient aux statistiques d'ensemble (morts, blessés, destructions multiples) qui mettent en relief le niveau de violence atteint par les affrontements dans les Territoires occupés et dont la responsabilité essentielle incombe à l'armée israélienne.

Mais le bilan politique pose la question suivante : le soulèvement a-t-il permis d'avancer sur son objectif central : mettre fin à l'occupation israélienne de Cisjordanie et de Gaza ? La réponse ne peut-être positive, même si l'Intifada aura irrévérablement posé devant l'opinion publique mondiale la centralité de la question des colonies comme problème à régler radicalement pour toute perspective crédible de paix. Sans oublier qu'il faut prendre en compte que cette Intifada se mène contre la plus longue occupation militaire de l'histoire contemporaine : plus de trente-quatre ans.

C'est dans ce contexte difficile que surviennent les attentats du 11 septembre 2001 et la riposte américaine, lesquels modifient globalement la donne, en particulier au Proche-Orient.

La société palestinienne épuisée, désenchantée et désespérée s'interroge elle-même sur l'avenir de l'Intifada. La poursuivre, mais sous quelle forme ? Avec quels moyens ? Le débat inter-palestinien est inévitablement tendu.

Face à la fermeture politique du pouvoir israélien, face à son agressivité militaire, faut-il poursuivre et accentuer l'utilisation des moyens militaires pour provoquer chez les Israéliens un nombre de victimes qui deviendra insupportable ? Un peu comme au Liban-Sud avec le Hezbollah... Ou au contraire, faut-il mettre l'accent sur une relance de la mobilisation populaire pacifique, y compris pour rouvrir les routes bloquées ? Ce qui n'exclut pas un certain nombre de victimes du fait de la répression israélienne.

Derrière ce débat inter-palestinien se niche une série d'enjeux fondamentaux : celui de la démocratisation nécessaire de la société et du système politique, celui du rapport entre société civile et insurrection civile et/ou militaire, celui de l'impact politique immédiat, et à terme celui de l'utilisation de la violence armée pour la libération nationale et sociale du peuple palestinien. Rappelons à ce sujet un point d'histoire : dans sa Charte nationale, adoptée en 1964, l'OLP a rappelé dans son article 9 que « *la lutte armée est la seule voie menant à la libération de la Palestine* ». Or, l'Intifada de 1987 — la première — n'était pas armée et a eu des effets politiques positifs indiscutables ; et la seconde, armée, beaucoup moins.

Des intellectuels palestiniens de renom s'interrogent sur les risques qu'entraîne la militarisation du soulèvement<sup>4</sup>.

En mars 2002, le sort de l'Intifada est scellé avec l'assassinat, ce mois-là, de deux cent soixante-quinze Palestiniens et de cent cinq Israéliens — dont une trentaine de personnes célébrant la Pâque juive dans un

hôtel de Netanya, le 27 mars, au soir de l'adoption, à Beyrouth, du plan arabe de paix. Cette ultime atrocité offrait à Ariel Sharon une occasion pour liquider Oslo. C'est l'opération « Rempart ». Ariel Sharon efface tout semblant d'autonomie et réinstalle l'autorité militaire israélienne dans chaque ville, chaque village ou camp de réfugiés. C'est le retour à la situation d'avant Oslo.

Les dirigeants du Fatah et du Tanzim comprennent bientôt que la stratégie de l'Intifada armée — et particulièrement les attentats-suicides à l'intérieur d'Israël — s'est révélée contre-productive pour la cause palestinienne. Les pertes immenses subies amènent le Tanzim à remettre en débat la justesse de l'Intifada armée comme stratégie de libération.

En juin 2002, une cinquantaine de personnalités palestiniennes signent un appel contre les attentats qui frappent les civils israéliens. Par la même occasion, elles introduisent la problématique fondamentale de l'Intifada qui porte sur les finalités de la lutte armée elle-même : « *Une action militaire ne peut être jugée de manière positive ou négative en dehors du contexte ou de la situation générale et de l'objectif politique que l'on se propose d'atteindre. Pour cette raison, il faut évaluer ces actes à partir de la considération qu'une guerre entre les deux peuples qui vivent en Terre Sainte mènera à la destruction de toute la région. Nous ne trouvons aucune justification logique, humaine et politique pour un tel résultat final.* »<sup>5</sup>

En août 2002, les organisations palestiniennes, y compris les mouvements islamistes, réunis dans le « Comité de suivi de l'Intifada », tentent de réélaborer une plateforme commune et d'entamer une nouvelle phase du conflit avec Israël. Le débat — on l'aura deviné — est très intense face aux islamistes qui maintiennent la nécessité des attaques suicides en Israël. Mais le débat, qui divise le Fatah, ne porte pas seulement sur ces attentats. La première mouture du texte adopté<sup>6</sup> concernant la lutte y compris armée, rappelle d'emblée « *qu'elle doit servir la cause nationale palestinienne et non la saboter* [souligné par l'auteur] ». En filigrane, derrière cette phrase est posée la question de la militarisation de l'Intifada



et de ses conséquences sur la mobilisation de la société civile contre l'occupation israélienne.

En 2003, trois ans après, en septembre, le bilan semble sans appel, symbolisé par la menace de mort imminente pesant sur Yasser Arafat lui-même. En même temps, le Hamas se présente comme une alternative créant les conditions d'une prolongation infinie de l'affrontement, mais aussi d'une guerre interne entre groupes ; en dernière analyse, d'une guerre suicidaire<sup>7</sup>.

La tragédie palestinienne est paradigmatique de la conception du monde que proposent les forces de la globalisation. Ce qu'elles entendent faire là est d'enfermer ce peuple à l'intérieur du binaire guerre-terrorisme. Elles veulent y parvenir dans le monde entier, pour mettre hors jeu les peuples et les classes défavorisées. Ainsi tout conflit serait reconduit dans ce cadre, dans cette tenaille qui serait l'absolutisation de la violence et entraînerait l'annulation de la politique, comme médiation, comme projet, comme instance de libération, comme modernité.

La résistance palestinienne est au cœur du cyclone. Le débat, que sa situation actuelle suscite en son sein, est une condition nécessaire pour que la société civile se réapproprié une résistance confisquée par les groupes armés. Il prendra nécessairement en compte le bilan contradictoire des deux Intifada. ■

1) Jean-Paul Chagnollaud, *Intifada, vers la paix ou vers la guerre ?*, L'Harmattan, 1990, p. 96.

2) *Idem*, p. 108.

3) « Palestine, anatomie d'une nouvelle révolte », *Politique*, n° 2, décembre 2000. Rima Hammami est anthropologue et dirige le département d'études féministes de l'Université Bir Zeit ; Salim Tamari est sociologue, il dirige l'Institut d'études de Jérusalem et est professeur à l'Université de Bir Zeit.

4) Voir « Intifada, où va le soulèvement ? » de Salah Abd Jawad, *Damoclès*, n° 90, 3/2001.

5) *Al Qods*, 19 juin 2002.

6) *Al Qods*, 13 août 2002.

7) Voir « Impasse stratégique pour la résistance palestinienne » de Graham Usher, *Le Monde diplomatique*, septembre 2003.

# Comme un taureau rendu furieux... Ou Aïssa traversant le Jourdain

Jean OSWALD\*

## Témoignage sur les tribulations vécues par un agriculteur palestinien de Jéricho.

« *Les Palestiniens sont comme des animaux dans un zoo. Les villages, c'est comme les cages ; les routes de contournement et tout le bouclage, ce sont les grilles qui les enferment...* » C'est Aïssa qui parle, un privilégié. Parce qu'il a pu venir en France. L'image du zoo, un euphémisme, est bien loin de la brutale réalité palestinienne dont il n'aime pas énumérer les horreurs : il n'en dévoile des bribes, par allusions, qu'après des heures de conversation.

Aïssa est agriculteur à Jéricho, près du Jourdain donc, dont l'eau n'irrigue pas ses champs. Les Israéliens ne le permettent pas. « *Évidemment ! Nous n'avons aucun droit. Il faut demander l'autorisation pour tout aux occupants.* » Il pompe alors l'eau dans la nappe phréatique quand il y a du fuel pour faire marcher les pompes. Ce sont les Israéliens qui décident s'il y aura du fuel. Il cultive des raisins de table, des dattes et des figes. Pour commercialiser les produits, il faut passer les points de contrôle. Le camion avec sa charge fragile y est régulièrement arrêté pendant des heures et ne passe que très rarement. Aïssa perd ainsi le chargement de raisins après une très longue attente, le soleil et les gardes étant impitoyables. Mais parce que, parfois, quelques cageots sortent quand même de l'enclave, le paysan se présentera de nouveau aux barrières — en dépit de l'humiliation et de l'échec très probable qui l'attendent.

Normalement, Aïssa emploie des ouvriers pour les travaux dans les champs et les cueillettes. Mais il ne peut guère les payer. L'argent lui manque. Aïssa : « *Je ne vends presque rien. Les gens n'ont pas d'argent pour acheter.* » Le marché est profondément perturbé. À Jéricho, il y a figes et dattes en abondance, mais les légumes — qui ne poussent pas sous la chaleur du désert — manquent et souvent le pain aussi.

Le cloisonnement du pays par l'occupant a tué l'échange entre villes et villages ; la monnaie ne circule plus. Aïssa « paie » ses ouvriers en nature, emprunte

\*Chroniqueur.

pour tenir en état le matériel agricole, pour payer le fuel — sans irrigation rien ne pousse à trois cents mètres au-dessous du niveau de la mer —, pour acheter des plants de figuiers et dattiers qui remplaceront les arbres écrasés, déracinés par les blindés militaires israéliens. S'endetter, c'est finalement un signe d'espoir pour lui ; cela permet de cultiver aujourd'hui pour récolter demain, s'il y a un demain. Aïssa : « *Si nous nous résignons, c'est foutu. Les attentats c'est **une** réponse, ça veut dire qu'on n'accepte pas la situation. Mais moi je préfère cultiver la terre, c'est plus constructif.* » Aïssa se considère comme un privilégié. Il a pu sortir du zoo. « *Les Palestiniens ont besoin d'un visa pour aller partout, même en Jordanie, en Égypte et en Arabie Saoudite. Le Liban et la Syrie nous sont interdits.* »



**Vergers d'oliviers à Jéricho (DR)**

Le visa pour la France se demande au consulat à Jérusalem. L'ambassade de France à Tel Aviv est inaccessible parce que située en Israël. Jérusalem par contre, c'est la Palestine. Néanmoins il faut un laissez-passer pour y aller. Aïssa : « *Un pour cent des demandeurs obtiennent le laissez-passer qui est valable pour un jour. Il se peut que tu aies un laissez-passer pour Jérusalem mais pas pour sortir de Jéricho... Entre Jéricho et Jérusalem il y a, en temps normal...* » Aïssa dit en temps normal, c'est-à-dire :

l'occupation, les points de contrôle avec les brimades et les vexations , « *... trois check points mais fréquemment beaucoup plus. Le trajet pourrait se faire en vingt minutes, aujourd'hui il faut une journée et très souvent on ne peut pas du tout, c'est-à-dire l'occupant ne nous laisse pas passer même si on a toutes les autorisations. Mais le consulat français est conscient des problèmes palestiniens, ils font des concessions.* » Ce qui veut dire que le consul ne demande pas forcément que le postulant soit obligatoirement présent lors de la demande du visa. Aïssa a établi une chaîne entre Jéricho et Jérusalem ; à chaque point de contrôle une autre personne prend le relais. Les personnes-relais se téléphonent avec des portables... israéliens, ça va de soi — l'infrastructure de communication palestinienne étant rendue défectueuse par l'occupation comme tout autre infrastructure. S'il y a le couvre-feu tout devient impossible et imprévisible. Aïssa : « *Le couvre-feu, c'est comme un chat qu'on enferme dans la maison jusqu'à ce qu'il devienne fou.* »

Aïssa doit présenter au consulat une invitation venant de France, un extrait de compte en banque, le numéro d'immatriculation de la chambre d'agriculture qui prouve son état de propriétaire terrien et qui doit garantir son retour. Aïssa : « *Mais attention, ce n'est pas si simple. Il faut plusieurs allers-retours. D'abord chercher les formulaires, puis les rapporter remplis. Appeler après trois semaines pour savoir si le visa est accordé ou non. Si oui, apporter le passeport et le récupérer avec le précieux visa.* » Lors de cet enchaînement, il a été arrêté au point de contrôle de sortie de Jéricho à huit heures du matin. Les jeunes soldats l'ont fait attendre debout toute la journée sous le soleil du désert de Judée, sans eau. À minuit ils l'ont autorisé à retourner chez lui.

Selon Aïssa, Jéricho est une ville privilégiée. L'occupation n'y est pas aussi brutale qu'ailleurs. C'est incomparable avec Jénine et Naplouse où l'horreur brute est quotidienne. Les occupants s'amuse seulement à casser le système d'irrigation, à se promener avec leurs chars dans les vignes et palmeraies. Aïssa : « *Jéricho est protégée par la Thora pour les Israéliens. Ils ne doivent y causer la mort d'aucun Palestinien. En plus la ville abrite*

*la prison internationale sous protection internationale et surtout le casino, interdit aux Palestiniens. C'est une grande plate-forme internationale du blanchiment d'argent. Tout cela fait que la ville doit refléter une image moins sinistrée par l'occupation que le reste du pays. »* Aïssa-le-privilegié n'a pas fini sa scolarité à Jéricho-la-privilegiée. La première Intifada y a mis fin. Par chance, il n'a pas été tué, seulement blessé par balle au ventre et au visage, et à la prison il a appris à fumer, dix cigarettes israéliennes par jour pour chaque gamin. Entre ses quinze et vingt ans, il a été emprisonné plusieurs fois pendant des mois, et torturé. Maintenant, pendant la deuxième Intifada, son moyen de résistance c'est l'agriculture : du semis à la récolte — des gestes d'espoir. Pourtant le désespoir est omniprésent : les oliviers arrachés, ce n'est rien comparé aux copains morts. Ces dernières années trois sont tombés sous les balles des occupants. Aïssa : « *Nous sommes comme des taureaux dans l'arène qu'on excite et rend furieux pour les abattre après.* »

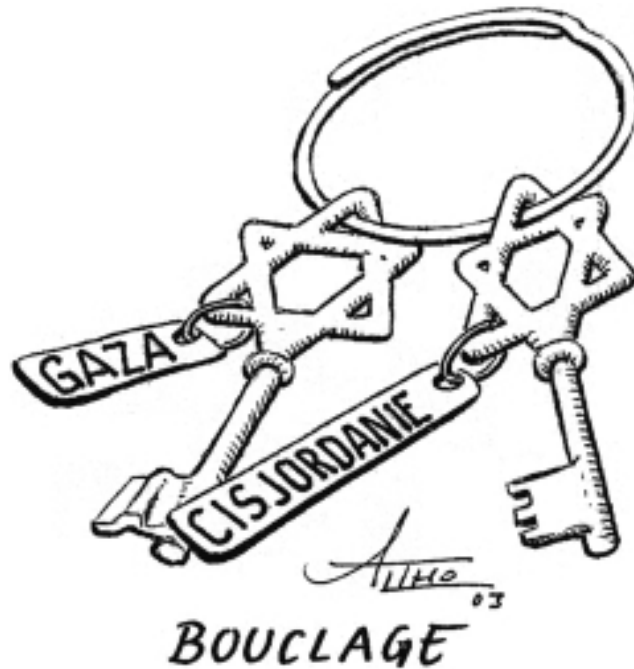
### AÏSSA A UN VISA, MAIS...

Aïssa a le visa. Il lui faut maintenant le billet d'avion. La ville de Ramallah, où se trouve l'agence de voyage, n'est pas interdite mais très difficile d'accès. Aïssa : « *Pourtant il est plus facile d'y aller que d'en sortir.* » Il fait fonctionner le relais des copains. « *Avec le visa et le billet je pourrai voyager dans toute l'Europe, mais pas à Ramallah qui est à trente kilomètres.* » À présent, il doit vaincre un nouvel obstacle : la frontière vers la Jordanie. Il envoie une copie du visa et du billet à son frère à Amman qui paie 12 dinars. C'est environ un dixième du salaire moyen pour obtenir l'autorisation de passer la frontière. Le frère doit signer en plus une caution de 2 000 dinars (environ 2 250 euros, plus de dix-huit mois de salaire). Une caution ? Aïssa : « *Si je reste plus de douze heures à l'aller et plus de douze heures au retour en Jordanie, la caution est perdue.* » Les Jordaniens font tout pour que leurs voisins palestiniens ne se réfugient pas chez eux. Beaucoup de Palestiniens de Palestine ont

de la famille en Jordanie. Il s'agit de ceux qui ont été exclus de force de leur pays. En effet, lors de la guerre des Six jours en 1967 les Israéliens ont occupé la Cisjordanie et bouclé les frontières. Immédiatement après ils ont ordonné un recensement qui donnait droit au statut de « habitants au pays » à tous ceux qui se trouvaient ce jour-là en zone occupée ; les nombreux Palestiniens réfugiés en Jordanie — ou ailleurs — sont, du coup, devenus des étrangers et privés du droit de retour chez les leurs. C'est le cas du frère d'Aïssa.



Aïssa, né après 1967, à Jéricho, possède pourtant un passeport jordanien, comme tous les Palestiniens qui le demandent. Ce document est vert alors que pour les Jordaniens de Jordanie il est bleu. Aïssa a encore deux autres papiers d'identité : une carte d'identité d'occupation israélienne (existant depuis 1967) et un passeport palestinien (depuis les accords d'Oslo). Aïssa, en rigolant : « *Avant Oslo ceux qui avaient été en prison avaient une carte verte pour que les Israéliens sachent sur qui taper*



particulièrement fort aux points de contrôle. » Trois papiers d'identité ! Et pourtant l'identité fait défaut. Le papier ne remplace pas la reconnaissance qui est vitale. Aïssa : « Tu ne trouves pas bizarre que ces trois papiers portent tous le même numéro ? Tout passe en réalité par l'administration israélienne, regarde ! » Effectivement sur les trois documents figurent des numéros identiques.

Aïssa a maintenant tous les papiers nécessaires à son voyage. Vingt jours avant son départ prévu pour début avril il écrit aux autorités palestiniennes qui gèrent le centre de passage de l'unique poste de frontière pour se faire inscrire dans la liste des candidats. Il y en a des milliers qui, comme Aïssa, ont les papiers en règle, mais il y a peu d'élus. Entre zéro et cinq cars passent quotidiennement ; cela dépend du bon vouloir des gardes-frontières israéliens et jordaniens. D'après la liste, le tour d'Aïssa sera le 20 avril. Ce jour-là, il quitte la maison à cinq heures, passe quatre *check points* sur un kilomètre.

Aïssa : « Même si je fais partie des inscrits du jour, il se peut que la liste ne compte pas ce jour-là. Et même si les autorités palestiniennes sont autorisées par les Israéliens à remplir trois bus, il se peut qu'au poste de frontière il n'y ait qu'un seul qui passera. Il se peut même que seulement cinq personnes passent effectivement sur l'ensemble des passagers de l'unique bus. Nous dépendons des décisions arbitraires, aussi bien du côté israélien que du côté jordanien. Il se peut que les Israéliens soient de bonne humeur et laissent passer et que les Jordaniens bloquent tout. » Comment envisager l'avenir, faire des projets si l'arbitraire règne ? « Il se peut... »

Les renseignements généraux des deux pays interrogent les passagers pendant des heures ; toujours les mêmes questions des deux côtés du Jourdain. Aïssa : « Si tu ne peux pas dire la vérité, il faut apprendre par cœur ton récit inventé pour ne pas tomber dans le piège des mêmes questions dans les différents bureaux : d'où viens-tu ? Où vas-tu ? Pour quoi faire ? Qui vas-tu voir ? Comment vas-tu voyager ? Etc. Et au retour encore les mêmes questions. Ils ont tout enregistré sur ordinateur pour contrôler. Les RG israéliens veulent savoir si je travaille pour les Jordaniens et vice versa. » À cinq heures du soir, il passe la frontière. Les douaniers et policiers jordaniens ne le refoulent pas. Aujourd'hui il a eu de la chance. Maintenant il est libre de voyager, de faire des milliers de kilomètres en Europe sans points de contrôle. Mais il n'est pas sûr de pouvoir retourner dans son pays, cela dépendra des Israéliens ; le laisseront-ils retraverser le Jourdain pour retourner à Jéricho, dans son pays, dans le zoo ? Aïssa : « Quelle est la différence entre les Palestiniens et les animaux du zoo ? Les bêtes ont certains droits, et on leur donne à manger et à boire régulièrement... » ■

# Cisjordanie, la vie le long du « mur »

**Stéphanie LE BARS et  
Marion VAN RENTERGHEM\***

*\*Extraits d'un article paru dans Le Monde du 28 septembre 2003.  
ANV tient à remercier la rédaction de ce quotidien et les auteurs  
de cet article pour leur aimable autorisation à reproduire ces extraits.  
Les intertitres sont de la rédaction d'ANV.*

**Pour des Israéliens, c'est une « clôture de sécurité » autour de la Cisjordanie. Pour les Palestiniens, c'est un « mur » au tracé injuste. Voyage de part et d'autre d'une « frontière » contestée qui cristallise les tensions.**

Sur la frontière, il y a le vieil Ahmed. Ahmed a le sens du confort et s'est construit une tente de Bédouin ouverte aux vents de la colline, juste au-dessus de sa maison, de ses oliviers, de ses vaches, de son cheval et de ses moutons. C'est là qu'il médite, les jours passant, coiffé d'un keffieh à damier rouge. On prend le frais sur un tapis et d'innombrables coussins. Le narguilé et le plateau de sable chaud, pour le café, sont toujours prêts pour les hôtes de passage. Un poste de télévision trône dans un coin. Ahmed réfléchit en tournant son chapelet.

**« QUE FAITES-VOUS PRÈS DE LA CLÔTURE ? »  
« QUE FAITES-VOUS PRÈS DE MA MAISON ? »**

Ahmed est arabe-israélien. Il habite les faubourgs Ad'Oum Al-Fahm, ville d'Israël entièrement peuplée de ces Arabes qui, comme lui (1,3 million des 6,7 millions d'Israéliens), ont acquis, dès 1948, la nationalité israélienne. De sa tente, on voit les collines s'étendre vers le Liban, on aperçoit Nazareth et plus bas, vers le sud-est, la ville palestinienne de Jénine. En face, tout près, il y a les maisons du petit village de Taybé, situé, comme Jénine, en Cisjordanie. Une partie de la famille du vieil homme y habitait, ses amis y habitent toujours, mais ils ne peuvent plus se rencontrer.

Car là, juste au bout du champ d'Ahmed, entre Taybé et lui, se dresse maintenant une barrière électrique de plusieurs mètres de haut. Elle commence à quelques kilomètres de là, aux environs de Salem, puis descend vers le sud, généralement bordée d'une ou deux routes réservées aux patrouilles de l'armée israélienne, de gros



rouleaux de fil de fer barbelé de chaque côté, et du sable fin pour marquer les pas des intrus. Un jour où Ahmed contemplait ces barbelés, des soldats l'ont interpellé : « *Que faites-vous près de la clôture ?* » « *Que fait la clôture près de ma maison ?* », a rétorqué le vieil Ahmed.

Il faut voyager du nord au sud de la Cisjordanie pour prendre la mesure de cette « clôture de sécurité » — les Palestiniens l'appellent « *le mur* » — unilatéralement décidée par Israël et commencée en juin 2002 afin de se protéger des infiltrations de kamikazes palestiniens. Il faut aller d'un territoire à l'autre pour comprendre à quel point ce projet, qui pourrait à terme aboutir à l'encerclement total de la Cisjordanie, cristallise les tensions entre les deux communautés. Au point de devenir un enjeu majeur, voire la métaphore du conflit.

La peur, la folie terroriste, l'incapacité à trouver une solution politique ont été, auprès des Israéliens, les conseillères de cette clôture. À ce jour, seul le tronçon nord — 140 kilomètres de Salem à Elkana — et certains secteurs proches de Jérusalem ont été édifiés. Une fois achevé, l'ensemble devrait atteindre près de six cents kilomètres. Toute la Cisjordanie serait ainsi isolée sur le modèle de la bande de Gaza, si radicalement bouclée qu'aucun kamikaze n'en a émergé ces trois dernières années.

L'idée, née à gauche et d'abord rejetée par la droite, qui voyait s'esquisser là les contours d'un État palestinien, a fini par convaincre l'entourage du Premier ministre, Ariel Sharon, et, à l'exception d'une partie des intellectuels et d'organisations de défense des droits de l'homme, l'ensemble d'une population israélienne traumatisée par dix ans d'attentats-suicides (819 morts côté israélien, 2 608 côté palestinien depuis le début de la deuxième Intifada, fin septembre 2000, selon l'Agence France-Presse).

Les Palestiniens auraient pu trouver leur compte avec une barrière étanche garantissant les frontières de leur État et la liberté à l'intérieur. Mais le tracé en zigzag rend plus invivable encore leur quotidien. Surtout, loin de suivre la « ligne verte » (ligne de démarcation de 1949 à 1967), il s'enfonce sur plusieurs kilomètres en territoire

palestinien afin d'englober — et donc de maintenir — des zones de colonisation israélienne. Conséquences : les confiscations de terres se multiplient et la bataille du nom continue de faire rage. « *Clôture de sécurité* », disent toujours les Israéliens, qui se défendent d'en faire une frontière. « *Mur de l'apartheid* », insistent les Palestiniens, qui n'y voient qu'un alibi pour leur « voler » plus de terres et les forcer à l'exil en les asphyxiant économiquement.

Il y a deux manières de suivre les barbelés. Côté israélien, une autoroute les longe ou permet de les apercevoir de loin. Côté palestinien, il faut traverser des étendues de caillasses et d'oliviers, emprunter des chemins tortueux, bitumés ou non, passer sans certitude d'un village à l'autre, changer de voiture entre deux chemins barrés par des pierres ou des *check points* (barrages militaires), attendre indéfiniment à chaque contrôle. Attendre des heures sans être sûr que les soldats, au bout du compte, vous laisseront passer. Autant dire qu'on ne longe pas les barbelés de ce côté-là. Mais on finit toujours par tomber dessus.

De Salem, à quelques kilomètres au sud d'Oum Al-Fahm, le mur suit la « ligne verte ». Il fait ensuite un long détour à l'intérieur des territoires occupés, enfermant au passage, pour préserver trois colonies juives, dix villages palestiniens. Leurs habitants se retrouvent dans une zone indéfinie : en terre israélienne, mais sans en avoir les droits ni la nationalité. Ils sont pour l'instant 200 000 (peut-être 400 000 au terme du projet) à être ainsi coincés entre le « mur » et la « ligne verte », qu'il leur est interdit de franchir. Et là, à la frontière de ces mondes enchevêtrés, s'ajoutant à la complexité du puzzle géographique, il y a le kibboutz Metzger, cinq cents habitants.

Ce kibboutz aurait pu être un lieu sans histoires. Un exemple de vie paisible et harmonieuse entre les Palestiniens des environs et les Israéliens qui s'étaient installés ici en 1953, dans le strict respect de la « ligne verte », sans mordre un iota. Les fondateurs, des marxistes argentins à la conscience sociale affûtée par leur expérience de la dictature péroniste, étaient parvenus à instaurer avec les villageois arabes, notamment

ceux de Kaffin, des rapports de bon voisinage. « *C'était devenu la tradition du coin*, raconte l'actuel secrétaire général du kibboutz, Dov Avital. *On travaillait ensemble, on s'invitait aux mariages et aux enterrements, on partageait tout : l'eau des puits, l'électricité, les routes. Même l'équipe de football !* » À partir de la deuxième Intifada, Kaffin devint un lieu de passage privilégié des kamikazes venus de Jénine. « *Il fallait évidemment arrêter ça* », conclut Dov Avital.

Le « mur » fut la réponse. À l'automne 2002, l'armée informe les gens de Kaffin que, « *pour raisons de sécurité* », la clôture coupera leur village en deux : côté palestinien, le village et ses habitants ; de l'autre, les champs, les puits, les oliviers, ressource vitale des agriculteurs. Aucune colonie juive, à cet endroit, ne justifiait une telle séparation. Le maire de Kaffin, Taisir Harashi, a appelé à l'aide ses voisins du kibboutz. De nombreuses réunions ont eu lieu. « *Théoriquement*, souligne Dov Avital, *les Palestiniens ont une semaine pour faire appel de la décision. Mais il leur est physiquement presque impossible d'accéder au tribunal et de s'y faire entendre.* »

Au kibboutz Metzger, tout le monde s'est battu pour que la clôture passe le long de



Le « mur » en construction (juillet 2003, DR)

la « ligne verte » et ne pénalise pas Kaffin. Dov Avital et Taisir Harashi ont tenu une conférence de presse commune en plein champ. « *C'était la première fois*, rappelle Dov Avital, *qu'un maire palestinien, nommé par l'OLP, appuyait l'idée d'une frontière le long de la "ligne verte"*. » Les responsables locaux ont obtenu que des officiels israéliens viennent constater « *la stupidité de la situation* ». Un rendez-vous fut pris pour le 11 novembre 2002. Mais, le 10 novembre, un Palestinien de Tulkarem s'introduisit dans le kibboutz et tua cinq personnes, dont le secrétaire, une femme et ses deux enfants. La clôture fut édiflée, privant les habitants de Kaffin des trois-quarts de leurs champs.

**« CHAQUE ARBRE  
CONFISQUÉ EST UNE  
BOMBE À RETARDEMENT »,  
AFFIRME UN ISRAÉLIEN**

Avant cette attaque terroriste, le kibboutz était partagé entre ceux qui s'opposaient à toute clôture et ceux qui la voulaient le long de la frontière de 1949. Après l'attaque, plus personne n'entendait s'en passer. « *Un mur peut être efficace pour apaiser les choses*, précise Dov Avital. *Mais nous continuons*

tous à penser qu'une clôture qui ne respecte pas la « ligne verte » est une tragédie. Telle qu'elle est, la clôture est inhumaine, et elle met en question la sécurité d'Israël. Nos destins sont liés. Chaque arbre confisqué est une bombe à retardement. »

[...] Uzi Dayan, ancien général et ancien conseiller à la sécurité nationale, qui fut coordonnateur pour la première partie de la clôture, n'était pas d'accord avec le tracé adopté autour de Baka Al-Sharkiyé. « *J'aurais préféré qu'on suive la "ligne verte" à cet endroit-là. Qu'il y ait le moins de frictions possible, et le moins possible de Palestiniens coupés de la Cisjordanie.* » Mais l'estimation des normes de sécurité en décida autrement. « *Pour raisons de sécurité* », telle est l'expression consacrée chaque fois que le « mur » s'aventure à l'intérieur de la Cisjordanie. « *Nous avons minimisé les inconvénients au maximum, note un militaire, minimisé l'insécurité, les annexions de terres palestiniennes, les difficultés imposées à la population civile.* »

Nazlat Isa n'est quasiment plus qu'un vaste amas de ferraille. Du marché, où de nombreux Israéliens venaient auparavant faire leurs emplettes, il ne reste que quelques stands de fortune. Dans le village mitoyen, Baka Al-Sharkiyé, ce sont « *tous les secteurs de vie* » qui ont été détruits. C'est Muayad Hussein, le maire de cette localité de trois mille cinq cents habitants, qui l'explique. Selon lui, cent hectares de terres ont été confisqués et trois mille oliviers déracinés. Des marchands venaient vendre leurs produits aux marchés de Nazlat et de Baka.

Ils y ont renoncé, faute de pouvoir s'y rendre. Le maire lui-même, qui cultive des tomates, avait des clients israéliens. « *Maintenant, regrette-t-il, il n'y a plus personne.* »

Pour aller et venir de Baka Al-Sharkiyé en Cisjordanie, il faut une autorisation et attendre plusieurs heures au portail de Kaffin. « *Pourquoi dois-je avoir une autorisation pour aller dans mon pays ?* », demande le maire. Il dit encore : « *Ils pensent que les habitants de*

*Baka seront obligés de déguerpir. Et que le mur sera une nouvelle frontière. Mais, contrairement à ceux de Kaffin, nous avons une forte tradition agricole. Nous pouvons survivre avec nos poulets, nos moutons, nos tomates et nos concombres. Ils ne gagneront pas.* » C'est une « clôture de sécurité », pas une clôture politique, répètent les officiels israéliens. En aucun cas une frontière.

[...] Située à la frontière entre Israël et la Cisjordanie, Kalkiliya (40 000 habitants) a été littéralement emprisonnée. Enfermée dans une boucle que forment mur et clôture afin d'absorber en territoire israélien deux colonies juives. Selon l'ONG palestinienne Pengon, qui coordonne les informations sur le terrain, quatre mille habitants ont déjà fui la ville vers l'intérieur des territoires, faute de pouvoir y survivre. Les militaires israéliens justifient l'opération en rappelant que Kalkiliya et Tulkarem sont d'importants foyers de kamikazes. Les Palestiniens, eux, les accusent de vouloir « gagner du terrain ». Le sol de Kalkiliya, riche de la nappe phréatique la plus riche de l'ouest de la Cisjordanie. Selon Pengon, la clôture privera Kalkiliya de 40 % de ses terres et de dix-sept sources aquifères. « *La stratégie du gouvernement israélien est claire, conclut-on à Pengon. À quoi bon un État qui n'a plus le contrôle de l'eau ni de ses terres ?* »

## TRIBULATIONS SANS FIN

En prenant la route réservée aux colons, on peut accéder par un *check point* et des chemins escarpés au village cisjordanien de Jayyous, situé aux environs de Kalkiliya. Ici, la clôture de sécurité s'enfonce à six kilomètres à l'est de la « ligne verte ». Les habitants ne peuvent plus compter sur un accès quotidien à la grande ville. Et, comme ceux de Kaffin, ils ne peuvent plus accéder à leurs propres terres. La clôture a séparé le village des deux tiers de ses champs cultivés et de ses puits. « *Pour raisons de sécurité*, indique sans trop de détails

un officier israélien chargé d'une visite guidée pour des journalistes, *il nous fallait conserver une profondeur suffisante.* » Il rappelle l'étroitesse du territoire israélien : quinze kilomètres entre Tulkarem et Netanya, une vingtaine entre Jayyous et Tel-Aviv. « *Pour un terroriste, c'est peu.* »

Il insiste aussi sur la présence d'un portail ouvert plusieurs fois par jour pour les fermiers. Et quand ce portail est fermé ? Pas de problème, répond l'officier : un numéro de téléphone est mis à la disposition des paysans de Jayyous, comme de ceux de Kaffin ou d'ailleurs. À leur demande, les militaires se feront un plaisir de les laisser passer. Rapportés aux villageois, ces propos déclenchent une bruyante hilarité. Quelques regards restent tristes.

« *Chaque jour, il y a une nouvelle règle pour l'ouverture des portes,* explique Abdellatif Khaled, dont la famille possède des champs de l'autre côté. *On devient fou. Parfois le passage est interdit aux moins de 35 ans, parfois il n'est autorisé qu'à ceux qui passent avec un âne. Quand il n'y a pas d'ordre militaire particulier, il est ouvert pendant quinze minutes, trois fois par jour. Allez accorder vos ânes et vos moutons à ces horaires ! Et les marchands qui viennent de Ramallah chercher leurs provisions, vous croyez qu'ils prendront le risque d'attendre six heures que la porte s'ouvre ? Non, ils ne viendront plus. D'ailleurs, déjà, ils ne viennent plus. Et, sans marchands, les fermiers seront bien obligés de partir.* » En attendant, une cinquantaine d'entre eux ont décidé de planter une tente dans leur champ. Ils vivent là, à côté des légumes, des oliviers et des fruits, à quelques kilomètres de chez eux. Les autres restent à Jayyous, assis sans rien faire. Ils prient. Ils fument.

Devant sa maison, le maire, Fayaz Saleem, a entassé des dizaines d'oliviers, avec leurs souches. Ce sont les siens, des oliviers parfois vieux de six cents ans. « *Mes antiquités, ma richesse* », comme il dit. Les officiels israéliens reconnaissent avoir dû « *déraciner* » des dizaines de milliers d'arbres situés en territoire palestinien pour ériger la clôture, mais assurent en avoir « *replanté* » 65 000. « *Où ça ?* demande-t-on à l'organisation Pengon. *S'ils avaient replanté des oliveraies en*

*Cisjordanie, on le verrait.* » Fayaz Saleem, lui, contemple ses arbres morts.

Dans sa première tranche de réalisation, du nord au sud, le mur s'est donc arrêté vers Elkana, au sud de Kalkiliya. Et à l'ouest d'Ariel. Ariel, seize mille habitants, l'une des plus importantes colonies juives. Ariel qui, par sa position au beau milieu de la Cisjordanie, cristallise la haine des Palestiniens et les oppositions au mur. Le gouvernement avait fait savoir son projet d'englober Ariel, ainsi que les colonies voisines, du côté israélien, obligeant ainsi le mur à pénétrer d'une vingtaine de kilomètres à l'intérieur des territoires occupés. Les Américains, qui jugent que la clôture en général constitue « *un problème* », se sont opposés au projet. Les colons, eux, font pression. Les travaux sont provisoirement gelés, les bulldozers à l'arrêt.



Le maire d'Ariel, Ron Nachman, est colon et fier de l'être. C'est lui qui a posé la première pierre de la ville, en 1977. « *La clôture ? Quelle clôture ?* », ironise-t-il. Les colons se sont unanimement élevés contre l'édification d'une ceinture fortifiée qui non seulement risque de créer une frontière à l'intérieur du « *Grand Israël* », mais enfermerait certains d'entre eux en territoire hostile.

Cependant, puisque clôture il y a, Ron Nachman n'entend pas en être exclu. « *Si elle est destinée à empêcher les activités terroristes, je ne vois pas pourquoi elle ne protégerait pas aussi Ariel. Nous avons les mêmes droits que ceux de Tel Aviv. Le gouvernement sera responsable s'il décide d'abandonner seize mille Israéliens aux assassins palestiniens. Évoquer pour cela la frontière de 1967, ce sont des arguments de "peaceniks". Que je sache, la "ligne verte" n'est pas dans la Bible !* » Ron Nachman se dit confiant. Il sort de l'étagère une photo de lui en compagnie du Premier ministre Ariel Sharon.

Encore inachevé, mais non moins explosif, le projet d'édifier la clôture autour de Jérusalem. Elle séparera ainsi les 250 000 Palestiniens de la partie est de la ville (qui bénéficient du statut de résidents) de ceux de la Cisjordanie, englobera des colonies dans les frontières de la municipalité et exclura au contraire de celle-ci certains de ses faubourgs naturels. Plusieurs dizaines de kilomètres de clôture électrique, de fils barbelés, de routes réservées aux patrouilles militaires séparent déjà Jérusalem des villes cisjordaniennes de Ramallah au nord, Bethléem au sud ou Abou Dis à l'est. Officiellement, il s'agit pour les Israéliens de protéger le « grand Jérusalem » — les limites municipales décrétées à partir de 1967 par l'État hébreu — des attaques terroristes. Aux yeux des Palestiniens, la manœuvre vise surtout à rendre définitivement impossible toute négociation sur la Ville sainte.

À Abou Dis, au milieu d'une rue commerçante qui, il y a encore quelques mois, reliait en cinq minutes Jérusalem-Est à son faubourg, des milliers de Palestiniens, à pied ou en voiture, butent désormais sur l'« enveloppe de Jérusalem ». Là, en quelques minutes, des écoliers se fauillent entre deux blocs de béton hauts de deux mètres. En contrebas de la rue, vers la mosquée, de jeunes hommes enjambent le barrage, constitué à cet endroit d'un assemblage de pierres et de barbelés. Un vieil homme tente d'en faire autant. Raté ! Émergeant de leur casemate de fortune, deux soldats se lèvent, le mettent en joue, lui intiment l'ordre de faire demi-tour.

Juché sur un bloc de béton, Nihad Abou Ghosh regarde en direction de Jérusalem. « *Chaque jour, raconte-t-il, c'est une aventure. L'année dernière, mes enfants allaient à l'école à Jérusalem. Depuis que le mur nous empêche de vivre normalement, je les ai envoyés à Amman, en Jordanie, dans la famille de ma femme. Au lieu de travailler, je passe ma vie à chercher des moyens de contourner l'obstacle pour rejoindre Jérusalem.* »

Ils sont nombreux à adopter le système « D » et à passer matin et soir, avec l'accord des propriétaires, par des cours et des jardins privés qui ont échappé au tracé arbitraire du mur. Sur la droite, à un jet de pierres, Nihad montre sans un mot les remparts ocre de la Vieille Ville et la coupole rutilante du dôme du Rocher. Comme la plupart des habitants de Cisjordanie, ceux d'Abou Dis n'ont plus prié depuis plusieurs mois sur l'Esplanade des mosquées.

La célèbre université Al-Qods, située sur la commune d'Abou Dis, risque, elle aussi, de pâtir de cette partition programmée du territoire. Selon une récente décision des autorités israéliennes, le mur devrait en effet passer sur son terrain de football, annexant au passage près d'un tiers de la superficie du campus. Le médiatique président de l'université, Sari Nusseibeh, partisan d'un dialogue avec les Israéliens, s'est élevé contre cette décision. « *Sur le plan politique, je pense que ce mur est un désastre pour les deux peuples. Désormais, je dois me battre pour sauver ce qui peut l'être de l'université.* » Le bureau des inscriptions s'est déplacé sur le terrain de foot et des manifestations sont organisées en permanence sur place afin d'empêcher les travaux.

### « L'ISOLEMENT DE BETHLÉEM EST PRESQUE ACHÉVÉ » !

**A**u sud de Jérusalem, l'isolement de Bethléem est quasiment achevé. Déjà entourée de *check points* et de levées de terre, la ville est aujourd'hui encerclée par quinze kilomètres de clôture électrique, de barbelés et de routes militaires qui la coupent efficacement de

Jérusalem et du nord de la Cisjordanie, notamment de Ramallah.

Au mois d'août, les deux cent cinquante habitants de Nuaman, un hameau juché sur une colline pierreuse entre Bethléem et la colonie juive toute récente de Har Homa, ont été avertis que le mur allait les rayer de la carte. Que « *pour raisons de sécurité* », Israël allait annexer leurs terres, leurs maisons et leur cimetière à l'intérieur des frontières de la municipalité de Jérusalem. Leurs terres, mais pas eux. Car les habitants de Nuaman, des Bédouins sédentarisés et installés là depuis cent cinquante ans, n'ont jamais eu le statut de résidents de Jérusalem.

Ils seront désormais de nulle part, à l'image des habitants d'une quinzaine d'autres villes et villages palestiniens que la clôture aura projetés côté israélien. À cette différence : leur identité sera d'un côté du mur, et ce qui restera de leurs maisons, de l'autre. Un officier israélien leur a proposé de les indemniser. Ceux-ci ont refusé. « *Ils veulent nos terres pour étendre la colonie de Har Homa ! assurent-ils. Nous ne partirons pas. Nous resterons cramponnés chez nous. Le rêve des Israéliens, c'est d'avoir les terres sans les hommes qui les habitent.* »

On voit passer des camions. On voit de longues tranchées à travers les collines, prêtes à accueillir de nouveaux tronçons de barbelés. Les travaux continuent, achevant la première phase de la clôture de sécurité. Mais toute décision concernant le tracé à venir est suspendue. Le budget englouti pour la partie déjà réalisée avoisine 500 millions d'euros. Reste à trouver 1 milliard supplémentaire. Les Américains, opposés à un tracé qui mord sur les terres palestiniennes et risque de créer un fait accompli, menacent de geler les fonds en retirant de leur assistance annuelle à Israël l'équivalent des sommes qu'investit l'État pour la colonisation. Le gouvernement israélien a malgré tout promis d'accélérer les travaux et d'achever en six mois ce projet pharaonique, censé durer encore deux ans. « *Il faut faire vite*, affirme l'ancien général Uzi Dayan. *La clôture est notre intérêt commun, car la sécurité est la condition d'un arrangement politique.* »

### QUAND L'ONU CONDAMNE LE « MUR »

L'assemblée des Nations unies a adopté, le mardi 21 octobre 2003, une résolution élaborée par l'Union européenne, exigeant qu'Israël « *arrête et revienne* » sur la construction du « mur » dans les Territoires occupés. Le texte a été adopté par 144 voix pour, 4 contre (Israël, États-Unis, Micronésie et îles Marshall) et 12 abstentions.

L'ambassadeur d'Israël a immédiatement rappelé que l'adoption de cette résolution n'a pas force de loi, contrairement à celles du Conseil de sécurité, car, a-t-il précisé, « *elle portait un tort aux Nations unies et au processus de paix* ». Le représentant palestinien a, quant à lui, remercié les États membres de l'Union européenne.

Ehud Olmert, ministre israélien du Commerce et de l'Industrie a par ailleurs déclaré, en apprenant le résultat de ce vote : « *Nous ne tiendrons pas compte de la majorité automatique de l'Onu qui nous est systématiquement hostile. La clôture de sécurité continuera d'être construite. [...] Le monde entier est contre nous et les États-Unis, et je suis fier d'être aux côtés des Américains* » (cf. *Le Monde* du 23 octobre 2003 et *Libération* du 23 octobre 2003).

Pour Diana Buttu, conseiller juridique auprès des officiels palestiniens, c'est tout le contraire. « *Si les Israéliens n'avaient voulu que la sécurité, ils auraient fait le mur sur la "ligne verte". L'objectif est donc autre. Mais ils jouent contre eux : si les Palestiniens ne peuvent avoir un État indépendant viable, ils deviendront citoyens d'Israël. Une personne, un vote. Ce sera la fin de l'État juif, et le mur en sera la cause.* » ■

# L'agriculture palestinienne au pied du mur

---

Valentina HEMMELER\*



\*Ingénieure agronome.

**Du 26 décembre 2002 au 6 janvier 2003, la huitième mission civile suisse pour la protection du peuple palestinien a récolté de nombreux témoignages auprès de la population palestinienne, tout en participant à des actions de solidarité.**

Les missions civiles internationales existent depuis juin 2001, suite aux refus répétés d'Israël d'accueillir des observateurs de l'ONU. En Suisse comme dans d'autres pays du monde, des citoyens se mobilisent pour tenter de remplir le rôle que la communauté internationale refuse de jouer. Les missions ont pour but de récolter des témoignages, d'observer la situation sur le terrain et, par certaines actions, de protéger la population palestinienne. Au retour, le gros du travail est consacré aux témoignages qui sont diffusés tant dans la presse que dans les cercles professionnels dans lesquels les participants sont actifs. C'est dans ce cadre que j'ai pu rencontrer des paysans palestiniens et constater *de visu* leur survie au quotidien, notamment sur le tracé du mur en construction à travers la Cisjordanie.

## LE MUR DE LA HONTE

---

Jayyus compte trois mille habitants qui vivent essentiellement de l'agriculture. Ce village est relativement prospère. Ce bien-être est pourtant gravement menacé. Depuis des générations, les habitants vivent de la production d'huile d'olive, d'agrumes et de cultures maraîchères. On peut constater partout le soin accordé aux cultures. Malheureusement, ce village se trouve sur le tracé du nouveau mur construit par Israël qui a pour but de séparer cet État des Territoires palestiniens occupés.

Pour éviter, selon la formule consacrée, de nouveaux attentats, Israël cherche à justifier ce mur qui, dans sa première étape, mesure plus de cent kilomètres de long et qui devrait atteindre, à la fin 2003, près de trois

cents kilomètres. Non content de construire cet ouvrage, Israël a également fait le choix de ne pas suivre la frontière de 1967, reconnue par l'ONU, mais de s'approprier, entre 2002 et 2003, 10 % des terres palestiniennes, notamment celles détenant des réserves en eau importantes. Cet état de fait prouve que le mur, loin d'être une « barrière de sécurité », est bien un moyen pour annexer une partie de la Cisjordanie. Les plans présentant la suite du chantier décrivent une pénétration du mur allant jusqu'à vingt kilomètres à l'intérieur des terres, impliquant ainsi la confiscation de près de 50 % de la Cisjordanie. Le mur mesurera alors entre six cents et mille kilomètres de long en fonction des plans adoptés par le gouvernement israélien. Lors de la première étape de construction, entre seize mille et dix-huit mille hectares de terres agricoles palestiniennes se retrouvent de l'autre côté du mur alors que mille cent hectares sont consacrés à la seule emprise du mur.

### JAYYUS, UN VILLAGE À L'OMBRE DU MUR

Richesse de mille deux cents hectares de terres agricoles, Jayyus a pu nourrir sa population et approvisionner une partie de la Cisjordanie en produits frais. De nombreux marchés étaient organisés dans les villes voisines telles que Qalqiliya ou Tulkarem. Mais le mur a progressé en 2003, la tranchée s'est dessinée pour ensuite laisser la place à une haute clôture. Lorsque nous nous promenions dans le village, la tranchée se formait, au bas de la colline. Le bruit incessant des bulldozers nous rappelait que les travaux allaient bon train. Une tranchée de cinquante mètres de large a été creusée, permettant de contenir la clôture de huit mètres de haut, des routes de sécurité de part et d'autre, des caméras, des détecteurs de mouvements et des barbelés. Neuf cents hectares du village se retrouvent de l'autre côté du mur, soit les trois quarts de sa surface agricole. Ces hectares représentent en gros trois cents hectares d'oliviers, deux cents hectares de blé, orge et autres céréales, cent vingt hectares de citronniers, cent cinquante hectares d'avocats, amandiers et autres arbres, cinquante hectares de légumes

plein champ et dix hectares de serres. Cinq mille oliviers, certains âgés de plusieurs centaines d'années, ont été sauvagement arrachés par les bulldozers<sup>1</sup>. En regard des pertes de terres que le mur engendrera dans toute la Cisjordanie, les confiscations de Jayyus ne représentent que 5 % des pertes prévues lors de la première étape de construction et pas plus de 2 % pour la fin 2003 ! Il est bien clair qu'aucune indemnité n'est prévue pour ces confiscations de terres. Les paysans se sont unis pour porter plainte. La Cour Suprême se prononcera en 2005...

La clôture possède un portail au niveau du village qui devrait être franchissable avec une autorisation ! Constatant comment sont gérés les check points, on imagine aisément que cette porte n'est qu'un miroir aux alouettes ! Plusieurs paysans ont d'ailleurs pris l'option d'installer des camps de fortune dans leur champ, de l'autre côté du mur, afin de pouvoir continuer à cultiver leurs terres et à récolter les fruits de leur travail. Mais jusqu'à quand pourront-ils rester ainsi séparés du village et de leur famille ? Jusqu'à quand l'armée israélienne les autorisera-t-elle à rester sur leurs terres ? Pourront-ils rapatrier leur récolte en Cisjordanie ?

### L'EAU, UN BIEN SI PRÉCIEUX

Les paysans du village ont proposé en 2002 de payer la construction du tronçon si celui-ci suivait la frontière de 1967. Mais ceci est impensable puisque l'État d'Israël, par le tracé actuel, à six kilomètres à l'intérieur des terres, s'octroie, par la même occasion, des ressources aquifères nécessaires aux colonies israéliennes. La politique d'accaparement des zones riches en réserves aquifères est calculée. On la rencontre tant en Cisjordanie qu'à Gaza. Elle est d'autant plus dramatique que les Palestiniens ont l'interdiction depuis 1967 de creuser de nouveaux puits. Les paysans palestiniens deviennent ainsi totalement dépendants du bon vouloir d'Israël qui fixe des quotas de consommation d'eau. Après avoir pompé l'eau des territoires palestiniens, ils la revendent au compte-gouttes aux paysans palestiniens. Jayyus a



perdu sept puits sur le tracé du chantier qui en a déjà fait disparaître vingt-cinq autres dans le district de Qalqiliya. Ceci représente 18 % des capacités de ce bassin de réserves aquifères, quelques millions de mètres cubes d'eau sont ainsi confisqués !

## L'ENJEU DES TERRES

**N**ous avons rencontré plusieurs familles paysannes qui ont témoigné de leur situation. Une famille nous a informés qu'elle possédait dix hectares de bonnes terres qui permettent à trois frères et à leurs familles de vivre décemment. Avec l'arrivée du mur, ils ont perdu six cents oliviers et trois cents citronniers et il ne leur reste plus que 0,4 ha de terre à se partager ! Ceci ne suffit même plus à l'autoapprovisionnement de la famille. Quelle alternative reste-t-il à ces paysans ? Une autre famille, avec laquelle nous sommes allés planter une cinquantaine d'oliviers, n'a plus que cinq hectares sur les vingt hectares qu'elle possédait. Ces oliviers donneront, dans cette région, une bonne récolte dans trente ans ! Mais d'ici là, comment survivre sur le mouchoir de poche qui leur reste ?

La vie à Jayyus tourne autour de la production d'olives, de très nombreux oliviers sont plusieurs fois centenaires. Ces terres sont cultivées depuis plusieurs géné-



rations par les mêmes familles. La famille paysanne, où qu'elle soit sur notre planète, construit son identité, entre autres, par l'attachement qu'elle porte à la terre, à son patrimoine, qui lui a été légué de génération en génération. Arracher des arbres, des terres, à ces familles qui se sont développées autour de ces symboles, c'est tenter de leur arracher leur âme, de faire en sorte que plus rien ne les rattache à leur territoire... Le mur est donc une catastrophe économique, environnementale et sociale pour tous les habitants de cette région. Il étouffe tout développement économique pour la région, il sépare artificiellement la faune d'une région qui ne connaît normalement pas de frontière, il prive les paysans palestiniens de leurs racines sociales et de leur moyen de subsistance !

On ne peut que constater la politique israélienne de colonisation quand on se trouve dans un village tel que Jayyus. Sur le moment, la seule chose que nous pouvons faire est d'escorter des paysans jusqu'à leurs serres qui se trouvent de l'autre côté du chantier et les écouter. Les écouter raconter les humiliations quotidiennes qu'ils subissent, les champs dynamités, les papiers confisqués...mais ensuite, que faire ? Peut-être répondre à une de leur demande pressante : raconter, témoigner de ce que nous n'avons pu que constater, chercher à créer des liens de solidarité entre ces paysans palestiniens et leurs collègues de Suisse ou d'ailleurs. Une de leur plus grande détresse est celle de se sentir abandonnés de la politique internationale. On peut les comprendre. Les nombreuses résolutions de l'ONU condamnant les agissements d'Israël n'ont jamais été appliquées. Il faut pourtant se dire que rien n'est jamais perdu et que ce n'est pas dans les territoires occupés que l'on refuse la paix avec Israël, pas encore. Aujourd'hui, plus que jamais, il faut se mobiliser pour abattre ce mur, aberration politique et stratégique ! En Europe comme ailleurs, nous ne pouvons continuer à nous taire sur cette stratégie quotidienne de colonisation et d'expulsion d'un peuple qui, tôt ou tard, finira par déstabiliser toute la région. ■

1) The Apartheid Wall Campaign, report n° 1, novembre 2002.

# La violence sacrilège

56

Alternatives non violentes n° 128-129 • Palestiniens et Israéliens : faire parler la non-violence

Jean-Marie MULLER\*



\*Directeur des études à l'Institut de recherche sur la résolution non-violente des conflits (IRNC). Porte-parole du Mouvement pour une alternative non-violente (Man). Auteur de nombreux ouvrages, dont : Gandhi l'insurgé, Albin Michel, 1997 ; Vers une culture de non-violence, Éditions Dangles 2000 ; Le courage de la non-violence, Les Éditions du Relié, 2001.

## Les destructions de maisons en Palestine équivalent à des actes de torture. Explications.

Alors que j'exprimais à un rabbin israélien mon indignation au sujet de la destruction de maisons de Palestiniens par l'armée de son pays, il m'a expliqué que c'était l'un des moyens les plus efficaces pour lutter contre le terrorisme. « *La maison, précisait-il, est un lieu sacré pour les Palestiniens et la menace de sa destruction est la méthode la plus sûre pour que la famille des candidats au martyre les dissuade d'aller commettre des attentats-suicides dans nos villes.* »

J'avoue qu'un pareil argument m'a effrayé. En soulignant le caractère sacré de la maison des Palestiniens, il avouait en toute bonne conscience le caractère sacrilège de leur destruction. Il me semblait que mon interlocuteur raisonnait complètement à l'envers. L'affirmation du caractère sacré de la maison de ses adversaires aurait dû le conduire à une conclusion diamétralement opposée : « *Certes, Israël doit absolument se défendre contre les attentats qui portent la terreur et la mort dans nos villes, mais, par respect pour nous-mêmes, il y a des actes que nous ne pouvons pas commettre. Tout particulièrement, les maisons des Palestiniens étant un lieu sacré, il ne nous est pas permis, sous quelque prétexte que ce soit, de les détruire.* » Alors que je lui exprimais le surcroît d'indignation que provoquait en moi son raisonnement, il m'a sommé de lui proposer une alternative...

J'ai alors pensé aux longues discussions que j'ai eu avec Jacques de Bollardière lorsque celui-ci me disait comment il avait été conduit à faire acte d'objection de conscience à la pratique de la torture en Algérie par l'armée française<sup>1</sup>. Pour lui, parce que l'humanité de l'homme est sacrée, la torture des prisonniers algériens n'était pas interdite : elle était impossible parce qu'elle était tout simplement impensable. Il avait la certitude que le supplice infligé à un homme sans défense était la négation même de l'humanité de l'homme et que même si la

torture était « efficace », elle serait encore criminelle. Il ne s'agissait donc pas de trouver une alternative à la torture pour pouvoir y renoncer. Son refus était un impératif catégorique qui ne souffrait aucune discussion : il était littéralement in-discutable, c'est-à-dire qu'il était indigne de vouloir en discuter. S'il avait refusé d'être complice de ce crime contre l'humanité, c'était certes par respect pour les Algériens, mais c'était aussi et d'abord par respect pour lui-même. Le tortionnaire n'a plus rien à défendre : par son acte criminel, il détruit cela même qu'il veut défendre. Au demeurant Bollardièrre était convaincu que la torture était parfaitement inefficace parce qu'elle ne pouvait qu'accroître la détermination des Algériens à se battre contre les Français jusqu'à ce qu'ils comprennent qu'ils doivent partir.

Il me semble ainsi que la question de la destruction des maisons palestiniennes se pose très exactement dans les mêmes termes que la question de la torture. Cette destruction n'est pas interdite, elle est impossible parce qu'elle est impensable. Les Israéliens doivent la refuser par respect pour les Palestiniens, mais aussi et d'abord par respect pour eux-mêmes. Au demeurant, il est parfaitement illusoire de croire que cette méthode porte en elle une quelconque efficacité. Elle ne peut qu'accroître la haine chez les Palestiniens et susciter d'autres vocations au martyre.

## LA VIOLENCE EST UN SUICIDE

Dans le même temps, ce n'est pas rompre la solidarité avec le peuple palestinien dans sa lutte pour le respect de sa dignité que de penser que les attentats-suicides organisés contre la population civile israélienne ne sont pas acceptables non plus et qu'ils constituent également des crimes contre l'humanité. Certes, on peut comprendre que l'humiliation et le désespoir conduisent de jeunes Palestinien(ne)s à se convaincre que, face aux

chairs, aux avions et aux missiles qui outragent leur peuple au vu et au su du monde entier mais dans la plus totale impunité, ils n'ont que leurs corps à offrir pour résister à l'inacceptable. On peut comprendre, mais, quand tout a été dit, on ne peut pas justifier et on ne peut pas accepter. Car justifier et accepter, ce serait se résigner à ce que des filles et des garçons de vingt ans décident de mêler leur mort à celle d'autres filles et d'autres garçons qui portent en eux la même innocence tragique. L'attentat-suicide est lui aussi un acte sacrilège.

*Par sa nature même,  
ce conflit ne peut  
recevoir aucune  
solution militaire car  
aucun de ces deux  
peuples ne quittera  
jamais cette terre.* J.-M. M.

Depuis de longues années, les peuples palestinien et israélien rivalisent dans une lutte à la vie et à la mort pour la possession d'une même terre. Par sa nature même, ce conflit ne peut recevoir aucune solution militaire car aucun de ces deux peuples ne quittera jamais cette terre. Ni les Palestiniens ne quitteront la Palestine, ni les Israéliens ne quitteront Israël.

La guerre israélienne vient justifier le « terrorisme » palestinien de la même manière que le « terrorisme » palestinien vient justifier la guerre israélienne. Les deux adversaires sont prisonniers de la même rhétorique par laquelle chacun, dans une imitation parfaite du discours de l'autre, justifie sa propre violence en affirmant se défendre contre la violence adverse et rejette la responsabilité sur le camp d'en face. Chacun brandit les meurtres de l'autre pour justifier ses propres meurtres en arguant de son droit à la légitime défense. Et, ainsi, chacun a de bonnes raisons à faire prévaloir pour prétendre avoir raison. Et pourtant chacun se trompe et doit lui-même payer le prix de son erreur. Au bout du compte, il y a deux perdants. Et les souffrances subies de part et d'autre ne font qu'accumuler les haines.

Devant l'impasse à laquelle conduit la violence, l'urgence est de recourir aux moyens normaux de la politique, c'est-à-dire à ceux de la diplomatie. Alors que les dirigeants des deux peuples qui sont aux prises se trouvent dans l'incapacité de se parler, seule l'intervention



**Naplouse. Mai 2002. Cette famille cherche à vivre dans sa maison éventrée après l'attaque israélienne d'avril 2002** (photo Joss Dray).

d'une tierce partie qui puisse entreprendre une action de médiation peut laisser espérer une désescalade de la violence et la création d'un processus de paix. Jusqu'à présent la communauté internationale n'a fait montre que de son impuissance. L'urgence est que les Nations unies assument la responsabilité majeure qui doit être la sienne dans la gestion de la crise et prennent des initiatives diplomatiques fortes pour créer une dynamique de paix dans la région. Il appartient au secrétaire général des Nations unies de venir sur place rencontrer les dirigeants palestiniens et israéliens pour tenter d'obtenir l'accord des deux parties sur un cessez-le feu. Cette mission devrait préparer l'envoi d'une force de paix internationa-

le mandatée par les Nations unies qui puisse accomplir sur le terrain des actions civiles d'interposition et de médiation auprès des populations pour créer les conditions de la reprise du dialogue. Elle devrait également préparer l'organisation sous l'égide des Nations unies d'une conférence internationale de paix qui précise les modalités d'une coexistence pacifique entre les peuples de la région.

On voudrait espérer que face à l'impossibilité dramatique de la violence à résoudre humainement les inévitables conflits humains, les hommes, les peuples et les États prennent conscience qu'il faut imaginer d'autres moyens que ceux de la violence meurtrière pour construire un à-venir commun. ■

1) Lire sur ce sujet : *Jacques de Bollardière, compagnon de toutes les libérations*, Éditions Non-Violence Actualité (20, rue du Dévidet, 45200 Montargis).

### HOMMAGE À YITZAK RABIN

À Tel-Aviv, environ cent mille personnes ont rendu hommage le samedi 1er novembre 2003 à Yitzak Rabin et au discours de paix qu'il tenait juste avant d'être assassiné, par un extrémiste juif israélien, il y a huit ans. Le succès de ce rassemblement tient en partie au fait que des voyous, se réclamant de son assassin, avaient profané la veille le monument à la mémoire de Rabin, le barbouillant de croix gammées.

SOURCE : AFP

# Insoumis israéliens :

## le courage

## de dire « non »

---

Fabienne MESSICA\*

*\*Journaliste et sociologue, co-auteure avec Tamir Sorek de Les Refuzniks, ces soldats qui refusent de servir dans les Territoires occupés, Paris, Éditions Agnès Viénot, 2002 (Tamir Sorek, sociologue, membre du mouvement « Le courage de refuser », est universitaire en Israël).*

### Quand des militaires israéliens refusent d'obéir, au nom des valeurs de la société israélienne !

- *Nous, officiers et soldats, combattants réservistes des Forces de défense d'Israël, qui avons été élevés dans le berceau du sionisme, du sacrifice et du don de soi pour le peuple d'Israël et pour l'État d'Israël, [...].*

- *Nous qui, accomplissant notre devoir militaire dans les Territoires occupés, avons reçu des ordres et des directives qui n'avaient rien à voir avec la sécurité de notre pays, et dont le seul but était de poursuivre notre contrôle sur le peuple palestinien.*

- *Nous dont les yeux ont vu couler le sang des victimes des deux camps à cause de cette occupation. Nous qui prenons conscience que les ordres qui nous sont donnés dans les Territoires occupés détruisent toutes les valeurs avec lesquelles nous avons grandi dans ce pays.*

- *Nous qui comprenons maintenant que le prix de l'occupation est la perte du caractère humain des forces de défense d'Israël et des valeurs de la société israélienne.*

- *Nous qui savons que les Territoires ne sont pas Israël, et que toutes les colonies sont destinées à être évacuées.*

- *Nous déclarons que nous ne continuerons pas à poursuivre cette guerre pour les Colonies. Nous ne mènerons pas de combats au-delà des frontières de 1967 pour opprimer, chasser, affamer et humilier un peuple entier.*

- *Nous continuerons à servir dans les forces de défense d'Israël pour toute mission de protection et de défense du pays. L'occupation des territoires et l'oppression d'un peuple ne sont pas au service de cet objectif : nous n'y prendrons pas part.*

En janvier 2002, cinquante-deux soldats et officiers de réserve israéliens déclarent, dans un appel vibrant et solennel, qu'ils refusent de servir au-delà des

frontières de 1967. Leur appel surprend par son ton : les signataires qui dénoncent l'occupation et le colonialisme, se réfèrent explicitement à l'éducation qu'ils ont reçue et au sionisme, se situant ainsi volontairement dans le consensus patriotique israélien.

Deux mois plus tard, malgré l'incarcération de nombreux réservistes, leur mouvement rassemble cinq cent quatre-vingts membres. Il est suivi peu après par un nouveau mouvement de jeunes conscrits qui déclarent eux aussi leur refus. Parmi eux six jeunes gens qui ont pour la plupart été incarcérés déjà pendant plus d'un an et sont actuellement jugés par le tribunal militaire de Haïfa.

Enfin, tout récemment, un groupe de vingt-sept pilotes de l'armée de l'air a envoyé une lettre à Dan Halutz, commandant en chef de l'Armée de l'air, dans laquelle ils déclarent leur refus de participer à des opérations contre les Palestiniens dans les territoires. « *Nous, qui avons été éduqués, affirment-ils, pour aimer l'État d'Israël, et pour contribuer à l'effort sioniste, refusons de prendre part aux attaques des forces aériennes contre des centres de populations civiles.* »

Le groupe fait référence à la politique israélienne des assassinats ciblés contre certains activistes palestiniens des territoires. Des dizaines de civils ont été tués au cours de ces frappes, qui ont commencé quelques mois après le début de l'Intifada, en septembre 2000.

## L'OBJECTION DE CONSCIENCE EN ISRAËL

Jusqu'à la guerre du Liban, l'objection de conscience en Israël était un phénomène tout à fait exceptionnel et ignoré de tous. Dans les années 1970, un premier groupe de vingt-sept lycéens, pour la plupart appartenant au parti communiste, déclare son objection et demande le retour d'Israël sur les frontières de 1967. Ils sont déférés

devant un tribunal administratif et condamnés, à chaque refus, à un an de prison. Le service militaire en Israël dure trois ans — deux ans pour les femmes — et chaque homme, jusqu'à l'âge de 50 ans, est tenu d'effectuer régulièrement un service de réserve à l'armée qui dure plusieurs semaines. L'objection de conscience n'est donc pas un acte qui engage un individu pour une période limitée de sa vie. À tout moment, un objecteur est amené à refuser de nouveau, à être jugé une nouvelle fois, puis incarcéré. C'est pourquoi l'objection de conscience au service militaire, souvent inspirée au départ par des motifs moraux, tend à se traduire par la suite par un engagement politique et une radicalisation.

***Aujourd'hui, environ un quart des Israéliens se soustrait au service militaire, sans se déclarer ouvertement « objecteur ».***

F. M.

C'est quelques mois avant la guerre du Liban que naît le mouvement d'objecteurs *Yesh Gvul*. « *Il y a une limite ou une frontière* », affirment-ils. Cent soixante-dix conscrits déclarent en 1982 leur refus de participer à la guerre du Liban. Ils seront jugés et condamnés à plusieurs reprises, chaque fois à un an de prison.

Un an plus tard, l'appel de *Yesh Gvul*, contre la guerre du Liban et pour le retour d'Israël sur les frontières de 1967, avait recueilli 1 470 signatures de réservistes. Trois ans plus tard, il totalisait 2 500 objecteurs. Dans leur majorité, les objecteurs ne sont pas des « pacifistes », se déclarant prêts à prendre les armes pour défendre Israël. *Yesh Gvul* devient alors une organisation qui regroupe aussi bien les tenants d'une objection totale, ceux qui refusent de servir dans les Territoires occupés ou pour une guerre d'agression, et ceux qui refusent tout simplement d'obéir à certains ordres militaires. En effet, seulement 20 % des objecteurs de conscience israéliens refusent totalement de servir dans l'armée, et parmi eux seulement 10 % se disent « pacifistes ».

Pendant la guerre du Liban, plusieurs centaines de soldats et de réservistes, sans déclarer leur objection, se soustraient au service sous plusieurs prétextes. La

guerre devient si impopulaire au sein de l'armée, qu'on prête au mouvement d'objecteurs un rôle important dans la décision de quitter le Liban et de ne pas étendre la guerre à la Syrie. Aujourd'hui, environ un quart des Israéliens se soustrait au service militaire, sans se déclarer ouvertement « objecteur ». Si les motivations de ces Israéliens ne sont pas toujours politiques, le phénomène témoigne du moins d'une baisse de prestige de l'armée.

Entre la guerre du Liban et la deuxième Intifada, le mouvement d'objection de conscience se développe peu. Le processus d'Oslo est perçu comme une tentative de régler cette fois-ci le conflit politiquement et non militairement. Cependant, de nouveaux groupes, issus du mouvement de refus pendant la guerre du Liban, émergent. « Nouveau profil » (*Profil Hadash*) est créé par le collectif des mères et par les « Femmes pour la paix ». L'objectif du mouvement est la démilitarisation de la société israélienne. « Nouveau profil » est une allusion directe au profil que chaque conscrit se voit attribué par l'armée après une série de tests physiques et psychologiques. Le profil militaire marque l'identité de tout Israélien. Il figure sur son carnet militaire et peut constituer, même pour un employeur, un critère sélectif. Le terme « nouveau profil » évoque donc une transmutation des valeurs militaires en valeurs civiles.

## L'OBJECTION DE CONSCIENCE SÉLECTIVE

**A**u moment de la deuxième Intifada, de nouveaux mouvements d'objecteurs apparaissent. Ce sont d'abord les lycéens qui, dans une lettre adressée au Premier ministre Ariel Sharon, dénoncent la politique d'occupation et les crimes de l'armée. Ces lycéens sont aujourd'hui au nombre de trois cent cinquante, plusieurs d'entre eux purgent une peine de prison. Le plus célèbre, Jonathan Ben Artzi, neveu de l'ancien Premier ministre Benyamin Netanyahu, a déjà purgé une peine de douze mois de prison, son procès va prochainement se dérouler devant la Cour martiale.

Le second mouvement, « Le courage de refuser » est composé d'officiers de réserve et de soldats des unités de combat. Lancé en janvier 2002 par cinquante-deux officiers, le mouvement regroupe aujourd'hui cinq cent quatre-vingts réservistes, avec souvent de hauts gradés formés dans l'école militaire la plus prestigieuse d'Israël. Ce mouvement a connu à son début une couverture médiatique importante en Israël. Mais le débat de fond réclamé par les objecteurs sur l'occupation n'a pas encore eu lieu. Les objecteurs réclament notamment d'être jugés par une Cour civile, car, estiment-ils, l'occupation est une question politique qui n'a pas à être traitée dans le cadre d'un tribunal militaire.

Au total, fin 2003, environ mille quatre cents soldats ou réservistes israéliens déclarent leur refus. La plupart d'entre eux sont des « objecteurs sélectifs », ce qui signifie qu'ils refusent de servir dans les territoires occupés mais se déclarent prêts à défendre leur pays en cas d'agression extérieure. Pour l'armée, cette objection sélective montre que les objecteurs ne sont pas « d'authentiques pacifistes ». Selon l'armée, il s'agit d'une objection politique, marqué par un acte de désobéissance. Les objecteurs contestent cette vision restrictive de l'objection de conscience qui, selon eux, ne se confond pas nécessairement avec le pacifisme. Chacun, disent-ils, peut exprimer une objection, un refus conscient d'effectuer des actes précis en fonction de son éthique et en référence au droit universel. Ils ne contestent pas le droit pour l'État d'Israël de se défendre, mais ils jugent que la guerre menée contre les Palestiniens sur leur terre n'est pas une guerre défensive mais une guerre coloniale.

Ce mouvement qui témoigne, non seulement d'un sursaut moral mais aussi d'un dépassement historique, est aujourd'hui l'acte le plus subversif auquel la société israélienne se trouve confrontée. Considérés comme des traîtres par une partie de la société israélienne, les objecteurs sont soutenus par des mouvements comme le « Bloc de la paix » (*Gush Shalom*), « Nouveau profil » (*Profil Hadash*), et des mouvements de femmes (« Femmes en noir », « Le mouvement des mères »). Ils se

tiennent cependant, en tant que mouvement, à la marge de ces différents groupes, même si certains d'entre eux militent aussi dans les groupes d'extrême gauche israéliens. Politiquement, les objecteurs de conscience ne constituent pas un groupe homogène.

Les objecteurs ont le plus souvent choisi une porte étroite, en condamnant à la fois l'oppression coloniale dans les territoires palestiniens et les attentats terroristes au cœur d'Israël. Ils sont considérés par la fraction antisioniste comme un mouvement utile à la dénonciation mais pas suffisamment radical. De son côté, le mouvement « La paix maintenant », qui tente de reconquérir une audience en Israël, refuse de les soutenir ouvertement même si ses leaders ont incontestablement une certaine admiration pour les objecteurs.

De nombreux objecteurs sont des officiers. Ils ont du abandonner leurs soldats, leur expliquer pourquoi ils refusaient de poursuivre cette guerre contre le peuple palestinien. Ces moments ont toujours été vécus douloureusement. Abandonner ces jeunes soldats immatures, qui ont peur, qu'on jette dans une guerre coloniale, a été vécu par de nombreux officiers comme un autre cas de conscience. Mais comment empêcher la corruption morale de ces jeunes, inconscients et apeurés, qui perdent peu à peu la conscience de la dignité humaine des Palestiniens et s'habituent subrepticement à l'inacceptable ?

## LE DEVOIR DE DÉSOBÉISSANCE

Dans un pays qui s'est construit historiquement comme le dénouement d'une histoire tragique liée à l'antisémitisme, ayant tout misé sur l'armée et l'éducation, l'objection de conscience est, en soi, un acte de résistance radical. Certes, les motifs pour objecter sont nombreux et rien ne peut justifier la politique israélienne d'occupation, de destructions et d'humiliations contre le peuple palestinien. Cependant, la population civile israélienne, qui vit tour à tour dans la peur et l'oubli, est

davantage frappée par ce qui la touche de près : les attentats qui se multiplient. Être objecteur, c'est donc affronter sa propre famille, ses voisins, les parents de victimes, l'armée paternaliste et protectrice, ceux qui vous aiment et se jugent trahis par vos actes.

## INSÉCURITÉ

Les raids israéliens dans les Territoires occupés conduisent à une totale insécurité de la population. À tout moment peuvent surgir des hélicoptères, des avions et des chars pour des destructions et des assassinats de civils.

En Israël, la population vit également dans l'insécurité. Dans la rue, dans les transports en commun, dans les cafés, chacun épie autrui. Est-ce un kamikaze ? Les enfants vont-ils bien revenir de l'école ? Les mères et pères de famille se demandent à longueur de journée s'ils vont se retrouver le soir à la maison.

À qui profite la politique de la peur ?

**François Vaillant**

Dans une région où l'illusion d'un règlement militaire du conflit a conduit les deux sociétés dans l'impasse, l'objection de conscience de soldats israéliens revêt plus qu'une force symbolique. À côté du peuple palestinien qui se bat pour sa libération nationale et, dans ce contexte, exalte la figure du résistant ou du martyr, l'objection de conscience témoigne d'une autre forme de résistance interne à une société. Elle établit, de fait, une solidarité entre des modes de résistance qui, certes, ne sont pas équivalents mais procèdent d'une forme d'insoumission.



La situation des Israéliens, fussent-ils objecteurs, demeure plus confortable que celle des Palestiniens affrontant une situation politique désespérée et un dénuement matériel total. Cependant, le dilemme moral et politique auquel se confrontent quotidiennement les objecteurs de conscience israéliens est un état de tension permanent. La plupart d'entre eux ont participé à des guerres, certains se sont conduits héroïquement. Forts de leur histoire, forts de leur légitimité en Israël, ils ont cru que leur geste provoquerait un sursaut au sein de la société israélienne. Or, si leur mouvement s'est étendu, s'ils sont devenus un vrai phénomène dans la société israélienne, il n'en demeure pas moins que la politique qu'ils condamnent se poursuit inexorablement.

À chaque attentat, les objecteurs perdent aux yeux de la société israélienne un peu de leur légitimité. À chaque attentat, ils portent leur conscience un peu plus comme un fardeau. Et lorsqu'ils affirment que « *l'occupation est l'infrastructure du terrorisme* », dans le bruit infernal de la violence, de la destruction en Palestine, des bombes en Israël, des hurlements de sirènes, rien ne s'entend.

À l'aveuglement mortel qu'incarne aujourd'hui le « mur », édifié au cœur des territoires palestiniens et séparant les deux sociétés, répondent du béton qui emmure et des pierres qui fusent de la main des enfants. Sans autre fin, sans autre perspective que la violence, encore et toujours, dans un monde qui s'interdit de voir et d'entendre.

C'est cet autisme criminel et suicidaire que les objecteurs, avec la seule voix de leur conscience, ont tenté de briser. Malgré le bruit incessant des destructions et des constructions coloniales, malgré le travail inlassable des constructeurs de tombes pour des vivants, l'objection de conscience en Israël est aussi un appel à vivre, Israéliens et Palestiniens, côte à côte, dans le respect de la dignité de l'autre. Cet autre, malgré la haine et le désespoir, est devenu malgré tout un proche, car l'avenir de chacun de ces deux peuples dépend de celui de l'autre. C'est cette évidence cristalline, opacifiée par une histoire injuste, qui s'impose aux objecteurs, comme elle devrait imposer à tous. ■

# Femmes en noir, chaque vendredi à Tel-Aviv et Jérusalem

Marlène TUINGA\*

\*Longtemps journaliste à *La Vie*, auteure de *Femmes contre les guerres. Carnets d'une correspondante de paix, Paris, Desclée de Brouwer, 2003.*

**Des femmes israéliennes bravent de multiples dangers pour dire l'inacceptable. Leurs actions non-violentes sont exemplaires.**

Des femmes vêtues de noir ? Quoi de plus banal ? Depuis bientôt vingt ans le noir est furieusement « tendance » chez les jeunes « branchées » d'Occident et, dans à peu près les mêmes contrées, cette non-couleur habille les femmes pleurant la disparition d'un être proche. Mais des femmes en noir se tenant, chaque semaine, à la même heure, immobiles et en silence, sur une place centrale d'une grande ville, quelques pancartes à leurs pieds, là, cela suscite la gêne et, bien souvent, les quolibets et l'agressivité des citoyens-lambda.

## DANS ENVIRON CENT CINQUANTE VILLES DU MONDE

Le mercredi à Belgrade, le vendredi à Tel-Aviv et à Jérusalem, le samedi à Paris (square des Innocents)... il en est ainsi dans environ cent cinquante villes du monde : *Women in black*, *Donne in nero*, *Zene u Crnom*, *Mujeres en negro*, *Femmes en noir*. Les pancartes portent toutes les mêmes mots d'ordre : « *Nous portons le deuil de tous les morts, des deux côtés* », « *Non à la guerre et à la haine* ». Mais depuis le début de la deuxième Intifada en Palestine, pratiquement toutes les actions des Femmes en noir — où qu'elles se déroulent — se concentrent sur le conflit au Moyen-Orient avec le simple mot d'ordre « *Halte à l'occupation* ».

C'est en effet en Israël, en janvier 1988, quelques mois après le début de la première Intifada qu'une poignée de femmes israéliennes et palestiniennes eurent les premières l'idée de s'exposer ainsi, régulièrement, une fois par semaine, aux regards des passants pour protester contre les violences en cours. Leurs inspiratrices ? Les mères de la place de Mai de Buenos-Aires, le mouvement *Black Sash* des Sud-africaines, les actions des femmes de

*Greenham Common* contre les missiles américains dans les années 1980. Aujourd'hui en Israël, on ne compte plus qu'une dizaine de groupes de « Femmes en noir » (contre quarante au début des années 1990). Suite à la non-application des accords d'Oslo le désenchantement mêlé de cynisme, ayant supplanté l'euphorie et l'espoir d'un règlement, a décimé les rangs du mouvement en faveur de la paix. Chez les femmes comme chez les hommes. Celles-ci, en revanche — même si leurs actions échappent totalement aux médias — semblent avoir redoublé d'activité.

Une activité rarement menée sous le vocable « Femmes en noir ». En Israël comme dans les autres pays, la majorité des femmes qui, chaque semaine, se retrouvent dans un groupe *ad hoc* se réunissant autour de deux ou trois responsables, pour témoigner de leur refus de la violence, font partie d'un autre mouvement ayant recours à d'autres modes d'action. En l'an 2000, peu de temps après l'éclatement de la deuxième Intifada, les « Femmes en noir » d'Israël ont rejoint huit autres associations féminines pour créer ensemble la « Coalition des femmes pour une paix juste ».

## LES FEMMES EN NOIR D'ISRAËL

Les principes de la coalition sont simples : notamment l'fin de l'occupation, participation des femmes aux négociations de paix, création de deux États sur les bases des frontières de 1967, Jérusalem capitale partagée des deux États, la reconnaissance par Israël de sa responsabilité dans la situation consécutive à la guerre de 1948... La coalition n'hésite pas à organiser des actions spectaculaires comme celle du 6 septembre dernier contre le mur de séparation à Tulkarem. « *Tulkarem*, raconte Gila Svirsky, la porte-parole de la Coalition, est une ville palestinienne de Cisjordanie située tout juste de l'autre côté de la Ligne verte (la frontière de 1967) et une des victimes de cet abominable Mur de séparation qu'on est en train de construire. Cet horrible mur a d'ores et déjà enfermé, en les coupant de leurs communautés, douze mille personnes entre lui et la Ligne verte et volé la

*terre, les oliviers et les sources d'eau de dizaines de milliers d'autres. Nous y sommes allées pour demander qu'on arrête sa construction et qu'Israël se retire complètement des Territoires occupés. Nous étions cinq cents femmes, la moitié rassemblées du côté palestinien du check-point, l'autre moitié de l'autre côté (j'ai failli dire "du côté israélien" ; de fait le check-point est à l'intérieur des Territoires occupés). Des deux côtés il y eut un contingent important de femmes "internationales" venues de l'étranger pour nous aider à obtenir la paix au Proche-Orient. »*

Après quelques coups distribués par les soldats du *check-point* visant, comme d'habitude, surtout les hommes qui accompagnaient les femmes, mais atteignant aussi certaines d'entre elles et après de longues négociations et des heures d'attente, une trentaine de femmes furent autorisées à passer de l'autre côté du mur. « *J'ai eu la chance d'être l'une d'elles*, raconte Gila. *Sans nous connaître, nous nous sommes tombées dans les bras les unes les autres. Puis nous avons remis aux Palestiniennes dix gros cartons contenant des cartables garnis de fournitures scolaires pour leurs enfants. »* Dans chaque cartable, il y avait un petit mot disant : « *Nous, femmes d'Israël, t'offrons ce cartable en te souhaitant une bonne année scolaire et dans l'espoir sincère que tes études ne seront pas perturbées par des balles ou des chars. »*

Gila, traductrice d'anglais d'origine américaine, est persuadée que les femmes israéliennes ont une responsabilité particulière dans ce conflit. « *Pourquoi les femmes ? Je n'en sais trop rien. Nous n'avons pas le temps de nous poser la question. Mais je constate que ce sont elles qui se déplacent ! Et pourquoi les Israéliennes ? Parce que j'estime que les femmes du pays qui occupe ont la responsabilité de miner la politique de conquête, d'occupation et d'oppression qui est menée au nom de notre peuple. Et parce qu'il s'agit de notre peuple, nous devons parler. »*

Les huit autres organisations formant la coalition agissent selon le même principe. Ainsi le mouvement « Femmes et mères pour la paix », né de l'action des

quatre mères courageuses qui avaient fait campagne pour le retrait de l'armée israélienne du Liban, l'association *Neled*, femmes pour la coexistence, *Tandi*, le mouvement démocratique des femmes d'Israël fondé en 1951, la section israélienne de la Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté et surtout *Machsom Watch*, ce groupe de femmes admirables qu'on peut voir, un carnet à la main, debout pendant des heures à côté des barrières des *check-points*, pour prendre acte et, si possible, prévenir, les atteintes aux droits humains qui y sont si fréquents. Il faut ajouter à cette liste le mouvement antimilitariste mixte *New Profile* et le magazine féministe *Noga*.

Enfin, la composante, après les Femmes en noir, la plus ancienne de la Coalition est l'association *Bat Shalom*, les « Filles de la paix », créée en 1993 en même temps que le *Jerusalem center for women* — sa sœur palestinienne — avec lequel elle forme le *Jerusalem Link*. Quelque peu mis en veilleuse depuis plusieurs années, mais toujours actif, notamment sur le plan international. En mars 2002 ce « lien » fut invité par l'Assemblée générale des Nations unies à s'exprimer sur le rôle des femmes dans les processus de paix. Récemment une délégation de cinq femmes du *Jerusalem Link* s'est rendue dans plusieurs capitales européennes pour plaider la constitution d'une « commission internationale de femmes » qui, dans le cas de négociations entre les deux parties, pourrait avoir un rôle consultatif, notamment en examinant, dans toutes les dispositions prévues, les effets qu'elles auraient pour les femmes et les enfants. Nava Eisen qui représentait *Bat Shalom* au sein de cette délégation a expliqué au quotidien de Londres, le *Guardian* : « *Les hommes et les femmes n'ont pas la même raisonnement. Ce qui intéresse les hommes, c'est le pouvoir et combien de pourcentage ils prendront ou laisseront de tel ou tel territoire. Nous, ce qui nous intéresse, c'est qui vit sur cette terre, de quelles ressources disposent-ils, que pourrions-nous y construire qui puisse être béné-*

*fique pour les deux côtés ? Pour nous, ce n'est pas important d'avoir plus ou moins que l'autre. Si l'autre a un peu plus que moi, j'y gagnerai peut-être autrement.*

*Mais les hommes n'acceptent pas cette manière de voir.* » D'ailleurs, la résolution 1325 des Nations unies, promulguée en 2001, ne dit pas autre chose : les femmes doivent participer aux négociations de paix. Le gouvernement britannique s'est déclaré prêt à soutenir

la création d'une commission de femmes pour le Proche-Orient.

## DES FEMMES CONTRE LE « MUR »

**R**etour sur le terrain. Le gros du « mur » de séparation qui, planifié par le gouvernement d'Ariel Sharon sur une longueur totale de sept cents kilomètres, existe d'ores et déjà se trouve du côté de Tulkarem et de Jénine, au nord-ouest de la Cisjordanie. Deux autres tronçons sont là qui ont commencé à encercler Ramallah et Jérusalem. Le 17 septembre, à 7 heures du matin, une vingtaine de femmes de *Bat Shalom* se sont rendues à Abu Dis, un terrain de Jérusalem-Est appartenant depuis des siècles à une vieille famille palestinienne où se construit ce mur, pour y planter des drapeaux noirs en chantant : « *Ce territoire ne nous appartient pas !* », « *Le mur sépare les parents de leurs enfants, les étudiants de leurs écoles, les femmes en couches de leurs hôpitaux !* » ; « *Ce mur crée un ghetto palestinien !* » Depuis, un collectif « Femmes contre le mur » a été mis sur pied, organisant le 2 octobre un *sit-in* devant la résidence d'Ariel Sharon et la remise d'une lettre qui ne mâche pas ses mots : « *Nous, citoyennes d'Israël, nous vous accusons d'avoir détruit le processus de paix en menant une politique de violences et d'actes illégaux contre les Palestiniens.*

*Les bombes, les assassinats, les meurtres, les démolitions de maisons, les punitions collectives, les check-points, les clôtures et les couvre-feu n'ont fait qu'augmenter le nombre d'attentats suicides dans nos*

rues. Aujourd'hui on construit un mur de séparation censé nous apporter la sécurité. À l'origine sa construction devait suivre la Ligne verte. Sous prétexte d'un soi-disant Plan de sécurité et sans la moindre possibilité d'un débat public, ce mur est devenu une stratégie dont le but est l'expropriation de la Cisjordanie palestinienne. [...] Tout ce qui vous intéresse, c'est la victoire par le moyen d'occupation et de bains de sang. » Et la lettre ajoute, en caractères gras : « *Tant que vous serez au pouvoir comme Premier ministre, il n'y aura pas de paix.* »

En décembre 2001, quelques jours après le scandale créé par le refus d'Ariel Sharon d'autoriser Yasser Arafat à se rendre à la l'église de la Nativité de Bethléem, sous prétexte qu'il n'est pas chrétien pour y occuper un des sièges prévus pour les autorités séculières, j'ai participé, porte de Jaffa, sous les murs de la vieille ville de Jérusalem, à une manifestation de femmes. Des femmes presque toutes israéliennes, quelques Palestiniennes vivant en Israël. Des femmes de tous les âges, enveloppées ou minces, souvent vêtues de noir, graves, mais, à



certains moments heureuses de chanter ou de danser. Une grande banderole domine l'esplanade : « *Choisissons la vie.* » Partout on brandit la petite main noire devenue emblématique, clamant en hébreu, en arabe et en anglais : « *Halte à l'occupation !* » De l'autre côté de la porte, sous l'œil complaisant de deux policiers, deux hommes et une femme cherchent à nous provoquer en criant des slogans ultra-nationalistes : « *La Terre Sainte appartient à Israël.* » Je remarque avec émotion un énorme carton sur lequel un homme (ou une femme) de foi a inscrit une version actualisée des dix commandements : « *Tu ne tueras pas, tu n'affameras pas, tu ne tortureras pas, tu n'assassineras pas. Tu ne désireras pas la terre palestinienne. Tu ne détruiras pas de maisons. Tu ne déracineras pas d'arbres. Tu n'ensanglanteras pas... Vous terminerez l'occupation.* »

Et puis, le silence est devenu tangible. Une petite femme est montée sur l'estrade improvisée. Tous la connaissent : Nurit Peled-Elhanan, écrivaine et fille du général Peled. Les Israéliens savent, qu'en 1997, elle a perdu sa fille de treize ans dans un attentat suicide. Elle nous exhorte une fois de plus à nous engager pour la paix au-delà des frontières. Et dans ma tête — et sans doute, dans les têtes de toutes celles qui sont présentes — retentissent ses mots prononcés à une autre occasion, devant les « Femmes en noir », dont j'avais lu la traduction dans un journal d'opposition : « *Lorsque ma petite fille a été tuée, un reporter m'a demandé si j'étais disposée à recevoir les condoléances de l'autre côté. Sans hésiter une seconde, j'ai répondu que je refuserais. Lorsque des représentants du gouvernement de Netanyahou sont venus me présenter leurs condoléances, je suis partie sans les recevoir. Pour moi, l'autre côté, l'ennemi, n'est pas le peuple palestinien. Pour moi, la lutte n'est pas entre Palestiniens et Israéliens, entre juifs et arabes. Le conflit est entre ceux qui veulent la guerre et ceux qui veulent la paix. Mon peuple à moi, ce sont ceux qui veulent la paix. Mes sœurs sont les mères endeuillées, israéliennes et palestiniennes qui vivent en Israël et à Gaza dans les camps de réfugiés. Mes frères sont les pères qui cherchent à défendre leurs enfants*

*contre cette cruelle occupation et qui, comme moi, n'y ont pas réussi. Même si nous sommes nés dans une histoire différente et que nous parlons une autre langue, ce plus qui nous unit est plus important que ce qui nous divise. »*

### QUAND LA MÈRE DE RACHEL CORRIE...

Lui fait écho cette magnifique lettre écrite par une autre mère endeuillée, une chrétienne américaine, Cindy Corrie, dont la fille Rachel fut écrasée, en mars de cette année, par un bulldozer de l'armée israélienne qui s'apprêtait à démolir une maison palestinienne. Se déclarant prête à s'engager, avec d'autres Américains en faveur de la paix, Cindy Corrie écrit : « *Après tout, ma fille a eu le courage de faire face à un bulldozer afin de protéger un foyer palestinien comptant trois enfants. En tant que mère de Rachel, il est de mon devoir de réclamer avec force que les experts, les hommes politiques, le Congrès et la Maison-Blanche reprennent à leur compte nos valeurs et notre conviction que toute vie est sacrée, que tous les êtres humains sont égaux ainsi que notre attachement à la justice et à la force de la loi. »*

Quelles catastrophes doit-on encore prévoir pour qu'on écoute enfin ces femmes ? ■

### DEMANDE À LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE DES FEMMES DE BAT SHALOM

« À l'heure où, des deux côtés, le camp de la paix s'est affaibli et que les deux sociétés entrent dans un climat de plus en plus militariste, mettant ainsi en danger les fragiles composantes civiles encore existantes, nous demandons à l'opinion publique internationale de se montrer solidaire avec les militants de la paix des deux côtés et de faire pression sur leurs propres gouvernements pour qu'ils demandent au gouvernement israélien de mettre fin à l'occupation et de se comporter en conformité avec les lois internationales et les conventions des droits humains.

Nous demandons aux communautés juives dans le monde de comprendre qu'aider le gouvernement de Sharon n'est pas aider l'État d'Israël — les juifs d'Israël ne connaîtront de véritable paix que lorsque le peuple palestinien pourra vivre dans son propre État libre et indépendant.

Les femmes, partout dans le monde, doivent rappeler qu'un état de guerre ininterrompu donne libre cours aux éléments militaristes dans la société. Quand à ceux-ci s'ajoute l'ultra-nationalisme inspiré par des facteurs religieux, ce mélange représentera un grand danger pour les femmes. L'histoire montre que les femmes et la population civile sont les principales victimes des guerres. »

# La voix de Michel Sabbah, patriarche latin de Jérusalem

---

Lucien CHAMPENOIS\*



\*Ancien diplomate. Spécialiste du monde arabe et du Proche-Orient.

**Dans un livre bouleversant, Michel Sabbah, homme de l'Évangile, lance un appel à la conscience internationale. Ses propos abordent les questions les plus délicates.**

La complexité humaine, religieuse et politique du problème israélo-palestinien, est sans doute de nature à susciter des ouvrages à multiples facettes. C'est le cas du livre paru l'an dernier sous la signature de Michel Sabbah et Yves Teyssier d'Orfeuil, *Paix sur Jérusalem — Propos d'un évêque palestinien*<sup>1</sup>, ouvrage *sui generis* qui tient de la biographie et du livre-interview, en même temps que de l'étude historico-religieuse. Son unité profonde tient à la personnalité de son inspirateur, Michel Sabbah, chrétien arabe palestinien, prêtre catholique, polyglotte, d'une vaste culture et homme de caractère, devenu en 1989 patriarche latin de Jérusalem.

## UN HÉRITAGE SÉCULAIRE ET UNE RESPONSABILITÉ NOUVELLE

---

Cette appellation à elle seule évoque l'histoire tourmentée du christianisme dans sa terre d'origine. Elle renvoie aux Croisades qui furent en fait un affrontement triangulaire entre l'Occident latin, l'Orient byzantin et l'Orient sémitique, puis aux rivalités des puissances européennes autour de l'Empire ottoman objet de leurs convoitises. Ce n'est pas le moindre mérite de ce livre que d'éclairer le lecteur non spécialiste sur ces sujets difficiles. Le chapitre consacré aux « Chrétiens de Terre sainte » offre à cet égard en une quarantaine de pages une synthèse aussi claire que solide grâce au talent d'Yves Teyssier d'Orfeuil, jeune historien arabisant mais aussi homme de terrain devenu depuis diplomate.

Le patriarche latin est donc l'évêque des catholiques de rite latin sur un diocèse comprenant les Territoires palestiniens occupés, Israël, la Jordanie et

Chypre, arabes palestiniens ou d'origine palestinienne dans leur quasi-totalité. Lui-même est néanmoins le premier arabe à occuper cette fonction, ses prédécesseurs, pour des raisons historiques, ayant tous été des Occidentaux<sup>2</sup>. Cette mutation majeure, mûrement réfléchie par le Saint-Siège, donnait aussitôt à sa charge et à son titulaire un relief politique sans précédent. On se trouve en effet dans une société où l'organisation communautaire de l'Empire ottoman (le « Millet ») est encore vivace. Chef spirituel, Michel Sabbah devenait en même temps le porte-parole naturel d'une communauté partie prenante du peuple palestinien, et l'un des acteurs du drame qui se joue dans la région, plus particulièrement dans les territoires soumis à l'occupation israélienne. Position difficile et exposée, dans laquelle les brimades et tracasseries quotidiennes viennent compliquer l'exercice d'une mission déjà lourde. Le patriarcat se trouve en effet à l'épicentre de problèmes politico-religieux inextricablement mêlés : problèmes anciens entre les Églises chrétiennes, mais surtout problèmes d'une communauté palestinienne minoritaire partageant les épreuves de ses concitoyens musulmans : brutalités et spoliations de l'occupation pour ceux des Territoires, statut de citoyens de seconde zone pour ceux qui sont en Israël, rancœurs de l'exil pour les autres. Enfin problèmes des minorités chrétiennes en milieu musulman dans un contexte de tension politique extrême et de détresse économique croissante poussant les jeunes à l'émigration. La difficulté du rôle de Michel Sabbah est d'être le porte-parole et le guide de cette communauté tout en restant le représentant d'une Église universelle. Dans une série de chapitres sont passés en revue les principaux aspects de cette mission.

### **L'ÉGLISE DE JÉRUSALEM ET LES ÉGLISES DU MONDE**

Le chapitre consacré au « Dialogue entre les Églises » fait ressortir combien les épreuves subies en commun par les chrétiens palestiniens ont rapproché ce kaléidoscope d'Églises (treize !) jadis absorbées par leurs querelles

incessantes qui donnaient prétexte aux interventions extérieures et dont les clivages institutionnels se maintiennent malgré les efforts œcuméniques. En témoignent les initiatives et les prises de positions communes de leurs responsables dans les moments difficiles.

Est abordée aussi en divers passages (notamment dans le chapitre intitulé « Ma mission de patriarche ») la question des rapports avec les Églises chrétiennes d'Occident. Certes, l'appui matériel et humain de ces Églises est déterminant pour la survie de celles de Terre sainte. Le patriarche, qui en est pleinement conscient, lance un pressant appel notamment pour la continuation des pèlerinages. Là où l'on sent néanmoins une interrogation et une certaine frustration, c'est lorsqu'il s'agit de l'attitude de ces Églises sur la question de fond posée par le conflit, à savoir celle de la justice à rendre au peuple palestinien. À cet égard, M<sup>sr</sup> Sabbah rend hommage aux prises de position courageuses de la majorité des Églises non fondamentalistes des États-Unis, à commencer par l'Église catholique. On le sent en revanche un peu déconcerté par la timidité de certaines Églises européennes qui, sans doute bloquées par le poids d'un passé encombrant, n'osent risquer une critique même implicite de la politique israélienne.

### **CHRÉTIENS ET MUSULMANS**

Les rapports avec l'islam, ou plus concrètement avec la majorité musulmane du peuple palestinien, abordés incidemment dans plus d'un passage de cet ouvrage, font l'objet aussi d'un chapitre spécifique dans lequel, au-delà des affirmations de principe politiquement nécessaires du « dialogue islamo-chrétien », ne sont pas esquivées un certain nombre de réalités.

La première, que les Occidentaux de foi ou de culture chrétienne ont parfois du mal à appréhender, est l'arabité des chrétiens palestiniens, descendants des populations présentes en Palestine lors de la conquête islamique (638 de notre ère), partiellement islamisées



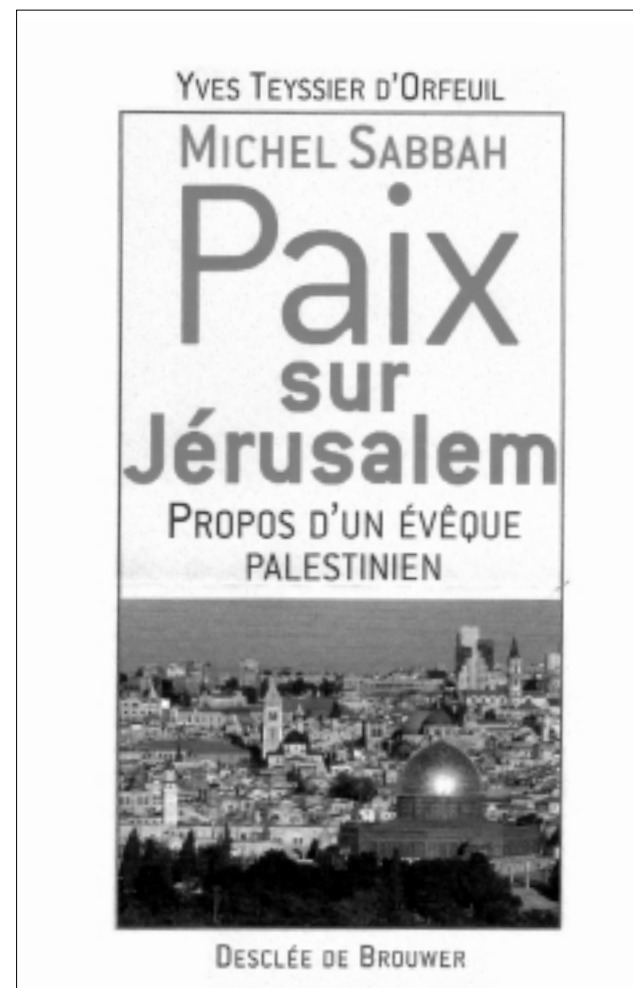
mais ayant dans leur totalité adopté la langue de leurs conquérants et contribué à façonner la culture arabe. Devenus de plus en plus minoritaires, ils n'ont pour autant jamais cessé de se considérer comme partie intégrante du peuple palestinien. Mais leur double culture, arabe et occidentale, et leur aspiration à l'égalité civique les met en porte-à-faux avec une partie de la majorité musulmane dont les éléments extrémistes prônent une société régie par la *Char'ra* et ne conçoivent pour les minorités chrétiennes et juives que le statut de *Dhimmi* (« protégé »), en fait citoyens de seconde zone formant des communautés séparées.

Michel Sabbah constate sur ce point le blocage des milieux religieux musulmans : « *Ce que nous disons dans nos homélies, à tous nos prêtres : chrétiens, aimez vos frères musulmans, nous attendons que sur les minarets, dans les mosquées, la même chose soit dite : musulmans, aimez vos frères chrétiens, ce qui n'a jamais été dit jusqu'à présent.* »

En revanche, les efforts de la direction palestinienne et en particulier de Yasser Arafat pour traiter de façon égale musulmans et chrétiens et manifester leur respect pour la religion chrétienne sont soulignés à diverses reprises.

### CHRÉTIENS PALESTINIENS ET « MYSTÈRE D'ISRAËL »

Troisième grand volet et non le moins délicat de cette problématique, le rapport des chrétiens palestiniens avec le peuple juif à la lumière de la Bible. Il fait l'objet du chapitre intitulé « Entre juifs et chrétiens, le mystère d'Israël ». Michel Sabbah, par la plume d'Yves Teyssier d'Orfeuill, nous dépeint la situation d'oppression pour les uns, de frustration pour les autres, que les chrétiens de son diocèse partagent avec l'ensemble des Palestiniens : c'est particulièrement le cas bien sûr de ceux des Territoires occupés, soumis aux incessantes brimades de l'occupation militaire et au grignotage territorial de la



colonisation, mais aussi de ceux qui, en Israël, sont traités en citoyens de seconde zone, et de ceux de l'extérieur, spoliés et exilés. Pour eux cette oppression a le visage d'Israël.

Dès lors, il est compréhensible que certains textes de l'Ancien Testament puissent susciter chez eux un malaise : ne sont-ils pas les descendants de ces Cananéens, de ces Amalécites, de ces Philistins dont

Yahweh prescrit au Peuple élu l'extermination, l'expulsion ou la réduction en esclavage ? Faut-il prendre à la lettre, comme le font — aux États-Unis et ailleurs — certains chrétiens fondamentalistes, la dévolution en toute propriété au peuple d'Israël du « Pays de Canaan » et la promesse d'un territoire s'étendant de l'Euphrate à la Méditerranée ? D'où chez quelques-uns la tentation du « Marcionisme »<sup>3</sup> signalée par les auteurs.

Face à cette difficulté, Michel Sabbah, homme de foi, maintient fermement la validité de la totalité des Écritures et l'indissociabilité de l'Ancien et du Nouveau Testament. Il adopte cependant une perspective historique permettant d'interpréter les textes faisant problème comme s'inscrivant dans le dévoilement progressif d'une pédagogie divine adaptée aux étapes du développement de l'humanité. Et s'il instaure de ce fait un distinguo entre le Peuple d'Israël de l'Ancien Testament et l'État d'Israël contemporain, ce n'est certes pas pour délégitimer celui-ci en lui déniait le « don de la Terre » fait à celui-là, mais au contraire pour rendre pensable la coexistence pacifique de deux États dont les relations seraient régies, non par les injonctions bibliques, mais par le droit international.

## INJUSTICE ET VIOLENCE

L'ouvrage n'éluide pas non plus les problèmes de la violence et du terrorisme. M<sup>gr</sup> Sabbah condamne clairement toute forme de violence et de terrorisme, comme en témoignent diverses citations de ses documents pastoraux. Il fait toutefois remarquer que les violences actuelles sont la conséquence inéluctable de l'occupation militaire des Territoires et de la poursuite de la colonisation. C'est d'ailleurs l'occasion, là encore, d'une utile mise au point historique des auteurs. Le patriarche en appelle à la responsabilité de la communauté internationale et à celle de l'Occident en particulier, soulignant l'injustice qu'il y a à faire payer au peuple palestinien les crimes commis contre les Juifs par l'Occident lui-même. Il pense d'ailleurs que la non-violence serait pour ce

peuple un meilleur moyen d'obtenir la reconnaissance de ses droits, mais il constate qu'elle requiert une éducation qui pour l'instant n'existe chez aucune des deux parties.

## JÉRUSALEM, VILLE SYMBOLE

Le chapitre consacré à Jérusalem fait ressortir à quel point cette ville est le concentré de tous les problèmes politiques, religieux et juridiques dont l'intrication caractérise le drame israélo-palestinien. Une formule le résume : « *Une ville, deux peuples, trois religions.* » Michel Sabbah est en parfaite consonance avec le Saint-Siège lorsqu'il estime qu'elle peut être la capitale de deux États, tout en ayant un statut spécial « internationalement garanti », ce qui est tout à fait différent du régime d'administration internationale prévu en 1948-1949 par les résolutions des Nations unies. Mais il reste qu'une ville aussi importante pour le destin de l'humanité ne peut faire l'économie d'une caution internationale.

On l'aura compris, ce livre, en même temps qu'un message du patriarche Michel Sabbah à la conscience internationale, est un véritable *compendium* du problème qui depuis des décennies déstabilise le Proche-Orient. Paru en 2002, alors que l'escalade de la violence déchaînée par l'irruption d'Ariel Sharon sur l'Esplanade des Mosquées (28 septembre 2000) obscurcissait pour une durée imprévisible toute perspective de paix, cet ouvrage n'a rien perdu de son actualité et mérite d'être lu par un public beaucoup plus large que le seul public chrétien francophone. ■

1) Michel Sabbah et Yves Teyssier d'Orfeuil, *Paix sur Jérusalem — Propos d'un évêque palestinien*, Éditions Desclée de Brouwer, avril 2002, 297 pages, 20 euros.

2) De même que le patriarche orthodoxe de Jérusalem est encore à présent un Grec, bien que sa communauté soit essentiellement arabe.

3) Rejet de l'Ancien Testament, soutenu au deuxième siècle par l'hérésiarque Marcion.

# Analyse critique des missions d'intervention civile déjà organisées en Israël-Palestine

---

Sébastien BABAUD\*



*\*Chercheur en géopolitique dans le domaine de la prévention,  
la gestion et la résolution des conflits. batien@hotmail.com*

**L'intervention civile non-violente  
doit être questionnée. Outre sa grande  
utilité en Palestine, ne devrait-elle  
pas aussi s'exercer auprès  
des populations israéliennes  
en proie à la peur quotidienne ?**

À l'heure du troisième anniversaire du début de la seconde Intifada, le bilan des victimes est lourd : trois mille cinq cents au total (dont plus des trois-quarts sont Palestiniennes), sans compter le nombre de blessés, plus difficile à établir, estimé à plus de vingt mille pour les Palestiniens et à plus de cinq mille pour les Israéliens. Le cercle vicieux de la violence nourri par des actions de représailles réciproques semble aujourd'hui avoir raison des plans de paix, feuilles de routes, et autres tentatives de médiation internationale, si bien que différents cercles issus de la société civile stigmatisent ce qu'ils dénoncent désormais comme l'inaction ou du moins l'incapacité des grandes puissances à pouvoir apporter une solution au conflit israélo-palestinien dont les populations civiles sont les principales victimes.

La question de l'intervention civile dans le cadre de ce conflit est à la fois complexe et délicate : toute présence étrangère, revendiquée par les Palestiniens et rejetée par les Israéliens, est largement perçue comme étant partisane ; ce qui ne facilite pas l'affirmation du bien fondé de l'apport d'une telle initiative dans la résolution du conflit israélo-palestinien. Pourtant de telles missions existent, implantées dans les Territoires depuis la seconde Intifada et parfois même avant son déclenchement. Ces missions d'intervention civile continuent — c'est-à-dire sont présentes sur le terrain de manière permanente —, bénéficiant de leur propre structure dans les Territoires et menées par des volontaires étrangers sont de natures diverses : organisations non gouvernementales ou mandatées par des États.

## QUE FONT CES ONG ?

Le principe de leurs actions est toutefois identique : intervenir de façon non-violente auprès des civils et soutenir les structures locales israéliennes et palestiniennes qui luttent pour un règlement pacifique du conflit. En fonction des organisations, les formes d'intervention prennent généralement la forme d'observation (patrouilles dans les rues d'une ville, aux abords des barages dressés par l'armée israélienne, etc.), d'interposition (lors d'une altercation, pour empêcher la démolition d'une maison, etc.), d'accompagnement (d'enfants sur le chemin de l'école, d'ouvriers agricoles dans leurs champs, de manifestations, d'ambulances, etc.), de médiatisation de la situation, des exactions commises, des violations des droits de l'homme..., etc.

Parmi les missions présentes dans les Territoires, les *Christian Peacemaker Team* (ou CPT), ainsi que la *Présence internationale temporaire à Hébron* (ou TIPH, selon l'abréviation anglophone) jouissent d'une certaine ancienneté. Les patrouilles régulières qu'elles assurent depuis 1995 pour les CPT, 1997 pour la TIPH à Hébron ou dans sa proche région, constituent les premières formes d'intervention civile dans le cadre du conflit israélo-palestinien. Bénéficiant d'un amont institutionnel, elles répondent ainsi à une demande politique émanant des Palestiniens tout d'abord (pour ce qui est des CPT, grâce à la demande d'une telle présence par la municipalité d'Hébron) et avalisées par les autorités israéliennes par la suite (pour ce qui est de la TIPH uniquement). Le cas de la TIPH est particulier dans la mesure où cette présence mandatée par la Norvège, la Suède, le Danemark, l'Italie, la Suisse et la Turquie s'inscrit dans le cadre des accords d'Oslo. Ses compétences se limitent à une stricte observation de la situation, sans pouvoirs d'intervention ou d'interposition. Ses rapports ne sont pas publiés et ne sont communiqués qu'aux gouvernements intéressés (Israël, Autorité palestinienne, ainsi que les pays mandataires de la mission).

D'autres organisations d'intervention civile ont vu le jour depuis la seconde Intifada. Elles connaissent un

retentissement médiatique plus important, comme *International Checkpoint Watch* et plus particulièrement *l'International Solidarity Movement* (ISM) active depuis 2001 en Cisjordanie et dans la Bande de Gaza. Ces missions révèlent un engagement citoyen plus militant face à la violence qu'elles estiment être la conséquence directe de la politique d'occupation des Territoires menée par Israël par l'armée et les colons — politique que dénoncent clairement ces organisations, tout en appelant à un retrait de ces territoires pour envisager une résolution du conflit.



Ces positions politiques, également partagées par les CPT, posent la question du positionnement de ces missions d'intervention civile qui est éthiquement et théoriquement fondamentale dans la conception de ce type d'action. La théorie de l'intervention civile conçoit de telles

présences tierces sur le terrain comme étant guidées par un souci d'équité et d'intégrité dans la continuité de l'action : elles prennent deux fois parti dans la mesure où les moyens mis en œuvre doivent être en accord avec la fin désirée, à savoir un règlement équitable du conflit. Les différentes organisations étrangères présentes dans les Territoires affichent volontiers ce souci d'équité en soulignant leur soutien aux structures israéliennes et palestiniennes œuvrant pour un rapprochement entre les deux communautés et pour un règlement pacifique du conflit. Les CPT avaient ainsi mené une action symbolique à Jérusalem visant à protester contre les attentats suicides perpétrés par les kamikazes palestiniens.

### L'IMPACT MÉDIATIQUE D'UNE PRÉSENCE DE CIVILS INTERNATIONAUX

Cependant, cette notion d'équité semble être confrontée à la dimension, plus réaliste, de dissuasion qui caractérise ces missions d'intervention civile. En effet, le postulat de ces organisations est de considérer que la population civile palestinienne est victime de la violence perpétrée par l'armée et les colons israéliens.

Une présence étrangère et internationale a donc pour objectif de rendre compte de cette violence d'une part, et de tenter de la prévenir d'autre part, en estimant que le caractère international de cette présence est dissuasif sur les individus qui la produisent, et sur les institutions qui l'encourageraient ou la toléreraient. La dissuasion d'une intervention civile a donc pour objectif d'assurer une complémentarité entre l'action citoyenne de la société civile et l'action diplomatique des États. Le lien entre ces deux sphères est assuré par la sensibilisation de l'opinion publique qui exercerait une pression sur ses élus nationaux. Cette sensibilisation s'effectue à travers différents canaux d'information. Les premiers types de réseaux qu'utilisent ces mouvements, par le biais de communiqués de presse diffusés sur Internet, sont en général proches de par les sensibilités politiques, militantes ou confessionnelles.

Les actions de l'ISM sont ainsi relayées par des mouvements épousant la cause palestinienne ou se situant dans une mouvance altermondialiste. Les CPT, de par l'origine mennonite de leur structure, trouvent un écho à leur mission auprès des médias ou revues scientifiques chrétiens nord-américains.

Le second type de médiatisation est assurée, de manière plus parcimonieuse, par des réseaux plus traditionnels, en particulier les presses écrites à portée nationale et internationale (*Le Monde, The Guardian, New York Times*, etc.). La dissuasion, dans le cas du conflit israélo-palestinien, qu'elle s'effectue sur le terrain ou après médiatisation, par le biais des canaux diplomatiques, ne semble pas guidée par un souci d'équité, mais bien dirigée contre les protagonistes de l'occupation : les colons, l'armée et le gouvernement israéliens.

Il faut donc percevoir l'intervention civile en Israël-Palestine de deux manières : dissuasion partielle sur le terrain et dans les objectifs politiques, et soutien équitable aux structures locales luttant pour une solution pacifique et surtout non-violente au conflit. Les missions présentes sur le terrain sont aussi guidées par un certain pragmatisme qui tend à se positionner du côté de la population considérée comme opprimée par la politique d'un État. Cette relative partialité remet-elle pour autant en cause la légitimité et la pertinence de ces interventions civiles ?

### QUELLE LÉGITIMITÉ POUR CES FORMES D'INTERVENTION CIVILE ?

La question de la légitimité de ces formes d'intervention est liée aux notions de désengagement de la communauté internationale et de prise de position volontaire de certaines structures émanant de la société civile. Le décalage qui persiste entre le vide interventionniste des États et une situation de conflit qui perdure — au sein de laquelle les populations civiles constituent les principales victimes —, aboutit à une prise de position de la part de la société civile dont les modalités d'intervention sont plus souples, car les contraintes géopolitiques,

diplomatiques, économiques ne sont pas directement de son ressort. La légitimité de ces missions repose donc essentiellement sur le fait qu'elles sont entreprises par la société civile dans une volonté de soutien et de solidarité à des populations civiles. Bien entendu, la dimension politique de leur action n'est pas étrangère à leurs motivations, mais il semble qu'elle soit formulée plus en réaction par rapport à une situation sur le terrain, plutôt qu'en amont d'un processus interventionniste. La question de la légitimité est différente pour le cas de la TIPH, de par la nature étatique de son mandat qui restreint notamment ses compétences sur le terrain à une stricte observation s'inscrivant dans la logique de relations inter-étatiques souveraines.

La question de la pertinence, et donc d'une certaine manière de l'évaluation, de l'intervention civile en Israël-Palestine est difficile à déterminer puisqu'elle revient souvent à répondre que « cela pourrait être pire ». L'analyse peut cependant se baser sur des éléments subjectifs comme les représentations qu'entretiennent les différents protagonistes du conflit à propos de ces missions. Elles font en général l'unanimité du côté palestinien. Les populations civiles et l'autorité politique affirment ici que ces présences étrangères constituent un facteur de réduction de la violence. Il semble que ce soit le cas à Hébron, « point chaud » de la Cisjordanie dû à la présence d'une colonie juive en plein centre ville. Inversement, la violence exercée sur les civils palestiniens serait plus systématique dans les zones plus difficiles d'accès pour les étrangers (journalistes ou volontaires), comme à Rafah dans le sud de la Bande de Gaza, ou Jénine dans le nord de la Cisjordanie.

La perception des Israéliens — colons, armée, État — sur ces missions d'intervention civile est radicalement opposée. Considérées comme résolument pro-palestinienne, et donc anti-israélienne, l'aversion est particulièrement prononcée chez les colons qui voient dans ces présences étrangères une forme d'antisémitisme. L'armée et l'État israéliens, plus modérés dans leurs propos, ne cachent pas pour autant leur opposition à ces organisations, notamment les plus médiatisées d'entre

elles comme l'ISM, qu'ils tentent même parfois d'associer au terrorisme des islamistes radicaux. Les reconduites à la frontière ou les actions en justice — notamment afin de statuer sur le risque sécuritaire que poserait l'ISM à l'État d'Israël ! — sont autant de façons de déstabiliser, de décrédibiliser ou de se débarrasser des volontaires et des structures qui les encadrent.

### LES INTERVENANTS CIVILS FACE À L'INTRANSIGANCE DES SOLDATS ISRAÉLIENS

Les intervenants civils doivent également faire face à l'intransigence des soldats israéliens sur le terrain, ce qui les expose à des risques majeurs. Malgré les précautions prises (tenue vestimentaire distinctive, utilisation de porte-voix, etc.) et les formations que suivent les volontaires (différentes selon les organisations), la mort de Rachel Corrie, citoyenne américaine, militante au sein de l'ISM, en mars 2003, illustre bien le problème de la sécurité des volontaires, et en même temps cristallise tous les enjeux de la pertinence et de l'efficacité de l'intervention civile. Ce meurtre a eu raison de la dimension dissuasive sur le terrain, mais qu'en est-il aux niveaux politique, médiatique ? Les conséquences, en termes de médiatisation, sont indéniables pour l'ISM qui affirme enregistrer un afflux de volontaires internationaux. Les retombées politiques et diplomatiques s'avèrent cependant plus pauvres, même si la prise en compte d'une augmentation des victimes parmi les volontaires internationaux ne jouerait pas en la faveur d'Israël.

D'une manière générale, la médiatisation du travail de ces organisations d'intervention civile apporte une nouvelle visibilité en termes d'intervention sur une zone de conflit, et plus largement en terme d'apport de la non-violence dans la résolution globale d'un conflit. Les représentations positives ou négatives, en fonction des protagonistes, et les comportements qu'elles entraînent nous indiquent également que ces corps d'intervention civile pèsent dans les rapports de force et les rivalités qui s'expriment dans le conflit israélo-palestinien. Cette

## RACHEL CORRIE



« Rachel, explique sa mère, était engagée depuis longtemps dans des activités de soutien psychologique et avait rejoint des groupes de militants pour la paix. En 2001, elle a rencontré des gens qui étaient venus ici avec une mission et aussi Simone Shuroni, une Israélienne qui milite contre l'occupation et l'une des fondatrices des Femmes en noir. Alors, elle a décidé d'apprendre l'arabe, a beaucoup lu sur le Proche-Orient et elle a fini par rejoindre l'ISM. Elle militait aussi contre la guerre en Irak et était l'une des organisatrices des manifestations. Nous y avons participé aussi et avons agité des drapeaux et des banderoles, même si cela n'a pas servi à grand-chose.

Quand elle nous a dit qu'elle allait venir ici, nous avons compris qu'elle avait besoin de le faire. Mais nous n'avons pas compris à quel point c'était dangereux. Nous étions comme tout le monde, nous entendions parler de la situation depuis des années et nous savions qu'elle s'aggravait, mais c'est tout. »

*L'Humanité* du 24 septembre 2003

**16 mars 2002 : Rachel Corrie parle dans un mégaphone au conducteur du bulldozer, qui, dans un instant va l'écraser (photo ISM).**



implication est, comme nous l'avons vu, difficile à évaluer. Mais le simple fait que ces présences internationales soient soulageantes, ou du moins gratifiantes d'un côté, et gênantes de l'autre, met en lumière un degré de pertinence de l'intervention qui ne peut être mésestimé. L'intervention civile dans les territoires n'a pas pour autant fait preuve d'une crédibilité unanime, particulièrement aux yeux de la société israélienne, et c'est peut-être dans ce sens que de futures actions doivent être menées.

La difficulté réside donc dans la définition de l'orientation que l'on veut donner à ces missions agissant dans les Territoires. Doit-on renforcer la capacité dissuasive de ces présences tierces au détriment du principe d'équité cher à une certaine conception morale de l'intervention civile ? Ou doit-on privilégier cette dimension équitable avec le risque de voir ces missions perdre les soutiens populaires et politiques dont elles peuvent

bénéficier et donc peut-être leur dimension dissuasive ? Les orientations dépendent finalement des structures mandataires et de leur positionnement politique par rapport au conflit en lui-même et par rapport à ses protagonistes. Que ces missions soient conçues dans un environnement non-gouvernemental ou étatique, la question est donc de considérer les soutiens sur lesquelles elles peuvent s'appuyer pour minimiser les risques encourus par les volontaires, tout en favorisant l'efficacité de leur intervention dans un objectif de contribution à une résolution non-violente du conflit, ou du moins de réduction significative de la violence à l'encontre des populations civiles. L'intervention civile de paix en Israël-Palestine pose donc des questions de positionnement, d'efficacité et de pertinence pour le moins délicates, mais son champ d'investigation reste vaste. ■

# Le Man, encore une fois dans l'action

**Le Man (Mouvement pour une alternative non-violente) lancera en 2004 une campagne pour le déploiement d'une force internationale d'intervention civile auprès des populations israéliennes et palestiniennes.**

***ANV : Le Man est un mouvement politique qui s'investit, depuis sa création en 1974, dans la réflexion et l'action non-violente. Pourquoi lance-t-il maintenant une campagne de sensibilisation pour que soit déployée une force internationale civile en Israël-Palestine ?***

**Man :** C'est une évolution logique dans son histoire, c'est une analyse logique de la situation au Proche-Orient. Depuis 1990 environ, et après avoir développé l'idée de la dissuasion civile (par l'organisation d'une défense civile non-violente) pendant dix ans, le Man a adapté ses orientations aux nouvelles conditions internationales qui ont suivi la chute du bloc soviétique, notamment l'explosion des conflits régionaux. Comme pour la dissuasion civile, il s'est appuyé pour cela sur les recherches de l'IRNC et il a peu à peu conçu, développé et promu le concept d'intervention civile non-violente. Ce fut le cas au Kosovo dès 1990 et cette action se poursuit encore en 2003 avec Équipes de paix dans les Balkans (EpB), mais aussi en Colombie avec les Communautés de paix et dans d'autres conflits.

De nombreux militants du Man se trouvaient impliqués, parfois depuis longtemps, d'une manière ou d'une autre, dans la résolution des conflits au Proche-Orient. Il apparaît aujourd'hui que l'intervention civile non-violente pourrait être, au moins, une part de la solution — peut-être la seule ? En tout cas, ce conflit présente des caractéristiques propices à la mise en place d'une stratégie d'intervention civile :

- un conflit complexe et il faudra du temps, beaucoup de temps pour rétablir des conditions propices à la paix, ce qui correspond à la stratégie de base de l'intervention civile ;
- on ne voit guère de vraie solution militaire, sauf une victoire totale israélienne qui ne pourrait être que provisoire compte tenu des rapports de force « démographiques » prévisibles ;
- des deux côtés, il demeure des forces démocratiques qui refusent la logique de guerre et œuvrent pour la



paix. Cependant leur travail est largement occulté par les extrémistes politiques et religieux ;

- la présence et la pratique déjà acquise d'équipes internationales d'ONG privées, d'associations chrétiennes et d'organismes internationaux ;
- une forte médiatisation internationale du conflit qui facilite la mobilisation et contribue à protéger les volontaires.

Tout ceci motive le Man et ses militants à se mobiliser sur cette initiative en sachant que c'est une aventure humaine qui pourrait durer de longues années avant qu'elle ne donne des fruits.

***ANV : Quels sont les moyens du Man pour mener cette campagne de sensibilisation ?***

**Man :** Un groupe s'est créé parmi les adhérents du Man au niveau national pour préciser les finalités et les modalités de la campagne. Le Man met à disposition ses permanents pour mener à bien la campagne : la chargée de mission, la coordinatrice nationale, la secrétaire et une stagiaire.

***ANV : Avez-vous des partenaires ?***

**Man:** La majorité des organisations non-violentes ainsi que celles œuvrant en faveur des droits de l'homme, pour la réconciliation entre les communautés et la résolution non-violente des conflits ont été contactées. De nombreuses organisations israéliennes et palestiniennes qui refusent la logique de guerre se sont déclarées intéressées par notre campagne. Ces dernières ne demandent qu'à faire connaître leurs actions à l'étranger. Ces organisations sont composées de militants très motivés dont les activités ne sont pas forcément reconnues dans leur propre pays. Pourtant, leurs expériences sont la démonstration que d'autres solutions que la violence sont possibles. Cette campagne a donc également comme ambition de mettre en avant toutes ces personnes qui luttent au quotidien contre la spirale de la violence.

Au niveau européen, le Man travaille en lien avec des organisations qui œuvrent dans la même voie : des associations de paix et de non-violence, des organismes de formation à la gestion des conflits et à l'intervention civile de paix, et des associations prônant la non-violence dans la résolution du conflit israélo-palestinien.

En France, des associations se sont d'ores et déjà déclarées intéressées par ce projet et souhaitent nous rejoindre en tant que soutien ou au sein d'un collectif. Toutes ces organisations croient que l'envoi d'une force internationale d'intervention non-violente au Proche-Orient peut être une contribution forte à la résolution du conflit.

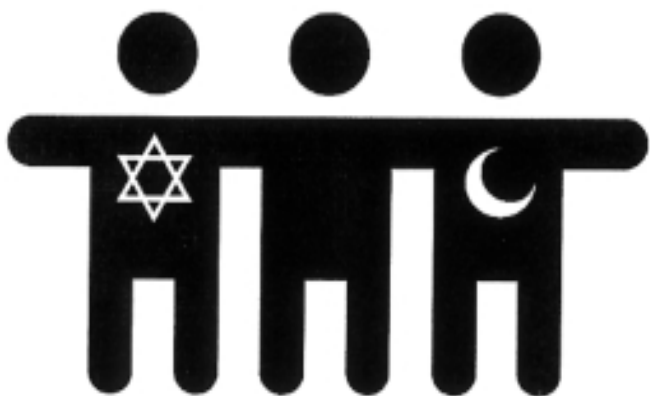
***ANV : Quelles missions donnez-vous à une force internationale d'intervention civile ? Que ferait-elle concrètement ?***

**Man:** Soyons clairs, dans un premier temps, une force d'intervention civile se donnerait comme objectif de faire baisser la violence, de faire reculer le sentiment d'insécurité et d'appuyer les forces démocratiques et de paix qui existent de chaque côté. Nous pensons qu'une solution politique ne pourra avoir lieu qu'avec la baisse de la violence. La violence a pris le dessus dans ce conflit depuis près de cinquante-cinq ans, il est temps de donner leur chance aux principes et aux modes d'action de la non-violence.

L'envoi d'une force internationale d'intervention civile sur les deux territoires d'Israël et de Palestine doit signifier la prise en compte des préoccupations légitimes des deux parties. La présence de volontaires internationaux doit témoigner de l'attention portée par la communauté internationale au sort des populations civiles, quels que soient le lieu d'habitation, la nationalité ou la religion. C'est par un soutien moral aux populations civiles israéliennes et palestiniennes, qui vivent dans la peur et le sentiment d'insécurité, que nous pourrions éviter des replis communautaires et des stigmatisations de l'adversaire.

Ainsi, les volontaires contribueront à dissuader des actes de violence à l'encontre des civils, d'où qu'ils viennent et quelles qu'en soient les justifications.

Très concrètement, cette force aura comme mission de renforcer les conditions de dialogue entre les sociétés civiles, d'accompagner les acteurs de paix en les protégeant et en mettant en valeur leurs actions et d'observer le respect des droits de l'homme sur les sites sensibles. Il nous semble primordial d'agir auprès des sociétés civiles car l'urgence est autant de créer les conditions de paix entre les peuples que de faire la paix entre les responsables politiques.



**ANV : Quelle formation préliminaire doit avoir, selon vous, tout intervenant civil ?**

**Man :** La formation des volontaires internationaux avant leur départ est primordiale. Les personnes qui vont se rendre sur place ne doivent pas partir à l'aventure mais être formées afin de pouvoir répondre aux situations qui se présenteront à elles. Elles partiront pour une durée d'environ un an, ce qui implique forcément une préparation approfondie et spécialisée. Sans pour autant devenir des « professionnels », les volontaires devront déjà s'être préparés à maîtriser leurs émotions dans des contextes conflictuels, à participer au fonctionnement

d'un groupe et au travail en équipe dans des situations difficiles. Ils doivent de même être formés selon le mandat qui leur sera attribué : quelles responsabilités, quel lien avec les autorités politiques et militaires, quelle attitude adopter avec les populations civiles... ?

En France, le Comité intervention civile de paix organise depuis 2001 avec des formateurs professionnels de telles formations. Celles-ci se déroulent sur trois modules sur une durée de trois semaines en tout. Elles sont ouvertes à toute personne intéressée par l'intervention civile de paix avec ou sans projet de départ. Des organisations d'envoi d'intervenants civils, telles que *Équipes de paix dans les Balkans*, *Collectif Guatemala* ou *Peace Brigades International* proposent ces formations à leurs futurs volontaires.

Il est impensable d'envoyer des volontaires dans des zones de conflit sans qu'ils aient pu se préparer à intervenir.

**ANV : Pourquoi la campagne du Man se dit-elle être européenne ?**

**Man :** Tout d'abord parce que la campagne se fait au niveau européen en partenariat avec d'autres organisations allemandes, italiennes, néerlandaises... Ces dernières promeuvent l'intervention civile de paix ainsi qu'une paix juste et durable au Proche-Orient. Mais la campagne est également européenne car l'un des principaux objectifs de la campagne est de faire pression sur les autorités européennes pour qu'elles étudient la possibilité, la faisabilité de l'envoi d'une force internationale d'intervention civile. Les Européens peuvent faire pression sur leurs dirigeants, dans leur propre pays et au niveau européen. Ceci étant, toute intervention internationale devra avoir un mandat de l'ONU.

**ANV : Pourquoi le Man ne demande-t-il pas aussi le déploiement d'une force de police internationale, pour ramener tout d'abord la sécurité en Israël et en Palestine ?**

**Man :** L'un n'empêche pas l'autre ; dans la difficile situation actuelle, le Man ne prétend pas avoir la solution, mais tente de convaincre du bien-fondé d'une approche non-violente comme une part de la solution à long terme ; il est bien évident qu'une force de police internationale, voire une force militaire d'interposition peuvent être envisagées pour contribuer à diminuer le niveau de violence, notamment à court terme. Au demeurant, actuellement, aucun projet de ce type n'est véritablement étudié par la communauté internationale et sa faisabilité n'est aucunement acquise. Le Man reste dans son rôle, en promouvant la projection de forces non-violentes, mais demeure conscient que la culture actuelle dans les relations internationales conduit naturellement à des solutions d'interventions armées ; le déploiement d'une force de police internationale serait un incontestable progrès et trancherait avec la politique du laisser-faire actuelle. Sait-on d'ailleurs que la force internationale de police déployée au Salvador, après l'arrêt des combats avec la guérilla, avait choisi délibérément d'intervenir sans armes ?

**ANV : Pouvez-vous citer des exemples concrets où une force d'interposition civile a pu opérer sans le soutien d'une force de police internationale pour ramener les conditions d'un dialogue entre belligérants ?**

**Man :** En février 1993, une mission civile en Haïti, la « MICIVIH », a été organisée par l'ONU et l'OEA (Organisation des États américains). Celle-ci avait pour mission de mettre un frein à la violence et permettre la liberté d'expression. Ce à quoi elle est parvenue. En 1995, les membres de la mission invitaient les leaders politiques et les autorités compétentes à prendre toutes les mesures pour le bon déroulement de la campagne électorale.

**ANV : La politique de l'État d'Israël est globalement soutenue par l'administration américaine. Que peut faire l'Union européenne ?**

**Man :** L'administration américaine, et notamment son président, se font passer pour des médiateurs dans ce conflit. La réalité est tout autre : en versant des millions de dollars en soutien à la défense et à l'économie israéliennes, les États-Unis sont loin d'avoir une position impartiale et ne peuvent en aucun cas se dire à l'écoute des préoccupations à la fois des Palestiniens et des Israéliens. Il faut que l'Union européenne prenne position dans ce conflit, mais sans toutefois choisir un camp. Le seul camp possible est celui de la paix. Et c'est pour cela que nous la sollicitons.

**ANV : Que pensez-vous de l'actuelle politique française au Proche-Orient ?**

**Man :** Face à l'hyperpuissance américaine, la voix de la France a un faible poids au plan international. Son statut de membre permanent au Conseil de sécurité des Nations unies pourrait représenter un avantage, mais affronter directement la position américaine ne ferait que cristalliser certains ressentiments déjà accentués lors de l'intervention américaine en Irak. C'est pour cela que la France doit d'abord mener son action diplomatique au sein de l'Union européenne. En matière de politique étrangère, l'Union européenne peut se positionner comme représentant une alternative à une position américaine trop unilatérale.

De plus, la politique de la France n'est pas toujours bien comprise en Israël du fait d'une image pro-palestinienne qu'elle porte depuis plusieurs années, et ce malgré une longue amitié avec l'État d'Israël. Le regroupement d'États aux sensibilités différentes concernant le Proche-Orient ne pourra que renforcer une position plus « saine » vis-à-vis des autorités israéliennes et palestiniennes.

**ANV : Quel impact espérez-vous de cette campagne du Man, en France et en Europe ?**

**Man :** Tout d'abord de faire connaître au public une initiative qui vise à sortir du cycle de la violence et de

l'affrontement armé. Nous souhaiterions que les gens comprennent qu'en toute hypothèse l'envoi d'une force armée seule ne suffirait pas à créer les conditions permettant aux populations civiles de renouer le dialogue et d'apprendre à vivre ensemble. L'armée ne fait que s'interposer mais ne peut avoir comme mandat la médiation et l'écoute des parties en conflit. Même dans l'hypothèse d'une force d'intervention militaire, ces missions de civils seraient décisives pour instaurer et renforcer un véritable processus de paix entre les populations. Il s'agit de mieux faire connaître les principes de l'intervention civile de paix. Qu'est-ce que c'est ? Comment intervient-on ? Pourquoi ? Le conflit israélo-palestinien ne trouvera pas une issue sans une prise en compte des souffrances de chacun des peuples.

Enfin, au niveau européen, nous souhaitons unir nos savoir-faire et connaissances dans ce domaine pour avoir un impact encore plus fort et plus construit auprès des institutions européennes. La création d'un réseau de citoyens et d'organisations européennes prônant l'intervention civile ne pourra être que bénéfique.

***ANV : Comment peut-on y participer concrètement ?***

**Man :** Un document public va être établi pour présenter la campagne. Dans celui-ci seront placés des cartes postales à l'attention des autorités nationales et européennes.

Les personnes intéressées pourront donc commander ces documents et les diffuser autour d'eux. Plus il y aura de personnes sensibilisées, plus grand sera l'impact de cette campagne.

Par ailleurs, ces personnes pourront de même demander le déploiement de cette force internationale d'intervention civile par l'envoi des cartes postales aux responsables politiques. Cela prouvera que de nombreux citoyens souhaitent la sortie de modes d'ingérence exclusivement militaires.

Enfin, il sera de même possible de se déclarer candidat au suivi d'une formation et disponible pour un engagement de terrain au Proche-Orient. Cela permettra de constituer une base de données attestant de l'existence d'un potentiel important de volontaires de paix.

**François Vaillant** pour *Alternatives Non-Violentes*

**François Marchand, Ariane Rendu et Magali Rubino**  
pour le *Mouvement pour une alternative non-violente*

***POUR PLUS D'INFORMATIONS***

**Mouvement pour une alternative non-violente**

114, rue de Vaugirard

75006 Paris

tél : 01 45 44 48 25

fax : 01 45 44 57 13

email : [contactman.ariane@free.fr](mailto:contactman.ariane@free.fr)



Abel Barrera, militant mexicain des droits humains accompagné par deux volontaires des Peace Brigades International (photo PBI)

# Intervention **c**ivile de **P A I X**

Une nouvelle donne pour la solidarité internationale

- > Pour **intervenir** sur des zones de conflits ou dans des régions en crise : au Kosovo, en Colombie, au Mexique, au Guatemala, en Indonésie, auprès de sociétés civiles menacées, selon des méthodes d'action non-violentes.
- > Pour **agir** en s'engageant dans des missions d'intervention civile : missions d'interposition, d'observation, d'accompagnement protecteur, de médiation, de reconstruction du dialogue et de la paix — pour encourager des issues politiques aux conflits.
- > Pour **sortir** de la régulation exclusivement militaire des conflits : pour dépasser la simple condamnation morale de la guerre, pour construire des modes d'intervention alternatifs à la violence et agir en faveur de la paix.

## La paix a besoin de volontaires !

Formations à l'intervention civile

### Volontaires de l'intervention civile en zone de conflit

Depuis plus de vingt ans, des ONG expérimentent des modes non armés d'intervention sur les conflits, en apportant leur soutien aux sociétés civiles menacées.

Observation, interposition, médiation, dissuasion des violences, protection des droits humains... les volontaires de l'intervention civile agissent en faveur de la résolution non-violente des conflits.

### Se former pour des missions civiles de paix

Les théâtres d'opération ne manquent pas. Des volontaires, formés et entraînés, si.

Le Comité français pour l'intervention civile de paix (Comité ICP) propose un parcours de formation ouvert à toute personne, tout groupe ou institution souhaitant s'engager dans des missions civiles de paix.



Comité catholique contre la faim et pour le développement



Mouvement pour une alternative non-violente



Institut de recherche sur la résolution non-violente des conflits



Peace Brigades International France



Balkan Peace Team France



Collectif Guatemala



Pax Christi France

Renseignements et inscriptions : Comité ICP - c/o MAN : 114, rue de Vaugirard - 75006 Paris / Tél : 01 45 44 48 25 / Fax : 01 45 44 57 13 / E-mail : comiteicp@free.fr

# La guerre des mots

84

Alternatives non violentes n° 128-129 • Palestiniens et Israéliens : faire parler la non-violence

Denis SIEFFERT\*



\*Directeur de la rédaction de Politis; auteur, avec Joss Dray, de *La guerre israélienne de l'information*, Paris, La Découverte, 2002.

**Comme dans toute guerre,  
la désinformation est grande.  
Des médias sont loin d'être vigilants  
sur le sens des mots employés.**

Le conflit israélo-palestinien mine non seulement le Proche-Orient, mais corrompt les relations entre les puissances occidentales et le monde arabo-musulman, déchire nos sociétés, renforce un peu partout les rétractions identitaires, et les communautarismes. Il est devenu, depuis plus d'un demi-siècle, comme un mal chronique qui secoue périodiquement la planète.

**« BOURGADES », « IMPLANTATIONS »  
OU « COLONIES » ?**

Si pareille souffrance affectait non une région du monde mais un individu, un médecin se pencherait à son chevet. Et, avant d'entreprendre la moindre thérapie, il s'efforcerait d'établir un diagnostic. Identifier l'origine de la souffrance, la nommer, serait la condition d'une bonne médication. Or, c'est précisément cet acte préalable essentiel que les docteurs Diafoirus américains et européens refusent d'accomplir. Identifier, nommer, relève dans ce conflit du tabou absolu. Si l'on regarde froidement (mais est-ce possible ?) ce qui se passe dans les territoires palestiniens, et par extension, en Israël, le diagnostic peut pourtant paraître évident. Nous sommes en présence d'un conflit colonial.

« Colonies ». Le mot est lâché. Ce mot que les autorités israéliennes ne peuvent admettre, et contre lequel elles mènent une bataille de tous les instants dans les médias israéliens, encouragés à préférer des termes neutres comme « implantations », voire sympathiques et rassurants comme « bourgades ». On peut évidemment comprendre la réticence israélienne à admettre le fait colonial. Mais, paradoxalement, pour occulter le mot, il faut aussi faire taire le père du sionisme, Théodor Herzl,



qui n'a jamais manqué, lui, de reconnaître que le sionisme était un mouvement colonial, en même temps qu'un mouvement d'émancipation nationale. Les sionistes (nous employons ici le mot sans la moindre connotation polémique ou péjorative) pouvaient, il y a une quinzaine d'années encore, redouter que la reconnaissance du fait colonial originel remette en cause l'existence même d'Israël. Mais, de bonne foi, ils ne peuvent plus avoir cette crainte aujourd'hui. Loin d'être une menace pour eux, la référence au droit international garantit au contraire l'existence de l'État hébreu dans les limites qui furent les siennes de 1948 à 1967. Israël étant ainsi, du point de vue du droit international, un fait incontesté, la question coloniale concerne aujourd'hui les seuls territoires palestiniens de Cisjordanie et de Gaza. C'est la colonisation de ces territoires qui est au cœur du conflit. Cela, depuis l'adoption par le Conseil de sécurité des Nations unies de la résolu-

tion 242 qui, dès novembre 1967, enjoignait à Israël de quitter ces territoires conquis militairement.

Lors du Conseil national palestinien d'Alger, en novembre 1988, l'Organisation de libération de la Palestine a elle-même admis ce partage de l'ancienne Palestine mandataire. La reconnaissance d'Israël dans les frontières antérieures à la guerre des Six jours de juin 1967, a en outre fait l'objet d'une confirmation écrite de la partie palestinienne dans un échange de lettres d'intention au moment de la ratification des accords d'Oslo, en septembre 1993. Le fait colonial concerne donc bien les territoires de Cisjordanie et de Gaza, ainsi que la partie orientale de Jérusalem. Et son déni ne peut plus se justifier par une peur existentielle des autorités israéliennes. Il relève au contraire du pur procès d'intention, ou de la manipulation. Il trahit l'ambition inavouée de s'approprier les territoires de Cisjordanie, de Gaza et de Jérusalem-Est. Dans le cas de Jérusalem, l'ambition est d'ailleurs beaucoup plus qu'inavouée puisque la partie de la ville conquise militairement en 1967 a fait l'objet d'une annexion pure et simple en 1980.

## LE NON-DIT COLONIAL

Ce préalable historique est nécessaire pour comprendre l'enjeu de cette « guerre des mots » qui précède et accompagne le conflit lui-même. Identifier la situation en tant que situation coloniale, c'est évidemment tracer une voie pour une solution. Toute guerre coloniale ne peut avoir que deux issues : ou bien l'appropriation définitive des terres convoitées par les colons, et cela signifie détruire la résistance du peuple indigène, voire son écrasement ou son expulsion ; ou bien la décolonisation. Mais celle-ci étant contraire à l'idéologie de la droite israélienne au pouvoir, et d'une bonne partie de la gauche officielle, il convient donc de ne pas prononcer le mot, ni de le laisser prononcer par les journalistes. Toute la désinformation découle de cette occultation.

## LE VOCABULAIRE DE LA VIOLENCE EST TROMPEUR

Mais, faute de cette identification du conflit en tant que conflit colonial, que devient le conflit israélo-palestinien ? Devant l'interdit qui frappe l'usage du mot « colonisation », quels mots s'offrent au commentateur ou au reporter qui doivent analyser ou décrire les affrontements entre Israéliens et Palestiniens ? Quels mots pour penser ce conflit ? La réponse n'est que trop évidente : pour dire, et pour penser, il ne reste plus que le vocabulaire de la violence : « Encore et toujours la violence au Proche-Orient » ; « Toujours l'engrenage de la violence ». Combien de fois a-t-on entendu ces lancements de journaux télévisés ou radiodiffusés ? Non d'ailleurs sans que le sens de cette violence ne soit le plus souvent retourné contre les Palestiniens.

La colonisation n'existant que faiblement dans le discours médiatique dominant, ou n'apparaissant que comme un fait mineur ou marginal, dans l'explication du conflit, la violence première est celle de la révolte. Une révolte privée de ses causes. Dès lors, la violence d'État israélienne sera naturellement décrite comme organisée en « représailles » à la violence palestinienne. Comme on le voit, avec l'occultation sémantique de la violence coloniale initiale, le discours médiatique épouse inexorablement la stratégie du gouvernement israélien : le problème, c'est la violence de sang. Il ne peut y avoir de négociation sans le préalable d'un arrêt de la violence palestinienne. Car, en bonne logique, il n'y a plus de violence israélienne. Ou celle-ci n'intervient qu'en réaction, en riposte, pour ainsi dire légitime, à une agression palestinienne.

Et lorsque, comme c'est le plus fréquent depuis trois ans, le premier acte de violence est israélien, il ne peut logiquement pas s'agir d'une agression, mais d'un acte de défense préventive. Ce sont les fameux assassinats ciblés, dits « extra-judiciaires », qui constituent un défi à l'état de droit, mais semblent admis parce qu'ils frappent des « terroristes » ou des militants qui allaient

## DES INTELLECTUELS BOUTEFEUX

Marek Halter en appelait de nouveau à la paix dans une tribune publiée par *Libération* (24 janvier 2002), sous le titre « Sharon, Arafat, que voulez-vous ? » À peu de choses près, on retrouve ici la fausse symétrie chère à Bernard Guetta. Tandis que le leader palestinien est encerclé par les blindés israéliens dans son QG de Ramallah, Marek Walter le soupçonne de poursuivre un objectif « inavouable » : « Il vise un territoire beaucoup plus vaste que la Cisjordanie. » Son soupçon repose sur une démonstration confondante de mauvaise foi : « Pourquoi, se demande-t-il, Yasser Arafat n'a-t-il pas proclamé son État à partir des territoires qu'il contrôle depuis les accords d'Oslo ? » Faut-il rappeler qu'en septembre 2000, Israël avait menacé Yasser Arafat de ses foudres parce que celui-ci avait annoncé son intention de proclamer unilatéralement l'État palestinien ? Les Européens avaient finalement joué le rôle de l'ami qui apaise celui qui risque de commettre une bétise irréparable. Arafat avait reculé.

Extrait du livre *La guerre israélienne de l'information*, Joss Dray et Denis Sieffert, Paris, La Découverte, 2002, p. 83.

devenir terroristes, parfois à l'intérieur même de leur maison, et non sans faire de nombreuses victimes « collatérales ». La mise à mort est ici préventive à l'instar de la guerre irakienne de George W. Bush. D'un côté, la violence est « terroriste » ; de l'autre, elle est purement « sécuritaire ». La politique israélienne, le discours américain, et le socle même de la « feuille de route » (dont le préalable est l'arrêt de la violence et non la décolonisation) reposent sur ce renversement des liens de causalité. La violence n'a pour explication que la violence. Le discours médiatique est ainsi brouillé jusqu'à l'incompréhensible, sauf à en déduire que cette violence sans cause est en quelque sorte consubstantielle à la culture arabomusulmane, ou à l'islam. Ce que certains journalistes



n'hésitent pas à faire en mêlant toutes les violences, celles imputées à Al-Qaïda, comme celles qui résultent de mouvements de libération nationale.

### UN « MUR DE SÉCURITÉ »

Or, l'information audiovisuelle est prisonnière de ce discours. Peu importe d'ailleurs que ce soit pour des raisons idéologiques, ou pour des raisons pseudo-techniques inhérentes au système de l'information. L'attentat, par sa délimitation dans le temps et dans l'espace, fera toujours un « meilleur sujet » qu'une politique de colonisation qui s'inscrit dans la durée. La violence éruptive est un événement. La colonisation n'acquiert jamais ce statut. C'est ainsi que le système de l'information et la politique dite sécuritaire d'Ariel Sharon parviennent à faire finalement si bon ménage. L'affaire du mur, construit par Israël, illustre parfaitement cette prégnance de la propagande israélienne dans l'information occidentale.

Dans son souci de concision, l'information audiovisuelle présente généralement cet édifice comme le résultat d'un acte purement sécuritaire. Il s'agit, nous dit-on presque toujours, d'empêcher l'infiltration de kamikazes palestiniens en territoire israélien. Peu de journalistes prennent le soin de préciser à leurs auditeurs ou à leurs téléspectateurs que le tracé du mur ne suit pas la frontière de 1967, mais empiète profondément sur les terres palestiniennes, annexe de fait les grandes colonies juives, et bon nombre de villages palestiniens dont les habitants sont ainsi encouragés à partir. Là comme ailleurs, le paramètre sécuritaire submerge toute autre analyse.

### MÊME LES MOTS « PAIX » ET « NON-VIOLENCE » SONT VIDÉS DE LEUR SUBSTANCE !

Il peut en résulter aussi qu'une manifestation de pacifistes israéliens est dénaturée. Ainsi plusieurs flashes radio ont présenté, le 20 septembre 2003, une manifesta-

tion de milliers d'Israéliens à Tel Aviv comme un rassemblement « pour la paix ». Or, le mot d'ordre central en était « Sortir des territoires pour sauver Israël ». Mais, encore une fois, le conflit n'étant jamais colonial, les mots d'ordre ne peuvent pas être anti-coloniaux. La « paix », ou encore l'« arrêt de la violence » deviennent ainsi les seules causes auxquelles un citoyen français est invité à s'identifier. Mais, cette paix sans décolonisation constitue pour les Palestiniens la pire des trahisons, et le ferment de nouvelles violences. On arrive ainsi à ce paradoxe que la paix et la non-violence sont instrumentalisées pour masquer la colonisation et l'occupation militaire.

### TERRORISTES, ACTIVISTES OU RÉSISTANTS ?

Un autre corollaire de cette grille de lecture est évidemment le débat autour du concept de terrorisme. Mais la controverse sur ce sujet n'est pas spécifique au conflit israélo-palestinien. De tout temps et dans tous les



pays, les résistants et les rebelles ont toujours été qualifiés de terroristes pour être délégitimés. Les autorités israéliennes exercent sur la presse, et en particulier sur l'Agence France-Presse, une forte pression pour imposer l'usage du mot « terroriste » pour désigner les Palestiniens qui commettent des attentats (suicides ou non) contre des Israéliens. Israël tente même, avec un certain succès auprès de médias israéliens, d'imputer une qualification de terroristes à ses propres victimes, les accusant d'un crime qu'ils n'ont pas encore commis et que, peut-être, ils n'avaient nulle intention de commettre. Mais c'est alors le crime étatique qui est absous en même temps qu'il est commis.

### L'AFP SAIT ENCORE RÉSISTER AUX PRESSIONS ISRAÉLIENNES

Contrairement à la distinction opérée par la IV<sup>e</sup> Convention de Genève, de 1949, l'information ne sépare pas les actes commis contre les civils de ceux qui visent des occupants. Or, le droit international reconnaît le statut de résistants à ceux qui s'attaquent à une armée d'occupation. Nous laissons évidemment ici de côté le problème moral, et tout autant, le jugement de valeur à propos de l'efficacité de ce type d'actions.

Mais, pour être tout à fait juste avec la presse française, et en particulier avec l'AFP, il faut saluer une certaine fermeté face aux pressions. C'est ainsi que l'on parle généralement d'« activistes » palestiniens plutôt que de terroristes comme voudraient sommairement les nommer les autorités israéliennes. Car nommer ou qualifier, c'est légitimer ou délégitimer. Et la guerre des mots prépare souvent la guerre tout court. Il arrive que la presse, en particulier les médias audiovisuels, soient fort démunis dans cette guerre des mots.

Que se passe-t-il par exemple lorsqu'un porte-parole du gouvernement israélien qualifie bruyamment Yasser Arafat de « terroriste » ou de « chef de gang » ? La radio et la télévision s'empressent de rapporter le pro-

pos. Il est évidemment attribué à un auteur, porte-parole ou ministre. Mais qu'importe : le qualificatif passe dans les médias sans être contredit. S'il n'est proféré qu'une fois, l'auditeur pourra prendre garde au fait qu'il émane d'un personnage qui est partie prenante au conflit. Mais s'il est répété en boucle, et des centaines de fois comme cela est le cas dans l'exemple que nous citons, alors le qualificatif finit par pénétrer notre inconscient collectif et prendre la force d'une vérité établie.

Ce sont là des mécanismes piégés que la presse écrite peut évidemment plus aisément déjouer. Mais avec leur impact, les médias audiovisuels relaient le plus souvent une désinformation qui ne connaît pas d'entrave. C'est la perversité de cette « *religion des faits* » dont parlent Miguel Benasayag et Florence Aubenas. Si l'on conteste en l'occurrence que Yasser Arafat soit le chef d'orchestre du terrorisme palestinien, alors le « fait » ici n'est plus que la réalité d'un mensonge. ■

# Les sites Internet traitant de la situation en Israël et Palestine

**Cette présentation non exhaustive des sites Internet informant du conflit israélo-palestinien est un outil précieux pour les journalistes et les chercheurs. La plupart de ces sites ont un accès en français, les autres s'expriment en anglais et en hébreu.**

Corinne GRASSI\*

89

Alternatives non violentes n° 128-129 • Palestiniens et Israéliens : faire parler la non-violence

## « trop c'est trop »

Un bulletin de la Ligue des droits de l'homme  
Comité de Solidarité avec les universités palestiniennes  
[http://www.ldh-france.org/media/agendaManif/lettre\\_tro\\_juillet2003.pdf](http://www.ldh-france.org/media/agendaManif/lettre_tro_juillet2003.pdf)  
<http://www.solidarite-univpalestine.org>  
ONG en France, Paris • français  
Pétitions, témoignages, initiatives

*Bulletin d'universitaires de la Ligue des droits de l'homme sur la situation en Palestine. Groupe d'universitaires soutenant la coopération avec les universités palestiniennes.*

## ADALAH « Justice »

<http://www.adalah.org>  
ONG palestinienne en Israël : Shafa'amr ; Naqab Office: Beer ; el Sebe • anglais, hébreu, arabe  
Droits de l'homme  
*Organisation pour les droits de l'homme et centre juridique sans partie pris. Créée en novembre 1996, l'organisation s'adresse aux citoyens arabes d'Israël, représentant environ un million de personnes — près de 20 % de la population. Adalah travaille pour la protection des droits de l'homme en général, et les droits de la minorité arabe en particulier. Les buts principaux de Adalah sont d'acquérir des droits individuels et collectifs dans différents domaines comprenant le droit de la terre ; les droits civils et politiques ; les droits culturels, sociaux et économiques ; les droits de la femme et les droits des prisonniers.*

\*Personne-ressource. Spécialiste du Proche-Orient, formatrice depuis dix ans auprès d'ONG internationales travaillant pour le respect des droits de l'homme.

### **ADDAMEER « Conscience »**

Association de soutien aux prisonniers et de droits de l'homme

<http://www.addameer.org>

ONG en Palestine, Jérusalem, Ramallah • anglais

Droits de l'homme

*Institution civile qui travaille dans le domaines des droits de l'homme. Créée en 1992 par un groupe d'activistes concernés par les droits de l'homme. Les activités sont surtout tournées vers le soutien aux prisonniers palestiniens, la défense des droits des prisonniers, la fin de la torture à travers un suivi et des campagnes de solidarité, des procédures légales.*

### **AFPS • Association France Palestine Solidarité**

<http://www.france-palestine.org/index.php>

ONG en France, Paris • français

Solidarité

*L'Association France Palestine Solidarité (AFPS) rassemble les personnes attachées au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, et à la défense de la personne humaine, pour développer la solidarité avec le peuple palestinien. L'AFPS soutient ce peuple notamment dans sa lutte pour la réalisation de ses droits nationaux. Elle agit pour une paix réelle et durable, en lien avec le peuple palestinien et ses représentants légitimes au Proche-Orient fondée sur l'application du droit international. Cette paix implique :*

- *la fin de l'occupation de tous les territoires envahis en 1967 et le démantèlement de toutes les colonies ;*
- *la création d'un État palestinien indépendant, souverain et viable avec Jérusalem-Est pour capitale ;*
- *la reconnaissance du droit au retour des réfugiés conformément à la résolution 194 votée par l'assemblée générale de l'ONU.*

### **AIC • Alternative Information Center**

Centre d'informations alternatives

[www.alternativenews.org](http://www.alternativenews.org)

News/ information alternative en Israël & Palestine ; Jérusalem & Beit Sahour (Bethlehem) • anglais

Média/info

*Organisation palestinienne et israélienne qui diffuse des informations, des recherches et des analyses politiques tant sur les sociétés palestiniennes et israéliennes que sur le conflit israélo-palestinien tout en encourageant la coopération entre Palestiniens et Israéliens sur les bases de justice sociale, d'investissement solidaire. News from Within (« nouvelles de l'intérieur ») est le magazine mensuel en anglais ; Rou'ya Oukhra est le magazine en arabe.*

**ARIJ • Applied Research Institute Jerusalem**

Centre de recherches appliquées de Jérusalem

<http://www.arij.org>

ONG en Palestine, Bethlehem • anglais

Environnement, progression des colonies

*Créée en 1990 pour promouvoir un développement durable dans les Territoires occupés et un plus grand contrôle des ressources naturelles. ARIJ suit la progression des colonies mois par mois depuis 1993, réalise des études très poussées sur l'impact de la colonisation (gestion de l'eau, expropriations...).*

**Association of Forty**

Association des quarante associations pour la reconnaissance des villages arabes non reconnus en Israël

<http://www.assoc40.org>

ONG en Israël ; Ein Hod, near Nir ; Etzion • anglais, arabe, hébreu, allemand

Villages non reconnus

*Créée formellement en 1988 dans le village non reconnu de Ein-Hod, par un comité local du village, les habitants et des volontaires arabes et juifs de tout le pays. Même si ces villages existaient déjà il y a cent dix ans, les gouvernements successifs d'Israël ont ignoré leur existence et leurs habitants, déniaient leurs droits en tant que citoyens du pays. Le résultat de cette non-reconnaissance est que ces villages n'ont pas encore leurs infrastructures de base, ce qui empêche les habitants d'avoir une vie normale : aujourd'hui environ cent mille personnes n'ont accès à aucun service de base tels que l'eau courante, l'électricité, des routes goudronnées, une éducation et un accès aux soins adéquats.*

**Bat Shalom (les filles de la paix)****The Jerusalem Center for Women (le centre de Jérusalem pour les femmes)**

[www.batshalom.org](http://www.batshalom.org) • <http://www.j-c-w.org/>

ONG en Israël + ONG en Palestine, Jérusalem • anglais, arabe, hébreu

*En 1989, une réunion à Bruxelles a rassemblé des femmes israéliennes et palestiniennes activistes pour la paix. La réunion a lancé un dialogue continu qui a abouti en 1994 à l'établissement de « Jérusalem Link » (le lien de Jérusalem) comprenant deux organisations de femmes : Bat Shalom du côté israélien ; et The Jerusalem Center for Women (le centre de Jérusalem pour les femmes) du côté palestinien. Les deux organisations partagent une série de principes politiques, base du modèle de coopération pour la coexistence des deux peuples. Bat Shalom est une organisation féministe militante israélienne, rassemblant des femmes juives et palestiniennes travaillant pour la paix avec une résolution juste du conflit, le respect des droits de l'homme et une voix égale pour les femmes juives et arabes dans la société israélienne. Le centre des femmes de Jérusalem a pour but principal de promouvoir la discussion sur les questions intéressant les femmes et de défendre les droits des femmes dans la société palestinienne.*

### **Bitterlemons • Bitterlemons international**

[www.bitterlemons.org](http://www.bitterlemons.org) • [www.bitterlemons-international.org](http://www.bitterlemons-international.org)

web site • anglais

Textes/ articles d'opinions

*Sites web présentant régulièrement des points de vue israéliens, palestiniens et internationaux sur des questions d'actualité. Les sites traitent du conflit israélo-palestinien et du processus de paix. Ils ont pour but de contribuer à une compréhension mutuelle à travers un échange ouvert d'idées. Bitterlemons souhaite avoir un impact sur la façon dont les Palestiniens, les Israéliens et la communauté internationale pensent le conflit palestino-israélien.*

### **Capjo • Pour une paix juste au Proche-Orient**

<http://www.paixjusteauproche-orient.asso.fr>

ONG en France, Paris • français

Solidarité

*La Coordination des appels pour une paix juste au Proche-Orient (Capjo) lutte pour le respect des principes et résolutions des Nations unies sur le Proche-Orient, ainsi que des Conventions de Genève ; pour la mise en place d'une force d'interposition internationale ; pour le démantèlement des implantations de colons israéliens et le retrait immédiat de l'armée israélienne des Territoires occupés en 1967 ; pour l'établissement d'un État palestinien à côté de l'État d'Israël, dans le respect mutuel des droits et des aspirations légitimes des deux peuples. Le site diffuse informations et idées.*

### **CCIPPP • Campagne civile internationale pour la protection du peuple palestinien**

[www.protection-palestine.org](http://www.protection-palestine.org)

ONG en France, Paris • français

Solidarité, missions civiles

*La Campagne civile internationale pour la protection du peuple palestinien, CCIPPP, est née de la nécessité d'une intervention citoyenne internationale en Palestine, dans le contexte de la deuxième Intifada. Les missions civiles en Palestine remplissent à la fois le rôle de soutien concret pacifique à la lutte menée par les Palestiniens eux-mêmes, d'observation de la situation et de témoignage. La CCIPPP se coordonne avec les associations impliquées dans l'envoi de missions civiles, mais a adopté un mode d'organisation et de fonctionnement qui relève plus d'un mouvement que d'une structure associative, ce qui permet une grande liberté d'initiative et une diversité des participants. Dans la même optique, la CCIPPP établit des relations de solidarité et d'actions communes avec toutes les composantes du peuple palestinien, en Cisjordanie, dans la bande de Gaza et dans les Territoires de 1948, ainsi qu'avec les associations et mouvements israéliens anti-coloniaux.*

### **Courage to Refuse • Combatant's Letter**

<http://www.seruv.org.il/defaulteng.asp>

Soldats qui refusent • ONG en Israël • anglais

*Officiers de combat et soldats qui ont servi dans l'armée, qui ne veulent pas continuer à combattre au-delà des frontières de 1967, qui ne veulent pas participer à la domination, aux expulsions, aux humiliations du peuple palestinien mais qui continueront de servir dans les missions de défense d'Israël dans les frontières de 1967.*

### **DCI/PS • Defense for children international/Palestine section**

Défense internationale des enfants / Section palestinienne

<http://www.dci-pal.org/english/index.htm>

Droits de l'homme / droits des enfants • ONG en Palestine, Al-Bireh/Ramallah, Hebron • anglais

*Créée en 1992, affiliée à la Déclaration de Genève pour la protection des enfants. L'organisation est spécialisée dans l'aide juridique, la défense et le soutien social des enfants palestiniens dont les droits sont violés, et surtout des enfants détenus.*

### **Dossier Courrier international**

[http://www.courrierinternational.com/dossiers/geo/palestinell/palestine\\_01.htm](http://www.courrierinternational.com/dossiers/geo/palestinell/palestine_01.htm)

Média, web site • français

*Des articles, des liens pour en savoir plus sur le conflit.*

### **Le Monde diplomatique**

<http://www.monde-diplomatique.fr/cahier/proche-orient/>

Média, web site • français

*Un cahier spécial du mensuel Le Monde diplomatique consacré au Proche-Orient. Il rassemble les grands textes du conflit israélo-arabe, de la déclaration Balfour en 1917 en faveur de l'instauration d'un « foyer national juif en Palestine » aux accords de paix d'Oslo, en passant par les principales résolutions des Nations unies, les grandes déclarations de la résistance palestinienne. Ce cahier propose également des chronologies, des présentations des questions clés du conflit, des cartes et des liens vers les sites Internet et les articles du journal.*

### **Electronic intifada**

<http://electronicintifada.net/new.shtml>

Média, web site • anglais

*Site web qui publie des nouvelles, des commentaires, des analyses et donne des références sur le conflit israélo-palestinien d'une perspective palestinienne.*

### Foundation for Middle East Peace

Fondation pour la paix au Moyen-Orient

<http://www.fmep.org/>

ONG aux États-Unis • anglais, certains documents en arabe et en hébreu

Rapports, analyses, cartes, photos, base de données, documents

*L'organisation s'attache à informer les Américains à propos du conflit israélo-palestinien et encourage une solution pacifique qui apportera la sécurité aux deux peuples.*

### Gush Shalom • « Le bloc de la paix »

<http://www.gush-shalom.org/english/index.html>

ONG en Israël, Tel-Aviv • anglais, français, allemand, espagnol

Action non-violente, militantisme

*Le but principal de Gush Shalom est d'influencer l'opinion publique israélienne et de la conduire vers la paix et la réconciliation avec le peuple palestinien sur la base des principes suivants :*

- *mettre fin à l'occupation ;*
- *accepter le droit du peuple palestinien à établir un État de Palestine indépendant dans tous les Territoires occupés par Israël en 1967 ;*
- *rétablir la « Ligne verte » d'avant 1967 comme frontière entre l'État d'Israël et l'État de Palestine (avec de possibles échanges mineurs de territoires acceptés par les deux parties) ; la frontière sera ouverte à la libre circulation des personnes et des biens, selon un accord mutuel ;*
- *établir Jérusalem comme la capitale des deux États, avec Jérusalem-Est (y compris le Haram al-Sharif) en tant que capitale de la Palestine et Jérusalem-Ouest (y compris le mur occidental) en tant que capitale d'Israël. La ville sera unifiée aux niveaux physique et municipal, sur la base d'un accord mutuel ;*
- *reconnaître le principe du droit au retour des réfugiés palestiniens permettant à chaque réfugié de choisir librement entre compensation et rapatriement vers Palestine et Israël et fixant par accord mutuel le nombre de réfugiés qui pourront retourner en Israël par quotas annuels ;*
- *sauvegarder la sécurité à la fois d'Israël et de la Palestine par accord mutuel et avec des garanties ;*
- *tout faire pour une paix totale entre Israël et tous les pays arabes et pour la création d'une union régionale.*

### ICAHD • The Israeli Committee Against House Demolitions

Le comité israélien contre les démolitions de maisons

<http://www.icahd.org/eng>

ONG en Israël, Jérusalem • anglais, hébreu, arabe

Action non-violente, militantisme, campagnes, rapports



*Groupe non-violent créé pour s'opposer et résister aux démolitions israéliennes de maisons palestiniennes dans les Territoires occupés. En expérimentant directement les brutalités de l'occupation la résistance s'est étendue à d'autres secteurs : l'expropriation de la terre, l'extension des colonies, la construction des routes de contournement, les politiques de « fermeture » et de « séparation », le déracinement des arbres fruitiers et des oliviers. ICAHD lutte pour une paix juste et durable, comprend des membres de nombreuses organisations israéliennes pacifiques et de droit de l'homme. Les actions dans les Territoires occupés sont en étroite coordination avec les organisations palestiniennes locales.*

### **Indy media • Independent media center**

**www.indymedia.org.il**

News / Alternative information in Israël, Tel Aviv • anglais, arabe, hébreu

*Créée pour enregistrer et explorer les pratiques actuelles de l'occupation israélienne et les vraies raisons du conflit, Indymedia Israël est une organisation collective de médias indépendants et de journalistes offrant une couverture de terrain sur des sujets d'importance majeure.*

### **ISM • International Solidarity Movement**

Mouvement de solidarité internationale

**www.palsolidarity.org**

ONG en Palestine, Beit Sahour (Bethlehem) • dans différentes langues

Action non-violente, militantisme ; actions & rapports de terrain, photos, vidéos

*Mouvement palestinien composé de Palestiniens et d'activistes internationaux travaillant à la prise de conscience de la lutte pour la liberté palestinienne et la fin de l'occupation israélienne. Le mouvement utilise les méthodes de non-violence, d'actions directes de résistance afin de confronter et de défier les forces et polices d'occupation illégales.*

### **Ittijah • Union of Arabs community based associations**

Union des associations arabes

**www.ittijah.org**

ONG en Israël, Haifa • anglais, arabe

Plate-forme d'ONG

*Réseau pour les ONG palestiniennes en Israël. Créée en 1995, en réponse au besoin clair et largement ressenti pour une coopération et des échanges croissants entre les organisations arabes palestiniennes, petites et grandes. Ces organisations jouent un rôle central et critique dans la société palestinienne d'Israël. Elles offrent des structures de soutien et des services qui ne sont pas disponibles à cause de la pratique discriminatoire et de la politique de l'État. Ittijah veut renforcer et émanciper les citoyens arabes palestiniens par la promotion d'une société civile palestinienne et la promotion d'un changement politique, économique et social.*

### Les « Femmes en noir »

[www.chorley2.demon.co.uk/wib.html](http://www.chorley2.demon.co.uk/wib.html)

ONG internationale • anglais

Action non-violente, militantisme

*Créé en 1987 par des femmes venues de différents mouvements ou associations de gauche, le mouvement des Femmes en noir, après avoir périclité pendant la première Intifada, et plus encore après Oslo, reprend de la vigueur avec comme base commune un seul mot d'ordre : « Fin de l'occupation » ; une seule couleur : le noir ; un seul symbole : la main noire levée qui veut dire « stop » ; et un rassemblement par semaine : le vendredi.*

### Mafhoum

<http://www.mafhoum.com>

News / Médias • anglais, arabe et quelquefois français (reprise de la presse francophone)

*Revue de presse hebdomadaire de la presse internationale concernant le monde arabe.*

### Miftah

<http://www.miftah.org>

ONG en Palestine

Jérusalem & Ramallah • anglais

*Association palestinienne militant pour la promotion d'un véritable dialogue et de véritables négociations israélo-palestiniennes. Organisation de campagnes de signatures pour une force d'interposition internationale, informations sur l'actualité en Palestine, analyses d'Hanane Ashrawi.*

### Observatoire de la presse sur la Palestine

<http://www.presse-palestine.org>

News / alternative information

site web en France • français

*Le site web de l'Observatoire de la presse sur la Palestine a pour ambition de regrouper les informations relatives au traitement médiatique français de la question israélo-palestinienne. Il fournit également une aide à tous ceux et toutes celles qui veulent réagir à un traitement injuste des informations concernant la Palestine.*

### Palestine report

<http://www.palestinereport.org>

Média en Palestine • anglais

*Projet du centre des médias et de la communication de Jérusalem. C'est la suite de l'édition imprimée de Palestine Report, qui a existé pendant douze ans comme moyen d'information des anglophones à propos des Palestiniens et de leur vie quotidienne dans le contexte du conflit israélo-palestinien. Le centre est né en 1988, au début du premier soulèvement palestinien. Il a été créé par un groupe de journalistes et de chercheurs palestiniens cherchant à donner des informations sur les événements dans les Territoires occupés.*

### **PARC • The Palestinian Agricultural Relief Committees**

Comités de soutien

<http://www.pal-arc.org>

ONG en Palestine, Beit Hanina, Jérusalem • anglais, français, arabe

*Créé en 1983 par un collectif d'agronomes palestiniens souhaitant offrir une réponse bénévole à la détérioration des programmes de développement agricole dans la vallée du Jourdain, en Cisjordanie, résultat de l'occupation israélienne. Cette réponse prit la forme de conseils d'experts aux agriculteurs isolés et pauvres de la région. Cet effort basé sur le volontariat devait vite connaître un essor et une renommée importants et parvenir rapidement à la création d'une organisation non-gouvernementale dédiée à la promotion d'un développement durable dans les régions rurales de Palestine. L'expérience accumulée et une vision sur le long terme ont permis au PARC de définir un certain nombre de priorités, lesquelles apparaissent dans les plans de missions et les objectifs stratégiques :*

- 1. Sécuriser les ressources alimentaires sur le long terme : les projets et les services de vulgarisation du PARC mettent l'accent sur la consolidation des capacités des agriculteurs à maintenir la sécurité alimentaire et faire obstacle à la politique israélienne de confiscation des terres.*
  - 2. Renforcer la position des femmes dans la société palestinienne : considérant l'isolement des femmes en milieu rural et les faibles ressources allouées à leur développement personnel, le PARC a construit son action afin de favoriser la formation et l'implication professionnelle des femmes, en soutenant l'acquisition d'aptitudes au commandement et à l'organisation sociale.*
  - 3. Favoriser le développement d'institutions et le rôle du volontariat : en étant un défenseur engagé de la démocratie et de la société civile, le PARC a eu un rôle actif dans la mise en place de campagnes de volontariat et dans l'élaboration de réseaux de relations avec les organisations locales, en les aidant à se structurer et en leur procurant nombre de savoir-faire techniques et administratifs.*
  - 4. Formation et recherche : le PARC ambitionne de développer les compétences et d'améliorer les capacités de ses partenaires. En tant que tel, une attention particulière est portée à la formation et à la recherche.*
- Tandis que le PARC travaille à ces priorités et objectifs à long terme, il doit aussi répondre aux besoins changeants de ses membres au fur et à mesure des modifications de la situation politique ou socio-économique.*

### **PENGON • The Palestinian Environmental NGOs Network**

Réseau des ONG palestiniennes pour l'environnement + Arrêtez le Mur • Solidarité avec la Journée internationale contre le Mur !

**[www.pengon.org](http://www.pengon.org) + [www.pengon.org/wall/franais.html](http://www.pengon.org/wall/franais.html)**

ONG en Palestine, Beit Hanina, Jérusalem • anglais, arabe et différentes langues pour la pétition contre le mur  
Environnement

*L'organisation est au service de l'environnement palestinien en agissant en tant que coordination pour les organisations pour l'environnement dans les Territoires occupés (Cisjordanie et Gaza). Informations mises à jour régulièrement sur l'évolution du mur.*

**Plate-forme des ONG françaises pour la Palestine**

**<http://plateforme-palestine.netliberte.org>**

ONG en France, Paris • français

*Plate-forme commune aux organisations non-gouvernementales (ONG) françaises regroupées dans le collectif « Plate-forme des ONG françaises pour la Palestine ».*

**Rabbis for Human Rights**

Rabbins pour les droits de l'homme

**[www.rhr.israel.net](http://www.rhr.israel.net)**

ONG en Israël, Jérusalem • anglais

*Organisation rabbinique d'Israël qui comprend des rabbins et des étudiants réformés, orthodoxes, conservateurs et reconstructionistes. Créée en 1988, en réponse aux sérieux abus envers les droits de l'homme de la part des autorités militaires israéliennes pour supprimer l'Intifada. L'indifférence de la plupart des responsables religieux du pays à la souffrance des innocents est vue comme une cause concernant les rabbins pour les droits de l'homme. L'organisation rappelle et démontre autant aux religieux qu'aux non-religieux que le judaïsme a un autre visage. Le non-respect des droits de l'homme n'est pas compatible avec la tradition juive humaniste. L'organisation est impliquée dans le dialogue œcuménique et des activités pédagogiques tout en s'occupant des violations des droits de l'homme en Cisjordanie et envers les Israéliens arabes.*

**Shalom Arshav • « La paix maintenant »**

**[www.lapaixmaintenant.org](http://www.lapaixmaintenant.org) • [www.peacenow.org.il](http://www.peacenow.org.il)**

ONG en Israël, à Paris, site en anglais et hébreu ; site en France

*Les Amis de Shalom Archav, « La Paix maintenant », défendent l'idée de deux États délimités par les frontières antérieures à la guerre des Six Jours, le partage de souveraineté sur Jérusalem et un compromis de la part des Palestiniens sur le retour des réfugiés à l'intérieur des frontières de l'État d'Israël.*

### **SHMINISTIM (« high-school ») • Israeli Youth Refusal Movement**

Mouvement des jeunes refusant de servir pour l'occupation

<http://www.shministim.org/english/index.htm>

ONG en Israël • anglais

Soldats qui refusent

*Créé par un groupe de jeune activistes politiques qui refusent de servir pour l'occupation et les crimes de guerre commis par les forces d'occupation israéliennes dans les territoires. Certains sont déjà dans des prisons militaires depuis plusieurs mois pour ce « crime ». Dans leur lettre de protestation au Premier ministre Ariel Sharon ils disaient : « Quand le gouvernement élu va au-delà des valeurs démocratiques à l'encontre des chances pour une paix juste dans la région, nous n'avons pas d'autre choix que d'obéir à notre conscience et de refuser de prendre part aux attaques envers le peuple palestinien. Certains d'entre nous refuseront de servir au-delà de la Ligne verte, d'autres éviteront le service militaire par d'autres moyens. Nous considérons tous ces moyens comme légitimes et nécessaires, et nous demandons aux autres jeunes, conscrits, soldats dans l'armée et réservistes de faire de même. »*

### **Solidarité Palestine**

<http://www.solidarite-palestine.org>

Site web en Belgique • français

Solidarité, infos, articles dans de nombreux domaines

**À ne pas manquer !** Site d'information et de solidarité avec la Palestine, remarquablement fourni et à la mise à jour très régulière. Le plus complet des sites francophones.

### **Ta'ayoush • « Active co-existence »**

<http://www.taayush.org>

ONG en Israël, groupes locaux dans différentes villes • anglais

Action non-violente, militantisme

*Ta'ayush est un mouvement judéo-arabe qui s'est constitué après le massacre de Galilée en octobre 2000. Ta'ayush veut dire : coopération, convivialité. C'est une organisation où tout se fait à deux personnes, l'une israélienne, l'autre palestinienne.*

### **The Arab association for human rights**

Association arabe pour les droits de l'homme

<http://www.arabhra.org/index.htm>

ONG palestinienne en Israël, Nazareth • anglais, arabe

*Créée en 1988 par des avocats et des activistes, l'organisation travaille pour la promotion et la protection des droits politiques, civils, économiques et culturels de la minorité arabe palestinienne en Israël dans la perspective internationale des droits de l'homme, pour l'égalité et la non-discrimination, pour l'application de la protection internationale du droit des minorités.*

### **The Israeli Information Center for Human Rights in the Occupied Territories B'tselem (« in the image of »)**

Centre d'information israélien dans les Territoires occupés

<http://www.btselem.org/>

ONG en Israël, près de Jérusalem

Publications, cartes, témoignages, statistiques (morts/blessés, liberté de mouvement, démolitions, couvre-feux, prisonniers/détenus)

*Créé en 1989 par un groupe d'universitaires, d'avocats, de journalistes et de membres de la Knesset. Le centre a pour but d'informer et d'éduquer le public israélien et les responsables politiques sur les violations de droits de l'homme dans les Territoires occupés, de combattre le phénomène de déni au sein de la population israélienne, et d'aider à créer une culture des droits de l'homme en Israël. L'organisation agit d'abord pour changer la politique israélienne dans les Territoires occupés et pour que le gouvernement assure la protection des droits de l'homme aux résidents de ces territoires en appliquant le droit international. B'Tselem ne fait pas de distinction entre les violations commises par Israël et celles commises par l'Autorité palestinienne.*

### **The Palestine Monitor, the voice of civil society (la voie de la société civile) PNGO - The Palestinian Non Governmental network**

Le réseau des ONG palestiniennes

<http://www.palestinemonitor.org>

ONG en Palestine, Ramallah • anglais

Analyses, rapports, cartes

*Au début de la présente Intifada, le réseau des ONG palestiniennes a perçu un réel manque du point de vue palestinien dans les médias. Ce manque a été attribué au fait que peu de défense était mené au nom des Palestiniens, et quelle que soit la défense que les Palestiniens menaient, elle n'avait pas d'audience internationale. Palestine Monitor est le résultat de discussions entre un certain nombre de réseaux, incluant des ONG palestiniennes, des groupes de solidarité aux États-Unis et plusieurs réseaux d'ONG européens.*

### **The Parents Circle**

Le Cercle des parents

<http://theparentscircle.com>

ONG en Israël, Ramat-Efal • anglais, hébreu, arabe

Action non-violente, discussion

*Le Cercle des parents plaide en faveur de la paix et de la coexistence par le biais de la tolérance et du compromis. Plus de deux cent cinquante familles israéliennes et près de deux cents familles palestiniennes qui ont perdu leurs proches au cours de combats ou d'actes de terrorisme sont unies dans un mouvement qui mène campagne en faveur d'alternatives sociales et politiques dans le but de résoudre ce conflit mortel et de mettre un terme à ce gâchis insensé de vies humaines.*

### Une autre voix juive

<http://www.uneautrevoixjuive.com>

Opinion • Site web en France • français

*Devant la montée des menaces intégristes, chauvines, communautaristes, racistes et antisémites, devant les ingérences criminogènes, antidémocratiques, de la droite israélienne dans la société française, nous voulons faire entendre, obstinément, la voix de Français juifs, ou d'origine juive, qui soutiennent les idéaux de démocratie, de liberté, d'universalité des droits humains et des droits des peuples.*

### UPMRC • The Union of Palestinian Medical Relief Committees

<http://www.upmrc.org>

ONG en Palestine, Jérusalem • anglais, allemand

Assistance médicale

*Regroupe plus de mille professionnels et bénévoles de la santé. Face à la profonde détérioration des conditions sanitaires en Palestine occupée, l'UPMRC s'est donné pour objectif d'assurer un accès aux soins médicaux et préventifs à l'ensemble de la population palestinienne.*

### Yesh Gvul • « Il y a une limite »

<http://www.yesh-gvul.org/english>

ONG en Israël, Jérusalem • anglais, hébreu, français

Soldats qui refusent

*C'est un mouvement qui s'est constitué lors de la guerre du Liban en 1982-83 et qui rassemblait à l'époque des réservistes de l'armée israélienne qui refusaient de cautionner l'agression israélienne. Les militants de Yesh Gvul ne refusent pas tous systématiquement les obligations militaires, ni même de combattre, le cas échéant, pour Israël. Ils refusent de servir « de mauvaises causes », qui n'ont rien à voir avec la défense du pays : guerre extérieure (Liban), occupation militaire de territoires au détriment de l'exercice de la souveraineté palestinienne, défense de colonies illégalement implantées. Dans ces conditions le mouvement considère qu'« il y a une limite » : le respect de certains principes moraux est supérieur à celui d'ordres illégitimes.*

## **L'International Solidarity Movement**

**a le plaisir de vous présenter ses premiers sites francophones :**

<http://www.ism-france.org>

<http://www.ism-suisse.org>

*ISM est un mouvement qui est sorti tout droit du ventre de la deuxième Intifada. ISM soutient le droit des Palestiniens à résister contre l'occupation israélienne. Il s'agit d'un mouvement palestinien qui a pris le parti de s'engager concrètement aux côtés des gens les plus démunis et les plus menacés par la violence de l'armée israélienne. L'ISM est un élan de générosité. Il fait appel au génie et à la sincérité de chacun. Un mouvement — ouvert à tout être, à toutes confessions — qui est pressé d'agir, d'aller aux côtés des vivants, tant qu'ils sont encore vivants. ■*



# Documents divers

---

- *Le fond de la pensée d'Ariel Sharon*
- *Lettre d'un ancien président de la Knesset à ses amis palestiniens*
- *La lutte armée contre Israël a été une erreur*
- *Quand les colons étaient des Français... : texte d'Albert Camus*
- *Désobéissance militaire de 27 pilotes israéliens*
- *« Écoutez les pilotes »*
- *Du côté des sondages*
- *Monseigneur Michel Sabbath à Béthléem*
- *Quand le religieux révèle un repli identitaire*
- *Les sionistes chrétiens américains choyés en tant que force politique et touristique*
- *Apparition d'un mouvement de sionistes religieux dissidents, contre l'occupation.*

## LE FOND DE LA PENSÉE DE SHARON

---

« La guerre d'indépendance de 1948 n'est pas achevée. Non ! 1948 n'était qu'un chapitre », a déclaré Ariel Sharon. Dans le quotidien israélien *Haaretz* du 12 avril 2001.

## LETTRE D'UN ANCIEN PRÉSIDENT DE LA KNESSET À SES AMIS PALESTINIENS

Avraham BURG\*

104

Alternatives non violentes n° 128-129 • Palestiniens et Israéliens : faire parler la non-violence

**M**on *curriculum vitae* n'a rien de secret. Ma mère est née à Hébron en 1921, septième génération de juifs d'Hébron. Je suis de la huitième génération. Le lien profond qui rattache ma famille à la cité des patriarches fut durement atteint en été 1929, quand des émeutiers qui scandaient « mort aux juifs », ont massacré la moitié de ma famille. Et l'autre moitié ? Mon grand-père, mes oncles et tantes, et ma mère ont été sauvés par leur propriétaire arabe. Depuis, ma famille est divisée en deux. Une moitié ne fera plus jamais confiance à un Palestinien. L'autre moitié n'arrêtera jamais de rechercher des voisins avec lesquels faire la paix.

J'ai le droit au retour, dans la ville où est née ma mère, et d'où elle a été chassée. Je ne renoncerai jamais à ce droit, mais je n'ai aucune intention de l'exercer, parce que, outre mes titres de propriété, j'ai aussi le devoir de créer une vie libérée d'une mort et d'un conflit sans fin. Le droit à la vie de mes enfants et des enfants de Hébron prend le pas sur le droit de se massacrer mutuellement sur l'autel de la terre.

Il y a un mois, j'ai publié un article douloureux dans le quotidien le plus diffusé en Israël. Il finissait par ces mots : « *Ce qu'il faut, ce n'est pas le renversement politique du gouvernement Sharon, mais une vision d'espoir, une alternative à la destruction du sionisme et de ses valeurs par les sourds, les muets et les insensibles.* »

Depuis, on ne cesse de m'interroger : que dites-vous à vos amis arabes ?

Et, puisque nous sommes mutuellement le reflet de l'image de l'autre, quand je m'attaque à ma propre réalité nationale, j'ai le devoir de vous dire ce que je pense de ce qui se passe chez vous.

Je suis en colère. Je suis fou de rage. Je vois mes rêves et ceux de mes amis juifs et arabes se consumer

dans les flammes de l'extrémisme. Ce sont des flammes qui nous lèchent éternellement, ici au Moyen-Orient, des flammes dont je pensais que l'onde de la paix les aurait éteintes, mais dont j'observe qu'elles s'élèvent et consomment tout : les maisons, les corps, les rêves. Je vous en veux, à vous et aux terribles interprétations que vous permettez à trop de vos mentors religieux d'imposer au nom de Dieu. Mais j'ai fait un vœu. Je ne laisserai pas ma colère devenir ma conseillère. Je ne ferai pas de la vengeance une politique. Je ne haïrai pas. Et donc, je continuerai à croire. Naïvement ? Non, je croirai, je prierai, et je resterai sur mes gardes.

Et voici ce en quoi je crois : tout accord futur sera fondé sur les principes du compromis territorial. Quel est ce compromis ? Un compromis territorial n'est pas seulement un contrat immobilier. C'est une décision spirituelle prise par des peuples pour s'accepter mutuellement malgré des années d'hostilité et des puits de haine et de vengeance. Un compromis comme celui-là doit d'abord se faire entre une nation et elle-même. Je crois, avec une foi absolue, que la Terre d'Israël m'appartient. Ainsi est-il écrit dans la Bible, ainsi me l'ont appris ma mère de Hébron, à moi et à ses petits-enfants. [...]

Jusqu'à présent, vous avez servi d'éternelle excuse à tous les échecs des régimes arabes. Les réfugiés sont laissés à l'abandon en Syrie et au Liban, et pas de notre fait. Ces cinquante dernières années, Israël a absorbé des foules de réfugiés venus du monde entier sans rien attendre de personne. La plupart des États arabes n'ont pas levé le petit doigt pour les réfugiés palestiniens. Beaucoup ont jugé utile de préserver votre rage et votre humiliation. Ils savent que dès l'instant où l'indépendance de la Palestine sera déclarée, la face du monde arabe et musulman en sera changée, au point où l'on ne la reconnaîtra plus. [...]

Les forces de la démocratie, israéliennes et palestiniennes, ont face à eux une alliance d'autocrates corrompus et de théocrates intrigants, qui feront tout ce qui est en leur pouvoir pour empêcher la lumière de la démocratie de diffuser ses rayons d'espoir. Les démocraties sont plus riches, plus libres, et, plus important, bâties sur l'espoir et non sur la peur. Et ce qu'ils craignent avant tout est une société palestinienne sans peur. Voilà la vraie décision à laquelle vous êtes confrontés.

Jusqu'à aujourd'hui, vous avez été exploités par tout le monde : les États arabes, les extrémistes islamistes, Israël et vos propres dirigeants corrompus. Vous avez aujourd'hui l'occasion de prendre le destin palestinien entre vos mains. La transition de l'oppression à la libération nationale n'a rien de facile.

Parce que le monde ne m'offrira pas la sécurité tant qu'il ne vous l'offrira pas, je voudrais partager avec vous l'expérience historique de mon peuple. Durant des milliers d'années d'exil, nous avons été faibles, et avons agi selon les règles du faible. Et le monde, en particulier le monde chrétien, a aimé notre faiblesse. Notre faiblesse a symbolisé leur force, notre défaite leur victoire. Mais, en un moment historique, le mouvement sioniste est apparu, le mouvement de la renaissance nationale juive, et a pris le sort de notre peuple entre ses mains. Une direction courageuse et honnête a conduit son peuple opprimé à des réussites presque inimaginables. En un moment historique, nous avons décidé d'arrêter d'être faibles, et la nature de notre dialogue avec la famille des nations s'en est trouvée changée du tout au tout.

[...] Les attentats à la bombe ne laissent derrière eux que blessures et cicatrices. Personne au monde, même pas les plus ardents défenseurs de la cause palestinienne, n'accepte cette arme de suicide. C'est une arme de monstres, non de combattants pour la liberté. Et tant que vous ne la rejetez pas de votre sein, elle et ceux qui la permettent, vous n'aurez pas de partenaire de mon côté, ni moi, ni personne d'autre.

Et que se passera-t-il alors, quand nous serons partis et qu'apparaîtront à la surface les grands débats sur le caractère de votre État, religieux ou moderne, islamique ou laïque ? Comment ces questions seront-elles résolues ? Je suis prêt à parier dès aujourd'hui : il y aura des kamikazes. Le Hamas essaiera d'influer par la force sur ces décisions, par les moyens qu'il connaît.

Ce qui est bon pour Israël, c'est de renoncer au rêve du grand Israël, de démanteler les colonies, de quitter les territoires et de vivre en paix aux côtés d'un État palestinien, de combattre la corruption et de diriger toute son énergie vers l'intérieur, vers la société israélienne. Et pour vous ? Pareil. Renoncer au fantasme de nous chasser d'ici et de retourner dans vos villages qui pour la plupart n'existent plus. Combattre la corruption qui vous détruit de l'intérieur, et diriger tous vos talents et toutes vos ressources pour bâtir une société arabe exemplaire : un modèle palestinien qui révolutionnera le monde arabe, apportant une démocratie musulmane à la région et fera de votre peuple un pont entre l'Orient et l'Occident.

Une histoire venue du fond des âges raconte qu'un sage pouvait répondre à toutes les questions. L'un de ses disciples décida de le piéger. Le disciple attrapa un papillon et le tint dans son poing. Il vint trouver le sage et lui dit : « *Qu'y a-t-il dans ma main ? un papillon vivant, ou un papillon mort ?* » S'il dit vivant, pensait le disciple, je l'écraserai et s'il dit mort, j'ouvrirai la main et laisserai le papillon révéler l'échec du sage aux yeux du monde. Mais le sage le regarda dans les yeux et dit : « *Tout est entre tes mains.* »

Un avenir de vie ou de mort, des enfants avec de l'espoir ou du désespoir, une nation palestinienne respectée ou méprisée ? Tout est entre vos mains. ■

*\*Avraham Burg a été président de la Knesset de 1999 à 2003. Ancien président de l'Agence Juive, il est actuellement député du Parti travailliste. Cet article a été publié le 17 septembre 2003 dans Al Qods, quotidien de Jérusalem Est, en langue arabe.*

## « LA LUTTE ARMÉE CONTRE ISRAËL A ÉTÉ UNE ERREUR »

David GROSSMAN\*

### Déclaration de Mohammed DAHLAN, ex-commandant en chef des forces de sécurité de l'Autorité palestinienne.

Lors du troisième anniversaire du début de l'Intifada, Mohammed Dahlan, commandant en chef sortant des forces de sécurité de l'Autorité palestinienne, a dit que les activistes avaient fait une erreur en utilisant les armes contre Israël, et n'avaient pas compris que le monde avait changé depuis le 11 septembre.

La violence a « joué contre notre lutte nationale », a déclaré Mohammed Dahlan, dont les remarques ont été publiées lundi, alors que des milliers de Palestiniens marquaient cet anniversaire par des marches en Cisjordanie.

À Naplouse, des activistes ont défilé avec de fausses ceintures d'explosifs et ont brûlé un bus israélien miniature, suivis par une foule de plusieurs milliers de personnes.

Le Hamas, responsable de nombreux attentats suicides contre Israël, a marqué l'anniversaire dimanche en déclarant être décidé à continuer la lutte. Il a réitéré son opposition à la feuille de route, et a appelé le nouveau gouvernement palestinien à affirmer le droit des Palestiniens à résister à l'occupation.

Mohammed Dahlan, qui pendant quatre mois a été le chef de la sécurité dans le gouvernement de Mahmoud Abbas, a dit que les activistes avaient mal évalué la situation.

« Le recours à la violence armée au cours de certaines phases de l'Intifada palestinienne, de la manière dont cela a été fait, s'est révélé jouer en défaveur de notre lutte nationale », a déclaré Mohammed Dahlan au journal libanais en langue anglaise, *Daily Star*, dans un entretien par email.



« Nous avons espéré que les différentes factions palestiniennes comprendraient le monde nouveau qui a émergé après le 11 septembre 2001 », a dit Mohammed Dahlan. « Chaque phase d'une lutte nationale possède ses propres caractéristiques et ses propres moyens. Ce qui est positif à un certain moment peut être contre-productif à d'autres. » ■

Sur le site web de *La Paix maintenant* (France) :  
<http://lapaixmaintenant.org/>

## QUAND LES COLONS ÉTAIENT DES FRANÇAIS ET LES « TERRORISTES » DES ARABES ALGÉRIENS

François MARCHAND\*

**Albert Camus, un Français d'Algérie, s'est beaucoup exprimé et ses vains appels d'alors relèvent toujours d'une tragique actualité qui se répète...**

*« Si du moins, une certaine surenchère pouvait prendre fin ! À quoi sert désormais de brandir les unes contre les autres les victimes du drame algérien ? Elles sont de la même tragique famille et ses membres aujourd'hui s'égorgent en pleine nuit, sans se reconnaître, à tâtons, dans une mêlée d'aveugles.*

*Cette tragédie d'ailleurs ne fait pas pleurer tout le monde. On en voit qui exultent, quoique de loin. Ils sermonnent, mais sous leurs airs graves, c'est toujours le même cri : "Allons ! Encore plus fort ! Voyez comme celui-ci est cruel, crevez-lui donc les yeux !" Hélas, s'il est encore en Algérie des hommes qui aient du retard dans cette course à la mort et à la vengeance, ils le rattraperont à toute allure. Bientôt l'Algérie ne sera peuplée que de meurtriers et de victimes. Bientôt les morts seuls y seront innocents.*

*Je sais, il y a une priorité de la violence. La longue violence colonialiste explique celle de la rébellion. Mais cette justification ne peut s'appliquer qu'à la rébellion armée. Comment condamner les excès de la répression si l'on ignore ou l'on tait les débordements de la rébellion ? Et inversement, comment s'indigner des massacres des prisonniers français si l'on accepte que des Arabes soient fusillés sans jugement ? Chacun s'autorise du crime de l'autre pour aller plus avant. Mais à cette logique, il n'est pas d'autre terme qu'une interminable destruction.*

*"Il faut choisir son camp", crient les repus de la haine. Ah ! Je l'ai choisi ! J'ai choisi mon pays, j'ai choisi l'Algérie de la justice, où Français et Arabes s'associent librement ! Et je souhaite que les militants arabes, pour préserver la justice de leur cause, choisissent aussi de condamner les massacres des civils, comme les Français, pour sauver leurs droits et leur avenir, doivent condamner ouvertement les massacres répressifs. » ■*

Extraits de « Appel pour une trêve civile », 1956, édité dans le recueil *Les Chroniques algériennes*.

\* Directeur de l'IRNC.

## DÉSObÉISSANCE MILITAIRE DE 27 PILOTES ISRAÉLIENS

Amos HAREL\*



Avion israélien de combat (DR)

**Un groupe de vingt-sept pilotes d'active et de réserve ont envoyé une lettre à Dan Halutz, commandant en chef de l'armée de l'Air, y déclarant qu'ils refusaient de participer à des opérations contre les Palestiniens dans les Territoires.**

*« Nous soussignés, anciens pilotes et pilotes encore en activité, qui avons servi et continuerons à servir l'État d'Israël, de nombreuses semaines chaque année, refusons d'obéir à des ordres de mission illégaux et immoraux, du type de celles effectuées par Israël dans les territoires », écrit le groupe.*

*« Nous, qui avons été éduqués pour aimer l'État d'Israël, et pour contribuer à l'effort sioniste, refusons de prendre part aux attaques des forces aériennes contre des centres de populations civiles. »*

Le groupe fait référence à la politique israélienne des assassinats cibles contre certains activistes palestiniens des territoires. Des dizaines de civils ont été tués au cours de ces frappes, qui ont commencé quelques mois après le début de l'Intifada en septembre 2000.

*« Les pilotes qui refusent d'obéir aux ordres devront affronter la loi »,* a dit Dan Halutz, en réponse à la lettre. *« Il n'existe aucun corps, aucune armée plus humaine et morale que nous »,* a-t-il ensuite affirmé. Puis il a ajouté que si ces pilotes ont reçu un ordre immoral, ils auraient dû en informer leurs supérieurs, et non envoyer une lettre.

Le ministre de la Défense, Shaul Mofaz, a réagi à la lettre en disant que celle-ci n'était que politique, et n'avait rien à voir avec la moralité.

Le ministre de Construction et du Logement, Effie Eitam (Parti national religieux) a demandé la révocation des pilotes, et a déclaré que cette lettre constituait la concrétisation de la vision de Yasser Arafat : la désintégration de la société israélienne.

Parmi les vingt-sept signataires figure le général Yiftah Spector, chef d'escadron pendant la guerre de Kippour. ■

\*Journaliste. Cet article est paru le 25 septembre 2003 dans Haaretz, le grand quotidien d'Israël.

## ÉCOUTEZ LES PILOTES

David GROSSMAN\*

Maintenant que la fureur déclenchée par la déclaration des pilotes s'est un peu calmée, il est peut-être temps de les écouter attentivement et de se pencher sur l'essence de ce qu'ils ont voulu dire à travers leur protestation. Même si, en fin de compte, « la voix des masses » leur impose silence, et même si certains d'entre eux se rétractent, ce qu'ils ont dit conserve toute sa validité et toute son importance. Il faut faire preuve d'un minimum d'honnêteté et reconnaître qu'un gouvernement et un peuple qui envoient en leur nom leurs fils accomplir un travail difficile et souvent sale dans cette guerre très particulière, doivent écouter, pour une fois, et de façon sincère, ce que ceux qui font ces choses en leur nom ont à leur dire.

Le fond du message des pilotes est que les Palestiniens sont en ce moment capables de porter des attaques qui font mal contre Israël et les citoyens israéliens, que la guerre qui fait rage est toujours, au bout du compte, une guerre entre une puissance militaire et une population civile. Dans ce genre de guerre, Israël doit s'imposer des limites, de natures pratiques et morales.

Les pilotes rappellent aux Israéliens que même si le but d'une action militaire est de frapper un assassin qui doit mourir, quand un État donne l'ordre de larguer une bombe d'une tonne sur un quartier résidentiel situé dans l'endroit où la densité de population est la plus forte du monde, et en sachant parfaitement que des centaines de civils innocents peuvent être atteints, cette action, dans une mesure significative, emploie les méthodes d'une organisation terroriste. Et quand un État donne l'ordre à ses pilotes de lancer des missiles contre une voiture qui roule au milieu de passants,

même si l'ordre n'est pas destiné à frapper ceux-ci intentionnellement, la nature de l'action, comme ses conséquences, s'apparentent à celles d'une organisation terroriste.

Un État n'a pas le droit d'agir de la même manière qu'une organisation terroriste. Il faut s'en souvenir aujourd'hui aussi, alors que notre sang bout après l'attentat brutal de Haïfa. L'une des raisons en est l'influence destructrice de ces modes d'action sur la société elle-même. Une autre raison est qu'un État n'a pas le droit de perpétrer des assassinats, des meurtres et des exécutions sans jugement, parce qu'alors, il perd toute la légitimité dont il se réclame face aux organisations terroristes.

Et quand le commandant en chef de l'armée de l'Air d'Israël dit que « *quiconque commet un meurtre contre des enfants en Israël doit tenir compte du fait qu'autour de lui, il y a aussi des enfants qui peuvent se faire tuer* », il doit comprendre qu'un tel argument est à double tranchant, même si Israël ne frappe pas des enfants intentionnellement.

Un gouvernement entêté, qui depuis longtemps maintenant torpille toute chance de négociation et qui n'utilise que de la force, encore de la force et toujours de la force vis-à-vis des Palestiniens, condamne ses soldats à souffrir des affres de dilemmes moraux insupportables. A-t-il le droit de leur tourner le dos, de se sentir insulté et choqué, quand ces hommes, après tant d'années, commencent à se rendre compte de la manière dont ils sont utilisés ? N'est-ce pas le moment de se confronter au contenu de ce qu'ils ont à dire, et de regarder droit dans le miroir qu'ils tendent (courageusement, et en toute conscience du prix qu'ils auront à payer) à la société israélienne tout entière ?

Tsahal a toujours proclamé fièrement que pour ses forces aériennes, ce qui comptait n'était pas l'avion mais le pilote, l'homme dans la machine. Tout soldat israélien a été élevé dans le principe de la pureté des armes, et dans la croyance que Tsahal est l'armée la plus humaine et la plus morale du monde. Comment l'état-major peut-il nier aujourd'hui qu'il y a des gens, dans les avions et dans les hélicoptères ? Quelle est la raison de l'insensibilité hermétique de la majorité du public, qui n'envisage même pas une seconde d'écouter la détresse de gens dont il est exigé, non seulement de mener une guerre contre l'ennemi, mais aussi de prendre sur leur conscience, pour la vie, le fait de tuer sans nécessité des hommes, des femmes et des enfants innocents ?

Il y a quelque chose dans la réaction violente et presque hystérique du public qui donne l'impression que le phénomène de la « foule lyncheuse » qui s'en est prise aux pilotes ne provient pas seulement de leur refus d'accomplir leurs missions : il semble que ce qu'ont fait les pilotes de plus difficile, jusqu'à en être insoutenable, c'est d'avoir fait voler en éclats la couche protectrice dont les Israéliens s'étaient enveloppés pendant des années, pour ne pas savoir ni comprendre ce qui se faisait vraiment en leur nom.

C'est, peut-être, ce qu'il y a derrière l'absurde accusation de trahison dont on les accable : s'ils ont trahi, ils n'ont trahi qu'un gigantesque déni consensuel, un aveuglement collectif. Pendant un court instant, les pilotes ont réussi à faire ce lien effrayant entre ce que fait Israël dans les territoires depuis trente-six ans et les attentats terroristes ; et cela, apparemment, ne leur sera pas pardonné facilement. On peut choisir de ne pas lire les reportages d'Amira Hass et de Gideon Levy, mais quand des pilotes hébreux, la chair de la chair du consensus israélien, le joyau de la couronne israélienne, nous forcent à regarder, ne serait-ce qu'un fugace instant, au cœur de des ténèbres, le premier instinct nous dicte de sortir de là, de raccommo-der très vite le gilet de sauvetage déchiré qui nous protège du savoir et de l'entendement, et de passer immédiatement, comme Tsahal nous l'a appris, à la contre-attaque. ■

*\*Journaliste. Article paru le 8 octobre 2013 dans Haaretz.*



## DU CÔTÉ DES SONDAGES

### 1) **SONDAGE DANS LES TERRITOIRES OCCUPÉS, EFFECTUÉ LE 30 SEPTEMBRE 2003**

Principaux résultats :

- le soutien à Yasser Arafat est le plus haut jamais constaté depuis le début de l'Intifada (plus de 73 %) ;
- 55 % soutiennent les attentats suicides ;
- le soutien à l'Intifada est reparti à la hausse depuis juin dernier, et atteint 56 %.

Sondage effectué par le *Palestinian Center for Public Opinion* (PCPO), sous la direction du D<sup>r</sup> Nabil Kukali, entre le 25 et le 29 septembre 2003.

Échantillon : aléatoire, adultes de 18 ans et plus, de Cisjordanie (y compris Jérusalem-Est) et de la Bande de Gaza.

Marge d'erreur : + ou - 3,59 %

Âge moyen des personnes interrogées : 32 ans

Hommes 52,8 %, femmes 47,2 %

Lieu de résidence : villes 55,3 %, villages 27,2 %, camps de réfugiés 17,5 %

Taille moyenne des familles : 7,21

Nombre moyen d'années de scolarisation : 12,24

En substance :

70,2 % des personnes interrogées considèrent que leur situation économique générale est mauvaise.

58,1 % s'inquiètent, à des degrés divers, pour leurs moyens de subsistance.

47,0 % sont pessimistes pour l'avenir.

73,7 % soutiennent, à des degrés divers, le président Arafat.

56,3 % soutiennent la poursuite de l'Intifada, 30 % souhaitent son arrêt.

Extraits des résultats complets du sondage (plus comparaison le cas échéant avec les résultats obtenus lors de sondages précédents) :

1. *Si Israël continue à imposer un siège économique et une ceinture de sécurité sur les territoires palestiniens, votre soutien à l'Intifada augmenterait-il ou diminuerait-il ?*

Augmenterait 44,2 % (avril 2003, 28,4 % - février 2003, 35,9 %)

Diminuerait 18,4 % (avril 2003, 21,6 % - février 2003, 21,7 %)

Aucune différence 23,5 % (avril 2003, 24,5 % - février 2003, 21,3 %)

Sans opinion 13,9 % (avril 2003, 28,7 % - février 2003, 17,9 %)

2. *Avec trente-six mois de recul, pensez-vous que l'actuelle Intifada a servi ou desservi les intérêts palestiniens ?*

Considérablement servi 14,1 % (avril 2003, 12,6 % - novembre 2002, 13,3 %)

Servi dans une certaine mesure 32,8 % (avril 2003, 33,8 % - novembre 2002, 28,4 %)

Desservi dans une certaine mesure 17,2 % (avril 2003, 17,1 % - novembre 2002, 15,8 %)

Considérablement desservi 23,0 % (avril 2003, 21,8 % - novembre 2002, 25,1 %)

Sans opinion 12,9 % (avril 2003, 14,7 % - novembre 2002, 17,4 %)

3. *Croyez-vous que si le gouvernement israélien prenait des mesures sérieuses et sincères pour lever le*

*siège et la ceinture de sécurité sur les territoires palestiniens, cela calmerait les violences ?*

Oui 23,2 % (avril 2003, 26,8 % - novembre 2002, 28,7 %)

Dans une certaine mesure 43,1 % (avril 2003, 46,8 % - novembre 2002, 35,8 %)

Non 25,4 % (avril 2003, 18,0 % - novembre 2002, 25,8 %)

NSP 8,3 % (avril 2003, 9,2 % - nov. 2002, 9,7 %)

*4. Si des élections municipales avaient lieu aujourd'hui, pour quel parti voteriez-vous ?*

Parti du Peuple 2,2 % (novembre 2002, 2,1 %)

FPLP 7,1 % (novembre 2002, 9,9 %)

Fatah 29,1 % (novembre 2002, 30,3 %)

Hamas 19,2 % (novembre 2002, 18,0 %)

FDLP 3,1 % (novembre 2002, 3,1 %)

Jihad islamique 6,9 % (novembre 2002, 6,4 %)

Fida 2,2 % (novembre 2002, 2,4 %)

FP (Abou Nidal) 1,9 %

Indépendants 11,7 % (novembre 2002, 8,8 %)

Aucun des partis cités 12,8 % (nov. 2002, 12,0 %)

Autre 2,7 % (novembre 2002, 7,0 %)

*5. Dans quelle mesure soutenez-vous le président Arafat ?*

Soutien fort 41,6 % (avril 2003, 31,7 % - novembre 2002, 20,2 %)

Soutien relatif 32,1 % (avril 2003, 32,7 % - novembre 2002, 18,1 %)

Opposition relative 16,3 % (avril 2003, 22,3 % - novembre 2002, 21,7 %)

Opposition forte 4,6 % (avril 2003, 7,2 % - novembre 2002, 16,1 %)

Sans opinion 5,4 % (avril 2003, 6,1 % - novembre 2002, 23,9 %)

*6. Certains en Cisjordanie et dans la bande de Gaza soutiennent la continuation de l'Intifada, d'autres appellent à la cesser. De laquelle de ces deux opinions vous sentez-vous le plus proche ?*

Continuer l'Intifada 56,3 % (juin 2003, 44,9 % - novembre 2002, 73,0 %)

Cesser l'Intifada 30,9 % (juin 2003, 37,0 % - novembre 2002, 19,6 %)

NSP ou refuse de répondre 12,8 % (juin 2003, 18,1 % - novembre 2002, 7,4 %)

*7. Dans quelle mesure êtes-vous d'accord avec l'affirmation suivante : « Il ne peut y avoir de croissance économique ni de prospérité véritables pour les Israéliens et les Palestiniens sans un accord de paix entre eux » ?*

Absolument d'accord 21,5 %

Relativement d'accord 36,8 %

Relativement pas d'accord 10,0 %

Absolument pas d'accord 18,1 %

NSP 12,8 %

*8. Certains en Cisjordanie et dans la bande de Gaza soutiennent les attentats suicides, d'autres soutiennent leur arrêt. De laquelle de ces deux opinions vous sentez-vous le plus proche ?*

Ces attentats doivent cesser 27,2 % (mars 2003, 43,0 % - novembre 2002, 29,8 %)

Ces attentats doivent continuer 54,9 % (mars 2003, 38,3 % - novembre 2002, 45,3 %)

NSP ou refuse de répondre 17,9 % (mars 2003, 18,7 % - novembre 2002, 24,9 %)

D'après le site Internet de *La Paix maintenant* (Shalom akhshav - Israël) : [www.peacenow.org.il](http://www.peacenow.org.il)  
Adresse : PO Box 29828, Tel Aviv, Israël.

## 2) DU CÔTÉ ISRAËLIEN. SONDAGE DU 2 SEPTEMBRE 2003

Les Israéliens veulent un nouveau cessez-le-feu, et mettent en doute la tactique de l'armée. Le récent sondage de Globes-Smith montre que l'opinion israélienne s'interroge sur les développements du conflit israélo-palestinien après le choc causé par l'attentat de Jérusalem.

À la question de savoir si Israël doit donner une deuxième chance au cessez-le-feu avec les Palestiniens, 52 % expriment un avis favorable, 42 % sont défavorables, et 5 % ne répondent pas.

Concernant l'évaluation du succès d'Israël dans sa lutte contre le terrorisme, en réponses cumulées, 24 % seulement répondent que la guerre est une réussite, 75 % qu'elle est un échec, soit un rapport de 3 pour 1, et cette proportion transcende les clivages droite-gauche.

Ce pessimisme se reflète aussi dans les réponses à la question de savoir si le terrorisme palestinien va se renforcer ou s'affaiblir dans les prochains mois. Une nette majorité (60 %) dit que le terrorisme palestinien ne peut être éliminé par des seuls moyens militaires, et 35 % que l'approche tout-militaire est la bonne (5 % sans réponse). Les réponses à la même question, il y a un an, donnaient 41 % pour une approche exclusivement militaire, et 52 % qui n'y croyaient pas.

Il s'avère que le camp de la droite, pour qui la solution du conflit ne peut être atteinte que par des moyens militaires, s'est très nettement érodé depuis un an.

L'opinion est divisée sur l'évaluation de l'action du Premier ministre Ariel Sharon dans sa guerre au terrorisme et pour la sécurité. 47 % (réponses cumulées) lui accordent un satisfecit, 48 % se montrent critiques, ce qui n'est pas un bon score pour ce qui est considéré comme le point fort d'Ariel Sharon.

De façon générale, Ariel Sharon obtient 46 % d'opinions favorables, contre 53 % d'opinions défavo-

rables, pour son action en tant que Premier ministre. En mars dernier, Ariel Sharon obtenait 63 % d'opinions favorables, et 60 % en juin, ce qui indique que l'opinion sur Sharon est passée de nettement favorable à nettement défavorable.

Néanmoins, vu le manque d'alternatives crédibles à Sharon, une grande partie du public (59 %) pense que Sharon ira au terme de son mandat, soit quatre années d'exercice du pouvoir.

Source : *Globes*, 28 septembre 2003.  
Synthèse effectuée et transmise par APN,  
*Americans for Peace Now*.

## 3) 59 % D'EUROPÉENS CONDAMNENT L'ÉTAT HÉBREU

« *Nous sommes non seulement tristes mais indignés* », a réagi le 3 novembre 2003 l'ambassade israélienne auprès de l'Union européenne, après la publication d'un sondage Eurobaromètre.

Près de 6 Européens sur 10 (59 %) placent Israël en tête des pays qui menacent la paix dans le monde, devant l'Iran, la Corée du Nord... et les États-Unis — tous trois à 53 %. Israël déplore d'être traité comme un État « paria », alors qu'il ne fait que se défendre contre « le terrorisme » (lu dans *Libération* du 4 novembre 2003 ; d'après AFP et Reuter). ■

## MONSEIGNEUR MICHEL SABBAH À BETHLÉEM

### Texte de l'allocution lors de la célébration du trentième anniversaire de l'Université de Bethléem, le 2 octobre 2003.

1. Nous célébrons ce soir le trentième anniversaire de l'Université de Bethléem. Trente ans d'efforts continus de la part de la direction, des professeurs et des élèves, pour apprendre et pour construire la société. C'est une occasion pour dire merci et pour reconnaître tant de fatigues et d'efforts. Nous nous souvenons du pèlerinage du pape Paul VI en 1964, et nous lui exprimons notre gratitude en premier lieu, car il voulut, à l'occasion de son pèlerinage, créer cette Université et en faire un don à la ville de Bethléem, afin de procurer aux jeunes une occasion d'apprendre sans avoir à quitter leur pays.

En deuxième lieu, c'est aux Frères de la Salle que nous exprimons notre gratitude. Ils ont consenti à prendre en main l'administration de cette université. Ils ont consenti à vivre dans des circonstances difficiles et à partager nos souffrances et nos espérances. L'université de Bethléem fut créée afin de rendre possible aux jeunes Palestiniens de rester dans leur terre et de travailler à sa croissance et à sa prospérité, afin d'apprendre ainsi comment se comporter face à l'Occupation militaire et à la limitation de leur liberté.

2. Dans mon adresse, ce soir, je veux parler de la religion, et particulièrement ici en Palestine. Les Palestiniens sont croyants, musulmans et chrétiens. Le musulman considère cette terre comme terre consacrée à Dieu, il y vit et il y révère la sainteté de Dieu. Il se voit comme le gardien de cette terre de Dieu, dans laquelle il vit. Pour le chrétien, cette terre est la terre sainte par excellence, avant tout lieu saint ou lieu de pèlerinage dans le monde. Elle est la terre des racines : ici est né

Jésus, ici il a enseigné ; il y est mort et ressuscité dans la gloire. Pour les Juifs aussi, elle est la terre sainte, la terre de la foi et des racines. Et c'est à cause de cette sainteté, en plus des causes politiques locales et mondiales, que le conflit a lieu en elle.

3. Dans notre patrimoine religieux et culturel, la foi reste mêlée aux déformations causées par les tendances tribales et individuelles en nous. Dieu est encore défendu aujourd'hui par la violence et par le massacre de ses enfants, ce qui est une violation de son image, de son esprit en eux et de son amour pour eux. La question se pose naturellement : comment l'homme croyant, en toute religion, peut-il arriver à se croire chargé d'annoncer le nom de Dieu et de le faire connaître, en tuant les enfants de Dieu ?

Nous avons hérité en même temps, la foi en Dieu et le refus de celui qui est différent de nous dans sa foi. Le chrétien refuse le musulman parce qu'il est différent de lui. Le musulman refuse le chrétien parce qu'il est différent de lui. Et ce refus religieux est doublé du refus sur le plan tribal. Tout cela se manifeste aujourd'hui dans la confusion que nous vivons à l'intérieur de la société palestinienne, ici, à Bethléem et ailleurs aussi. Certes nous avons pu réaliser quelque chose de positif : la fraternité entre chrétiens et musulmans s'est développée, grâce à des multiples efforts, grâce au partage des mêmes épreuves et grâce au sang versé ensemble. Mais cette fraternité reste limitée et superficielle. La société devrait aider les individus à parvenir, avec la fidélité totale à leur foi respective, islam ou christianisme, à une nouvelle vision de leur foi en Dieu, le Dieu dans lequel ils croient et à qui ils offrent leur vie, et à une nouvelle vision capable d'embrasser et d'accueillir tous les enfants de Dieu, même ceux qui sont, par leur religion, différents de nous.

4. Dieu est amour et paix. Les croyants en lui doivent vivre l'amour et la paix. Et qui vit l'amour et la paix obtient tous ses droits. Car l'amour et la paix ne veulent pas dire l'abandon des droits, au contraire ils en sont la meilleure garantie. Mais nous vivons dans une réalité avec laquelle il est difficile de comprendre un tel langage. Notre réalité, c'est l'occupation, les assassinats, les démolitions des maisons et de l'agriculture, le mépris de la dignité humaine, les barrières militaires sur lesquelles le militaire israélien se divertit à humilier la personne humaine palestinienne... Et dans la logique des hommes, non celle de Dieu, on répond à la violence par la violence et à l'agression par l'agression, et si la personne est incapable de se venger elle remplit son âme de haine, en attendant le temps de se venger. Cette logique peut sembler normale pour plusieurs. Mais ce n'est pas tout ce que peut faire le croyant en Dieu. Le croyant en Dieu peut faire plus que haïr et se venger. Il peut réclamer tous ses droits, il peut refuser l'occupation et l'oppression et toutes les humiliations, et s'il veut dans sa guerre se comporter comme croyant, il a une force spirituelle qui le rend capable de vaincre, et de mettre fin à toute oppression, et de contraindre l'ennemi, quelles que soient sa force et sa tyrannie, à se soumettre à la paix et à la force de l'esprit que porte le croyant en lui.

Il y eut des guerres de religion, en toute culture. Dans toute religion et dans toute culture, l'homme a brandi la bannière de Dieu et a tué son frère l'homme. Aujourd'hui, pour tout croyant mûr, en toute religion, ces guerres sont à être re-examinées et re-évaluées, afin que la mentalité dans laquelle elles furent faites ne reste plus la norme d'action dans le présent ou dans l'avenir. Toutefois, le changement de pareille mentalité est chose difficile. Car il exige des transformations dans l'âme aussi profondes que la vie elle-même. Les peuples croyants ont besoin de sang nouveau. Le croyant a besoin de purifier sa religion de tout ce qui ne l'est pas, de tout ce qui n'est pas de Dieu, de tout ce qui est faiblesse et discorde provenant de l'âme humaine, qui transforme le don de Dieu et la foi en lui en haine et refus du frère. Il est requis une transformation entière

dans l'esprit du croyant et dans les structures sociales qui encadrent sa foi, la guident et la nourrissent. Et c'est une chose difficile, presque impossible. Oui, dans l'histoire chrétienne, il y a l'expérience des ascètes et des anachorètes ; en islam il y eut aussi celle des mystiques ; ce furent des croyants qui ont essayé de se détacher et de purifier leur foi du mal qui naît en eux, dans leur personne humaine blessée par le péché, et ils y ont réussi. Mais il n'est certes pas imaginable que tous puissent prendre cette voie de détachement et d'ascétisme, et de croire en Dieu principe d'amour et de paix, sans que leur foi ne passe par les guerres et les haines qui naissent dans l'âme de la personne humaine, en plus des tensions tribales et individuelles qui déforment la pureté de la foi. Et cependant quelques-uns doivent arriver à ce degré de détachement. Ces quelques-uns sont les chefs et les responsables. Oui, surtout en cette période de l'histoire, les chefs et les responsables doivent être non des gouverneurs dictateurs, mais des serviteurs forts, et dont le détachement les rend plus forts et meilleurs serviteurs.

5. Aujourd'hui en Palestine il y a des chrétiens et des musulmans. Comment vivent-ils ? Les uns se leurrent et disent : les rapports entre nous ont toujours été exemplaires ; et, aujourd'hui, c'est l'unité nationale, et la situation est des plus tranquilles. Non, la situation n'est pas des plus tranquilles. Il y a des bons rapports, certes, il y a des amitiés et une estime réciproque, à un niveau limité entre Palestiniens, au niveau de l'Autorité, du président Arafat et de ceux qui l'entourent, au niveau des intellectuels, des chefs religieux ou dans le domaine de la politique, mais pour la majorité l'équilibre dans les rapports reste à réaliser, et cela est nécessaire afin de prévenir tensions et crises ; afin de ne pas nous opprimer les uns les autres, et devenir ainsi trop faibles pour écarter l'oppression qui nous vient de l'extérieur. Nous avons besoin d'un renouveau radical. La naissance de l'État palestinien n'a pas besoin seulement de mettre fin à l'occupation. Elle a besoin, avant et après

l'occupation, d'écarter plusieurs points négatifs à l'intérieur de nos consciences ; et cela est en notre pouvoir et n'a pas besoin de pourparlers ; il suffit que chacun fasse son examen de conscience, les responsables de la société palestinienne, les chefs religieux, et ceux responsables de l'éducation, afin de jeter les bases d'une nouvelle société palestinienne.

Les programmes de l'éducation religieuse doivent tous changer afin d'y enseigner à tous que tous les citoyens sont frères, même s'ils sont différents par la religion, et afin d'y enseigner clairement qu'il y a des religions différentes, qu'il faut connaître et respecter. Alors, le musulman et le chrétien pourront être tranquilles. Alors le musulman et le chrétien mettront la main dans la main pour un nouveau début, pour une nouvelle vie et une nouvelle culture, musulmane et chrétienne, qui procurera à tous la tranquillité voulue. Alors le chrétien et le musulman auront une nouvelle force et une nouvelle énergie spirituelle pour mettre fin à l'occupation et à ses oppressions et pour récupérer leur liberté et leur dignité.

On a beaucoup parlé en ces jours de la Constitution palestinienne. On s'interroge au sujet de la religion d'État : l'islam sera-t-il religion d'État et la source principale de la législation ? Inutile de discuter sur ce sujet, si nous ne pensons qu'à réaliser des gains ou des pertes, chacun pour soi, chrétien ou musulman, aux dépens de l'autre : là nous serions comme qui joue à tirer la corde, chacun tire de son côté et veut que l'autre perde. La vie nous impose d'être tous les deux d'un seul côté réalisant des gains communs à nous deux. Personne ne gagne si l'autre perd. Le gain commun pour nous est de voir naître une Palestine nouvelle avec un visage nouveau qui inspire confiance et tranquillité au musulman et au chrétien pareillement. La Palestine est terre sainte et nous devons savoir être ses gardiens pour l'humanité. Si nous pouvions nous élever à cette vision nous pourrions alors trouver pour la Constitution palestinienne les expressions qui conviennent et qui expriment toute une nouvelle culture, sinon nous reste-

rons à nous disputer les uns les autres et à tirer la corde chacun de son côté inutilement.

La Palestine est terre sainte pour les trois religions monothéistes, pour ses habitants et pour tous les croyants du monde. Elle est patrimoine de l'humanité et nous devons l'administrer, nous, tous les enfants de cette terre, avec un esprit capable d'embrasser et d'accueillir le monde entier. D'un autre côté, il n'est pas vrai que la fidélité du croyant à sa religion l'oblige à étouffer l'ampleur et l'universalité de cette vision. La religion est plus ample et plus universelle que nos cœurs trop étroits pour accueillir ceux qui sont différents, et trop petits pour voir le visage de Dieu en eux. La Palestine est la terre de Dieu ; elle lui appartient, elle a donc besoin d'une Constitution qui réfléchisse cette ampleur de l'amour de Dieu et de la fraternité des enfants de Dieu dans cette terre qu'il a sanctifiée et dans laquelle il a voulu dans son mystère nous rassembler.

6. Voilà un domaine qui relève de la responsabilité de cette Université : former des intelligences et des cœurs amples comme le cœur de Dieu, former des musulmans fidèles à leur religion et des chrétiens fidèles à leur religion, mais les former à une fidélité qui trouve sa plénitude dans la vision et l'amour de l'autre, différent, et non dans un égoïsme qui sera un nouvel esclavage qui s'ajoute à celui que nous subissons déjà dans notre vie politique.

Je souhaite à cette Université, après trente années de vie, de persévérer dans sa mission, à savoir, être capable de donner cette formation humaine ample et universelle à tous ses étudiants. Elle deviendra ainsi un agent de progrès et de croissance dans cette ville, et contribuera par son service offert à tous à créer une Palestine nouvelle. Elle deviendra ainsi un agent de justice et de paix par l'énergie spirituelle nouvelle qu'elle communiquera à tous ses étudiants. ■

## QUAND LE RELIGIEUX RÉVÈLE UN REPLI IDENTITAIRE

Yvette BAILLY\*

### Réflexion après un voyage en Palestine et Israël en novembre 2003.

#### LE TEMPS

L'organisation de l'espace a une incidence sur le temps. Il est très difficile d'évaluer le temps de déplacement, cela tient à l'intensité du trafic, aux plans de circulation qui changent sans cesse à cause des chantiers en cours et l'ouverture de nouvelles routes, et à la présence des *check points*. Puis il y a quelquefois des décisions de bouclages des Territoires occupés, ou d'instauration du couvre-feu. C'est l'arbitraire qui fait loi pour le passage des *check points*, donc la rapidité de passage va dépendre de l'humeur et de la personnalité des soldats présents. Ce sont des lieux de tension. Du fait des routes coupées au niveau des *check points*, il y a toujours d'immenses embouteillages autour de ces lieux de passage, les taxis attendent de part et d'autre de la guérite, les piétons circulent au milieu des voitures garées. Ce sont des données qu'il faut avoir en tête pour gérer son temps, cela aussi limite la liberté de circuler. Compte tenu des circonstances, il faut avoir de véritables raisons de se déplacer pour affronter tous ces barrages physiques et psychologiques.

La pratique religieuse ponctue une partie de la vie et du temps de Jérusalem. Les jours fériés sont le jeudi et le vendredi pour les musulmans, et le vendredi et le samedi pour les juifs. Normalement tout fonctionne le dimanche. Certains transports en commun et taxis collectifs ne fonctionnent pas pendant le shabbat. Ainsi les quartiers vivent sur des rythmes différents. Dans la vie quotidienne il faut avoir en tête tous ces rituels pour trouver un taxi, acheter à manger. Du fait de son carac-



tère trois fois saint, on assiste à Jérusalem à tous les rites religieux. Nous avons croisé des processions catholiques, nous avons vu les musulmans se rendant en foule à l'esplanade des mosquées, et les juifs se presser de rentrer chez eux pour commencer le shabbat. Physiquement c'est impressionnant de se trouver à contresens de ce flot de population qui se hâte vers la prière. Le vendredi, vers 17 h 30, en cinq minutes il n'y a plus personne dans les rues, les magasins ferment, la vieille ville est déserte, alors qu'une demi-heure auparavant elle était extrêmement animée et qu'on sentait

une certaine fébrilité pour les juifs de rentrer chez eux pour le début du shabbat et pour les musulmans d'être chez eux pour la rupture du jeûne.

### **SIMILITUDE ET DIFFÉRENCIATION**

Historiquement, géographiquement et culturellement, les juifs (notamment les séfarades) et les arabomusulmans ont toujours cohabité. Que ce soit à Cordoue au dixième siècle, en Algérie jusque dans les années 1960, et dans certains quartiers de nos grandes villes. Une fois de plus cette grande proximité et cette imprégnation de culture m'ont frappée en cours de ce séjour. Au premier coup d'œil il est difficile de distinguer un Israélien d'un Palestinien et inversement. Ce sera alors certains codes qui nous mettront sur la voie ; dans quel quartier sommes-nous, quelle est la couleur de la plaque minéralogique du taxi, quel est le mode vestimentaire... ? C'est souvent le port d'un signe religieux porté avec ostentation qui fera la différence. Pour un néophyte, au début on a du mal à différencier la langue arabe de l'hébreu, c'est souvent la même gestuelle, le même son guttural, la même intensité, le même niveau sonore. L'écriture par contre est facilement identifiée. Il y a beaucoup de similitude dans la musique, dans la nourriture. Il y a chez certaines familles musulmanes de très nombreux enfants, c'est vrai aussi chez certains juifs. La religion tient une grande place de part et d'autre. L'hébreu comme l'arabe se lit et s'écrit de droite à gauche. En passant à côté d'une école talmudique où les élèves travaillaient toute fenêtre ouverte, on a été frappé d'entendre la même mélodie, la même toile de fond que la lecture des versets du Coran.

Certains aspects de cette proximité sont troubles en période de conflit grave, car l'autre doit être considéré comme étranger, voire ennemi, et surtout comme différent de soi. Il me semble que c'est pourquoi on assiste à une surenchère des éléments de

différenciation qui passe notamment à Jérusalem par le port de signes religieux, par exemple pour les juifs traditionalistes : chapeaux, cheveux en papillote, phylactères, châles. Ce repli identitaire est un phénomène en nette évolution. C'est un signe de durcissement de la situation.

On sait que le rapport au temps et à l'espace a des incidences sur la structuration de la pensée. L'espace en Israël et en Palestine est morcelé, et le temps est très ritualisé. Si psychologiquement, dans une période de grave conflit, cela peut procurer une certaine protection, il semble qu'au niveau de l'esprit cela bouche l'horizon, et donne peu de perspective, aussi bien pour les Israéliens que les Palestiniens. Tous ces rituels, tous ces codes, ont une fonction discriminatoire, mais aussi d'appartenance et de différenciation de l'autre qui ressemble tant à soi. Il faut tenir compte de tous ces éléments pour aider les Israéliens et les Palestiniens à travailler sur leurs représentations et leurs identités mutuelles pour ensuite restaurer les conditions du dialogue. ■

*\*Membre du Man-Lyon*



## LES SIONISTES CHRÉTIENS AMÉRICAINS CHOYÉS EN TANT QUE FORCE POLITIQUE ET TOURISTIQUE

Mark O'KEEFE\*

**Dans son souci de renforcer ses relations avec les évangélistes américains, le gouvernement israélien a lancé plusieurs initiatives incluant des voyages tous frais payés en Terre sainte et des sessions de stratégie avec la Coalition chrétienne américaine et d'autres associations intégristes. L'objectif ? Redonner du tonus à une industrie touristique israélienne en plein marasme et renforcer aux États-Unis le soutien de la base à Israël.**

Le public ciblé est la communauté des évangélistes américains, qui comporte près de 98 millions d'ouailles, mais, à l'intérieur de cette population, c'est une catégorie plus restreinte qui est particulièrement concernée : celle des sionistes chrétiens. Ceux-ci sont persuadés que les juifs sont le peuple élu de Dieu, et qu'ils ont un droit divin à leur territoire disputé, conformément à un contrat (Alliance) décrit dans le premier livre de la Bible. Mais le sionisme chrétien est davantage une question de foi personnelle. Sa théologie du « tout pour Israël » dispose d'un potentiel suffisant pour affecter la politique étrangère des États-Unis, de la même manière que la droite chrétienne a exercé une influence notable sur les questions internes, à travers les pressions politiques. « *Si j'avais un jour le sentiment que l'administration américaine ou un quelconque membre du Congrès s'éloignait d'Israël, croyez-moi, j'inciterais les gens à prendre leur téléphone et à dire à leurs législateurs : "Osez un peu, pour voir !"* », a dit Janet Parshall, qui anime un *talk show* hebdomadaire sur plusieurs stations de radio évangéliques diffusant un peu partout aux États-Unis.

Une question intrigante, fréquemment posée au sein du gouvernement israélien et des cercles évan-

gélites aux États-Unis, est celle de savoir si le président Bush, qui ne cache pas sa foi évangéliste, fait siennes, en privé, les opinions des sionistes chrétiens. « *C'est l'une des explications les plus courantes des raisons pour lesquelles Bush penche pour Israël et sa cause* », a dit Moshe Fox, ministre des Affaires publiques à l'ambassade d'Israël à Washington. « *Je n'ai jamais eu l'opportunité de parler de cela avec le président, mais cette idée circule, et elle est très répandue.* » Le porte-parole de la Maison-Blanche, Ken Lisaius, refuse de développer de quelle façon les convictions religieuses de Bush pourraient affecter son attitude vis-à-vis d'Israël. « *Le président prend des décisions politiques qui sont, toutes, basées sur des facteurs politiques* », a-t-il déclaré. Il est clair, toutefois, qu'Israël considère que les évangélistes nord-américains représentent une communauté vitale pour lui.

« *Augmentons-nous nos efforts cette année ? Oui !* », a déclaré Rami Lévi, commissaire israélien au tourisme aux États-Unis, résidant à New York City. « *Mais, en réalité, nous ne faisons que redoubler d'efforts, depuis des années. Nous savons que les évangélistes sont très favorables à Israël. En Israël, ils aiment tout — pas seulement le tourisme — ils admirent aussi notre économie, nos intérêts nationaux. Ils sont intimement convaincus que c'est ainsi que les choses doivent être. Nous pouvons leur faire confiance les yeux fermés.* » Le nombre des visiteurs étrangers en Israël a plongé de 55 % en 2001, en comparaison avec l'année précédente, qui avait battu tous les records d'affluence, d'après le quotidien *Jerusalem Post*. La chute est attribuée à la crainte du terrorisme et autres formes de danger. Dans un plan de marketing remontant au mois dernier, TouchPoint Solutions, une agence de consultants de Colorado Springs, commanditée par le ministère israélien du Tourisme, a exposé la façon de renverser cette tendance, en faisant appel aux évangélistes américains.

Parmi les mesures les plus importantes, en voici quelques-unes :

- Persuader les trente sionistes évangélistes les plus célèbres, lors de rencontres en face à face, d'aller visiter Israël et d'en assurer la promotion. Les noms concernés, cités dans un document TouchPoint *ad hoc* intitulé « Qui sont donc les sionistes chrétiens ? », comportent des évangélistes radiophoniques tels Jerry Falwell, Pat Robertson, fondateur de Christian Coalition, Pat Robertson, un éleveur texan et John Hagee, un pasteur texan, ainsi que les auteurs de *best-sellers* Tim LaHaye et Parshall.

- Envoyer une lettre aux 100 000 églises évangélistes les plus importantes et une carte postale aux 350 000 autres, leur conseillant de consulter le site du tourisme israélien : <http://www.GolIsrael.com/>.

- Mener à bien des « Journées de Solidarité avec Israël » dans une centaine de cités, en commençant par Colorado Springs, du 24 février au 1<sup>er</sup> mars.

- Les prières publiques se focaliseront sur Israël et son importance biblique. En privé, des leaders évangélistes locaux — que ce soient des pasteurs, des gens du monde des affaires, ou des athlètes se verront proposer des « voyages de solidarité » en Israël. Certains verront leurs frais payés intégralement par Israël.

- « *L'idée, c'est de vendre des vendeurs* », a pu dire Butch Maltby, président de Touch Point, ajoutant qu'un projet de marketing de plusieurs milliards de dollars avait reçu un feu vert de principe, certains aspects dépendant d'un financement de la Knesset, le Parlement israélien. Ce Monsieur Maltby a indiqué que le tourisme israélien dépassait, à ses yeux, la simple dimension économique. « *C'est aussi un outil politique. Toute personne qui vient en Israël devient un ambassadeur de ce pays. Chaque touriste devient un agent de relations publiques.* » [À l'exception de la regrettée Rachel Corrie, sans doute... Ndt.]

La confusion des contours entre la piété, la politique et les relations publiques était évidente, lors d'une réunion tenue le 8 janvier dernier à l'ambassade d'Israël à Washington. Deux représentants de la Coalition chré-

tienne y assistaient, parmi dix-huit dirigeants de l'Église évangéliste. Chaque participant à la réunion a reçu l'ouvrage *Pourquoi les chrétiens doivent-ils soutenir Israël ? [Why Christian Should Support Israel ?]*, de Richard Booker, un ministre du culte résidant au Texas.

Ce livret cite la Genèse 17:7-8 afin d'étayer son argumentation selon laquelle Dieu a conclu une alliance éternelle par laquelle il a donné « *la terre sur laquelle vous étiez des étrangers* », c'est-à-dire l'État moderne d'Israël, à Abraham et à sa descendance. Les juifs et les musulmans considèrent qu'Abraham est leur patriarche. Mais les sionistes chrétiens contestent aux musulmans qu'ils soient pris en compte dans cette promesse de la terre, arguant du fait qu'ils sont les descendants d'Ismaël, fils d'Abraham et de sa servante esclave, Hagar. Ismaël n'appartenait donc pas à l'« alliance éternelle » avec Dieu et, de ce fait, il n'avait hérité aucune terre. Les juifs sont considérés comme descendants d'Isaac, fils d'Abraham et de son épouse, Sarah. Isaac a hérité selon les règles. Ainsi, seuls les juifs sont-ils considérés comme fondés à revendiquer à bon droit la terre qui a été une source de conflictualité internationale depuis qu'Israël est devenu un État indépendant, en 1948, disent les sionistes chrétiens. L'ambassade d'Israël a qualifié ce rassemblement de « *première réunion du réseau de base des chrétiens américains et de discussion stratégique* ». Il a été prévu de tenir ce genre de réunion une fois par mois. Au cours de la rencontre, Shari Dollinger, attachée d'ambassade chargée des questions interconfessionnelles, a présidé à un débat sur la façon dont les étudiants chrétiens pourraient organiser des manifestations pro-israéliennes sur les campus universitaires. Elle a aussi fait part de sa conviction que les Israéliens ont une influence plus importante que jamais auparavant aux États-Unis. « *Nous avons pris conscience d'un phénomène nouveau : nous pouvons mobiliser la base des mouvements chrétiens* », a-t-elle ajouté. ■

*\*Journaliste nord-américain. Article paru dans le quotidien The Washington Post du samedi 26 janvier 2002 (traduit de l'anglais par Marcel Charbonnier).*

## APPARITION D'UN MOUVEMENT DE SIONISTES RELIGIEUX DISSIDENTS CONTRE L'OCCUPATION

**21 mai 2003, les quotidiens *Haaretz* et *Yediot Aharonot* font paraître une publicité, signée par 170 personnes appartenant à la mouvance du sionisme religieux, en rupture avec ce courant dont les colons constituent la principale base politique et idéologique. Voici, transmis par *The Other Israel*, le texte de ce manifeste dissident.**

« Déçus par la direction politique et idéologique du mouvement des sionistes religieux, nous, jeunes femmes et hommes religieux, enfants du sionisme religieux, avons décidé de prendre la parole.

« Depuis longtemps déjà, notre mouvement traverse une crise profonde. Toute la pensée religieuse est ainsi assujettie au programme de la colonisation de la Judée et Samarie [la Cisjordanie, NDLR.], pour laquelle on sacrifie l'essence même de notre mouvement : à savoir, la conduite d'une vie respectueuse de la Torah, au sein de l'État du peuple juif. Le fait qu'Israël impose sa loi à plus de trois millions de gens contre leur volonté, leur déniaient les droits élémentaires, soulève de difficiles questions morales. Cela fait maintenant plus de trois décennies que cette situation empêche Israël de s'occuper sérieusement de problèmes essentiels, comme ceux des relations entre religion et État, l'éducation de la jeunesse, le fossé entre riches et pauvres, et d'autres questions importantes pour la vie des Juifs dans leur propre pays.

« Tous ces problèmes ont été ignorés par les dirigeants et rabbins du sionisme religieux, qui n'ont pour étendard que la colonisation de la Judée et de la Samarie, et sont captifs d'une vision pseudo-religieuse faisant des implantations la fin des fins. Peu de sages osent affronter la réalité, et leur voix n'est guère entendue.

« En l'absence d'une direction valable à la tête du sionisme religieux, nous n'avons pas le choix : nous appelons les sympathisants du sionisme religieux à reconnaître qu'il faut arrêter d'imposer notre loi aux Territoires, et à consacrer leur énergie à la résolution de leurs propres problèmes, trop longtemps négligés, et des problèmes de la société israélienne en général ». ■

# Nous avons lu ...

Michel Warschawski  
**À TOMBEAU OUVERT.**  
**LA CRISE DE LA SOCIÉTÉ**  
**ISRAËLIENNE**

La Fabrique éditions, 2003, 125 pages,  
13 euros

L'essai *À tombeau ouvert* de Michel Warschawski doit être lu comme un appel à l'aide, un cri de détresse. Israël est menacé ; sa société et sa démocratie sont sur le déclin. Selon l'auteur, c'est le pays lui-même qui en est responsable. Il montre comment le non-respect des règles internationales, l'occupation de la Palestine et les actes de guerre contre les Palestiniens mènent inexorablement à la dégénérescence de la société israélienne. Le mépris, la haine et la violence envers les colonisés se nichent dans les rapports sociaux des colonisateurs. L'auteur que nous avons présenté lors de la sortie de son livre *Sur la frontière* (ANV, n° 123, p. 66) connaît son pays, sa culture, son histoire, sa religion. Militant de la gauche radicale, il partage la peur des attentats meurtriers et le désir de paix du peuple dont il fait partie. Mais pour lui, vivre en paix signifie respecter les droits des Palestiniens et surtout le premier d'entre eux : vivre, survivre dans leur pays.

Avec de multiples exemples dont la source est soigneusement documentée l'auteur décrit la rage destructive. « *En identifiant Palestiniens et terrorisme et en justifiant la politique de pacification dans les territoires occupés comme guer-*

*re pour la survie d'Israël, la classe politique israélienne a ouvert des vannes d'où s'échappe toute forme de retenue et de limite au racisme et à la violence.* »

Avec sa haine et son racisme la société israélienne s'enferme elle-même dans un ghetto. Elle semble incapable d'ouverture. Le mot « ghetto » est choisi à dessin par l'auteur et plusieurs fois il fait référence à la persécution meurtrière vécue par les Juifs sous le nazisme. Dans la politique appliquée par le gouvernement Sharon il voit un « *retour pervers de la Shoah* ».

Son analyse partisane (qui peut sérieusement se dire neutre ?) nous éclaire sur le pouvoir des militaires, l'assassinat de Rabin, le revirement de la gauche, les colons sans lois avec tous les droits, le « *nationalisme messianiste et le messianisme militariste de la droite* ».



La guerre contre le terrorisme qui est, en grande partie, une guerre contre une population civile non-armée fait que société, institutions et individus perdent leurs repères. En absence d'une constitution, les lois sont changées par la majorité parlementaire en fonction des intérêts d'individus ou de besoins conjoncturels (exemples, p. 102). Pour les partis religieux seule la loi divine compte, pour les partis russes la démocratie et les libertés individuelles sont superflues. L'effritement des normes démocratiques se répercute à la base de la société : l'auteur constate une augmentation criante de la violence à l'intérieur de la société israélienne ; c'est la dégradation de ce qui caractérise une société civilisée.

Pour l'auteur, les horribles attentats des kamikazes qui visent également la population civile font le jeu de ceux qui veulent la capitulation inconditionnelle ou l'expulsion des Palestiniens. Ces actes meurtriers nourrissent la peur dans toute la population, une peur qui aveugle et qui enferme pour servir, finalement, de justification à tous les actes de répression.

La dégénérescence rapide de la société israélienne peut-elle être stoppée ? Ses freins ont lâché. Comment empêcher qu'elle fonce tête la première dans le mur ? Ce cri d'alarme va-t-il être entendu ? Le tableau peint par Michel Warschawski est sombre, très sombre. Pour voir quelques lueurs il est recommandé de lire *À contre cœur*, les voix d'une petite minorité qui continue de lutter...

Hans SCHWAB



Sous la direction de  
M. WARSCHAWSKI  
et M. SIBONY

**À CONTRE CHŒUR.  
VOIX DISSIDENTES EN ISRAËL**

Les éditions Textuel, 2003, 317 pages,  
24 euros

Soixante-cinq courts textes pour donner la voix à une trentaine d'auteurs et à une douzaine d'organisations qui vont à contre-courant en Israël. Le recueil *À contre cœur*, sans être une musique mélodieuse, est pourtant une lueur dans le noir ; un noir fait de deuil, de haine, d'enfermement.

Ces voix de désaccord avec la politique gouvernementale ne sont pas des pamphlets idéologiques, mais des témoignages et analyses exprimés avec intelligence et émotion. Ces journalistes et juristes, médecins et psychologues, sociologues et historiens, écrivains et poètes, professeurs et politiques, anciens militaires et nouveaux réfractaires informent, expliquent et analysent, mais ils crient aussi — oui, souvent c'est un cri qui pénètre les oreilles de l'impuis-

sant lecteur : des cris d'alarme, de révolte, de rage, de honte, d'accusation et des cris de cœur pour réveiller, pour provoquer un sursaut ; des cris adressés à leurs compatriotes mais aussi aux Palestiniens avec le message que chaque attentat fournit au gouvernement israélien une nouvelle justification, un prétexte supplémentaire à la confiscation des terres palestiniennes, à la démolition de maisons, aux assassinats, à l'extension de la clôture/du mur, à l'implantation ou l'élargissement des colonies ; les commanditaires des attentats seraient ainsi devenus les meilleurs collaborateurs d'Ariel Sharon.

Nurit Peled-Elchanan est la mère de Smadar, tuée dans un attentat à Jérusalem : « *Dans mon pays, l'espoir et l'humanité se meurent [...]. Si nous ne voulons pas que toute notre planète devienne un royaume des enfants morts, nous devons élever nos voix de mères pour que se taisent toutes les autres voix. Nous devons faire à nouveau entendre la voix de ce Dieu qui disait : "Ne porte pas ta main sur l'enfant." Faute de quoi, il n'y aura bientôt plus rien à entendre sauf le cri incessant du deuil. Je vous prie, mesdames, messieurs, de prêter l'oreille aux voix qui montent du royaume souterrain des enfants [...]. C'est le royaume où ma petite fille demeure aux côtés de son assassin palestinien [...]. C'est là que réside aujourd'hui la justice, c'est là que le vrai multiculturalisme règne [...].* »

Élever la voix à contre cœur ! Michel Warschawski, qui édite ce recueil avec Michèle Sibony, vice-présidente de l'Union juive française pour la paix, cite dans la préface le difficile marchandage d'Abraham avec l'Éternel pour sauver Sodome et Gomorrhe. Ces villes ont péri parce qu'il n'y avait qu'un seul juste, Lot. Il

en faut des Lot israéliens et palestiniens pour donner de l'espoir au Proche-Orient ! Avec *À contre cœur* le cri des dissidents atteint maintenant nos oreilles...

H. S.

Joss DRAY et Denis SIFFERT  
**LA GUERRE ISRAËLIENNE  
DE L'INFORMATION.  
DÉSINFORMATION ET FAUSSES  
SYMÉTRIES DANS LE CONFLIT  
ISRAËLO-PALESTINIEN**

La Découverte, 2002, 128 pages, 8 euros

Nous savons qu'il ne faut pas faire aveuglement confiance aux médias, que la manipulation, par négligence ou par intention, se niche dans le choix des



mots, l'agencement des phrases, la mise en page, la place de l'image ou dans la chronologie donnée aux infos à la télé et à la radio. Mais tout en sachant cela, qui s'achète un journal pour le lire, à la longue, avec méfiance ?

Le petit livre de Joss Dray et Denis Siffert a le mérite, au moins, de nous rappeler bien concrètement que ceux qui font la guerre savent utiliser fort bien l'arme des mots et des images et que, trop souvent, dans les rédactions, loin des champs de bataille, se trouvent facilement les serviteurs des manipulateurs.

Les deux auteurs analysent minutieusement les événements qui font l'histoire sanglante au Proche-Orient depuis un peu plus de trois ans : Camp David, le début de la deuxième Intifada, les négociations de Taba, le massacre de Jénine, etc. Comment procèdent-ils ? Pour Camp David, par exemple, ils décortiquent les témoignages des conseillers et négociateurs impliqués, regroupent les témoignages des deux bords, analysent des dossiers et les prises de paroles non officielles, les reportages des correspondants sur place, et ils comparent le résultat de leurs recherches avec les informations finalement publiées. Celles-ci rendent Arafat responsable de l'échec des négociations en refusant des propositions présentées comme extrêmement avantageuses de la part du gouvernement israélien. Exemple : Yasser Arafat aurait refusé le partage de Jérusalem comme capitale du futur État palestinien et d'Israël. En vérité ce « partage » signifiait que le gouvernement Barak concédait à Arafat un village de la banlieue de Jérusalem ; libre à lui de l'appeler Jérusalem, une provocation que Arafat ne pouvait accepter.

Comment les informations concernant le Proche-Orient se transforment-elles chez nous ? Les auteurs montrent que, souvent, les données contenues dans les récits immédiats des correspondants sur place sont transformées dans la mesure où l'information brute est remplacée par le commentaire. D'abord dans les éditoriaux, puis et surtout dans les pages « opinions » et « débats ». Un chapitre est consacré à ces « *intellectuels boute-feux* » qui s'emparent volontiers des pages que la rédaction leur laisse ; leurs opinions, souvent bien formulées, agissent sur l'opinion publique qui, elle, influence l'opinion des journalistes pas très méticuleux. L'information est ainsi remplacée par l'idéologie.

Il n'y a donc pas uniquement la manipulation par le gouvernement israélien — les possibilités manipulatrices des services d'informations palestiniens sont très réduites étant donné leur destruction matérielle ou structurelle — il y a aussi notre réception souvent trop crédule. Une société, et avec elle les groupes et individus qui la composent, n'enregistre-t-elle pas de préférence les informations qui correspondent à ses valeurs et à ses préjugés ?

Ce petit livre est salutaire et aide à lire le journal et à consommer la télévision d'une manière plus vigilante. Mais appliquons la leçon immédiatement : ces auteurs sont-ils eux-mêmes dignes de ma confiance ? Je pense que oui. Leurs méthodes de travail, leurs sources, le choix des mots et des photos ont réveillé en moi le lecteur attentif et critique.

H. S.



Fabienne Messica  
et Tamir Sorek

**REFUZNIS ISRAÉLIENS.  
CES SOLDATS QUI REFUSENT DE  
COMBATTRE EN TERRITOIRES  
OCCUPÉS**

Paris, Éditions Agnès Viénot, 2003,  
242 pages, 18 euros.

Coup de théâtre en 2002 : cinquante-deux officiers et réservistes des unités combattantes israéliennes déclarent refuser désormais toute mission dans les territoires occupés. Depuis lors, ce refus d'obéissance fait tâche d'huile auprès d'autres militaires. Ils sont emprisonnés, menacés, sanctionner, rien n'y fait, le phénomène continue.

Le grand mérite de ce livre est de présenter ce phénomène de refus d'obéissance dans le cadre israélien. L'armée est une institution ancrée dans la société juive, hommes et femmes y font un service militaire. Très rares ont été les objecteurs de conscience au service militaire lors de ces dernières décennies, à la différence de ce qui s'est passé dans les pays européens. De plus, l'armée israélienne a servi de creuset aux différentes institutions et formé la majorité des leaders politiques. Toute dissidence née en son sein prend donc un relief particulier.

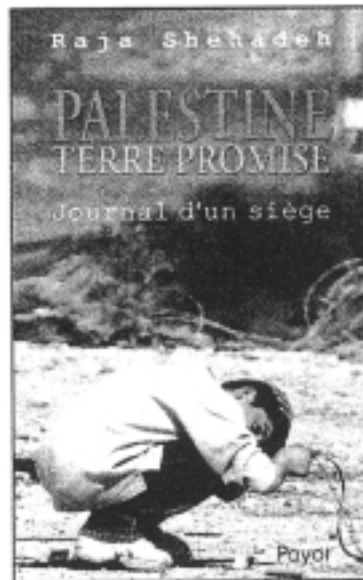
Les deux auteurs montrent donc dans la moitié de leur livre en quoi la détermination des *refuzniks* est significative dans l'histoire d'Israël. Ces militaires sont nés en Israël. Ils ont différemment accepté l'occupation des Territoires occupés depuis 1967. Mais là, maintenant, on leur demande d'aller massacrer des civils dans ces Territoires et à Gaza. C'est trop. C'est contraire, disent la plupart, à l'éthique sioniste de leurs parents. « *Quand je suis revenu chez moi — raconte un refuznik, après avoir fait sauter des maisons de Palestiniens — je me suis demandé comment mon pays, mon État, l'armée à laquelle j'appartenais pouvaient me demander d'agir contre leur éthique et contre mon intérêt, moi un sioniste et un réel patriote. Ce n'est pas ainsi que je vois le rêve sioniste. Et je crois toujours à un État juif et démocratique, mais ce combat, derrière la Ligne verte, c'est un combat antidémocratique.* » (p. 143)

Cet ouvrage se termine par un chapitre très pertinent. Il veut mettre en relief des similitudes entre la guerre en Palestine, la guerre d'Algérie et l'Afrique du Sud sous apartheid. Ce type d'analyse agite

les débats en Israël. « *Un examen attentif du plan de Sharon révèle qu'il a tout simplement adopté la solution des Sud-Africains blancs au problème démographique : encercler un peuple impuissant et subordonné dans plusieurs enclaves séparées les unes des autres et reconnaître la "souveraineté" et "l'indépendance" de cet "État" nouvellement créé.* » (p. 240)

Fabienne Messica est une journaliste française, Tamir Sorek un sociologue israélien. Leur amitié, dont témoigne leur livre, est à l'image de l'amitié qu'ils souhaitent voir surgir concrètement entre Israéliens et Palestiniens, vivant dans deux États reconnus et respectés.

François VAILLANT



Raja SHEHADEH

**PALESTINE, TERRE PROMISE.  
JOURNAL D'UN SIÈGE**

Paris, Payot, 2003, 215 p., 16,5 euros.

Comment comprendre la réalité des Palestiniens ? D'abord en les écoutant, car, dit l'auteur, « *ils n'ont pas besoin qu'on les prenne en pitié. Ils ont besoin de gens qui comprennent leur cause et qui sont prêts à travailler avec eux* ».

Raja Shehadeh, avocat, ancien conseiller de l'Autorité palestinienne, a vécu l'invasion militaire de Ramallah qui a débuté le 29 mars 2002. Cet ouvrage raconte l'abattement, l'humiliation et la peur d'un homme qui veut mener la vie d'un citoyen ordinaire. Il n'hésite pas à critiquer le mode armé de la seconde Intifada, qui ne conduit à rien, si ce n'est à servir le gouvernement Sharon.

F. V.

Marlène TUINGA

**FEMMES CONTRE LES GUERRES,  
CARNETS D'UNE  
CORRESPONDANTE DE PAIX**

Paris, Desclée de Brouwer,  
collection « Culture de paix », 2003,  
190 pages, 21 euros.

Les images de guerre qui nous sont transmises chaque jour à la télévision par les « correspondants de guerre » auraient tendance à nous faire oublier toutes les initiatives de paix, parfois marginales, souvent courageuses, entreprises par des femmes et des hommes qui ne se soumettent pas à l'ordre de la violence.

Notre amie Marlène Tuininga a beaucoup voyagé dans ces pays en guerre à la rencontre de ces femmes « anonymes » qui ne font pas souvent la une de l'actualité. Au Soudan, en Serbie, au Rwanda, en Amérique latine, des femmes se lèvent, se regroupent, agissent pour refuser la logique de la guerre, défendre les droits de la personne humaine, construire des liens par-dessus les haines et les ressentiments.

En « *correspondante de paix* », Marlène Tuininga a partagé leur quotidien et écouté leur révolte. Elle raconte ses rencontres individuelles ou collectives dans des sociétés où bien souvent la domination masculine est omniprésente. Ces carnets écrits d'une plume alerte où l'auteur laisse transparaître son admiration devant tant de courage, révèlent de profondes convergences entre tous ces combats de femmes d'aujourd'hui. L'une d'entre elles aux Philippines résume parfaitement cet état d'esprit « *féminin plu-*



*riel* » qui les anime : « *Nous voulons nous battre pour un pouvoir qui, au lieu de corrompre et de dominer, instaure des relations vraies entre les gens. Nous refusons de nous battre avec les moyens des hommes.* » C'est peut-être l'annonce de temps nouveaux où la violence ne sera plus la règle, mais l'exception. Et si ce sont les femmes du monde qui portent ce message, l'incarnent et l'imposent, alors c'est vrai, la femme est l'avenir de l'homme.

Alain REFALO

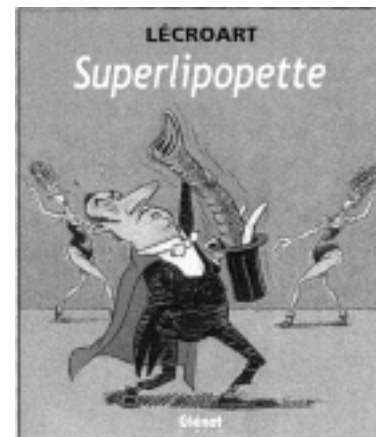
### Étienne LÉCROART **SUPERLIPOPETTE**

Paris, Éditions Glénat, 2003,  
64 pages, 14 euros

Ce n'est pas un livre mais un album de dessins d'humour coloriés. C'est plus que drôle et bien agencé, c'est encore un chef-d'œuvre, comme l'album *Machins trucs*, du même auteur, publié chez le même éditeur.

Chacune des pages, 23 x 27 cm, présente un dessin. Quand je lis un album de Lécroart, j'ai toujours envie de m'affubler d'une paire de ciseaux pour découper certaines pages, afin de les encadrer au-dessus de mon bureau. Mais il n'y a plus de place, et cela serait dommage pour cet album que des amis découvrent dans mes toilettes, d'où d'ailleurs ils ne sortent plus quand il s'y trouve !

Il faut le voir, ce dessin d'un accident entre deux gastéropodes, avec carcasses endommagées ! Comme tous les autres, le trait est soigné, finement colorié. Lécroart, dans sa banlieue parisienne,



les réalise avec de l'aquarelle. Il y en a partout sur sa table de travail très organisée, que parfois sa belle et jeune Marielle vient déranger. Ce travail à l'aquarelle donne des résultats étonnants, avec des nuances rares. Tout lecteur est alors pris d'admiration pour les personnages et les animaux de ces tableaux, pardon, de ces dessins d'humour qui se veut noir, mais qui nous rappelle avant tout que l'humour est la meilleure façon de lutter contre la haine, la bêtise et le découragement. Un beau cadeau à offrir pour les fêtes !

F. V.

### Michael Moore **MIKE CONTRE-ATTAQUE. BIENVENUE AUX ÉTATS STUPIDES D'AMÉRIQUE**

Paris, La Découverte, 2003,  
224 pages, 7,30 euros.

On connaissait sa bouille ronde garnie de lunettes et sa silhouette légèrement enveloppée par ses films iconoclastes,



« The big one » et « Bowling for Columbine ». Voici qu'on découvre cet intrépide reporter écrivain. Trois éditeurs français présentent, sous le même titre, si l'on ose dire, stupide, une traduction amputée de son best-seller *Stupid white men* qui faillit ne pas paraître le 11 septembre 2001. Dans un style d'une drôlerie irrésistible, Mike y donne vent à tout son amour déçu, non seulement pour l'Amérique de celui qu'il appelle « le "président" Bush » (car, comme il le raconte longuement, mal élu) mais encore pour l'ensemble des « hommes blancs ». Tout y passe : l'enrichissement cynique des compagnies transnationales et des technocrates, la discrimination sournoise et réelle des Noirs, l'ignorance, voire l'illettrisme d'une grande partie de ses compatriotes aggravés par le refus des hommes politiques d'améliorer le système scolaire, la responsabilité des Américains dans la détérioration de l'en-



vironnement et de la santé, l'inégalité entre hommes et femmes, le pourrissement du système judiciaire et des prisons, la lente déchéance du parti démocrate : Michael Moore est à peine plus tendre pour Clinton que pour Bush. Tous ces arguments et critiques s'appuient sur des faits et des chiffres précis et difficiles à contester.

Cependant, le morceau de bravoure le plus souvent cité est, figurant dans le chapitre sur la politique étrangère du « président » Bush, la lettre que Michael Moore a adressée au président de l'Autorité palestinienne, Yasser Arafat. « Je sais, lui écrit-il, comment mettre fin aux tueries des deux côtés, et par cela même, arriver à créer un État palestinien. Mon idée n'a rien d'original, poursuit-il. Elle ne fait appel ni à l'armée, ni à l'argent ni à une résolution des Nations unies. Elle ne coûte rien et elle a été appliquée maintes fois, dans beaucoup de pays. ET ELLE N'A JAMAIS ÉCHOUÉ. Elle ne s'appuie pas sur la haine et n'a recours à aucune arme. De fait, il ne s'agit précisément pas d'armes. Cela s'appelle la désobéissance civile non-violente de masse. » Et Michael Moore d'inviter Yasser Arafat à s'asseoir et à exhorter ses compatriotes à s'asseoir sur la chaussée devant les *check points* et à décréter la grève générale. Surtout, ajoute-t-il, en lettres majuscules « NE RÉPONDEZ PAS À LA VIOLENCE PAR LA VIOLENCE », cela ne vous mènera à rien. Et il conclut sa lettre d'une manière exemplaire : « Si vous voulez, je viendrai chez vous pour participer à votre protestation non-violente. C'est, après avoir aidé à financer les balles et les bombes qui ont tué votre peuple, bien le moins que je puisse faire. »

Marlène TUININGA



Oswaldo De RIVERO

### LE MYTHE DU DÉVELOPPEMENT

Paris, L'Atelier, coll. « Enjeux Planète », 2003, 240 pages, 15 euros.

Un livre qui vous donne l'impression d'enfin tout comprendre : voici, décrit par un ancien ambassadeur du Pérou auprès de l'ONU, l'échec du processus de développement qui, lancé il y a cinquante ans, devait apporter la prospérité au monde. Acteur mais plus souvent, témoin impuissant de la situation internationale, Oswaldo de Rivero, montre comment l'action de la « nouvelle aristocratie mondiale », se prévalant d'un « faux libéralisme », loin d'avoir créé, comme promis des « pays en développement » a fait naître des économies nationales non viables, voire des entités chaotiques ingouvernables contrôlées par des seigneurs de la guerre et des mafias. Avec des populations qui, coupées de leurs racines rurales et ancestrales,

affluent dans les grandes villes du tiers-monde pour y vivre, y survivre, dans le dénuement le plus total.

Pourquoi cet échec ? Parce que les avancées de la technologie ont annihilé les « *avantages comparatifs* » supposés du tiers-monde qu'étaient la main-d'œuvre abondante non-qualifiée et les ressources naturelles. Or, après le « *leurre de l'indépendance sans viabilité économique* », les États se sont transformés en « *vicaires* » des compagnies transnationales qui croient que pour atteindre le développement, il suffit d'appliquer leur volonté, dictée par les grandes puissances économiques au lieu de répondre aux besoins de leurs populations. Oswaldo de Rivero ne mâche pas ses mots : « *En ce début du XXI<sup>e</sup> siècle, le déséquilibre physico-social croissant entre aliments, énergie et eau d'une part, et population urbaine d'autre part, constitue une faille sociopolitique qui pourrait causer une série de séismes menant à la désintégration sociale.* »

La solution ? Au lieu de continuer à se leurrer sur le soi-disant développement et le « rattrapage » des pays du tiers-monde, prendre au sérieux le réel problème de survie de leurs populations, ce qui ne pourra se faire qu'en instaurant des régimes démocratiques. Utopie ? Non, répond Oswaldo de Rivero, il est parfaitement envisageable de réorienter les ressources de la défense vers des facteurs stratégiques de survie comme la sécurité alimentaire, la sécurité énergétique et celle de l'eau. Il faut, conclut-il, créer partout de véritables « *pactes pour la survie* ».

Paru initialement en espagnol, ce livre a connu un grand succès en Amérique latine. Pour nous, il pourrait constituer une base de discussion et de réorientation radicale.

M.T.

Jean-Marie PETITCLERC  
**SI ON PARLAIT DE LA VIOLENCE**

Paris, Presse la Renaissance, 2002,  
109 pages, 9 euros.

L'auteur définit la violence comme une intrusion de force dans l'univers personnel de l'autre, c'est le non-respect de l'espace personnel d'autrui, c'est le non-respect du « non » de l'autre, le non-respect du bien de l'autre, le non-respect de la différence de l'autre. Il y a une évolution de la délinquance juvénile : à côté de la traditionnelle délinquance utilitaire, tend à se développer une délinquance violente et gratuite, les délinquants sont de plus en plus jeunes et de plus en plus actifs dans la délinquance de proximité (dégradation des lieux publics qu'ils fréquentent, des écoles de leur quartier, vols dans le centre commercial...) ce qui constitue un grand facteur d'insécurité. Les jeunes sont aussi les premières victimes de la violence, 80 % des actes de violence commis par des jeunes ont pour cibles d'autres jeunes soit quatre faits sur cinq. Ce qui est nouveau, ce qui a changé, ce n'est pas la violence entre les jeunes (les guerres des boutons ont toujours existé) c'est la non-intégration des repères et des limites : beaucoup de bagarres pour des motifs futiles dégènerent en violence grave.

La violence des jeunes est aussi un problème d'adultes : beaucoup d'adultes ont du mal à éduquer les enfants et les adolescents dans la gestion de leur agressivité. Le développement des conduites violentes chez les jeunes est le signe d'un déficit éducatif. Il y a une crise de crédibilité des porteurs d'autorité : confrontés à trop de problèmes personnels souvent liés à des difficultés à



s'adapter à notre société, les parents peuvent être source de déception pour les adolescents. L'école n'est plus un lieu de promotion sociale, la police et la justice se discréditent lorsqu'ils se critiquent sans cesse, les politiques chargés de gérer la cité se discréditent lorsqu'ils sont mêlés à de affaires financières et lorsqu'ils ont transgressé la loi. Toutefois il faut faire attention aux risques de victimisation, en expliquant la violence uniquement par des facteurs extérieurs on ôte toute part de responsabilité personnelle à l'enfant et à l'adolescent.

Pour mieux comprendre la violence de certains individus, il faut croiser trois séries de facteurs : ceux personnels liés à son tempérament, à son histoire personnelle, ceux conjoncturels liés à ce qu'il vit (conditions socio-économiques...) et ceux environnementaux liés au regard que porte le groupe auquel il appartient sur l'acte posé. Ce regard que le groupe porte sur le comportement a beaucoup d'importance notamment pour la délinquance juvénile, il est en référence au crédit que ces conduites permettent d'obtenir dans le groupe d'appartenance. On sait combien le jeune est attentif au regard que les autres portent sur lui au point de risquer

de devenir parfois prisonnier du modèle du groupe.

La violence est un phénomène complexe, **elle est mode d'expression**, il faut savoir écouter ce mode d'expression, **elle est également un mode de provocation**, il faut savoir réagir à cette provocation, elle **est aussi mode d'action**, il faut savoir interdire ce mode d'action.

**Savoir écouter** ce mode d'expression : chaque fois qu'on développe un climat d'écoute, on fait reculer la violence, permettre à chacun d'exprimer ce qu'il ressent autrement que par la violence, c'est être à l'écoute de la souffrance de l'autre.

**Savoir réagir** à la provocation : essayer de réagir à la provocation pour qu'elle ne dégénère pas en plus de violence, il faut savoir maîtriser sa peur, ne pas répondre sur le même registre mais réagir car l'absence de réaction pousse l'autre à l'escalade dans la provocation. Le conflit d'objet peut devenir un conflit de personne. Dans des situations trop tendues il est important de faire appel à un tiers, un médiateur.

**Savoir interdire** lorsque la violence est utilisée comme une stratégie d'action. Certains jeunes ne connaissent que la violence pour obtenir ce qu'ils veulent, certains faits fortement médiatisés semblent leur donner raison : on commence à parler d'eux, de leur quartier, de leurs conditions lorsqu'il y a des émeutes et qu'ils « *mettent le feu au quartier* » comme ils disent eux-mêmes « *alors on commence à s'occuper de nous* ». Le recours à la violence n'est pas un processus démocratique, la panne du dialogue social conduit inexorablement à une montée de la violence. Beaucoup d'adultes ne savent pas se respecter dans la gestion de leurs conflits et utilisent la violence pour arriver à leurs fins

(conflits conjugaux, familiaux, de voisinage, de travail...). Une sur-consommation de la télévision n'aide pas à gérer la distance entre le virtuel et le réel. Le réel devient le support de projections virtuelles. La différence entre le réel et le virtuel c'est la souffrance, le virtuel est un monde sans souffrance. Il est important dans le combat à mener contre la violence de prendre en conscience du poids de la souffrance qu'elle génère. Les personnes qui utilisent la violence comme stratégie d'action sont dans l'incapacité d'accéder à la souffrance de l'autre, il y a ici tout un travail à faire sur les émotions, les siennes qu'on a cadencées et celles de l'autre qu'on nie.

Il faut savoir interdire : la prévention n'est pas l'unique solution de la délinquance, il est important de redécouvrir la dimension éducative de la sanction. La sanction réparation permet une prise de conscience personnelle et une inscription, une participation à la vie de la société. Beaucoup d'adultes n'osent pas dire non, c'est lors de la première tentative de l'enfant à user de la violence comme mode de pression pour obtenir ce qu'il veut, qu'il faut réagir fermement. Il est fondamental d'intervenir dès le premier acte de délinquance pour éviter la récurrence. La plupart des multirécidivistes ont deux caractéristiques : leur premier délit n'était pas grave, et il n'a pas été sanctionné, aucune réponse n'a été apportée.

Ce livre sur la violence et la délinquance juvénile — encore un direz-vous ! — est intéressant car il est ancré dans la réalité de la pratique de l'auteur dans sa rencontre avec des jeunes qui, du fait de leur histoire, de leur contexte ne connaissent que la violence comme mode de relation à l'autre.

Yvette BAILLY

Jean-Marie COLLIN  
**Vers une Europe  
SANS ARMES NUCLÉAIRES**

Observatoire des armes nucléaires  
françaises/CDRPC\*, Lyon, 2003,  
112 pages, 10 euros (port + 2 euros)

Le désarmement nucléaire est en panne. Les puissances nucléaires ont profité de la fin de la guerre froide pour déclasser leurs armes obsolètes, mais toutes modernisent leurs arsenaux, prévoyant même de nouvelles armes nucléaires miniaturisées éventuellement utilisables sur le champ de bataille. L'Europe n'est-elle pas la plus à même pour relancer un processus qui conduirait au désarmement nucléaire mondial tel qu'il est prévu par l'article VI du Traité de non-prolifération ? Tel est le propos argumenté de cette brochure qui s'appuie sur des propositions issues du rapport de la Commission Canberra et de la réflexion commune d'organisations françaises et britanniques membres du réseau « Abolition 2000 » comme Stop Essais, le Man, le Mouvement de la paix, etc.

\*Disponible auprès du CDRPC,  
187, montée de Choulans, 69005 Lyon





**É**crivez, à ANV,  
Galaxy 246,  
6 bis, rue de la Paroisse  
78000 VERSAILLES,  
pour recevoir gratuitement  
10, 20 ou 50 dépliants,  
selon votre choix.  
L'équipe d'ANV vous en remercie  
chaleureusement.

ANV édite un joli dépliant qui présente la revue, indique les numéros disponibles et propose un abonnement.

**Aidez-nous à le distribuer !**

## Offrez le numéro d'*Alternatives non-violentes* que vous venez de lire sur "Palestiniens et Israéliens : faire parler la non-violence"

3 exemplaires du n° 128-129 : 49 € au lieu de 67 €

5 exemplaires du n° 128-129 : 79 € au lieu de 111 €

Tous ces tarifs s'entendent port compris

À retourner à : ANV, Galaxy 246, 6 bis, rue de la Paroisse, 78000 Versailles

Nom ..... Prénom .....

Adresse .....

Code postal ..... Ville .....

Je commande ..... exemplaire(s) du n° 128-129 d'ANV pour le prix de .....

Envoyez-moi gratuitement ..... exemplaires du dépliant de présentation d'ANV

Joindre le chèque à la commande, à l'ordre de : ANV



***Le prochain numéro  
(double) a pour thème :***  
**L'arme nucléaire.**  
**Totem et tabou**

## Bulletin d'abonnement

à envoyer à : ANV, Galaxy 246,  
6 bis, rue de la Paroisse  
78000 Versailles

Nom : .....

Prénom : .....

Adresse : .....

.....

.....

Je souscris un abonnement d'un an (4 numéros),  
à partir du numéro .....

Je commande ..... dépliant de présentation de la  
revue (gratuits).

**Tarif ordinaire : 35 euros**

**Soutien : 50 euros**

**Petit budget : 26 euros**

**Étranger : 39 euros**

Je désire recevoir les numéros suivants :

.....

.....

.....

envoi d'1 numéro : plus 2 € de port

envoi de 2 numéros : plus 3 € de port

envoi de 3 numéros : plus 4 € de port

Je verse donc la somme de .....

à l'ordre de ANV (CCP **2915-21** U LYON)

# Alternatives Non-Violentes

**F**ace à la violence, incapable d'apporter une solution humaine aux inévitables conflits qui constituent la trame de l'histoire de l'humanité, la non-violence propose une alternative.

**L**a philosophie de la non-violence veut déconstruire l'idéologie de la soi-disant violence nécessaire et légitime qui domine nos cultures et sociétés, tout en développant une culture de non-violence, avec des méthodes d'action permettant la gestion positive des conflits. La cohérence entre la fin et les moyens s'avère un impératif autant éthique que stratégique.

**L'**action non-violente a été historiquement mise en œuvre dans les luttes de résistance pour les droits de l'Homme, avec au premier rang la lutte pour l'indépendance de l'Inde menée par Gandhi.

**L'**action non-violente est résistance, non-coopération, désobéissance aux lois injustes ; elle vise alors à créer un rapport de forces pour combattre les situations d'injustice et d'oppression. Mais la non-violence est aussi une force de proposition ; elle veut réaliser un programme constructif qui vise, ici et maintenant, dès la phase de résistance, à anticiper la société solidaire de demain, en mettant en place les structures alternatives garantes de la justice et de la liberté.

## **N° 103 : ATTENTION, PUBLICITÉ ! - 9 €**

Boîtes aux lettres envahies, intrusions téléphoniques, panneaux d'affichage omniprésents, films interrompus..., la manipulation publicitaire agresse subrepticement les sens et l'esprit, engendrant d'innombrables victimes. Histoire de la publicité. Publicité et violence. Publicité et sexisme. Environnement dégradé... Comment résister ? Avec F. Brune, Y. Gradis, J.-J. Ledos, M.-V. Louis, J. Marcus-Steiff...

## **N° 108 : LA DÉSOBÉISSANCE CIVILE - 9,50 €**

Ce numéro a pour ambition de faire connaître la désobéissance civile, pensée et vécue par David-Henri Thoreau, Léon Tolstoï, Gandhi... jusqu'au procès Papon. Son originalité non-violente, sa force et ses limites. Avec Jean-Baptiste Eyraud, Christian Mellon, Jean-Marie Muller, Bernard Quelquejeu, Mario Pedretti, Alain Refalo...

## **N° 110 : VIOLENCES CONTRE LES PERSONNES ÂGÉES - 9,50 €**

Les maltraitements contre les personnes âgées, à domicile comme en maisons de retraite, constituent un véritable problème de société. Vieillir peut-il avoir encore un sens aujourd'hui ? Vieillesse et immigration. La place de l'animal de compagnie. La sexualité du troisième âge. Fin de vie : l'apport des soins palliatifs ; débat sur l'euthanasie volontaire. Avec Maurice Abiven, Pascal Champvert, Jean Debruyne, Gilles Desrumaux, Noëlla Jarrousse, Jacques Pohier, Jean-Luc Vuilleminot... Un numéro exceptionnel !

## **N° 113 : QUAND L'ENFANT SOUFFRE VIOLENCE - 9,50 €**

De nombreux enfants sont maltraités à notre époque. Un enfant violent deviendra-t-il ensuite un adulte violent ? Quelles préventions éducatives, psychologiques et médicales mettre en place ? Présentation de l'œuvre d'Alice Miller, suivi d'un débat contradictoire. Avec C. De Truchis, I. Filliozat, P. Lassus, F. Maqueda, O. Maurel, S. Missonnier, J.-M. Muller, C. Robineau et S. Robert-Ouvray.

## **N° 115 : L'ANIMAL A-T-IL DROIT AU RESPECT ? - 9,76 €**

Jamais dans l'histoire les animaux n'ont été autant martyrisés qu'à notre époque : marées noires, industries pharmaceutiques, chasse en tous genres. L'animal mérite-t-il le respect au point de ne jamais le tuer ? Existe-t-il un lien entre la violence que les hommes exercent entre eux et la maltraitance sur le monde animal ? Avec E. Drewermann, K. L. Matignon, T. Monod, J.-M. Muller, B. Quelquejeu, P. Rabhi, A. Richard, F. Vanpouille et Y. Wehring.

## **N° 117 : ANARCHISME, NON-VIOLENCE, QUELLE SYNERGIE ? - 9,76 €**

L'anarchisme prône la disparition de l'État et veut construire une société autogérée. Ce numéro exceptionnel fait découvrir l'histoire des idées anarchistes, la mouvance anarchiste d'aujourd'hui et sa confrontation à la non-violence. Avec André Bernard, Xavier Bekaert, Brigitte Bossen, Jean-Marie Muller, Alain Refalo, Hans Schwab, François Sébastianoff, Alain Thévenet, Jacques Toublet...

**N° 118 : NON-VIOLENCE, QUE FAIT LA POLICE ? - 9,91 €**

Même dans une société allant vers l'autogestion et la non-violence, une police est nécessaire pour établir la sécurité et faire respecter le droit. Mais quelle police ? Avec Isabelle Bartkowiak, Jean-Jacques de Félice, Dominique Monjardet, Béatrice Pouligny, Geneviève Pruvost, Cédric Moreau de Bellaing...

**N° 119-120 : LES LUTTES NON-VIOLENTES AU XX<sup>e</sup> SIÈCLE**

(tome 1) 19,52 €

Une force, la non-violence, est née, puis s'est développée au XX<sup>e</sup> siècle. Le phénomène a commencé avec Gandhi puis s'est propagé sur les cinq continents. De l'Australie à la chute du Mur de Berlin, de la Colombie à la Tanzanie, du Larzac à Seattle... Plus de trente articles retracent l'héritage de non-violence transmis au XXI<sup>e</sup> siècle.

**N° 121 : LES LUTTES NON-VIOLENTES... (tome 2) 9,91 €**

Ce numéro consacré aux luttes non-violentes en Europe s'inscrit à la suite du n° 119-120. On y trouve en finale un entretien exclusif avec Michel Rocard et une analyse politique de Jean-Marie Muller sur les événements survenus à cause des actes terroristes du 11 septembre.

**N° AF (affiche) : LES CENT DATES DE LA NON-VIOLENCE AU XX<sup>e</sup> SIÈCLE**

5 €

Cette affiche en quadrichromie, très grand format (84 x 64 cm) présente avec pédagogie les grandes luttes qui ont fait entrer la non-violence sur les cinq continents. Elle est une illustration des n° 119-120 et 121. Idéal pour une classe, un bureau, une chambre ou... la porte de ses toilettes ! Elle donne à réfléchir sur le bel héritage de non-violence que le XX<sup>e</sup> siècle lègue au XXI<sup>e</sup> siècle !

**N° 122 : L'AÏKIDO, UN ART MARTIAL NON-VIOLENT - 9,91 €**

L'aïkido parvient à libérer son adversaire de son agressivité et ignore la compétition. Cette discipline du corps et de l'esprit est propice à se défendre dans la rue contre une agression. Regards sur les autres arts martiaux et leurs origines guerrières. Coupe du monde de football et violences. Actualité : actions non-violentes exemplaires au Pays Basque. Avec Michel Caillat, André Cognard, Daniel Lance, Vincent Roussel, Gorka Torre...

**N° 123 : LA VOITURE VÉHICULE DE LA VIOLENCE - 9,91 €**

La violence routière est impitoyable, mais elle est acceptée comme le tribut sacrificiel d'un objet idolâtré : la voiture ! Existe-t-il une conduite non-violente ? Le réaménagement urbain, avec le vélo et le tramway, est possible. Exemples en Europe. Un numéro qui ne mâche pas les mots, qui sort de la langue de bois si habituelle sur le sujet. Avec Jean-Pascal Assailly, Marie-Hélène Aubert, Michel Bourguet, Philippe Delrue, Philippe Laville, François Marchand, Jean Sivardière, Paul Virilio...

**N° 124 : L'INTERVENTION CIVILE : UNE CHANCE POUR LA PAIX - 10 €**

L'intervention de civils non armés, dans des pays en guerre, est une chance pour la paix. Ce numéro constitue les Actes du colloque qui s'est tenu à l'Assemblée nationale, à l'initiative de l'IRNC et du Comité français pour l'intervention civile de paix. Prévention des conflits, interposition, médiation... Avec des chercheurs, des acteurs de terrain, des personnalités politiques et des représentants d'ONG...

**N° 125 : SANCTIONNER SANS PUNIR :**

**LES SANCTIONS ÉDUCATIVES - 10 €**

Les châtiments et les punitions n'éduquent pas, mais engendrent soumission et humiliation. Les sanctions éducatives cherchent, au contraire, l'adhésion et la réparation de la faute, dans le respect d'autrui et de soi-même. Dans la famille, à l'école, la vie citoyenne... Analyses et exemples concrets. Avec Chantal De Truchis, Élisabeth Maheu, Eirick Prairiat, Thierry Pech, Christian Robineau, Maryse Vaillant...

**N° 126 : QUELLE MONDIALISATION ? PAR QUI ? POUR QUI ? - 10 €**

L'idée de mondialisation pourrait être bonne si elle n'était pas colonisée par l'économie néo-libérale des États-Unis. Interview exclusive de José Bové sur l'action non-violente. Mondialisation et criminalité des cols blancs. Le danger des OGM est bien réel. Pour un commerce équitable. Pour découvrir l'histoire et les intentions d'Attac. Avec Attac, José Bové, Brigitte Chamak, Jean de Maillard, René Passet, Henri Rouillé d'Orfeuil, François-Xavier Verschave.

**N° 127 : AUX SOURCES DE LA PHILOSOPHIE : LA NON-VIOLENCE**

10 €

Comment se présente la non-violence chez les grands philosophes et penseurs qui en ont parlé : Annah Arendt, René Girard, Emmanuel Levinas, Éric Weil... ? Débats sur la philosophie de la non-violence. Avec : Joëlle Hansel, Henri Laux, Jean-Marie Muller, Bernard Quelquejeu, Jacques Ricot, Frédéric Rognon...

**N° 128-129 : PALESTINIEN ET ISRAËLIENS :**

**FAIRE PARLER LA NON-VIOLENCE - 21 €**

Aucune solution militaire ne permettra de sortir de l'impasse. La violence mimétique de Sharon et du Hamas n'apporte nulle part la sécurité. Ce numéro montre que des Israéliens et des Palestiniens tracent des voies pour sortir du conflit meurtrier et de ses humiliations quotidiennes. Comment concevoir une force de police internationale et des interventions civiles ? Témoignages de Refuzniks ; récits et analyses de Palestiniens, Israéliens et Européens. Avec une quinzaine de spécialistes, dont Dominique Vidal, Fabienne Messica, Bernard Ravenel, Abdelfattah Abu-Srou, Denis Sieffert...

Alternatives non-violentes  
Galaxy 246  
6 bis, rue de la Paroisse  
78000 VERSAILLES  
Tél.+ Fax 02 35 23 05 81  
anv.revue@wanadoo.fr

Revue associée à l'Institut  
de recherche sur la résolution  
non-violente des conflits (IRNC)

#### COMITÉ D'ORIENTATION

Paul BLANQUART  
Bernard BOUDOURESQUES  
Patrice COULON  
Etienne GODINOT  
François MARCHAND  
Virginie MARTIN  
Jean-Marie MULLER  
Bernard QUELQUEJEU  
Alain REFALO  
Christian ROBINEAU  
Hans SCHWAB  
Jacques SÉMELIN  
Marlène TUINGA  
Jean VAN LIERDE

#### DIRECTEUR DE PUBLICATION :

Christian DELORME

#### RÉDACTEUR EN CHEF :

François VAILLANT

## S O M M A I R E

<b>É D I T O R I A L</b> .....	1
<b>Palestiniens et Israéliens : faire parler la non-violence</b>	
Rencontre avec Dominique Vidal .....	3
Le culte du martyr et la structuration psychique en Palestine Marie REVEILLAUD .....	15
La guerre des adultes traumatise gravement les enfants Abdelfattah ABU-SROUR .....	20
Il y a des Palestiniens qui commettent des attentats, mais il y en a d'autres qui... Claude LÉOSTIC .....	26
Palestine entre non-violence et terrorisme. Bernard RAVENEL .....	34
Comme un taureau rendu furieux... Ou Aïssa traversant le Jourdain Jean OSWALD .....	42
Cisjordanie, la vie le long du « mur » Stéphanie LE BARS et Marion VAN RENTERGHEM .....	46
L'agriculture palestinienne au pied du mur. Valentina HEMMELER .....	53
La violence sacrilège. Jean-Marie MULLER .....	56
Insoumis israéliens : le courage de dire « non ». Fabienne MESSICA .....	59
Femmes en noir, chaque vendredi à Tel-Aviv et Jérusalem Marlène TUINGA .....	64
La voix de Michel Sabbah, patriarche latin de Jérusalem Lucien CHAMPENOIS .....	69
Analyse critique des missions d'intervention civile en Israël-Palestine Sébastien BABAUD .....	73
Le Man, encore une fois dans l'action .....	78
La guerre des mots. Denis SIEFFERT .....	84
Les sites Internet traitant de la situation en Israël et Palestine. C. GRASSI .....	89
Documents divers .....	103
<b>N O U S A V O N S L U ...</b> .....	122